

GESUNDHEITSÖKONOM GREINER:

# „Eine neue Wirtschaftsordnung brauchen wir nicht“

- VON CHRISTIAN GEINITZ
- -AKTUALISIERT AM 04.04.2020-11:37

Der Befund stimme, dass Pflege in manchen Krankenhäusern schon zu knapp sei. Aber nicht erst seit der Corona-Krise werde überall in Deutschland daran gearbeitet, mehr Pflegepersonal auszubilden und einzustellen. Dafür bedürfe es also keines aktuellen Impulses mehr. Die gegenwärtige Lage untermauere lediglich die schon vorhandene Einsicht. „Im Zuge dessen werden, dem Markt sei Dank, auch die Löhne des Pflegepersonals weiter steigen“, erwartet Greiner. Die Beschäftigten verdienten derzeit nach einigen Jahren Berufstätigkeit rund 3100 Euro brutto im Monat, was etwa 80 Prozent des Durchschnittslohns von Vollzeit-Beschäftigten in Deutschland entspreche.

Für besonders qualifiziertes Personal, das derzeit in der Corona-Krise gebraucht wird, etwa in Operationssälen oder auf Intensivstationen, zahlten viele Krankenhäuser schon heute übertarifliche Zuschläge. Allerdings scheitere das nicht selten am geltenden Tarifrecht. „Ausschlaggebend für einen höheren Tariflohn wird nicht primär das gestiegene gesellschaftliche Ansehen des Pflegeberufs mit klatschenden Mitbürgern auf Balkonen sein, sondern ganz klassisch und marktmäßig die sich verschärfende Knappheit an verfügbaren Pflegekräften“, sagt der Wissenschaftler.

Was Medikamente und Schutzmaterial angeht, verweist Greiner darauf, dass die bisher praktizierte internationale Arbeitsteilung viele Vorteile biete, weil sie Spezialisierung, Innovationen und internationale Risikoverteilung fördere. Dennoch dürfe man sich natürlich nicht von einem einzigen Handelspartner abhängig machen, etwa von China. Es sei im Interesse sowohl der Industrie als auch der Endnutzer, bei den Zulieferern stärker zu diversifizieren, um die Risiken zu mindern.

Um das zu steuern, könnte die Vergabe von Verträgen – zum Beispiel der Krankenkassen mit Arzneimittelherstellern – an Anbieter mit Produktionsstätten in anderen Weltregionen erfolgen. Oder es ließen sich, mit der Aussicht auf langfristige Lieferverträge, neue Anbieter auf den Markt holen. Diese könnten ihre Werke in Deutschland oder Europa haben, zwingend sei das aber nicht, solange die Abhängigkeit von einzelnen Produktionsstandorten sinke. „Dies alles funktioniert am besten über das wettbewerbliche Instrument der Ausschreibung, in der durchaus auch Qualitäts- und Lieferaspekte eine große Rolle spielen können“, sagt Greiner.

Er erinnert daran, dass die bisherigen Pandemiepläne schon eine ausreichende Bevorratung mit wichtigen Arzneimitteln und Material vorgesehen hätten, was aber offensichtlich nicht genug beachtet worden sei. Deshalb werde es wohl nach der Krise zu einer stärker regulierten und kontrollierten Bevorratung bestimmter als besonders kritisch eingestufte und unverzichtbarer Güter in Krankenhäusern, Arztpraxen und bei Großhändlern kommen: „Eine staatliche Reservehaltung wäre dagegen für ein 80-Millionen-Volk nur mit unverhältnismäßig hohem laufendem Aufwand umsetzbar.“

Greiner resümiert: „Die Wirtschaftsordnung im Gesundheitswesen muss also offensichtlich nicht völlig neu gedacht werden. Man würde sehr viel Dynamik und Innovationskraft aufgeben, wollte man tatsächlich so tun, als würden ökonomische Prinzipien im Gesundheitswesen nicht gelten und als wenn internationale Arbeitsteilung hier verzichtbar, wenn nicht sogar schädlich sei. Der Blick in Gesundheitssysteme mit deutlich größerer staatlicher Prägung, wie vor allem England und übrigens auch Italien, macht ganz konkret deutlich, dass auch diese sicher nicht besser dastehen als wir mit unserem eher marktlichen Ansatz.“

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/04/il-faudra-se-resoudre-a-ce-que-la-crise-passee-la-dette-injectee-dans-l-economie-n-aura-pas-a-etre-remboursee\\_6035538\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/04/il-faudra-se-resoudre-a-ce-que-la-crise-passee-la-dette-injectee-dans-l-economie-n-aura-pas-a-etre-remboursee_6035538_3232.html)

## « Il faudra se résoudre à ce que, la crise passée, la dette injectée dans l'économie n'aura pas à être remboursée »

L'avocat Frédéric Peltier plaide, dans une tribune au « Monde », pour l'annulation multilatérale de la dette contractée pour affronter la pandémie, à travers l'organisation d'un nouveau Bretton Woods, espérant que le droit international prendra l'ascendant sur les marchés financiers.

Par [Frédéric Peltier](#) Publié aujourd'hui à 08h00

**Tribune.** Le président de la République et ses ministres après lui ont affirmé que le gouvernement soutiendrait « *quoi qu'il en coûte* » l'économie dont il a été ordonné l'arrêt par pans entiers. L'argent vaut donc moins que la vie humaine aux yeux d'Emmanuel Macron. Pour d'autres, comme le président des Etats-Unis ou celui du Brésil, l'échelle des valeurs n'est pas aussi claire. Derrière leurs discours justifiant que la crise économique pourrait faire plus de victimes que la crise sanitaire, c'est encore la loi du marché qui prédomine sur la loi de la République. Peut-être seront-ils peu à peu rattrapés par la réalité de la fragilité humaine...

Quelles que soient les nuances sur la nécessité du confinement qui finalement s'impose à tous, les politiques publiques de soutien à l'économie convergent sur l'utilisation massive de la création monétaire pour éviter l'effondrement. En effet, dans une période de crise majeure et sans précédent telle que celle qui nous oblige à demeurer enfermés dans un cercle le plus restreint possible, l'argent n'a plus d'autre valeur que d'être l'instrument permettant de préserver des perspectives, alors que personne n'est en mesure de savoir quand ce virus sera vaincu.

### Un instrument d'espoir

L'argent n'est plus un instrument d'échange, c'est un instrument de survie, et donc d'espoir. Jamais l'expression « *le temps c'est de l'argent* » n'a été aussi à propos qu'aujourd'hui. C'est au travers de la dette et de la capacité des Etats et des banques centrales d'alimenter les acteurs économiques en liquidités, et en particulier les entreprises, que l'espoir leur est permis de tenir pendant le confinement et pouvoir envisager de redémarrer leurs activités ensuite.

Le pouvoir de battre monnaie, symbolisé par la planche à billets, est une prérogative essentielle de la puissance publique. Lorsque l'on attend des Etats qu'ils sauvent leur peuple d'un péril grave, réfléchir au coût monétaire, c'est prendre le problème à l'envers, car la monnaie devient l'instrument ultime de gestion de la crise. Comme les respirateurs artificiels qui manquent cruellement, il ne faut pas compter l'argent, respirateur artificiel de l'économie à l'arrêt.

Mais qu'advient-il de cette dette ?

Il faut être réaliste, qu'elle soit baptisée ou non « coronabonds », cette dette n'a aucune valeur, car l'argent qu'elle représente ne produit rien. Sa valeur humaine et sociale pourtant essentielle pour éviter l'effondrement n'est pas valorisée par le marché. On sort du logiciel du libéralisme financier qui s'est imposé depuis plusieurs décennies. L'orthodoxie qui faisait consensus sur les marchés financiers, tel le fameux 3 % de déficit budgétaire ou la limite de 100 % du produit intérieur brut (PIB) pour la dette publique, a été balayée.

L'argent, par milliers de milliards d'euros, de dollars, de livres, de yens et de toutes les monnaies du monde promis au soutien de l'économie, doit être considéré comme consommé une fois pour toutes, comme un médicament.

## Dettes de survie

Il faudra donc se résoudre à ce que, la crise passée, cette dette de survie injectée dans l'économie n'aura pas à être remboursée. Il faudra l'annuler. Attendre que l'inflation s'en charge serait une lourde erreur. Pour un pays comme la France, il y aurait beaucoup à perdre. Notre commerce extérieur étant déficitaire, notre appauvrissement serait encore plus marqué, mais aussi le pouvoir d'achat des salariés reculerait, l'augmentation des salaires étant toujours en retard sur celle des prix.

L'enjeu de l'annulation de la dette est une constante dans l'histoire. Il faut se souvenir de [Solon](#) [élu *archonte d'Athènes au VI<sup>e</sup> siècle av. J.-C.*] et de sa loi dite de la « délivrance du fardeau » qui a permis d'asseoir la démocratie athénienne sur l'annulation des dettes qui réduisaient de plus en plus de débiteurs à l'esclavage, cinq siècles avant l'ère chrétienne.

Mais comment peut-on faire pour annuler la dette dans le monde financiarisé d'aujourd'hui ?

Les Etats ne font pas faillite, et c'est d'ailleurs pourquoi le cœur du dispositif mis en place en France est un prêt de 300 milliards d'euro garanti par l'Etat. Cependant les Etats, y compris les plus puissants, ne pourront pas longtemps laisser planer l'illusion que cette dette de crise vaudra son nominal. Les marchés financiers un jour effrayés, rassurés le lendemain, n'arriveront pas à digérer par eux-mêmes cette correction de valeur consistant à reconnaître que la dette Covid-19 vaut zéro.

Les Etats ne trouveront pas non plus individuellement la recette pour déclarer qu'ils sont dans l'incapacité d'honorer leur dette. Le fait du Prince, même s'il est justifié par une crise majeure, n'est plus possible car il tuerait l'un des piliers essentiels de la démocratie qui est l'Etat de droit.

## Un nouveau Bretton Woods

Il faut donc créer une règle qui ne soit pas imposée unilatéralement, mais qui procède d'un consensus politique international. Ce consensus ne peut émerger que d'un nouveau Bretton Woods [du nom de la conférence qui, en juillet 1944, fixa les règles de l'organisation financière mondiale pour l'après-guerre].

La pandémie sanitaire a pour corollaire une pandémie monétaire et seul un accord international organisé dans le cadre du Fonds monétaire international (FMI) tel que celui intervenu à la fin de la seconde guerre mondiale permettra de régler cette impérieuse obligation d'annulation de la dette Covid-19 dans le monde entier.

Les outils régaliens, lorsqu'il s'agit de s'attaquer à la conséquence d'un événement imposé au monde entier, ne peuvent être que juridiques et multilatéraux. Dans la hiérarchie des normes juridiques, les traités internationaux sont au sommet. Le droit international devra donc prendre l'ascendant sur les marchés financiers. Il n'y aura pas d'autre solution.

L'annulation de la dette ne peut qu'être ordonnée par une règle de droit, et pour tous les Etats, y compris les plus réfractaires au multilatéralisme dont le champ de bataille de la guerre sanitaire n'épargnera pas le territoire national. Espérons que les chefs d'Etat d'aujourd'hui seront à la hauteur de leurs aînés de 1944.

**Frédéric Peltier** est l'auteur de l'ouvrage « Le Procès de l'argent. Loi de la République contre loi du marché » (Albin Michel, 2017).

**Frédéric Peltier**(Avocat)

MILLIARDEN GEGEN DIE KRISE:

# Darum geht es in der EU-Debatte über Corona-Hilfe

- VON HENDRIK KAFSACK UND WERNER MUSSLER, BRÜSSEL
- -AKTUALISIERT AM 03.04.2020-10:14

Die EU mobilisiert viel Geld, um die Corona-Krise zu meistern. Was kommt sicher, was ist im Gespräch? Ein Überblick.

Mindestens vier Zwecke lassen sich unterscheiden: direkte medizinische Hilfe, Überbrückungsmaßnahmen wie Liquiditätshilfen und Kurzarbeitergeld zur Abfederung der unmittelbaren ökonomischen Folgen der Krise, die Abschirmung vor Angriffen der Finanzmärkte auf stark verschuldete Eurostaaten und die Finanzierung des „Wiederaufbaus“ nach dem Ende der Krise.

Welche EU-Töpfe stehen dafür schon zur Verfügung?

Verschiedene Titel des EU-Haushalts, der Euro-Krisenfonds ESM mit einer Ausleihsumme von 410 Milliarden Euro sowie Mittel der Europäischen Investitionsbank.

Welche Rolle kann der EU-Haushalt spielen?

Im Haushalt 2020 ist nicht mehr viel Geld übrig, das die EU für die Bewältigung der unmittelbaren Folgen der Krise ausgeben könnte. Die Kommission will aber den Staaten zumindest erlauben, das Geld aus den Strukturfonds – das ist immerhin ein Drittel des 150-Milliarden-Euro-Budgets – komplett dafür einzusetzen, auch Geld, das eigentlich für den Bau von Straßen oder Brücken vorgesehen war. Zudem soll Geld, das die Staaten nicht abgerufen haben, in einen Nothilfefonds fließen, mit dem der Kauf von Schutzkleidung oder die Verlegung von Patienten finanziert werden soll. Dabei geht es um eine Summe im niedrigen einstelligen Milliardenbereich. Der Fonds soll aber für nationale Beiträge offen sein.

Was ist ein „Corona-Fonds“?

Das ist eine der Kernfragen der aktuellen Debatte. Der niederländische Ministerpräsident Mark Rutte hat einen Fonds für die Bewältigung der medizinischen Folgen der Krise vorgeschlagen, der zwischen 10 und 20 Milliarden umfassen soll. Das ähnelt dem Nothilfeschlag der Kommission. Rutte will den Fonds aber durch nationale Beiträge, je nach Wirtschaftsleistung, finanzieren. Die Niederlande würden je nach Gesamthöhe zwischen 0,6 und 1,2 Milliarden Euro zahlen.

Was für eine Rolle spielt das von der EU-Kommission vorgeschlagene EU-Kurzarbeitergeld?

Die Kommission will Kurzarbeitsprogramme der EU-Staaten mit 100 Milliarden Euro fördern. Staaten wie Italien oder Spanien sollen Kredite erhalten, um Unternehmen, aber auch Selbständige zu unterstützen. Das Geld dafür will die Kommission am Markt aufnehmen. Die Staaten sollen und müssen – weil die EU keine Schulden machen darf – je nach ihrer Wirtschaftsstärke dafür mit Garantien geradestehen. Auch das ist, ähnlich wie es Corona-Bonds wären, eine Vergemeinschaftung von Schulden, weshalb die Kommission auch hofft, dass die Italiener das als Kompromiss akzeptieren könnten.

Was sind Corona-Bonds?

Von der Definition her handelt es sich um Eurobonds, deren Emission in der ein oder anderen Art an die Corona-Krise geknüpft werden, etwa über eine Zweckbindung (Mittel dürfen nur zur Bekämpfung der Krise verwandt werden), ein Transferelement (von Corona betroffene Länder bekommen mehr Mittel als andere)

oder eine auf die Dauer der Krise beschränkte Laufzeit. Ein allgemein akzeptiertes Modell für solche Corona-Bonds existiert aber nicht. Neun Staaten (Italien, Frankreich, Spanien, Portugal, Belgien, Luxemburg, Irland, Slowenien und Griechenland) haben die Corona-Krise zum Anlass genommen, generell Eurobonds zu fordern. Sie unterschieden sich nicht von jenen Gemeinschaftsanleihen, die viele südliche Staaten schon in der Euro-Krise forderten, was vor allem Deutschland aber immer abgelehnt hat. Es handelt sich um gemeinschaftlich aufgenommene Schulden, für die diese gesamtschuldnerisch haften. Für hochverschuldete Staaten hieße das im Ernstfall, dass Staaten mit besserer Bonität für schlechter aufgestellte Länder haften müssten. Frankreichs Finanzminister Bruno Le Maire will das Modell jetzt für einen zeitlich befristeten und gleichzeitig auf den Wiederaufbau nach der Krise begrenzten Fonds nutzen.

Was spricht für, was gegen Corona-Bonds?

Le Maire sagt, die bestehenden Mittel reichten nicht aus. Befürworter der Gemeinschaftsanleihen argumentieren ferner, diese schirmten hochverschuldete Staaten gegen die Finanzmärkte ab. Nach Ansicht der Gegner ist eine sachliche und zeitliche Beschränkung der Gemeinschaftsanleihen auf Corona-Zwecke illusorisch.

Wie schnell wären Corona-Bonds einsatzfähig?

Nicht sehr schnell. ESM-Chef [Klaus Regling](#) spricht von „ein, zwei oder drei Jahren“. Zuerst müsste geklärt werden, ob und wie die acht Nicht-Eurostaaten zu beteiligen wären. Dann brauchte es Zeit, bis die finanztechnischen Details der Ausgabe der Bonds geklärt wären. Und schließlich wären erhebliche verfassungsrechtliche Probleme zu klären. Denn die nationalen Parlamente müssten einen Teil ihrer eigenen Budgetrechte abgeben. Es darf als sicher gelten, dass das Bundesverfassungsgericht das nicht zulassen würde.

Wofür lässt sich der ESM einsetzen?

Der ESM hat den großen Vorteil, dass er direkt einsatzbereit ist. Zwar hatte der Krisenfonds ursprünglich ausschließlich den Zweck, überschuldete Länder zu unterstützen. Die Eurostaaten sind aber offenbar bereit, eine vorbeugende Kreditlinie für alle Mitglieder der Währungsunion zu beschließen. Auf diese könnten einzelne Länder dann zurückgreifen, wenn sie in Finanzierungsschwierigkeiten geraten. Anders als in traditionellen ESM-Programmen sollen damit nur sehr schwache Auflagen verbunden werden.

Warum wehrt sich Italien bisher gegen einen ESM-Einsatz?

Italien will Auflagen ganz vermeiden. Außerdem befürchtet Rom eine Stigmatisierung, weil Italien der erste Kandidat für eine ESM-Kreditlinie wäre. Und schließlich steigerte ein ESM-Kredit – anders als eine Finanzierung über Eurobonds – die italienische Staatsverschuldung.

Welche Rolle spielt die EIB?

Beschlossen ist bereits, dass die Europäische Investitionsbank etwa 20 Milliarden Euro mobilisiert, die aus dem EU-Haushalt abgesichert werden sollen. Deutschland und Frankreich schlagen jetzt außerdem einen „paneuropäischen Kreditgarantiefonds“ im Umfang von bis zu 50 Milliarden Euro vor, der Bank- und Förderbankkredite an kleine und mittlere Unternehmen absichern soll. Für diesen Fonds soll die EIB garantieren.

Wofür wird ein zusätzlicher Investitionsfonds für die Zeiten nach der Krise gebraucht?

Derzeit ist viel von einer Art EU-Marshallplan die Rede. Eine wichtige Rolle dabei könnte der EU-Haushalt 2021 bis 2027 spielen, in dem die EU für die kommenden sieben Jahre ihre Prioritäten festlegt. Anders als ursprünglich geplant ist der EU-Haushaltsplan noch nicht beschlossen, deshalb will ihn die EU-Kommission neu aufsetzen und zum Wiederaufbauhaushalt umfunktionieren. Dabei geht es gar nicht darum, mehr Geld als die bisher vorgesehene eine Billion Euro auszugeben. Aber das Geld soll schneller in die Staaten fließen

und gezielt genutzt werden, um private Investoren anzulocken. Konkrete Vorschläge dazu sollen Ende April kommen.

Wer entscheidet jetzt worüber?

Soweit die Kommission zuständig ist, muss diese ihre Vorschläge erst einmal vorlegen, dann müssen die Mitgliedstaaten und teilweise auch das Europaparlament zustimmen. Das wichtigste Entscheidungsgremium sind aber zunächst die Eurofinanzminister, die am Mittwoch in einer Videokonferenz beraten. Sie sollten eine klare politische Linie festlegen. Erste endgültige Entscheidungen dürften die EU-Staats- und -Regierungschefs dann in der Woche nach Ostern treffen.

[https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/berliner-ausstellung-ueber-hannah-arendt-im-netz-16710910.html?printPagedArticle=true#pageIndex\\_3](https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/berliner-ausstellung-ueber-hannah-arendt-im-netz-16710910.html?printPagedArticle=true#pageIndex_3)

ARENDR-AUSSTELLUNG IM NETZ:

## Macht sie uns nicht passend!

- VON HANNAH BETHKE
- -AKTUALISIERT AM 04.04.2020-23:16



Die große Berliner Ausstellung über Hannah Arendt setzt erst mal auf digitale Kultur. Ob sie ausreicht, um unsere Urteilskraft im Sinne der kritischen Publizistin zu schärfen?

Fast nebenbei hat [Hannah Arendt](#) einmal eine Bemerkung gemacht, die man gern jeder Diskussion über das historische Urteilen voranstellen würde. So schreibt sie 1964 in ihrem Eichmann-Buch: „Das Argument, dass man nicht urteilen kann, wenn man nicht dabeigewesen ist, überzeugt jedermann überall, obwohl es doch offenbar sowohl der Rechtsprechung wie der Geschichtsschreibung die Existenzberechtigung abspricht. Im Gegensatz zu diesen Konfusionen ist der Vorwurf der Selbstgerechtigkeit, den man gegen die Urteilenden erhebt, uralte, aber er ist darum nicht begründeter.“

Hannah Arendt scheute sich nicht, zu urteilen – eigensinnig und unbeirrt auch dann, wenn ihr massive Kritik entgegenschlug, wie das in den Kontroversen um ihr Buch über den Eichmann-Prozess in Jerusalem der Fall war. In Adolf Eichmann, einst SS-Obersturmbannführer und des millionenfachen Mordes an den [Juden](#) angeklagt, erkannte sie die „Banalität des Bösen“ und löste damit große Empörung aus. Sie sei ihm auf den Leim gegangen, wurde ihr vorgeworfen, und verharmlose das Verbrechen, weil sie nicht die Grausamkeit, sondern das Banale der Nazis hervorhob. Dabei hatte sie eigentlich genau das Gegenteil gesagt: Gerade in der Banalität liege doch das Beunruhigende. Wer sich die Nazis als Monster vorstelle, laufe nicht Gefahr, die Frage nach der eigenen Schuld zu stellen. Die Normalität Eichmanns sei „viel erschreckender als all die Greuel zusammengenommen“.

### „Kein Mensch hat das Recht zu gehorchen“

Darum also ging es: Die Täter waren wie viele – und nicht Dämonen, die mit der eigenen Lebenswirklichkeit nichts zu tun hatten. Arendt stellte die entscheidenden Fragen ihrer Zeit. Wer die Geistesgeschichte des zwanzigsten Jahrhunderts verstehen will, kommt nicht an ihr vorbei. Das öffentliche Interesse an ihrer Person und Wirkungsgeschichte ebbt nicht ab. Es gibt unzählige Literatur, Filme, Audio- und Videomaterial; das legendäre Fernsehinterview mit Günter Gaus von 1964 ist längst auf [Youtube](#) zugänglich, wo es sogar einen eigenen „ArendtKanal“ gibt.



Studentenausweis von Hannah Arendt :Bild: Universitätsarchiv Heidelberg

Mit einer großen Ausstellung wollte das Deutsche Historische Museum in Berlin (DHM) einen neuen Zugang wagen. Die Eröffnung musste ausfallen, doch nun ist sie auf der Website des Museums in Teilen online zu sehen, und man gewinnt immerhin einen Eindruck, wie es hätte werden können – und allein schon das macht Lust auf mehr. Interesse weckt die Ausstellung nicht allein aufgrund der historischen Relevanz der politischen Philosophie Arendts, sondern weil sie vor allem dort zu Widerspruch reizt, wo Arendts Denkungsart für den politischen Konsens der Gegenwart adaptiert wird.

Ein Beispiel dafür ist die Rezeption Arendts aus feministischer Perspektive. Das Museum arbeitet mit Bildausschnitten und Hörcollagen. Teilweise ist Arendt im Originalton zu hören, andere ihrer Texte werden – ein wenig zu gewollt – von der Schauspielerin Bibiana Beglau gesprochen. Einen längeren Audiobeitrag gibt es zur Frage, warum Arendt keine Feministin gewesen sei. In der Tat machte sie die Geschlechterfrage nicht zu ihrem Thema. Im Interview mit Günter Gaus erklärt sie, das habe für sie persönlich keine Rolle gespielt: „Ich habe einfach gemacht, was ich machen wollte, und ich habe mir nie überlegt, dass das gewöhnlich Männer machen, und jetzt macht das eine Frau.“



Zu lässiger Haltung und ernster Arbeit gehörte für Hannah Arendt Nikotin. Ihr Zigarettenetui kam jetzt als Schenkung ins Deutsche Historische Museum. :Bild: DHM/Sammlung Edna Brocke/Penschu

Wer Arendt zu einer Vordenkerin der Gleichberechtigung und Emanzipation stilisieren will, muss sich an dieser Äußerung stören. Wie konnte sie die Frauenfrage als unwichtig abtun? Zeigt sich in ihrer unterwürfigen Liebesbeziehung zu [Martin Heidegger](#), wie die Philosophin Simone Dietz nahelegt, bereits der „problematische Kern“ ihrer Geschlechterbeziehung? Schon diese irritierten Fragen zeugen von einer fehlenden Distanz zur eigenen Beobachterposition. Gegenwart und Geschichte werden vermischt, wenn man zum Beispiel Arendts Begriff der Pluralität mit dem heute so beliebten Gebot der Diversität gleichsetzt, nur um ihr Werk dann doch noch anschlussfähig zu machen. Hannah Arendt passt nicht ins heutige Schema – und sie sollte auch nicht passend gemacht werden, wenn ihre politische Theorie für etwas anderes steht.

An anderer Stelle zeigt sich die Vereinnahmung ihres Denkens in einem Satz, der ihr oft in den Mund gelegt wird, aufgrund einer entscheidenden Auslassung aber sinnentstellend ist: „Kein Mensch hat das Recht zu gehorchen.“ Das DHM bewirbt die Ausstellung mit genau diesem Zitat, das Arendt 1964 im Gespräch

mit **Joachim Fest** geäußert hat – allerdings mit einem völlig anderen Bezug: Sie sprach über die Moralphilosophie Kants. Und so endet auch der eigentliche Satz: „Kein Mensch hat das Recht zu gehorchen bei Kant.“ Das aber hat doch einen sehr anderen Sinn als die pauschalisierende Aussage, die daraus abgeleitet worden ist.



Goldene Brosche mit Brillanten und Perlmutter, die Hannah Arendt während des Interviews mit Günter Gaus trug. :Bild: Privatbesitz München/Ahlers

Trotz aller Fehler besticht die Ausstellung aber auch mit neuen Ideen: Thematisiert wird etwa die „Lex Arendt“, ihr persönlicher Wiedergutmachungsantrag auf eine nachträgliche Anerkennung ihrer Habilitation, die sie 1971, wenige Jahre vor ihrem Tod, vor dem Bundesverfassungsgericht durchsetzen konnte. Eine anschauliche Analyse dazu bietet der Begleitband zur Ausstellung, der im Piper Verlag als eigenständiger Sammelband konzipiert ist und eine Reihe von interessanten Beiträgen zur Arendt-Forschung vereinigt. Bislang eher unbekannt war auch Arendts Arbeit für die Organisation „Jewish Cultural Reconstruction“, die im amerikanisch besetzten Teil Deutschlands operierte, um von den Nazis geraubtes Kulturgut ausfindig zu machen und in die Vereinigten Staaten sowie andere Länder zu schicken. Raphael Gross, der Präsident des DHM, sieht darin, wie er auf Nachfrage erklärt, „eine direkte Linie zur aktuellen Provenienzforschung“.

Vom räumlichen Aufbau bekommt man online nur eine vage Ahnung. Nach Auskunft der Kuratorin Monika Boll folgt die Ausstellung mit etwa dreihundert Objekten zeithistorischen Themenpunkten, die für Arendts Blick auf das zwanzigste Jahrhundert prägend waren. Im Zentrum stehe die Eichmann-Kontroverse. Von jeder Stelle aus soll man das Modell des Krematoriums II Auschwitz-Birkenau sehen, das der polnische Künstler Mieczyslaw Stobierski schon 1994/95 für das DHM angefertigt hat.



Affidavit von Hannah Arendt :Bild: The Library of Congress

Es werden auch Arendts persönliche Gegenstände ausgestellt, wie ihre Aktentasche, ein Pelzcape, ihre Kette. Das kann voyeuristisch wirken, fügt sich allerdings in das Konzept, sie auch jenseits ihres intellektuellen Wirkens als Persönlichkeit zu zeigen. Viele dieser privaten Objekte sind dem DHM jetzt von einer Nichte Arendts geschenkt worden.

Das Material ist umfangreich, und doch stellt sich am Ende die Frage, inwieweit eine Ausstellung die Tiefe von Arendts Denkens darstellen kann, die doch vor allem eine gründliche Lektüre ihrer Texte erfordert. Auch deshalb würde man gern mehr von der Schau sehen und in einen lebendigen Dialog treten – analog, nicht aus der Ferne. Vorerst aber müssen wir uns mit der digitalen Kultur begnügen. Ob sie ausreicht, um unsere Urteilskraft im Sinne Hannah Arendts zu schärfen? Das DHM hat einen vielversprechenden, wenn auch streitbaren Anfang gemacht.

Mobilising against a pandemic

# France's Napoleonic approach to covid-19

The pluses and pitfalls of a centralised approach

Apr 4th 2020 PARIS



The tgv bullet-train that pulled out of Strasbourg railway station on the morning of March 26th made French history, but not for speed. Aboard were 20 patients on life-support machines, transferred onto beds mounted atop passenger seats, four to a carriage. Their railway journey took them from eastern France, the region first overwhelmed by covid-19, to critical-care units in Nantes, Angers and other cities in the west. By April 1st converted tgv's had transferred dozens of patients out of the east, and increasingly from Paris, too. This is the first time France has mobilised its high-speed trains for intensive-care transport, part of a national effort to relieve overloaded regional hospitals struggling with the pandemic.

By April 1st France had recorded 57,763 cases of covid-19 and 4,043 deaths. Its trajectory is less awful than that of Italy or Spain, but deaths are far higher than in Germany. As the country braced for worse to come, the government extended its lockdown until April 15th and warned the French: "We are going to live through a very difficult, very tense, very brutal moment." France has a long history of central rule, and a powerful administrative machinery to enforce it, dating back to the time of Napoleon, and in part to the kings before him. The crisis is revealing the advantages of such a system—but also its limits.

The ancient French *dirigiste* reflex can be seen behind the swift geographical dispatch of intensive-care patients that began on March 18th. The department of Haut-Rhin saw an early cluster of cases, centred on a five-day evangelical gathering in Mulhouse. By March 17th, when President Emmanuel Macron put the entire country into lockdown, intensive-care units there were already swamped. It turned out that the sncf, the state-owned railways, last year tested the conversion of ordinary passenger trains into medical transport during a disaster-planning exercise. Now tgv's are part of a countrywide reallocation system, which also involves the armed forces. The air force has flown patients on life-support from eastern France to hospitals in Brittany, Bordeaux and Marseille, while a Mistral-class naval vessel has transported other critically-ill people from Corsica to Marseille. Neighbouring countries have also taken patients from eastern France.

France's administrative structure has also enabled it to impose and enforce confinement unapologetically. The day after lockdown was announced, the central bureaucracy had, *naturellement*, drawn up a new form, which each individual must sign to justify any trip out of the home. Policemen and gendarmes, patrolling the near-empty streets, parks and beaches, have since carried out a staggering 5.8m checks on such paperwork and imposed 359,000 fines. There has been scarcely a murmur at this, nor at the government's "state of

health emergency” law which, among other things, gives it powers to control prices of certain products and requisition stocks. Old habits die hard.

The emergency also makes use of the existing command-lines of a centralised bureaucracy. Among his measures to support workers and businesses, Bruno Le Maire, the finance minister, included a “partial unemployment” scheme to help firms avoid redundancies, under which the state pays 84% of employees’ wages. Despite initial wrinkles, it already covers 3.6m employees. Indeed the French seem to be reconnecting enthusiastically with their inner Jean-Baptiste Colbert, finance minister to Louis XIV. On a visit to a medical-mask factory on March 31st, Mr Macron declared that “the day after won’t look like the days before” and that it was now crucial “to produce more in France”. Even the cosy, unloved Parisian elite, which usually meets over dinner in parquet-floored salons, has become a handy network, as bosses of luxury firms and car-parts makers turn factories over to the health effort.

Yet in other ways France is also discovering the shortcomings of such a system. One is that the centrally made decisions can be wrong. Take the shortage of masks. Back in 2012, thanks to disaster planning, France had a stockpile of 1.4bn medical masks. By the time the covid-19 crisis began, however, that stock had dwindled to just 140m. The reason was a change of strategy, which proved flawed, to rely instead on contracts to import rapidly from China and elsewhere.

Another is that it can hinder local initiative. Next to Germany, for example, the French are lagging on testing. Germany’s decentralised health system seems to have helped encourage the rapid development of tests in different laboratories around the country, as well as their early use. “The Napoleonic question is really important,” says François Heisbourg, of the Foundation for Strategic Research, who was involved in France’s disaster planning 15 years ago: “On testing, we have seen a beautiful centralised system failing abjectly.”

Moreover a centralised administration relies on high levels of trust, since there are few alternative sources of authority. Yet public trust also requires patience, which is hard to manage in an emergency. This has been clear during a row over the use of chloroquine to treat covid-19, advocated by Didier Raoult, a microbiologist in Marseille. Even as the French central health authority expressed doubts, long queues appeared on the pavement outside his clinic. Olivier Véran, the health minister, initially kept to protocol by announcing that chloroquine would not be approved before undergoing full clinical tests. As public impatience mounted, on March 26th he decided to authorise its use for covid-19 patients in certain circumstances anyway.

It is a sobering moment for a country with a first-class health system and one of the highest life expectancies in the world. France is hoping that confinement will begin to slow the rate of admissions to intensive care to a manageable level while orders of extra equipment, including much-needed ventilators, come through. In the meantime, hospitals are doing what they can. And Paris, where the streets are as emp

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/05/yuval-noah-harari-le-veritable-antidote-a-l-epidemie-n-est-pas-le-repli-mais-la-cooperation\\_6035644\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/05/yuval-noah-harari-le-veritable-antidote-a-l-epidemie-n-est-pas-le-repli-mais-la-cooperation_6035644_3232.html)

- [CORONAVIRUS ET PANDÉMIE DE COVID-19](#)

## « Le véritable antidote à l'épidémie n'est pas le repli, mais la coopération »

### **TRIBUNE**

**Yuval Noah Harari**

Historien

L'auteur de « Sapiens. Une brève histoire de l'humanité », rappelle que l'humanité est parvenue, au cours du dernier siècle, à faire reculer l'impact des épidémies.

Publié le 5/4/20 à 15h19, mis à jour à 19h49 Temps de Lecture 10 min.

**Tribune.** Face à l'épidémie due au coronavirus, beaucoup accusent la mondialisation et prétendent que le seul moyen d'éviter que ce scénario se reproduise est de démondialiser le monde. Construire des murs, restreindre les voyages, limiter les échanges. Et pourtant, si le confinement, à court terme, est essentiel pour freiner l'épidémie, l'isolationnisme, à long terme, provoquerait un effondrement de l'économie sans offrir aucune protection contre les maladies infectieuses. Au contraire. Le véritable antidote à l'épidémie n'est pas la ségrégation, mais la coopération.

Les épidémies ont tué des millions de gens bien avant l'ère de la mondialisation. Au XIV<sup>e</sup> siècle, il n'y avait ni avion ni bateaux de croisière, ce qui n'a pas empêché la peste noire de se répandre de l'Extrême-Orient à l'Europe occidentale en guère plus de dix ans, tuant au moins un quart de la population. En 1520, au Mexique, il n'y avait pas de trains, pas de bus et pas même d'ânes, et, pourtant, une épidémie de variole a décimé en six mois à peine un tiers de ses habitants. En 1918, [une souche particulièrement virulente de grippe](#) parvint à se répandre en quelques mois jusque dans les coins les plus reculés de la planète. Elle contamina plus d'un quart de l'espèce humaine et causa la mort de dizaines de millions de personnes en moins d'une année.

**« La meilleure défense dont les hommes disposent contre les pathogènes, ce n'est pas l'isolement, c'est l'information »**

Au cours du siècle qui a suivi, l'humanité est devenue encore plus vulnérable aux épidémies par l'effet combiné d'une amélioration des transports et d'une croissance des populations. Aujourd'hui, un virus peut voyager en classe affaires à travers le monde en 24 heures et infecter des mégapoles. Nous aurions donc dû nous attendre à vivre dans un enfer infectieux où des fléaux mortels se seraient répandus les uns après les autres.

Or, l'ampleur et l'impact des épidémies ont, en réalité, considérablement diminué. Malgré des virus abominables comme le VIH ou Ebola, jamais depuis l'Age de pierre les épidémies n'ont causé aussi peu de morts, en proportion, qu'au XX<sup>e</sup> siècle. C'est parce que la meilleure défense dont les hommes disposent contre les pathogènes, ce n'est pas l'isolement, c'est l'information. L'humanité a remporté la guerre contre les pathogènes parce que, dans la course aux armements à laquelle se livrent les pathogènes et les médecins, les pathogènes comptent sur des mutations aveugles et les médecins sur des analyses de données scientifiques.

# Dieux en colère, magie noire ou air vicié

Quand la peste noire a frappé au XIV<sup>e</sup> siècle, les gens n'avaient aucune idée de ce qui l'avait causée ni de ce qu'ils pouvaient faire pour l'enrayer. Jusqu'à l'époque moderne, les hommes imputaient généralement les fléaux à des dieux en colère, à la magie noire ou à un air vicié, et ils ne suspectaient pas l'existence des bactéries et des virus. Ainsi, quand la peste noire ou la variole sont apparues, la seule chose envisagée par les autorités était d'organiser des messes aux différents dieux et saints. Sans effet.

Au siècle dernier, des scientifiques, des médecins et des soignants du monde entier ont mis en commun des informations et sont parvenus, ensemble, à comprendre à la fois les mécanismes des épidémies et les moyens de les combattre. La théorie de l'évolution a expliqué pourquoi et comment de nouvelles maladies font irruption et quand d'anciennes deviennent plus virulentes. La génétique a permis aux scientifiques de lire le mode d'emploi des pathogènes. Tandis que les hommes du Moyen Age n'ont jamais découvert ce qui avait causé la peste noire, il a fallu à peine deux semaines aux scientifiques pour identifier le nouveau coronavirus, séquencer son génome et développer un test fiable permettant d'identifier les individus contaminés.

Une fois que les scientifiques ont compris la cause des épidémies, il est devenu bien plus facile de les combattre. Les vaccins, les antibiotiques, une meilleure hygiène et une infrastructure médicale bien plus élaborée ont permis à l'humanité de prendre le dessus sur ses prédateurs invisibles. En 1967, 15 millions de personnes étaient encore atteintes de variole et 2 millions en mouraient. Mais, dix ans plus tard, après une campagne de vaccination, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclarait en 1980 que l'humanité a gagné et que la variole était éradiquée. En 2019, pas une seule personne n'a été infectée ou tuée par la variole.

## On ne se protégera pas en fermant nos frontières

Que nous apprend l'histoire face à l'épidémie actuelle de Covid-19 ? D'abord, que l'on ne se protégera pas en fermant définitivement nos frontières. Rappelons-nous que les épidémies se sont répandues rapidement même au Moyen Age, bien avant la mondialisation. Si, donc, on réduisait nos connexions mondiales à l'échelle d'un royaume médiéval, ce serait encore insuffisant. Pour que l'isolement nous protège efficacement, il faudrait retourner à l'Age de pierre. Pouvez-vous faire une telle chose ?

L'histoire indique ensuite que la véritable protection vient du partage d'informations scientifiques fiables et de la solidarité internationale. Lorsqu'un pays est frappé par une épidémie, il devrait partager en toute transparence les données recueillies sur l'infection sans craindre une catastrophe économique, tandis que d'autres pays devraient pouvoir se fier à ces informations et tendre la main aux victimes plutôt que les ostraciser.

La coopération internationale est également nécessaire pour que les mesures de confinement soient efficaces. Quarantaines et confinements sont décisifs pour arrêter la propagation d'une épidémie. Mais lorsque les pays se méfient les uns des autres et que chacun a l'impression d'être livré à lui-même, les gouvernements hésitent à adopter des mesures si drastiques.

Si vous découvrez 100 cas de Covid-19 dans votre pays, déciderez-vous de fermer des villes et des régions entières ? Dans une large mesure, cela dépend de ce que vous pouvez espérer des autres pays. Confiner vos villes pourrait provoquer un effondrement économique. Si vous pensez que d'autres pays vous viendront en aide, vous serez plus susceptible d'adopter une mesure aussi radicale. Mais si vous pensez qu'ils vous abandonneront, vous hésitez à le faire jusqu'à ce qu'il soit trop tard.

**« La propagation de l'épidémie dans n'importe quel pays met en péril l'humanité tout entière »**

Face à de telles épidémies, le plus important est peut-être de comprendre que la propagation de l'épidémie dans n'importe quel pays met en péril l'humanité tout entière. Parce que les virus évoluent. Des virus comme le SARS-CoV-2 proviennent d'animaux, comme la chauve-souris. Lorsqu'ils se transmettent aux humains, les virus ne sont d'abord pas bien adaptés à leurs hôtes.

# Le risque des mutations

Lorsqu'ils se répliquent au sein des organismes humains, ils peuvent subir des mutations. La plupart de ces mutations sont inoffensives. Mais il arrive qu'une mutation rende le virus encore plus contagieux ou plus résistant au système immunitaire humain, et cette souche mutante se répandra alors très rapidement parmi la population. Sachant qu'un seul individu peut héberger un milliard de milliards de particules virales soumises à des mutations constantes, chaque personne contaminée donne au virus un milliard de milliards de plus de chances de mieux s'adapter à l'homme.

Cela ne relève pas de la spéculation. En 2014, une seule mutation dans un seul virus Ebola qui avait infecté un seul être humain a rendu Ebola quatre fois plus contagieux pour les hommes ; de relativement rare, la maladie à virus Ebola est ainsi devenue une épidémie dévastatrice. Tandis que vous lisez ces lignes, une mutation semblable a peut-être lieu dans un seul gène du SARS-CoV-2 ayant contaminé quelqu'un à Téhéran, Milan ou Wuhan. Si tel est bien le cas, cela ne menace pas simplement les Iraniens, les Italiens ou les Chinois, mais votre vie aussi, directement. Le monde entier a intérêt à ne pas laisser cela se produire. Ce qui signifie protéger chaque personne dans chaque pays.

Dans les années 1970, l'humanité a réussi à vaincre le virus de la variole parce que partout dans le monde les gens ont été vaccinés contre la variole. Si un seul pays avait échoué à vacciner sa population, il aurait mis en danger toute l'humanité, car tant que le virus de la variole continuait d'exister et pouvait évoluer quelque part, il pouvait toujours se répandre à nouveau partout.

## L'humanité face à une grave crise

Dans la bataille contre les virus, l'humanité a besoin de protéger étroitement ses frontières. Mais pas les frontières qui existent entre les pays, plutôt celle qui sépare le monde des hommes de celui des virus. La planète Terre fait équipe avec d'innombrables virus, et de nouveaux virus évoluent constamment à cause de mutations génétiques. La ligne de démarcation entre le monde des virus et le monde des hommes passe à travers le corps de chaque être humain. Si un dangereux virus parvient à franchir cette frontière à n'importe quel point du globe, c'est toute l'espèce humaine qu'il met en danger.

Au cours du siècle passé, l'humanité a fortifié cette frontière comme jamais elle ne l'avait fait auparavant. Les systèmes de santé modernes ont été conçus pour servir de mur le long de cette frontière, et les soignants, les médecins et les chercheurs sont les gardes qui patrouillent et repoussent les intrus. Or de longues portions de cette frontière sont restées exposées. Des millions de personnes à travers le monde n'ont pas accès aux soins. Cela met en danger chacun d'entre nous.

Nous sommes habitués à penser la santé en termes nationaux, mais fournir un meilleur système de santé aux Iraniens et aux Chinois aide à protéger aussi les Israéliens et les Français des épidémies. Pour le virus, il n'y a aucune différence entre des Iraniens, des Chinois, des Français et des Israéliens. Pour le virus, nous sommes tous des proies. Cette vérité toute simple devrait être une évidence pour tous, mais malheureusement elle échappe même à certains personnages parmi les plus importants de la planète.

L'humanité fait face aujourd'hui à une grave crise, pas seulement à cause du coronavirus, mais aussi à cause de la défiance que les hommes ont les uns envers les autres. Pour vaincre une épidémie, il faut que les gens aient confiance dans les experts scientifiques, les citoyens dans les autorités publiques, et que les pays se fassent mutuellement confiance. Ces dernières années, des politiciens irresponsables ont délibérément sapé la confiance que l'on pouvait avoir en la science, envers les autorités publiques et dans la coopération internationale. En conséquence, nous faisons aujourd'hui face à cette crise sans leaders mondiaux susceptibles d'inspirer, d'organiser et de financer une réponse globale coordonnée.

## Les Etats-Unis sont restés sur la touche

Durant l'épidémie d'Ebola en 2014, les Etats-Unis avaient assuré ce rôle de leader. Tout comme en 2008, lors de la crise financière, quand ils ont rassemblé derrière eux suffisamment de pays pour empêcher une

crise économique mondiale. Mais ces dernières années, les Etats-Unis ont renoncé à leur rôle de leader mondial. Le gouvernement actuel l'a clairement fait savoir : les Etats-Unis n'ont dorénavant plus de véritables amis, ils n'ont que des intérêts.

Lorsque la crise du coronavirus a éclaté, les Etats-Unis sont restés sur la touche et s'abstiennent depuis de jouer un rôle de premier plan. Même s'ils devaient finalement l'assumer, la confiance qu'inspire le gouvernement américain est à ce point dégradée que peu de pays seront prêts à les suivre. Accepteriez-vous de suivre un leader dont la devise est « Moi d'abord » ?

Le vide laissé par les Etats-Unis n'a été comblé par aucun autre Etat. Au contraire. La xénophobie, l'isolationnisme et la méfiance caractérisent pratiquement désormais l'ensemble du système international. Sans confiance et solidarité mondiales, nous ne pourrions pas enrayer l'épidémie de Covid-19 et nous aurons probablement dans le futur à affronter d'autres épidémies de ce genre. Chaque crise est néanmoins aussi une opportunité. Espérons que l'épidémie actuelle aide l'humanité à comprendre le danger aigu que représente la désunion mondiale.

Dans ce moment de crise, le combat décisif se joue au sein même de l'humanité. Si cette épidémie conduit à une désunion et à une méfiance accrues entre les hommes, ce sera la plus grande victoire du virus. A l'inverse, si l'épidémie entraîne une coopération mondiale plus étroite, alors nous n'aurons pas seulement vaincu le coronavirus, mais tous les pathogènes à venir.

*Traduit de l'anglais par Pauline Colonna d'Istria*

**Yuval Noah Harari** est spécialiste de l'histoire militaire et médiévale, et l'auteur d'un ouvrage devenu un best-seller mondial, [« Sapiens. Une brève histoire de l'humanité »](#) (Albin Michel, 2015), et de [« 21 leçons pour le XXI<sup>e</sup> siècle »](#) (Albin Michel, 2018). Maître de conférence au département d'histoire de l'université hébraïque de Jérusalem, il s'intéresse tout particulièrement aux connaissances et aux aptitudes qui ont permis à l'homme d'accélérer son développement à différents moments de l'histoire, et aux risques dont sont porteuses ces évolutions.

© Yuval Noah Harari 2020. [Cet article a d'abord été publié en anglais](#) dans l'hebdomadaire américain « Time ».

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/italien-in-der-corona-krise-toedliches-staatsversagen-16713018.html?premium>

CORONA-KRISE:

# Tödliches Staatsversagen in Italien

- EIN KOMMENTAR VON TOBIAS PILLER, ROM
- -AKTUALISIERT AM 05.04.2020-16:38

In Italiens Gesundheitswesen gibt es wenig Anreize, die Behandlung der Patienten effizient zu organisieren oder zusätzliche Geräte zu kaufen. Der Patient ist vielmehr der Störenfried.

Mehr als 15.000 Personen sind in Italien mittlerweile an den Folgen des Coronavirus gestorben. Doch mitten in der Tragödie hat die Diskussion über die Ursachen begonnen. Ein Sündenbock ist längst gefunden: die Europäische Union. Auf deren Verlangen hin sei Italiens staatliches Gesundheitswesen kaputtgespart worden.

Was in diesen Wochen allein die zehn Millionen Einwohner zählende Region Lombardei erlebt, wäre für viele Nationen oder auch für manch ein deutsches Bundesland schwer zu verkraften: 12.000 Patienten werden mit schweren Symptomen der Corona-Infektion in Krankenhäusern stationär behandelt, auf den Intensivstationen ringen weitere 1300 Infizierte um ihr Leben. Mit einem Zehntel der Patientenzahlen der Lombardei geraten die Regionen im Süden Italiens schon an ihre Grenzen.

Eigentlich sind die staatlichen Zuwendungen für das öffentliche Gesundheitswesen aber relativ gleichmäßig auf die zwanzig Regionen Italiens verteilt. Sie sind es nämlich, die Verantwortung tragen für die Organisation und Ausgestaltung des Gesundheitswesens. Schon der Vergleich der Regionen macht klar, dass nicht alles von der finanziellen Ausstattung abhängt. Entscheidend ist, was mit dem Geld gemacht wird.

Insgesamt waren 2019 für Italiens Gesundheitswesen 118 Milliarden Euro in den Staatshaushalt eingestellt, acht Milliarden mehr als im Jahr 2009. In dieser Dekade fiel das Gesundheitsbudget nur einmal um zwei Milliarden Euro niedriger aus als im Vorjahr. Das war im Jahr 2012, als die Regierung in der Krise von 2012 einen Staatskonkurs befürchtete und überall sparen musste. Die Personalkosten blieben innerhalb dieser zehn Jahre konstant, die Ausgaben für Arzneimittel wurden um ein Drittel oder vier Milliarden Euro gekürzt.

Alles in allem ist das Gesundheitsbudget nicht so gewachsen, wie es sich manche gewünscht hätten, und schon gar nicht wie in den zehn Jahren von 1999 bis 2009, als eine Steigerung um 90 Prozent verzeichnet wurde. Finanziellen Spielraum hätte es aber gegeben: Italien spart gegenüber 2012 jedes Jahr bei den Zinskosten für die Staatsschulden zweistellige Milliardenbeträge ein dank der Geldpolitik der Europäischen Zentralbank.

Italiens Politiker fanden zuletzt auch immer wieder das Geld, um die Ausgaben für die Renten zu erhöhen. Seit 2009 stiegen die Zahlungen um 45 Milliarden Euro auf nunmehr 276 Milliarden Euro. Das sind 32 Prozent aller öffentlichen Ausgaben. Die Dynamik dieses Anstiegs ist ungebrochen, unter anderem wegen der Wiedereinführung der Frührente mit 62 Jahren.

Nun soll die Europäische Union dafür verantwortlich sein, dass nicht alle Staatsausgaben beliebig wachsen können. Und das in einem Land, dessen Politiker ohnehin höhere Haushaltsdefizite zu verantworten haben, als sie immer versprochen hatten.

Es gehört zu den Schattenseiten jedes aus dem Staatshaushalt finanzierten Gesundheitswesens, dass Ausgaben für Krankenhäuser in Konkurrenz stehen etwa mit neuen Autobahnprojekten oder mit Wahlgeschenken wie höheren Rentenzahlungen. Gleichzeitig werden viele Begehrlichkeiten geweckt, wenn arme Regionen in jedem Jahr gewaltige Summen erhalten, etwa Kalabrien 3,3 Milliarden Euro oder Sizilien 9,3 Milliarden. Von gewöhnlicher Korruption bis zum organisierten Verbrechen gibt es viele Kanäle, in denen Geld verschwindet.

Italiens Gesundheitswesen ist ein Spiegel der vielen Dysfunktionalitäten der Staatswirtschaft. Es gibt wenig Anreize, die Behandlung der Patienten effizient zu organisieren oder zusätzliche Geräte zu kaufen. Der Patient ist vielmehr der Störenfried, gefangen in der Bürokratie des Terminvergabesystems, der Gebühren und der langen Wartezeiten. Wer nicht ein halbes Jahr und mehr auf lebenswichtige Untersuchungen oder Operationen warten will, zahlt bar aus eigener Tasche. Die Italiener verwenden dafür Urlaubs- oder Weihnachtsgeld, manche legen in der Familie zusammen. So kamen zuletzt insgesamt 37 Milliarden Euro im Jahr zusammen.

Die Mängel des staatlichen Systems machen es Italien umso schwerer, die Epidemie zu bewältigen. In den Regionen ist die Planung zentralisiert, manche verfügen über nur ein Labor für Corona-Tests. Versäumnisse südpitalienischer Politiker, denen Ausgaben für ihre Klientel wichtiger waren, als Reserven an Masken oder Schutzanzügen anzulegen, erweisen sich nun als verhängnisvoll. Während in der Lombardei viele Kräfte aus dem staatlichen Gesundheitswesen und privaten Unternehmen mobilisiert wurden, zeigt sich im Süden die Schwerfälligkeit öffentlicher Apparate.

Fatal wirkte sich noch ein anderes Problem des Systems aus: Es gibt zu wenig Allgemeinärzte. Weil deren Praxen auch oft nur schlecht ausgestattet sind, dienen sie weniger der Behandlung denn als Eingangstor in das verschlungene Staatssystem. Folglich versammeln sich in der Notaufnahme der Krankenhäuser dringende Fälle wie medizinische Bagatellfälle. Dorthin kamen auch die ersten Coronavirus-Patienten. So wurden in kurzer Zeit die Krankenhäuser zu Brutstätten des Virus. Das Unglück nahm seinen Lauf.

Quelle: F.A.Z.

DEUTSCH-FRANZÖSISCHER APPELL:

# Mehr Solidarität und Integration

- VON WOLFGANG SCHÄUBLE UND RICHARD FERRAND
- -AKTUALISIERT AM 06.04.2020-07:46

Die Corona-Pandemie stellt Europa vor eine Bewährungsprobe. Die uns zur Verfügung stehenden Finanzierungsinstrumente sollten wir deshalb mit aller gebotenen Flexibilität mobilisieren und ausweiten. Ein Gastbeitrag.

Die **Corona**-Pandemie fordert die Menschheit in einer so bislang nicht gekannten Weise. Gerade angesichts dieser Herausforderung muss sich die deutsch-französische Freundschaft und muss sich Europa bewähren. Jetzt müssen schnell erste Maßnahmen ergriffen werden. Dabei sollten wir die uns zur Verfügung stehenden Instrumente soweit wie irgend möglich nutzen, um auf die dringliche Lage zu reagieren und ein Zeichen der Solidarität zu setzen.

Wir können und müssen daher folgende Instrumente mit aller gebotenen Flexibilität mobilisieren und ausweiten:

- europäischer Haushalt und MFR (mehrfähriger Finanzrahmen) mit allen Struktur-, Regional- und Sozialfonds,
- Europäische Investitionsbank,
- ESM (Europäischer Stabilitätsmechanismus).

Zudem werden in dieser Krise nationale wie europäische Schuldenregeln vorübergehend außer Kraft gesetzt.

Angesichts dieser Krise ungekannten Ausmaßes müssen wir jedoch auch über neue Schritte hin zu mehr Solidarität und finanzpolitischer Integration nachdenken. Wir sind überzeugt, dass diese Debatte geführt werden sollte und dass unsere Parlamente ihren Beitrag leisten können, um Missverständnisse auszuräumen und gemeinsam voranzukommen.

Unsere beiden Parlamente sind sich einig, unsere Regierungen bei allen Bemühungen zur Bekämpfung der gesundheitlichen, wirtschaftlichen und sozialen Folgen und bei größtmöglicher Solidarität in Europa zu unterstützen. Als Parlamente werden wir unseren Beitrag dazu leisten, dass die freiheitliche Demokratie mit ihren Regeln und Prinzipien der Tragweite dieser Krise gewachsen ist. Unsere gemeinsame deutsch-französische Versammlung erarbeitet konkrete Vorschläge für die Zusammenarbeit zwischen unseren Ländern und in Europa.

Wir appellieren an alle Menschen in unseren Ländern, die notwendigen Maßnahmen zur Bekämpfung der Krise einschließlich der Einschränkungen in unser aller Alltagsleben und die gebotene Solidarität in Europa mit Vertrauen und Geduld zu unterstützen.

<https://www.theguardian.com/world/2020/apr/05/germanys-devolved-logic-is-helping-it-win-the-coronavirus-race>

# Germany's devolved logic is helping it win the coronavirus race

**With 400 public health offices forging ahead with testing, the country is a model for others to emulate**

***Philip Oltermann in Berlin***

Sun 5 Apr 2020 09.17 BST Last modified on Sun 5 Apr 2020 09.26 BST

Germany's approach to testing has put it way ahead of other countries in terms of numbers. Photograph: Centers for Disease Control and/AFP via Getty Images

As the coronavirus crisis tests the resilience of democracies around the globe, [Germany](#) has gone from cursing its lead-footed, decentralised political system to wondering if federalism's tortoise versus hare logic puts it in a better position to brave the pandemic than most.

Under German federalism – which has roots going back to the Holy Roman Empire but was entrenched after the Nazi era to weaken centralised rule – key policy areas, such as health, education and cultural affairs, fall under the jurisdiction of the country's 16 states, or *Länder*.

At the start of the [Covid-19 outbreak](#), such a highly devolved system of governance made the woman nominally in charge of the country look oddly powerless: even when Angela Merkel announced the first raft of [social-distancing measures](#), she could only make recommendations that the federal states were free to implement or ignore.

As social-distancing measures came into effect, there were howls of frustration over how wildly the lockdowns varied between the states: in Berlin, for example, buying a book from a shop is still allowed but having a picnic in the park is not. In Baden-Württemberg, [it's the other way around](#).

Federalism is useful for creating a dynamic business environment between different regions, but it can make it hard for an entire country to move in sync.

***I don't have to wait to get a call from the health minister before I can go ahead with a test. Matthias Orth, Marienhospital Stuttgart***

States in the formerly socialist east, less severely hit by the virus, were reluctant to close their schools, drawing ire from southern states who feared their students would then be put at a disadvantage.

A week and a half into the de facto lockdown, however, [Germany](#) is beginning to discover the upsides of a system which distributes, rather than centralises, power.

The country suddenly finds itself being held up as the model to be emulated for its high rates of testing – seen by many as the only strategy for being able to navigate a route out of lockdown measures.

German public health services are provided not by one central authority but by approximately 400 public health offices, run by municipality and rural district administrations.

Such an environment allows for a variety of laboratories – some attached to universities or hospitals, others privately run, medium-sized businesses – which act largely autonomously of central control.

“I don’t have to wait to get a call from the health minister before I can go ahead with a test,” said Matthias Orth, of the Institute of Laboratory Medicine at Stuttgart’s Marienhospital.

Some private labs started offering [tests for the Covid-19 virus](#) long before statutory health insurers were offering to pay for the tests, giving [Germany a head start](#). Now around 250 laboratories are carrying out between 300,000 and 500,000 tests for Covid-19 every week.

Not bad for a lead-footed tortoise.

# Danke, es geht mir gut

Stand: 08:56 Uhr | Lesedauer: 13 Minuten

Von **Peter Huth**



WELT-Autor Peter Huth

Quelle: Peter Huth

Sieben Tage Husten und Gliederschmerzen. Dann erhält unser Autor Peter Huth die Diagnose: Covid-19. 2002 hatte er einen Herzinfarkt, zudem leidet er unter Asthma. Wie es ist, am Coronavirus zu erkranken, wenn man ohnehin nicht ganz gesund ist.

Es ist der vierte Tag nach dem positiven Test auf Covid-19, der sechste Tag, nachdem die Symptome so stark und deutlich geworden waren, dass ich mich entschieden hatte, das Gesundheitsamt zu informieren. Und der elfte Tag, nachdem ich einem Freund, von dessen Infektion ich hörte, gute Besserung schickte und schrieb: „Ich glaube, ich habe es auch.“

Ungefähr noch zweimal am Tag macht meine Lunge zu, das geht innerhalb von wenigen Sekunden, ohne Vorwarnung. So, als ob sich eine Steinplatte auf meine Brust gelegt hätte, das Luftholen wird schwer, die automatische Regulation setzt aus.

Atmen wird zu einer Aufgabe. Ich nehme dann zwei Stöße Symbicort und Berodual, meine Asthmamittel. Nach einer halben Stunde geht es wieder. Und es passiert seltener.

Ich bin auf dem Weg der Besserung. Etwas schneller erschöpft noch als sonst, wenn ich verbotenerweise doch mal die Treppe in den unteren Teil des Hauses steige, wo meine Familie jetzt von mir getrennt lebt. Der sinnlose trockene Husten ist auch noch da und ein leichtes Pfeifen in den Bronchien. Aber mein Körper, der nachts stark schwitzt, scheint die Oberhand über das Virus zu gewinnen.

Meine Frau, immer besorgter um mich, als ich selbst es bin und vor allem, als ich es zugeben will und würde, sagte schon vor Wochen: Du gehörst zur Risikogruppe, mehrfach. Das war die Zeit, als es noch frei wählbare Liefertermine bei Bringmeister und Amazon Fresh gab. Als man noch Sushi bestellte, als über das „neuartige Coronavirus“ berichtet wurde, aber auch über anderes.

Viel mehr anderes. Es gab noch Fußball und eine Flüchtlingskrise. Es gab noch eine AfD und Thüringen. Ich sagte: Lass mich in Ruhe. Ich bin gesund. Ich komme zurecht. Ich bin nicht 81. Ich war gerade erst beim Kardiologen. Die Lungenleistung ist gecheckt. Ich bin medikamentös gut eingestellt.

Mein Körper und ich, das ist eine komplizierte Beziehung. Wir sind keine Freunde, zumindest keine guten. Ihn zu trainieren, ist mir Pflicht, aber kein Vergnügen. Er dankt es mir nicht, bleibt unberechenbar. Sicherlich auch, weil vieles, was ihm schadet, mir lange Jahre, einiges noch heute, Vergnügen und Zerstreuung bringt.

Ich war 32 Jahre alt, als mein Herz stehen blieb, weil ein Blutklumpen eine Arterie verstopfte. Ein Stent, eine Spirale aus Metall, hält sie nun offen, nur durch Medikamente bleibt das Blut ausreichend flüssig. Genetische Veranlagung, Stress waren die Gründe. Und die Zigaretten, natürlich. Aber ich war jung, zu jung, also wurde der Infarkt als Betriebsunfall betrachtet, und es blieb dabei.

Was auch blieb, sind die Pillen und der dauernde Check der Körperfunktionen, wie ein ständig ins Innere gerichtete Stethoskop. Eine lange nicht entdeckte Allergie fügte chronisches Asthma hinzu. Die Sprays wurden meine ständigen Begleiter.



"Meine Symptome: Halskratzen (nicht Halsschmerzen), der trockene Husten, leichtes Fieber am Nachmittag, bis 38,4. Gliederschmerzen und Schüttelfrost"

Quelle: Peter Huth

Natürlich hatte meine Frau recht. Ich mochte es nicht zugeben, aber ich war ein Risikopatient. Also schrieb ich meinem Lungenarzt schon vor zwei Wochen eine E-Mail, was im Fall der Fälle zu tun sei. Und bestellte

ein neues Rezept. Sicher ist sicher. Der Pessimist hortet Toilettenpapier, der Asthmatiker Budesonid. Und die Hotline des Gesundheitsamtes.

Wir hatten eine Woche gefastet im Januar, im vollen Tagesgeschäft, und ich hatte fast zehn Kilogramm Gewicht verloren. Dann der Shutdown. Homeoffice. Der Kühlschrank so nah, die Disziplin so fern. Bei WhatsApp gab es die ersten Memes, wie wir am Ende die Sache zwar überlebt hätten, aber fett geworden wären. Langeweile ist der beste Verbündete der Fresssucht.

Ich fuhr jeden Tag in den Supermarkt und kam mit einem Kofferraum voller Lebensmittel zurück. Ich dachte, es sei Hamstern, in Wirklichkeit aber aßen wir dreimal am Tag warm, schon am späten Nachmittag wurde der Grill angeworfen, dabei das erste Bier, der erste Wein. Dann Snacks, bis in die späte Nacht. Pringles, Käse, Salami. Noch ein Brot. My corona: Binge watching, binge drinking, binge eating.

Ich erhöhte mein Trainingsprogramm. Die Zeit, die ich durch den Weg ins Büro einsparte, verbrachte ich auf dem Rudergerät, eine Stunde jeden Morgen. Dabei lief der Fernseher: Die Virologen, die Politiker, die Zahlen. Und von vorne. Zwei komplette Nachrichtenblöcke, zehn virtuelle Kilometer schaffte ich in der Stunde. Später am Tag dann der Spaziergang mit dem Hund, noch einmal eine Stunde durch den Wald. Es war die Woche, in der der Vorfrühling explodierte und man nichts mehr hörte außer den Vögeln und das Wild im Unterholz. Das ferne Rauschen der Avus, der Autobahn in die Berliner Innenstadt, war verstummt. Die Motorboote, die sonst über den Wannsee fahren, liegen still in den Marinas.

Als ich den Weg vom Wasser zum Birkenhügel hinaufgestiegen war und keuchte. Das war der Moment, an dem ich zum ersten Mal dachte: Du hast es vielleicht. Auf dem Rudergerät wurde die Stunde zur Qual. Dazu kamen Gliederschmerzen. Dann fielen Training und Spaziergang ein paar Tage aus, weil das Homeoffice preußisch-effektiver war. Der Schmerz ließ nach, der Husten blieb. Und die Hilflosigkeit der Atemnot, die ich so gut kannte. Eine halbe Diazepam hatte immer geholfen. Panikattacken seit 1997. Der mieseste Trick meines Körpers: Sterben absolut glaubhaft zu simulieren, obwohl man weiß, dass es keinen Grund dafür gibt.

Am Donnerstagabend vor einer Woche schaltete ich, nachdem wir die Kinder ins Bett gebracht hatten, den Fernseher ein. Ich legte mich auf den Boden und froh trotz pochender Fußbodenheizung, als ob ich auf dem Permafrost der sibirischen Tundra lagern würde. Ich sagte meiner Frau: „Morgen rufe ich bei denen an. Ich habe es.“ Sie glaubte mir nicht und war doch alarmiert. Was nicht sein soll, darf nicht sein. Corona war überall, aber das war zu nah. Wir hatten uns an alle Regeln gehalten. Wir hatten doch alles richtig gemacht. Nie war das Virus unsichtbarer und näher zugleich.

Von der Hotline des Gesundheitsamts des Senats bekam ich fünf Durchwahlen des Gesundheitsamts des Bezirks. Als ich endlich durchkam, gab mir eine Mitarbeiterin eine andere Nummer. Beimirsindsefalsch. Am Mittag hatte ich eine E-Mail mit dem Verlauf meiner Geschichte geschrieben und meinen Fall telefonisch vorgetragen. Man werde sich melden, hieß es. Dann kam das Fieber. Ich schrieb eine Update-E-Mail. Niemand meldete sich. Es war Wochenende.

Meine Symptome waren nun: Halskratzen (nicht Halsschmerzen), der trockene Husten, leichtes Fieber am Nachmittag, bis 38,4. Wieder stärkere Gliederschmerzen, abends Schüttelfrost. Ich war schlapp, ich duschte, blieb aber im Jogginganzug. Um es einzuordnen: Hätte ich nie von Corona gehört, wäre ich wohl zur Arbeit gegangen. Doch im Homeoffice hatten wir längst alle schon die Kameras ausgeschaltet, um die Verbindungsqualität zu verbessern.

Als mich das Gesundheitsamt einige Tage später fragte, wie ich die Schwere der Erkrankung einschätzen würde, antwortete ich: vier von zehn. Aber wir wussten natürlich von Corona, es gibt ja nichts anderes mehr als Corona, und wir kannten die Bilder aus Italien und New York. Um es klar zu sagen: Ich sah mich nie an einem Beatmungsgerät. Risikopatienten wissen: So schnell stirbt man nicht. In den Statistiken interessiert mich immer nur die grüne Zahl: die der Geheilten. Aber ich bin verantwortlich für eine Familie, zwei kleine Kinder. Auch wirtschaftlich. Falle ich aus, fällt alles, was wir aufgebaut haben. Ich muss auf mich achten.

Den Test konnte ich am späten Samstagabend machen. Meine Frau gab mir einen Mundschutz mit. Auf der Verpackung steht „Mask Premium“. Nirgendwo etwas von FFP, sondern nur von „eingearbeitetem Nasenbügel“. Auf dem Vlies waren bunte Punkte. Was man eben noch so kriegt. Als ich in mein Auto stieg, bemerkte ich, wie schnell ich den Geruch des Wagens vergessen hatte, nach nur vier Tagen. Die Autobahn war leer, eine gespenstische Fahrt.

In der Klinik musste ich nicht lange warten. Eine Ärztin in einem weißen Schutzanzug wie aus dem Fernsehen kam, mit zwei Testkits. Eines für Covid-19, eins für Influenza, sagte sie. Die Prozedur war sehr viel unangenehmer, als ich dachte. Sie führt den ersten Teststab tief in meinen von dem trockenen Husten wund gewordenen Rachen, ich würgte, dann explodierte mein Husten. Die Ärztin sprang routiniert zurück. Nicht einen Meter, sondern drei. Ich dachte: Das ist kein Spiel mehr. „Der Test gilt als gelungen, wenn der Patient den Arzt eine halbe Stunde nach dem Vorgang noch intensiv hasst“, sagte am nächsten Tag die Mitarbeiterin des Gesundheitsamtes.

Ich hoffte darauf, dass das Ergebnis des Tests positiv ist. Ich wollte es hinter mir haben. Ich betete für die Gnade der frühen Infektion. Lieber jetzt als in vier Wochen. Wegen der Ungewissheit. Und der Kapazitäten.

Dann ruft das Labor an. Der Arzt, sagt, fast überrascht: Sie sind infiziert. Er erklärt, wir seien fast Nachbarn, er wohne nur ein paar Häuser entfernt. Ich sage: Dann können wir ja am Wochenende zusammen grillen. Wir lachen ein bisschen. Ich bin erleichtert, fast euphorisch. Herz, Lunge, Psyche: Mit medizinischen Fakten kann ich umgehen. Mein Körper ist angeschlagen, aber meine Seele gesund.

Das Gesundheitsamt hat nun sein Interesse an der Familie Huth entdeckt. Gegen mich wird Quarantäne ausgesprochen, ein bizarr formaler Akt, berechnet bis 14 Tage nach den ersten Symptomen. Ich darf das Haus nicht mehr verlassen, soll mich von meiner Familie, soweit das geht, isolieren. Ich muss eine Kontaktliste erstellen, die erscheint der Dame vom Amt etwas kurz – es sind nur drei Personen: meine Frau und die Kinder.

Die Telefonnummern meiner Töchter werden eingefordert, so will es die Liste. Sie sind doch erst vier und sieben Jahre alt. Ja, ja. Wir lachen eigentlich ziemlich viel am Telefon, wenn wir merken, wie absurd das alles ist. Dann werden auch die anderen Huths unter Quarantäne gestellt, und ich ziehe mich in das erste Stockwerk zurück und habe Covid-19. Viel schlafen, husten. Sprayen. Fiebermessen. Telefonieren. Immer wieder sagen: nicht so schlimm. Glaubt trotzdem niemand.

Wir, meine Frau und ich, führen das Gespräch immer und immer wieder, bei den amtlich unerwünschten abendlichen Distanz-Zusammenkünften in meiner Quarantäneeremitage. Wie kam das Virus in unser Haus? Ich hatte Kontakt zu zwei positiv Getesteten, ein Mittagessen und eine Konferenz. Doch der Lunchpartner steckte sich erst am Abend nach dem Treffen an, beim letzten Fußballspiel vor Publikum in Leipzig. Ein Ischgl-Rückkehrer hatte dort den ganzen Tisch infiziert. Das Meeting mit dem anderen Kollegen lag zu lange vor meiner Erkrankung.

Also: Beim Einkaufen? Könnte sein, wobei ich Handschuhe trug, keine Einkaufswagen mehr benutzte und Abstand hielt. Hat da einer gehustet? Man achtet ja nicht wirklich auf so was. Im Wald, beim Spaziergang? Kaum vorstellbar. Alle leinten ihre Hunde an, die Und-was-ist-Ihrer-für-einer-Gespräche, sie gab es schon lange nicht mehr. Bei den Nachbarn? Das letzte Grillen, der letzte Abend mit einem unverschämt guten Roastbeef und Whiskey und Rotwein und Gesprächen mit den Freunden? Etwas zu lange her, außerdem wurden der Gastgeber und ein anderer Freund negativ auf Covid-19 getestet. Also über die Kinder? Wie geht es ihnen? Gut. Keine Symptome.

Oder doch? War da nicht vor zwei Wochen ein ungewöhnlicher Husten bei der jüngsten Tochter? Sie hat eine Milbenallergie, wie bei ihrem Vater verschwimmen die Krankheitsbilder. Husten kann eine Erkältung sein oder ein Schub. Manchmal keucht sie die ganze Nacht. Am nächsten Tag bezieht meine Frau alle Betten

neu, die Kuschtiere wandern in die Waschmaschine. Aber wann war das zuletzt? Auch zu lange her jedenfalls. Hast du in letzter Zeit oft gehustet?, fragen wir die Ältere. Ja, sagt sie, und wir wollen mehr wissen. Sie überlegt und sagt: Vielleicht auch nur ein Tick. Dann macht sie weiter „Mathe-Pirat“. Und sagt, Corona kommt aus China, weil die da alle Tiere essen, auch die seltenen. Sie macht das, was wir uns nicht trauen auszusprechen. Verantwortlichkeiten suchen und benennen, Schuldige ausmachen.

Seit dem letzten Schultag haben wir im Familienbett geschlafen, einer wüsten Burg aus Eltern-Boxspring, Matratzen und einem Beistellbett, in der man den für die Kinder so schmerzlichen wie unverständlichen Verlust kameradschaftlichen Spiels und Nähe verwandelt in eine neue Routine der Zärtlichkeit und des Kuschelns. Und für uns Eltern der Trost dieser wunderbaren Zeit, in denen man den Kleinen beim Aufwachen zusehen kann.

Mindestens eine Woche lagen wir so nachts da, ich, der Virenträger, und seine Familie, schnorchelten, schwitzten und schlängelten um uns herum. Das „Kitzloch“ in Ischgl ist dagegen ein Schwimmbad, gefüllt mit Sagrotan.

Kaum vorstellbar, dass sich meine Kinder und meine Frau nicht bei mir angesteckt haben. Trotzdem: Ihr Test ist negativ. Wir können es uns nicht erklären. Freunden geht es ähnlich. Aber ich bin hier der Einzelfall, und ich will kein Risiko eingehen. Die Quarantäne einzuhalten ist nicht leicht. Ich habe ein schlechtes Gewissen meiner Frau gegenüber, sie schmeißt den Laden, ist Hausfrau, Köchin, Lehrerin, Spieleausdenkerin.

Ich bin der, der krank ist und trotzdem nur hustet und schläft. Wenn meine kleine Tochter unten weint, weil sie sich gestoßen hat und nach ihrem Papa ruft, darf ich sie nicht tröstend in den Arm nehmen. Wenn die Große eine Theaternummer einstudiert hat, darf ich nur von der Treppe aus zusehen. Ob sie wissen, warum sie ihren Papa nicht mehr knuddeln dürfen, frage ich. „Ja“, sagt die Jüngste, „weil du schon sehr, sehr alt bist.“ Ich bin 51.

Danke, es geht mir gut. In fünf Tagen läuft meine Quarantäne ab. Dann bin ich, Herzinfarkt hin, Asthma her, nach Lehrmeinung immun gegen Covid-19, zumindest für ein paar Jahre. Lange genug, bis es einen Impfstoff gibt. Die Krankheit, die die Welt erschüttert, die unser Wirtschaftssystem, also die Grundlage unseres Wohlstands, zum Beben bringt; die uns an moralische und ethische Abgründe stellt, wird für mich persönlich Geschichte sein. Hoffentlich. Ich werde einen neuen Test machen, so oder so. Sicher ist sicher. Ich, der Risikomann, kann kein Risiko eingehen.

Die Welt, in die ich zurückkehren werde, läuft aus dem Ruder. 70 Jahre harte Aufbauarbeit wankt. Der Glaube an Wohlstand und Wachstum fällt schwer, wenn man in Supermarktregalen vierzig Chilisoßen, aber kein Mehl und keine Hefe mehr sieht. Natürlich werden schon die ersten ideologischen Süppchen gekocht. Enteignung hier, Bewegungsprofile dort. Freiheitseinschränkungen, so nötig sie für den Moment sind, werden so leichthändig ausgesprochen und angenommen, dass selbst das problemlose Überschreiten der Grenze zwischen Brandenburg und Mecklenburg nur noch das Echo einer Selbstverständlichkeit ist.

Flatten the curve, klar, was sonst? Noch kann niemand sagen, was richtig ist und was falsch war oder ist. Jedes Opfer, vom atypisch verstorbenen Teenager bis zum ohnehin todgeweihten Greis hinterlässt eine Schneise von Trauer und Verlust und Wut. Dass wir um jeden Einzelnen kämpfen, egal wie hoffnungslos uns dieser Kampf erscheint, ist die Basis unseres Verständnisses von Gemeinschaft. Zutiefst humanistisch, barmherzig christlich und im Geist der Aufklärung, der uns vom Joch der Schicksalsergebenheit befreit hat.

Andererseits, verflucht: Es war selbst für mich, den etwas älteren, weißen, jungen Mann mit dem vernarbten Herzen und den auf pharmazeutische Mittel angewiesenen Lungenbläschen auch nicht mehr als eine schwere, ärgerliche Erkältung oder eine leichte, ärgerliche Grippe. Viele sterben, wir sehen fürchterliche Bilder. Aber unendlich viel mehr haben die Krankheit ohne große Prüfung und Anstrengung überstanden. Und noch mehr, das schält sich aus dem Nebel dieses ungewöhnlichen Krieges heraus, hatten sie, ohne sie bemerkt zu haben.

Danke, es geht mir gut. Ich huste ein bisschen. Aber mein innerer Kompass rotiert.

# A German Exception? Why the Country's Coronavirus Death Rate Is Low

The pandemic has hit Germany hard, with more than 100,000 people infected. But the percentage of fatal cases has been remarkably low compared to those in many neighboring countries.

**By Katrin Bennhold**

- Published April 4, 2020 Updated April 6, 2020, 7:09 a.m. ET

They call them corona taxis: Medics outfitted in protective gear, driving around the empty streets of Heidelberg to check on patients who are at home, five or six days into being sick with the coronavirus.

They take a blood test, looking for signs that a patient is about to go into a steep decline. They might suggest hospitalization, even to a patient who has only mild symptoms; the chances of surviving that decline are vastly improved by being in a hospital when it begins.

“There is this tipping point at the end of the first week,” said Prof. Hans-Georg Kräusslich, the head of virology at University Hospital in Heidelberg, one of Germany's leading research hospitals. “If you are a person whose lungs might fail, that's when you will start deteriorating.”

Heidelberg's corona taxis are only one initiative in one city. But they illustrate a level of engagement and a commitment of public resources in fighting the epidemic that help explain one of the most intriguing puzzles of the pandemic: Why is Germany's death rate so low?

The virus and the resulting disease, Covid-19, have hit Germany with force: [According to Johns Hopkins University](#), the country had more than 100,000 laboratory-confirmed infections as of Monday morning, more than any other country except the United States, Italy and Spain.

But with 1,584 deaths, Germany's fatality rate stood at 1.6 percent, compared with 12 percent in Italy, around 10 percent in Spain, France and Britain, 4 percent in China and nearly 3 percent in the United States. Even South Korea, a model of flattening the curve, has a higher fatality rate, 1.8 percent.

“There has been talk of a German anomaly,” said Hendrik Streeck, director of the Institute of virology at the University Hospital Bonn. Professor Streeck has been getting calls from colleagues in the United States and elsewhere.

“‘What are you doing differently?’ they ask me,” he said. “‘Why is your death rate so low?’”

There are several answers experts say, a mix of statistical distortions and very real differences in how the country has taken on the epidemic.

The average age of those infected is lower in Germany than in many other countries. Many of the early patients caught the virus in Austrian and Italian ski resorts and were relatively young and healthy, Professor Kräusslich said.

“It started as an epidemic of skiers,” he said.

As infections have spread, more older people have been hit and the death rate, only 0.2 percent two weeks ago, has risen, too. But the average age of contracting the disease remains relatively low, at 49. In France, [it is 62.5](#) and [in Italy 62](#), according to their latest national reports.

Another explanation for the low fatality rate is that Germany has been testing far more people than most nations. That means it catches more people with few or no symptoms, increasing the number of known cases, but not the number of fatalities.

“That automatically lowers the death rate on paper,” said Professor Kräusslich.

But there are also significant medical factors that have kept the number of deaths in Germany relatively low, epidemiologists and virologists say, chief among them early and widespread testing and treatment, plenty of intensive care beds and a trusted government whose social distancing guidelines are widely observed.

## Testing

In mid-January, long before most Germans had given the virus much thought, Charité hospital in Berlin had already developed a test and posted the formula online.

By the time Germany recorded its first case of Covid-19 in February, laboratories across the country had built up a stock of test kits.

“The reason why we in Germany have so few deaths at the moment compared to the number of infected can be largely explained by the fact that we are doing an extremely large number of lab diagnoses,” said Dr. Christian Drosten, chief virologist at Charité, whose team developed the first test.

By now, Germany is conducting around 350,000 coronavirus tests a week, far more than any other European country. Early and widespread testing has allowed the authorities to slow the spread of the pandemic by isolating known cases while they are infectious. It has also enabled lifesaving treatment to be administered in a more timely way.

“When I have an early diagnosis and can treat patients early — for example put them on a ventilator before they deteriorate — the chance of survival is much higher,” Professor Kräusslich said.

Medical staff, at particular risk of contracting and spreading the virus, are regularly tested. To streamline the procedure, some hospitals have started doing block tests, using the swabs of 10 employees, and following up with individual tests only if there is a positive result.

At the end of April, health authorities also plan to roll out a large-scale antibody study, testing random samples of 100,000 people across Germany every week to gauge where immunity is building up.

One key to ensuring broad-based testing is that patients pay nothing for it, said Professor Streeck. This, he said, was one notable difference with the United States in the first several weeks of the outbreak. The coronavirus relief bill passed by Congress last month does provide for free testing. “A young person with no health insurance and an itchy throat is unlikely to go to the doctor and therefore risks infecting more people,” he said.

## Tracking

On a Friday in late February, Professor Streeck received news that for the first time, a patient at his hospital in Bonn had tested positive for the coronavirus: A 22-year-old man who had no symptoms

but whose employer — a school — had asked him to take a test after learning that he had taken part in a carnival event where someone else had tested positive.

In most countries, including the United States, testing is largely limited to the sickest patients, so the man probably would have been refused a test.

Not in Germany. As soon as the test results were in, the school was shut, and all children and staff were ordered to stay at home with their families for two weeks. Some 235 people were tested.

“Testing and tracking is the strategy that was successful in South Korea and we have tried to learn from that,” Professor Streeck said.

Germany also learned from getting it wrong early on: The strategy of contact tracing should have been used even more aggressively, he said.

All those who had returned to Germany from Ischgl, an Austrian ski resort that had an outbreak, for example, should have been tracked down and tested, Professor Streeck said.

## **A Robust Public Health Care System**

Before the coronavirus pandemic swept across Germany, University Hospital in Giessen had 173 intensive care beds equipped with ventilators. In recent weeks, the hospital scrambled to create an additional 40 beds and increased the staff that was on standby to work in intensive care by as much as 50 percent.

“We have so much capacity now we are accepting patients from Italy, Spain and France,” said Susanne Herold, a specialist in lung infections at the hospital who has overseen the restructuring. “We are very strong in the intensive care area.”

All across Germany, hospitals have expanded their intensive care capacities. And they started from a high level. In January, Germany had some 28,000 intensive care beds equipped with ventilators, or 34 per 100,000 people. By comparison, that rate is 12 in Italy and 7 in the Netherlands.

By now, there are 40,000 intensive care beds available in Germany.

Some experts are cautiously optimistic that social distancing measures might be flattening the curve enough for Germany’s health care system to weather the pandemic without producing a scarcity of lifesaving equipment like ventilators.

“It is important that we have guidelines for doctors on how to practice triage between patients if they have to,” Professor Streeck said. “But I hope we will never need to use them.”

The time it takes for the number of infections to double has slowed to about nine days. If it slows a little more, to between 12 and 14 days, Professor Herold said, the models suggest that triage could be avoided.

“The curve is beginning to flatten,” she said.

## **Trust in Government**

Beyond mass testing and the preparedness of the health care system, many also see Chancellor Angela Merkel’s leadership as one reason the fatality rate has been kept low.

Ms. Merkel, a trained scientist, has communicated clearly, calmly and regularly throughout the crisis, as she imposed ever-stricter social distancing measures on the country. The restrictions, which have been crucial to slowing the spread of the pandemic, met with little political opposition and are broadly followed.

The chancellor's approval ratings have soared.

"Maybe our biggest strength in Germany," said Professor Kräusslich, "is the rational decision-making at the highest level of government combined with the trust the government enjoys in the population."

Christopher F. Schuetze contributed reporting.

# Economie de marché : la crise du coronavirus provoque le grand retour de l'Etat

Blocage de l'économie, paiement des salaires, aide aux entreprises, plans d'aide aux hôpitaux... La crise redonne à la puissance publique un rôle de premier plan, au prix d'une dette colossale.

Par [Philippe Escande](#) Publié le 5/4



Août 1914, la France entre dans la guerre en pantalon rouge garance et la fleur au fusil. Pour soutenir ses valeureux soldats, l'Etat, qui anticipe une guerre de quelques mois, annonce qu'il prend en charge le paiement de leur loyer dont il décide le gel intégral. Il ne faudrait pas que des épouses et des enfants se retrouvent à la rue tandis que l'homme se bat au front. Quatre ans plus tard, quand les poilus retournent chez eux, la puissance publique, au lieu de revenir à la situation d'avant-guerre, maintient le blocage des loyers, puis érige le logement en priorité nationale avec, en 1919, ses premières lois d'urbanisme et sa politique du logement. Cette dernière sera ambitieuse, mais provoquera une pénurie considérable de logements et modifiera fondamentalement tout un segment de l'économie. Ce n'est qu'en 1948 que les loyers seront débloqués.

Les tranchées ne sont aujourd'hui plus les mêmes, ce sont nos appartements et nos maisons qui nous maintiennent confinés, en attendant que la « guerre » contre le virus touche à sa fin. Mais, comme en 1914, l'Etat redevenu tout-puissant impose le blocage de l'économie, pour sauver des vies menacées, et assure en contrepartie les salaires de ceux qui ne peuvent plus travailler et les fins de mois des entreprises et des commerces au bord de la faillite. Qu'en sera-t-il une fois la « paix » revenue ? La puissance publique en sortira, comme après chaque épreuve de grande ampleur, à la fois renforcée dans son identité et fragilisée par le poids d'une dette considérable.

## L'Etat, « unité de survie »

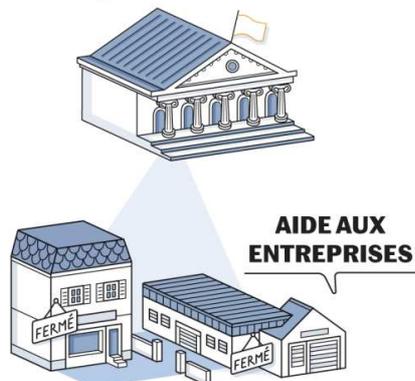
Pour l'instant, l'Etat est chef de guerre et médecin réanimateur. Il retrouve la fonction que lui attribue le sociologue Norbert Elias d'« unité de survie ». « *L'essence de l'Etat est la survie des individus*, décrypte l'économiste Xavier Ragot, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). *Il se montre capable d'interrompre l'économie pour lutter contre la mort.* » Le président et ses ministres battent la campagne confinée, se frottent à la logistique des masques, des blouses, des réactifs, font fabriquer

des respirateurs par des constructeurs automobiles. Tout en promettant, comme leurs ancêtres en 1918 ou en 1945, voire en 2008, après la crise financière, que le monde ne sera plus comme avant.

# Des plans d'aide massifs pour soutenir entreprises et particuliers

## Les Etats à la manœuvre pour secourir tous les acteurs de la crise

Principaux outils d'aide utilisés par les grands pays occidentaux



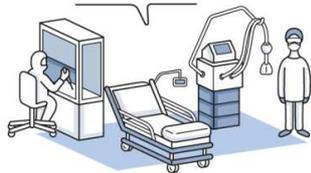
- **Prêts directs**
- **Garantie par l'Etat** des prêts accordés par les banques
- **Report** du paiement de **charges**
- **Aides** spécifiques pour les **indépendants**

## AIDE AUX SALARIÉS ET AUX MÉNAGES



- Prise en charge d'une **partie des salaires** (chômage partiel)
- Elargissement de l'**assurance-chômage** (ou assouplissement des règles)
- Aide à la **garde d'enfants**
- **Arrêts maladie** facilités

## AIDE AU SYSTÈME DE SANTÉ



- **Moyens financiers** supplémentaires
- **Aide à la recherche** sur le Covid-19/coronavirus
- **Aide spécifique** pour le **personnel soignant**

• Infographie : *Maxime Mainguet, Audrey Lagadec*

INFOGRAPHIE « LE MONDE »

« *Le jour d'après ne ressemblera pas au jour d'avant* », [a assuré le président Macron au sortir de la visite d'une usine de masques, le 31 mars](#). Avant d'ajouter : « *Il nous faut retrouver la force morale et la volonté pour produire davantage en France et retrouver cette indépendance.* » Plus tôt, il avait annoncé un plan massif d'aide aux hôpitaux. Soudain, le libéral et jupitérien Macron se glisse dans la peau du général de Gaulle. Très vite raillé par l'opposition de droite et de gauche, qui pointe la responsabilité du président dans la vente de fleurons industriels à l'étranger ([le pôle énergie d'Alstom quand il était ministre de l'économie](#)).

Pourtant, il ne s'agit pas d'un revirement complet, tant ces dernières années, le discours sur la souveraineté est remonté en France, comme partout dans le monde, en même temps que la critique du libéralisme. La résurgence des populismes sur la planète s'est ainsi tout entière retrouvée dans la figure symbolique du président américain, Donald Trump. C'est lui qui, en déclenchant [la guerre commerciale avec la Chine](#), a appuyé sur le détonateur.

## Chute des échanges mondiaux

« *La fin du capitalisme néolibéral* », annonce, provocatrice, une note du 30 mars de la banque Natixis. Celle-ci met en avant trois forces déjà visibles dans les chiffres : la baisse du commerce mondial, avec le fort recul des investissements des pays étrangers en Chine, la volonté nouvelle des Etats de développer et de protéger leur industrie stratégique, et la demande forte d'une protection sociale étendue. On peut en ajouter une quatrième, la montée en puissance de la contestation écologique sur le thème du climat.

Premier point, la chute des échanges mondiaux devrait être encore accélérée par la crise tant que le virus persistera dans un coin du globe, conduisant à maintenir longtemps des frontières fermées et des avions au sol. La vague de Covid-19 a aussi montré que les chaînes de valeur (production et approvisionnement) des entreprises sont à la fois trop étendues, avec des usines et des fournisseurs dans le monde entier, et trop fragiles. « *On découvre à la faveur de cette crise que 80 % des principes actifs des médicaments ou des tests proviennent de Chine et d'Inde*, constate l'économiste Elie Cohen. *Il va forcément y avoir une pression pour réduire ce niveau de dépendance.* » C'est le sens du propos macronien. « *Quand la production s'arrête dans un pays, toute la chaîne est arrêtée. Nous pensons donc qu'il y aura retour à des chaînes de valeur régionales, avec l'avantage d'une fragilité moindre et d'une diversification des risques* », assure la note de Natixis.

### **A présent, la relocalisation de la chaîne de valeur des industries de la santé est tout en haut des priorités des Etats**

C'est à ce niveau qu'intervient le sujet de la souveraineté. [L'affaire Huawei, cet équipementier télécoms chinois accusé par les Américains](#) d'être le porte-avions de la domination politique et technologique chinoise, a rendu les Européens méfiants. Ils s'inquiètent aussi de la mainmise de l'empire du Milieu sur les batteries, composant stratégique de l'automobile électrique. D'où le projet de développement d'une filière européenne, soutenue financièrement par les gouvernements français et allemand et par la Commission européenne. A présent, la relocalisation de la chaîne de valeur des industries de la santé est tout en haut des priorités des Etats.

« *La puissance publique, avec son pouvoir d'achat dans ce domaine, exigera une part de contenu local*, estime Elie Cohen. *Et comme dans l'énergie, on dimensionnera nos besoins de santé en fonction des pointes avec des surcapacités assumées* ». A l'inverse des politiques d'économies permanentes, qui rythment la vie quotidienne du système hospitalier français.

## L'hôpital sous les projecteurs

C'est le troisième moteur, celui de la protection sanitaire et sociale. La mobilisation autour du sujet des retraites, en décembre 2019, avait montré la préoccupation des Français à ce sujet. Le placement de l'hôpital et de ses héros quotidiens sous les projecteurs permanents de l'actualité va renforcer cette demande. Avec la possibilité d'une nationalisation de secours d'Air France, l'extension du domaine des services publics français sera une tentation forte.

Orienter son appareil économique, raffermir ses services publics, on est loin de la vague libérale qui, ces trente dernières années, a balayé les vieilles idées nées dans l'après-guerre en France, avec les nationalisations massives et la création de la Sécurité sociale. Une idée de la Grande-Bretagne, d'ailleurs, grâce à l'économiste William Beveridge, qui, dans un rapport de 1942, avait jeté les bases de ce que l'on appellera plus tard l'Etat-providence.

C'est un autre sujet de Sa Majesté, [la première ministre Margaret Thatcher](#), qui, au seuil des années 1980, lancera la grande vague libérale du « small state ». L'Etat minimal au service d'une économie entièrement soumise aux lois du marché. Son lointain successeur Boris Johnson est en train d'enterrer la philosophie de la Dame de fer.

[Louis Gallois, aujourd'hui président de PSA, a été directeur général de l'industrie au ministère du même nom](#), entre 1982 et 1986. Il se souvient avec un brin de nostalgie des grands patrons qui défilaient dans son bureau quand il les convoquait. « *Finally, cela n'a pas été très efficace*, se souvient-il. *Nous avons eu quelques succès, comme les nationalisations de 1991, et de gros échecs, comme le plan d'aide à la filière machines-outils*, se souvient-il. *Aujourd'hui, l'Etat n'a ni les compétences ni les moyens de mener des politiques sectorielles.* »

**« Il sera plus difficile de qualifier la politique chinoise de subventions industrielles d'entorse au libre-échange si on se met à l'adopter », selon l'économiste Sébastien Jean**

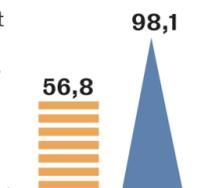
De plus, pour l'Europe, dont une grande partie de la richesse provient des exportations, il serait suicidaire de se refermer comme une huître. Ses membres ne le veulent pas. « *Une fois la crise terminée, est-ce que l'on ne risque pas de contrevenir aux règles du commerce international que l'on a nous-mêmes défendues ?* », se demande Sébastien Jean, directeur du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII). Il ajoute : « *Il sera plus difficile de qualifier la politique chinoise de subventions industrielles d'entorse au libre-échange si on se met à l'adopter.* »

## Plan d'aide mis en place



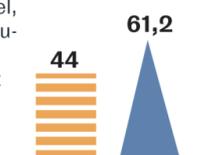
### FRANCE

Le plan d'aide français suit un schéma classique : la garantie de prêts octroyés aux entreprises, des reports de charges et des aides directes, aux entreprises comme aux ménages.



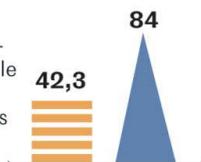
### ALLEMAGNE

Le plan allemand élargit le recours au chômage partiel, porte une attention particulière aux grandes entreprises et prévoit que l'Etat allemand va contracter de nouvelles dettes, une 1<sup>re</sup> depuis 2013.



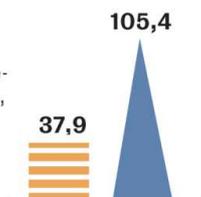
### ROYAUME-UNI

Outre les garanties et les reports de taxes pour les entreprises, le plan britannique prévoit notamment le paiement par l'Etat de 80 % du salaire des personnes menacées de licenciement.



### ÉTATS-UNIS

En plus de l'aide aux entreprises, petites ou grandes, le plan américain inclut l'octroi d'un chèque à chaque américain (1 200 dollars/adulte), ainsi que le gel du remboursement des dettes étudiantes.



Sources : Gouvernements, Eurostat, FMI, Fondation Robert Schuman, IFS, *Le Monde*, *Washington Post*

C'est bien le problème. Retourner en 1980, voire en 1945, n'est pas possible. « *Mais il y a d'autres modèles d'Etat social ouvert qui fonctionnent mieux que le nôtre, comme en Scandinavie ou en Allemagne* », assure Philippe Aghion, professeur au Collège de France. D'où l'impératif d'imaginer une autre stratégie pour l'Etat. « *Avec tous les leviers dont il va disposer, il faut que l'Etat relance la croissance en faisant prendre à la France le virage numérique*, estime Nicolas Colin, essayiste et cofondateur de la firme d'investissement TheFamily. *Investir massivement dans la télémédecine et réfléchir à la réorganisation de l'hôpital, en adaptant la réglementation pour rendre cela compatible avec le numérique. Et faire la même chose dans l'éducation, les médias, le commerce, les paiements.* »

Même raisonnement en ce qui concerne l'énergie. « *Dans ce domaine, la difficulté est que ces investissements, dans le solaire ou l'éolien par exemple, ne sont pas assez rentables pour que les entreprises y investissent massivement*, assure l'économiste en chef de Natixis, Patrick Artus. *On pourrait imaginer*

*qu'une banque d'Etat comme Bpifrance couvre la différence de compétitivité, le temps que la technologie arrive à maturité. C'est ce que fait le gouvernement avec les batteries. »*

## **L'écueil de la dette**

Mais qu'il se positionne plus en stratège et en soutien financier qu'en directeur des opérations, l'Etat se heurte à un écueil : celui de sa dette. « *Tous les pays sortent des guerres avec une dette colossale, rappelle l'historien de l'économie Jean-Marc Daniel. Dès lors, leur principal souci est de la réduire. Et la seule solution, c'est l'inflation et la croissance.* » Pessimiste, il imagine inévitable un plan massif d'économies et d'augmentation des impôts. « *Je ne pense pas que l'évolution de la dette jouera un rôle majeur dans la redéfinition potentielle du rôle de l'Etat* », rétorque Olivier Blanchard, ancien chef économiste du FMI.

Il est vrai que les pressions déflationnistes restent fortes, notamment du fait des surcapacités en Chine. Le pari d'Olivier Blanchard est que les taux d'intérêt ne remonteront pas de sitôt et que les banques centrales resteront accommodantes. Mais les Allemands et les Néerlandais, déjà réticents à tout chèque en blanc pour sauver l'Italie du désastre, se contenteront-ils indéfiniment de cette situation ? Si la zone euro est menacée par cette divergence, la donne peut alors changer radicalement. Et puis si la crise s'éternise et que le gouvernement ne parvient pas à démontrer son efficacité, Yann Algan, professeur d'économie à Sciences Po, craint que l'Etat, au contraire, ne s'affaiblisse, et le consensus démocratique avec lui, au profit des rhétoriques populistes. Cela aussi s'est vu dans l'histoire.

# „Wir können Italien nicht hängen lassen“

Hans-Werner Sinn

*Schwäbische Zeitung*, 5. April 2020.

Der ehemalige Präsident des Münchener ifo-Instituts Hans-Werner Sinn hofft, dass nach der Krise noch etwas von der Eurozone übrig ist und fordert Deutschland auf, ein Hilfsprogramm für Italien aufzulegen. Im Gespräch mit Ralf Müller warnt der einflussreiche deutsche Ökonom davor, alle Probleme mit Geld aus den Gelddruckmaschinen zu lösen.

## **Herr Sinn, die Corona-Krise wird zu einer tiefen Rezession und zu einer großen Ausweitung der Staatsverschuldung führen. Wird nach dem Ende von der Eurozone noch etwas übrig bleiben?**

Ich hoffe, dass sie überlebt. Ich hoffe aber auch, dass dabei nicht alle Probleme mit Geld aus der Druckerpresse gelöst werden sollen. So wie das Programm der Europäischen Zentralbank angelegt ist, werden wir bis zum Ende des Jahres eine Vervierfachung der Zentralbank-Geldmenge gegenüber 2008 bekommen. Eine Verdreifachung haben wir schon erreicht. Wo soll das hinführen?

## **Wo führt das hin?**

Im Moment werden mit dem Geld die Portfolios der Anleger gerettet. Die EZB nutzt dieses Geld, um Staatspapiere am Markt zu kaufen, damit die Kurse hochzuhalten und die Anleger – im Wesentlichen Banken – zu retten. Das ist in der Krise vielleicht vertretbar, obwohl ich meine Bedenken habe. Langfristig entfernen wir uns aber immer mehr vom Gebot einer am Geldwert orientierten Zentralbankpolitik. Der Überhang der Geldmenge über die reale Ökonomie wird immer größer. Ich fühle mich in fataler Weise an die Zeit nach dem Ersten Weltkrieg erinnert, als man eine kaputte Wirtschaft hatte, die Spanische Grippe kam und Deutschland versuchte, sich mit frisch gedrucktem Geld zu retten.

## **Sie sehen die Gefahr einer Hyperinflation in ganz Europa?**

Wir reden über Gefahren, nicht über Wahrscheinlichkeiten. Eine Gefahr ist etwas, was hoffentlich nicht eintritt. Um mit der wissenschaftlichen Einschätzung der Corona-Krise für den Bundestag zu sprechen: „Bedingt wahrscheinlich“. Es gibt aber auch die Gefahr, dass dieser riesige Geldüberhang durch negative Zinsen auf das Bargeld eliminiert werden könnte. Das steht unter dem Stichwort „duale Währung“ im Raum. Da der Löwenanteil der Liquidität im Austausch für deutsche Vermögenswerte und Güter zu uns floss, sind das keine schönen Aussichten.

## **Der Druck, Geld durch Kauf von Immobilien oder anderem loszuwerden, um Verluste zu vermeiden, könnte sich also erhöhen?**

Der würde sich erhöhen. Ich sage nicht, dass wir dieses oder nächstes Jahr eine Inflation bekommen. Wenn wir uns aber immer nur im Krisenmodus bewegen und glauben, wir müssten auch kleinere Probleme mit der Druckerpresse lösen, wird es irgendwann einmal ein böses Erwachen geben. Wir sind in den letzten Jahren schon so verfahren. Die EZB hat verantwortungslos gehandelt. Als der Höhepunkt der Krise von 2012 schon überwunden war, hat sie 2015 das Kaufprogramm unter dem Namen „Quantitative Easing“ eingeleitet. Dafür wurden in vier Jahren für 1900 Milliarden Euro Staatspapiere gekauft. Das deutsche Verfassungsgericht hatte dies zu Recht moniert, aber man macht jetzt immer weiter damit. Das beunruhigt mich schon.

## **Schon vor der Corona-Krise war Italien das Sorgenkind der Eurozone. Müssen wir jetzt mit einer Art „Griechenland mal zehn“ rechnen?**

Ausschließen kann man heute gar nichts mehr. Auf jeden Fall müssen wir Italien helfen, und ich plädiere sehr dafür, dass speziell Deutschland ein Hilfsprogramm für Italien auflegt, um die italienischen Krankenhäuser und die Versorgung zu unterstützen. Wir können unsere Nachbarn im Süden nicht hängen lassen.

## **Sie haben dazu ein 20-Milliarden-Geschenk vorgeschlagen. Auch um eine Vergemeinschaftung der Schulden in Form von Corona-Bonds abzuwenden?**

Ich habe das vorgeschlagen, um den Italienern zu helfen. Punkt. Von Corona-Bonds halte ich nichts, weil sie uns in eine neue Verfassung der Europäischen Union hineinführen würden. Auch die Altschulden, die noch in guten Zeiten aufgebaut wurden und jetzt schwer bedient werden können, würden im Nachhinein vergemeinschaftet. Dafür gibt es keine Rechtsgrundlage. Ich halte eine solche Vergemeinschaftung auch für gefährlich, weil dadurch die Zinsunterschiede nicht mehr vorhanden sind. Länder mit niedriger Bonität würden dieselben Zinsen zahlen wie Länder mit hoher Bonität, obwohl sie gar nicht die Kraft zur Rückzahlung haben. Die Länder mit niedriger Bonität hören dann gar nicht auf, sich zu verschulden. Zinsunterschiede sind notwendig, um diese Länder zu veranlassen, sich nicht weiter zu verschulden. Wir haben versucht, das mit einem Schuldenpakt zu erreichen, aber der ist inzwischen weit über hundert Mal verletzt worden.

## **Italiens Ministerpräsident Giuseppe Conte hat kürzlich den Deutschen versichert, sie würden keinen Cent für die Corona-Bonds zahlen müssen. Hat er uns für dumm verkauft?**

Dass es nichts kostet, ist seine Hoffnung. Man sollte ihm klar machen, dass es mit dem europäischen Rettungsschirm ESM ein Instrument gibt, das Italien jenseits unilateraler Geschenke allgemeine Haushaltsmittel zur Verfügung stellen kann. Soweit ich sehe, ist die Staatengemeinschaft auch bereit, dieses Mittel einzusetzen.

## **Was kann die Europäische Investitionsbank leisten?**

Wir haben zwei Institutionen, die helfen können: Der Rettungsschirm ESM, der Kredite in Form von Schuldpapieren am Markt aufnimmt und die an bedrohte Länder weitergibt, und die Europäische Investitionsbank, die das in ähnlicher Form für definierte Einzelprojekte machen kann. Problematisch ist, dass es sich in beiden Fällen um Schattenhaushalte neben dem EU-Haushalt handelt. Die EU selbst darf sich nicht verschulden. Gemeinschaftsschulden machen immer sinnlich. Ich fände es besser, Geschenke an ein Land wie Italien, das wirklich in Not ist, zu verteilen statt Kreditverhältnisse aufzubauen, die nur zu Zwist und Streit führen. Ich verweise auf die ersten Jahrzehnte der Vereinigten Staaten von Amerika, in denen man auch die Schulden der Einzelstaaten vergemeinschaftet hat. Die Folge war eine Wirtschaftsblase, die platzte, viele Staaten in den Konkurs trieb und nichts als Hass und Streit hervorrief. Da sind ehrliche offene, auch unilaterale Geschenke besser. Der deutsche Staat kann Geld an Italien geben, um die nachbarschaftliche Hilfe zu beweisen. Das finde ich richtiger.

## **Der Druck, Euro- oder Corona-Bonds einzuführen, wächst aber stetig. Wie groß ist die Wahrscheinlichkeit, dass es diesmal doch zur Schuldenvergemeinschaftung kommt?**

In Form des ESM-Geldes ist ja auch von Deutschland eine Form der Vergemeinschaftung angeboten worden. Die Eurobonds, und das sind ja die Corona-Bonds, wird es – so die Bundeskanzlerin – in ihrem Leben nicht geben.

**Sie haben 20 Milliarden Euro als Geschenk der Deutschen für Italien ins Gespräch gebracht. Die Summe ist groß, aber wie wir von Griechenland wissen, womöglich doch nur ein Tropfen auf den heißen Stein?**

Ich habe das als Hilfe für die medizinische Versorgung vorgesehen. Damit könnte man schon sehr viel erreichen. Wenn es nicht reicht, kann man noch mehr geben. Nochmal: Wir können Italien nicht hängen lassen. Die andere Frage ist, ob man die Inhaber der italienischen Staatspapiere – das sind im Wesentlichen französische Banken – retten sollte. Dafür würde dieser Betrag hinten und vorne nicht reichen. Aber sollte man sie retten? Ich sehe keinen tieferen Sinn darin, Eurobonds zur Rettung von Portfolios von Investoren einzuführen, die sich verspekuliert haben.

**Könnte es sein, dass die Corona-Krise der Auslöser für ein Zerbrechen des Euroraums und des Euros wird?**

Der Euro ist nicht wirklich funktionsfähig, weil Länder zusammengekommen sind, die ganz verschiedene Vorstellungen von Geldpolitik haben. In Südeuropa hat der Euro durch die niedrigen Zinsen, die ihnen der Euro in den ersten zehn Jahren verschaffte, eine inflationäre Blase verursacht, die Torsos einst halbwegs wettbewerbsfähiger Länder hinterlassen hat. Diese Länder sind zu teuer geworden. Sie können nicht billiger werden, weil sie nicht abwerten können. Das ist das Hauptproblem. Ich weiß nicht, ob es gelingen wird, dieses Problem durch immer mehr Transfers vom Norden in den Süden zu lösen. Damit werden Abhängigkeiten geschaffen und die Wettbewerbsfähigkeit wird nie wieder hergestellt.

**Also besser ein Ende mit Schrecken als ein Schrecken ohne Ende aus Ihrer Sicht?**

Nein, ich bin nicht der Meinung, wir sollten den Euro aufgeben. Aber wir sollten harte Regeln und Budgetbeschränkungen einhalten, so wie sie im Maastrichter Vertrag formuliert worden sind. Dann muss jedes Land selbst entscheiden, ob es weiter beim Euro mitmachen will oder auch nicht.

**Können Sie sich vorstellen, dass in der EU solche Regeln tatsächlich eingehalten werden?**

Wir erwarten im Mai das Urteil des deutschen Verfassungsgerichts zu den Anleihekäufen der Europäischen Zentralbank. Warten wir doch mal ab, was das Gericht dazu sagt. Ich habe Vertrauen in das Gericht.

Das Interview führte Ralf Müller.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/minister-le-maire-steuert-frankreich-durch-die-coronakrise-16714863.html?premium>

MACRONS FINANZMINISTER:

## Wie Le Maire Frankreich durch die Krise steuert

- VON CHRISTIAN SCHUBERT, PARIS
- -AKTUALISIERT AM 06.04.2020-18:38



Bruno Le Maire lenkt Frankreichs Wirtschaft gerade mit einem kleinen Team aus einem fast leeren Finanzministerium. Abends fährt er im Kleinwagen selbst nach Hause. Im Gespräch mit der F.A.Z. richtet er deutliche Forderungen an Deutschland.

Vor einem Monat schon, am 2. März, liefen Deutschland und Frankreich angesichts der Corona-Gefahr nicht im gleichen Takt. Im französischen Wirtschafts- und Finanzministerium hatten sie schon Tage zuvor angefangen, auf Händeschütteln und Wangenküsschen zu verzichten. Als Minister [Bruno Le Maire](#) mit seiner Delegation in der Berliner Villa Borsig für bilaterale Gespräche eintraf, kamen die Deutschen jedoch mit ausgestreckten Armen auf die Franzosen zu. „Der Minister hat die Hand von Olaf Scholz geschüttelt“, wird in seinem Beraterstab berichtet. Spätestens an diesem Tag schwante den Franzosen, dass man dies- und jenseits des Rheins nicht in gleicher Weise tickt.

An diesem Dienstag werden die Finanzminister der Eurozone nur noch per Videokonferenz „aufeinander treffen“. Dies macht den Austausch nicht weniger intensiv. Der 50 Jahre alte Bruno Le Maire sieht sich derzeit in einer europäischen Antreiberrolle. Geschickt stößt er in das vor, was manche Europa-Kenner als Machtvakuum in Brüssel bezeichnen. Italien und Spanien haben sich hinter ihn geschart. Länder wie Lettland sind offen für Le Maires Position. Im Kern davon steht ein Solidaritätsfonds für die Zeit des wirtschaftlichen Neustarts nach der Krise. Durch gemeinsame Schulden der Eurozonen-Länder soll er finanziert werden.

„Doch es handelt sich dabei überhaupt nicht um die alte Idee der Eurobonds“, betonte Le Maire am Montag im Gespräch mit der F.A.Z. Der Fonds solle nur fünf bis zehn Jahre laufen, er solle mit den Altschulden der Mitgliedsländer nichts zu tun haben, stattdessen nur Investitionen finanzieren; und seine Schulden sollten noch während der Laufzeit des Fonds getilgt werden – durch nationale Beiträge der Länder oder durch eine „Solidaritätsbesteuerung“, so Le Maire.

### Ein Deutschlandkenner

Ihm ist der Vorschlag so wichtig, dass Frankreich davon seine Zustimmung zu den anderen Rettungsvorschlägen abhängig machen will. Die Franzosen befürworten den Einsatz des europäischen Rettungsschirms ESM und der Europäischen Investitionsbank sowie den Plan von [Ursula von der Leyen](#) eines mit 100 Milliarden Euro ausgestatteten Systems der Arbeitslosenrückversicherung. „Doch wir brauchen auch die vierte Stufe, sonst zündet die Rakete nicht“, fordert Le Maire. „Wenn diese vierte Stufe morgen nicht in dem Plan enthalten ist, dann wird Frankreich eine Fortsetzung der Diskussionen verlangen. Einen Plan mit nur drei Stufen akzeptieren wir nicht“, betont der Minister. Von einem schrittweisen Vorgehen, das weitere Antworten der Regierungen erst für später vorsieht, hält er nichts. „Es macht keinen

Sinn, alle 14 Tage oder Monate wieder zusammenzukommen, um unter Zeitnot neue Instrumente zu definieren. Wir müssen gleich von Anfang an alle Instrumente zur Verfügung haben.“

Le Maire ist ein mit allen Wassern gewaschener Verhandlungsführer auf europäischer Ebene. Das hat er spätestens in seiner Zeit als Landwirtschaftsminister von 2009 bis 2012 gelernt. Seine Sprachkenntnisse – er spricht fließend Deutsch und Englisch – und seine Kenntnisse über das östliche Nachbarland kommen ihm dabei zugute. So ist Le Maire derzeit einer der wichtigsten Krisenmanager Europas, natürlich immer in voller Loyalität zum Präsidenten [Emmanuel Macron](#), denn anders kann man in Frankreich als Minister nicht wirken. Mit einem kleinen Beraterstab dirigiert Le Maire im fast leeren Finanzministerium von Paris derzeit fast die gesamte französische Wirtschaft. Seine Fahrer hat er nach Hause geschickt. Erst spät abends steuert er mit einem Kleinwagen sein Pariser Zuhause an, wo seine Frau und ihre vier Söhne die Zeit der Ausgangssperre verbringen. Ein französischer Finanzminister ist in Krisenzeiten besonders gefordert. Anders als im föderalen Deutschland laufen in Frankreich fast alle Fäden in Paris zusammen. „Die Verantwortung ist sehr schwer“, räumt der Franzose ein, ohne sich die Last anmerken zu lassen.

Der Berufspolitiker ist im edlen Pariser Vorort Neuilly-sur-Seine geboren worden; er absolvierte die klassische Elitenausbildung auf den Universitäten Sciences Po und Ena. Auf der Ecole normale supérieure genoss er zudem eine literarische Ausbildung, die ihm bis heute als Autor von mehreren durchaus angesehenen Romanen nutzt. Doch das ist ein Hobby, das in diesen Tagen ruhen muss.

### **Gute Zusammenarbeit mit Scholz?**

So sehr gerade französische Politiker sich gerne in einer Lenkungsfunktion sehen, so sehr betont Le Maire, dass dieser Zustand zeitlich begrenzt sein muss. „Wenn eine Volkswirtschaft attackiert wird, dann muss der Staat sie schützen, denn nur er hat die Finanzmittel und die gesetzgeberische Kraft. Doch es geht nicht darum, den Staat nun jahrelang in einer wirtschaftlichen Führungsrolle zu lassen.“ Le Maire fühlt sich indes darin bestätigt, was er schon vor der Corona-Krise unter anderem in seinem vor einem Jahr erschienenen Buch „Le nouvel Empire“ („Das neue Imperium“) niederschrieb: Die Nationen müssten autonomer werden, daher treibt er etwa die Batterieproduktion in Europa und die Rückholung von Arzneiwirkstoffen voran, der Umweltschutz und nachhaltige Wirtschaftsmodelle seien in den Vordergrund zu rücken, und die oft schlecht angesehenen Berufe von der KassiererIn bis zur Müllabfuhr sollten eine höhere Wertschätzung finden. „Wir sehen gerade in dieser Zeit, wie vital sie für uns alle sind.“

Le Maire betont, wie gut er derzeit „täglich“ mit seinem deutschen Amtskollegen [Olaf Scholz](#) zusammenarbeite. Diese Bekundungen gehören freilich zu den Pflichtübungen im öffentlichen deutsch-französischen Austausch. In seinem Umfeld klingt die Kritik durch, dass Scholz und seine Mitstreiter die europäischen Dinge oft „nur technisch“ sähen. Das heißt übersetzt: regelgebunden. In Frankreich gilt das Primat der Politik, also die Erlaubnis, von Absprachen in sich verändernden Lagen abzuweichen. Le Maire steht auch in dieser Denktradition. Vor der Krise hatte er die staatliche Neuverschuldung zeitweise unter die 3-Prozent-Grenze des Maastricht-Vertrages gedrückt; das sollte auch 2020 gelten. All diese Ziele sind jetzt Makulatur. „Die Corona-Krise stürzt Frankreich in die schwerste Rezession der Nachkriegszeit. Wir müssen neue Antworten finden.“

**Le Figaro, no. 23527**

Le Figaro, mardi 7 avril 2020 368 mots, p. 1

Une

ÉDITORIAL

**À l'heure des comptes...**

de Capèle, Gaëtan

C'est une question à 5 000 milliards : qui va payer les tombereaux d'argent déversés dans le monde pour éteindre l'incendie du coronavirus ? Le sujet peut paraître terre à terre au moment où, partout, l'économie s'écroule et où la planète entière s'active pour sauver ce qui peut l'être. En France comme ailleurs, l'État-pompier dépense sans compter pour éviter les faillites en chaîne et la destruction de millions d'emplois. De droite à gauche, nul ne conteste ce déploiement de moyens sans précédent : à la crise sanitaire et à la crise économique, inutile d'ajouter une crise sociale et, pour finir, une crise politique.

Le temps du sauve-qui-peut derrière nous, viendra tout de même l'heure des comptes. Car, pour secourir les entreprises, les commerçants et les salariés en difficulté, notre État impécunieux n'a d'autre choix que de s'endetter dans des proportions jamais vues. Les Français, hélas, n'y prêteront probablement guère attention. Aucun gouvernement n'ayant présenté un budget à l'équilibre depuis près d'un demi-siècle, ils vivent dans un monde imaginaire où l'argent coulerait à flots. On voit, à la lumière du Covid-19, où mène ce laxisme. Non seulement des décennies de dépense publique débridée ne nous protègent pas mieux du virus que d'autres pays bien plus rigoureux - et notamment l'Allemagne -, mais encore nous n'avons pas un euro en poche pour affronter la crise économique. Il faut donc se résoudre - la reconquête de notre souveraineté attendra ! - à tendre la sébile aux marchés financiers. Et après ? Instruit par la cuisante expérience de l'après-crise financière de 2008, le gouvernement jure que les impôts n'augmenteront pas. On aimerait le croire, sans se faire trop d'illusions. Restent les milliards que la BCE promet de distribuer. Ce robinet miraculeux d'argent gratuit est paraît-il sans limite. À la condition toutefois que la confiance en la monnaie ne s'évapore pas. Ce serait la voie ouverte à l'hyperinflation, cette « euthanasie du rentier » qui lamine l'épargne et le capital. On peut toujours rêver, mais la leçon des crises économiques est sans appel : contribuable ou épargnant, il y a toujours quelqu'un, à la fin des fins, pour régler la facture.

**Le Figaro (site web)**

lundi 6 avril 2020 - 19:47 UTC +02:00 1101 mots

Économie ; Conjoncture

**Sauvetage économique de la France: qui paiera la facture?**

de Guigné, Anne

**DÉCRYPTAGE - Initialement de 45 milliards d'euros, la facture du plan d'urgence adopté par le Parlement pourrait bondir, selon certains économistes, jusqu'à 150 milliards à terme.**

La France va payer un tribut considérable à la lutte contre le coronavirus. En réduisant la quantité de travail produite dans le pays, le confinement de la population diminue d'autant le revenu national. Les économistes évoquent jusqu'à 150 milliards d'euros de pertes. Pour l'instant, personne ne connaît ni la teneur exacte de l'addition, ni la manière dont elle sera réglée. Seule certitude, l'État français, déjà surendetté, ne pourra pas plus porter seul ce gigantesque fardeau que l'Espagne ou l'Italie. Le pays aura besoin de s'appuyer sur l'Union européenne et la Banque centrale européenne (BCE). Des tensions politiques à Bruxelles sont en vue.

À court terme, en 2020, l'État va inscrire sur ses comptes une part importante de la facture, en creusant son déficit. Les entreprises paieront elles aussi un lourd écot. Malgré l'aide publique massive, beaucoup devront tirer le rideau. Les autres connaîtront une reprise souvent très difficile, avec des résultats en berne. Dans cet environnement, les ménages, pour l'instant relativement épargnés du point de vue financier par la crise, souffriront dans les prochains mois de l'augmentation du chômage, des restrictions sur les salaires... Ils ne devraient toutefois pas être directement sollicités pour régler la gigantesque facture du coronavirus.

Faire plonger le déficit

« *La méthode classique, qui avait encore prévalu en 2008, de rétablir les comptes publics après un choc en taillant dans les dépenses et en augmentant les impôts ne paraît pas adaptée cette fois-ci*, avance ainsi Mathieu Plane, de l'OFCE. *La demande sociale ne va pas du tout dans ce sens et, depuis 2012, on mesure bien à quel point les plans d'ajustement drastiques ravagent les économies.* » Le gouvernement paraît également convaincu, pour l'instant, que ces vieilles recettes ne sont plus appropriées. « *La pire des choses serait d'augmenter les impôts* », a ainsi martelé Édouard Philippe, le 2 avril. Un message repris ce lundi par son ministre de l'Économie.

Côté dépenses, le contexte ne prête pas non plus aux plans d'économies. « *Je ne vois pas comment l'exécutif pourrait renoncer aux annonces sur l'hôpital, sur la relocalisation de la production de médicaments, ou encore la revalorisation des professeurs... sachant qu'il souhaite aussi baisser les impôts de production* », commente Patrick Artus, économiste en chef de Natixis. Autant dire que l'État français n'a pas fini de dépenser, cette année bien sûr, mais aussi en 2021, 2022...

**» LIRE AUSSI - La France devrait connaître en 2020 sa plus forte récession depuis 1945, selon Le Maire**

Il affichera en 2020 un déficit inédit, jusqu'à 12,3 % selon les analystes d'Unicredit, qui ne sera donc résorbé ni par une augmentation des recettes, ni par un programme d'économies sur le court terme. Dans ces conditions, le stock de dette va mécaniquement exploser, dépassant sans doute les 120 % du produit intérieur brut (PIB). Les investisseurs internationaux, et bien sûr les épargnants français via les fonds euros, achètent pour l'instant toujours le papier français sur les marchés à des taux très bas. Alors que les dépenses publiques augmentent en flèche sur tous les continents en raison de l'épidémie, il serait toutefois risqué, car potentiellement très coûteux, de la part de Paris de s'en remettre uniquement au marché.

Rééchelonner les prêts

Dans ce contexte, des économistes classés à gauche, tel Gaël Giraud, directeur de recherche au CNRS, suggèrent d'annuler une partie des dettes publiques, précisément d'effacer les dettes publiques détenues par la BCE. La mesure très symbolique a le mérite de la simplicité mais elle créerait un tsunami sur les marchés financiers, et entacherait durablement la crédibilité des États

émetteurs. Plus pragmatique, Michel Didier, le président de Rexecode, rappelle qu'« *il est toujours possible pour un État de rééchelonner les échéances pour gagner de la souplesse, de lancer des emprunts perpétuels...* ».

Dans une tribune vendredi dans *Les Échos*, Jean Tirole, de la Toulouse School of Economy (TSE), évoque encore une autre piste. «*U ne forme d'impôt, déguisée, qui serait une souscription obligatoire des banques à de nouvelles émissions de bons du Trésor, à des taux ne reflétant pas l'inflation qui s'ensuit (les économistes parlent alors de «répression financière»)* », explique le Prix Nobel d'économie en 2014. Compte tenu de la grande faiblesse dans laquelle les banques risquent de sortir des prochains mois, il apparaît toutefois peu probable que l'État s'empresse de les ponctionner ainsi.

#### Mutualiser les dettes

Alors que faire pour financer des déficits, si l'État ne peut pas couper dans ses dépenses et qu'il ne souhaite ni augmenter ses impôts, ni se brouiller avec ses créiteurs? Une option de financement à la hauteur des sommes en jeu serait de mutualiser les dettes entre États membres de la zone euro. Mais cela exigerait de la part des pays aux finances publiques excédentaires un revirement de politique spectaculaire qui semble bien improbable.

Reste alors la voie royale mais toujours risquée de la création monétaire! La Banque centrale rachète des titres de dette des États. En échange, elle crée des liquidités, ce qui permet d'effacer les titres et donc de réduire l'endettement des États. Grâce à ce mécanisme de Quantitative Easing (QE) que la BCE pratique depuis plusieurs années, les gouvernements peuvent financer leurs déficits en limitant l'augmentation de leur dette. « *C'est l'option clairement choisie pour cette année*, avance Patrick Artus. *La BCE va plus ou moins avaler tous les déficits de la zone euro, jusqu'à 800 milliards d'euros. Mais ensuite, les pays nordiques vont-ils accepter de prolonger des programmes d'achats massifs pendant des années? La limite risque alors de devenir plus politique qu'économique.* »

Convaincre l'ensemble des États de l'intérêt d'une intervention massive et longue de la Banque centrale sera toutefois complexe, car une telle opération n'est pas sans danger. Provoquerait-elle un retour de l'inflation, qui rognait ainsi dans un même mouvement l'épargne et les dettes? Difficile à dire, même si l'expérience de la banque centrale japonaise ne plaide pas en ce sens. Une vaste injection de liquidités créera en revanche de nouveaux désordres financiers: bulles sur les actifs, instabilité des taux de change... La planète sortirait du coronavirus, toute prête à replonger dans une nouvelle crise.

# Diese Rechnung entzaubert Italiens Traum von den Corona-Bonds

Stand: 03:28 Uhr | Lesedauer: 4 Minuten

Von **Tobias Kaiser**, Brüssel

Italien, Frankreich und Spanien fordern gemeinsame europäische Anleihen, um Konjunkturprogramme nach der Corona-Krise zu finanzieren. Kritiker warnen davor: Den Profiteuren gehe es nicht um niedrigere Zinsen, sondern um etwas ganz anderes.

Das Wort „Corona-Bonds“ wird während der Sitzung vermutlich nicht fallen, trotzdem wird das Thema ständig präsent sein, wenn sich die Finanzminister der Euro-Zone und der übrigen EU-Länder am Dienstag per Video zusammenschalten. Viele europäische Länder, allen voran Frankreich, Italien und Spanien, halten an ihrer Forderung fest, dass die EU-Länder gemeinsam Schulden machen sollten, um die wirtschaftlichen Folgen der Corona-Krise zu bewältigen.

„Wir müssen uns am Dienstag auf dieses Instrument einigen, um ein Signal der Solidarität zu senden“, sagt etwa Frankreichs Finanzminister Bruno Le Maire. Er spricht jetzt zwar nicht mehr von Corona-Bonds, um die akuten Kosten für die Bewältigung der Covid-19-Pandemie und die Stützprogramme für Unternehmen und Kurzarbeiter zu finanzieren.

Stattdessen fordern Le Maire und seine Amtskollegen aus Rom und Madrid jetzt, dass die EU-Länder gemeinsam Geld für ein großes Konjunkturprogramm für den Neustart der europäischen Wirtschaft nach der Krise sammeln. Die Rede ist abwechselnd von einem „Zukunfts-“, „Solidaritäts-“ oder „Corona-Fonds“, der mit „Anleihen für den Wiederaufbau“ gefüllt werden soll.

Die Mitgliedstaaten der EU sollen gemeinsame Anleihen (Englisch: Bonds) auflegen, um an den Kapitalmärkten Geld aufzunehmen. Wenn fiskalisch solidere Länder wie Deutschland oder die Niederlande zusammen mit stärker verschuldeten Staaten wie Italien gemeinsame Anleihen ausgeben, müssten Teilnehmer mit geringerer Bonität niedrigere Zinsen zahlen, weil Deutschland und andere bonitätsstarke Länder mithaften und Anleger deshalb einen geringeren Risikoaufschlag verlangen. Die Bundesregierung lehnt das bisher kategorisch ab; sie fürchtet, dass die gemeinsamen Anleihen, einmal praktiziert, zur Dauereinrichtung werden.

FDP rechnet für Italien durch

Jetzt meldet sich die FDP zu Wort, die gemeinsame Anleihen der EU-Länder rundheraus ablehnt. Die Bundestagsfraktion der Partei kommt in einer internen Berechnung zu dem Ergebnis, dass sich das Vorhaben für die Länder, die es fordern, kaum lohnt.

Die Verfasser der Überschlagsrechnung haben sich angeschaut, wie viel Geld Italien an den Finanzmärkten einsammeln müsste, wenn es ein Konjunkturprogramm auflegen will, das mit dem deutschen vergleichbar ist. Die Bundesregierung hat wegen der Corona-Krise einen Nachtragshaushalt in Höhe von 156 Milliarden Euro aufgelegt. Auf Italiens Bevölkerung übertragen, müsste das italienische Pendant 114 Milliarden Euro schwer sein.

Die Verfasser haben grob berechnet, wie viel Zinsen Rom zahlen müsste, wenn es sich diese Summe am Kapitalmarkt besorgt. Anfang des Monats zahlte Italien 1,56 Prozent Zinsen, für Kredite mit zehn Jahren Laufzeit; für Deutschland lag der Wert wegen der höheren Bonität bei -0,46 Prozent. Die Zinssätze für die Corona- oder Wiederaufbau-Anleihen würden irgendwo dazwischen liegen; die Autoren des FDP-Papiers gehen von 0,04 Prozent pro Jahr aus. Italien würde nach dieser Rechnung pro Jahr 1,71 Milliarden Euro Zinsen sparen. „Das entspräche lediglich einem Promille der italienischen Wirtschaftsleistung“, heißt es in dem Papier. Ein Promille sind 0,1 Prozent.

„Mit den Fantasien über ‚Corona-Bonds‘ muss Schluss sein, denn eine Vergemeinschaftung von Schulden ist keine Lösung. Italien hätte kaum einen finanziellen Vorteil davon“, sagt Christian Dürr, der stellvertretende Fraktionsvorsitzende der FDP im Bundestag. „Stattdessen sollten wir jetzt bestehende Instrumente wie den ESM nutzen. Gerade in Krisenzeiten ist es wichtig, bestehendes Recht gezielt einzusetzen, um effizient und schnell Hilfe zu leisten. Neue, riskante Instrumente bewirken das Gegenteil.“

Nicht nur die FDP lehnt Corona-Bonds ab, auch Wirtschaftsverbände und viele Ökonomen sind dagegen. „Die Rechnung ist absolut plausibel und seriös“, sagt etwa Friedrich Heinemann vom ZEW Mannheim. Die Rechnung mache sehr deutlich, worum es Rom und Paris eigentlich gehe. „Damit wird deutlich, dass es bei den Corona-Bonds nicht wie behauptet um einen Zinsvorteil geht, sondern um die Vergemeinschaftung der Haftung mit ihrer Langfristperspektive. Die erste Emission eines Corona-Bonds wäre daher die Weichenstellung in Richtung einer umfassenden Umfinanzierung der nationalen Staatsschulden.“

Befürworter gemeinsamer europäischer Anleihen kritisieren allerdings die Annahmen der Rechnung: Italien werde vermutlich weit mehr als 114 Milliarden Euro mobilisieren müssen, weil es von der Krise so stark

betroffen sei, sagt etwa Jürgen Matthes vom Institut der deutschen Wirtschaft (IW). Er geht basierend auf der aktuellen Situation von einem Finanzbedarf von rund 260 Milliarden Euro aus. Außerdem warnt Matthes, dass die Zinssätze für Italien wegen der hohen zusätzlichen Schulden, die auf die Bonität drücken, in den kommenden Wochen steigen könnten. Gegenwärtig verhindere nur das Eingreifen der Europäischen Zentralbank, dass Italien höhere Schulden zahlen muss.

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/nizza-fuehrt-als-erste-franzoesische-grosstadt-maskenpflicht-ein-16716014.html>

PARIS IN ERKLÄRUNGSNOT:

# Die Wahrheit hinter der Schutzmaske

- VON MICHAELA WIEGEL, PARIS
- -AKTUALISIERT AM 07.04.2020-21:57



Die französische Regierung behauptete, Schutzmasken könnten sogar schädlich sein. Der Grund dafür waren mangelnde Vorräte. Als erste Großstadt führt Nizza nun eine Mundschutzpflicht ein.

Als erste französische Großstadt will Nizza eine Schutzmaskenpflicht einführen. Das hat der rechtsbürgerliche Bürgermeister Christian Estrosi (LR) angekündigt und versprochen, dass alle Bewohner eine waschbare, wiederverwendbare **Schutzmaske** aus französischer Fertigung erhalten sollten. Mit der Verteilung der Masken soll voraussichtlich nächste Woche begonnen werden. Estrosi plant nach Ende der Verteilungsphase eine Verordnung zu erlassen, mit der die Missachtung der Schutzmaskenpflicht im öffentlichen Raum sanktioniert wird. Die Höhe der geplanten Geldbuße ist bislang noch nicht bekannt. Estrosi war selbst an **Covid-19** erkrankt und will neue Wege ausprobieren, das Ansteckungsrisiko zu verringern. Seine Ankündigung hat an der Côte d'Azur sofort Nachahmer gefunden.

Der Bürgermeister von Cannes, David Lisnard (LR), setzt ebenfalls auf die Ausgabe von Schutzmasken, die er in Cannes nähen ließ. Die Stadt hat das berühmte Filmfestival absagen müssen und viele Restaurants und Hotels kämpfen um ihre Existenz, da die Touristen ausbleiben. Der benachbarte Urlaubsort Mandelieu-la-Napoule will ebenfalls eine Schutzmaskenpflicht einführen. Die Bürgermeister von der Côte d'Azur sehen sich als Vorhut im zentralistisch regierten Frankreich.

## **Auch Paris erwägt Maskenpflicht**

Die sozialistische Bürgermeisterin von Paris, **Anne Hidalgo**, zeigte sich interessiert an ihrem Vorgehen. Sie erwäge ebenfalls alle Hauptstadtbewohner zu verpflichten, im öffentlichen Raum Mund und Nase zu bedecken, sagte sie. Sie hat durchgesetzt, dass von diesem Mittwoch an sportliche Aktivitäten im Freien zwischen 10 und 19 Uhr in der dicht besiedelten Hauptstadt verboten werden. Damit will die Bürgermeisterin erreichen, dass die ohnehin schon strikten Quarantäneregeln besser respektiert werden. Überall in Frankreich ist es verboten, sich weiter als einen Kilometer von seiner Wohnung zu entfernen.

Alle Gärten und Parkanlagen sind geschlossen, auch Wälder, Strände und Küstenwege für den Publikumsverkehr gesperrt. Die Bürgermeister drängen darauf, dass die Regierung Wege aus der totalen Quarantäne aufzeigt, doch bislang haben sich die Verantwortlichen in Widersprüche verstrickt.

## **„Masken können sogar kontraproduktiv sein“**

Regierungssprecherin Sibeth Ndiaye bestritt wochenlang, dass Schutzmasken nützlich sein könnten, um die Ansteckungsgefahr zu verringern. „Masken können sogar kontraproduktiv sein, weil sie Schutz

vortäuschen“, sagte sie. Doch inzwischen haben Regierungsmitarbeiter in der Presse eingestanden, dass die ablehnende Haltung gegenüber Schutzmasken nur dem Mangel an Vorräten geschuldet war.

Nicht der Gesundheitsschutz stand im Vordergrund, sondern politische Erwägungen, um die unzureichende Vorbereitung auf eine Pandemie zu vertuschen. Dabei lag die Verantwortung für den Engpass bei den Schutzmasken gar nicht bei der Regierung Präsident [Macrons](#). Vielmehr war es die sozialistische Gesundheitsministerin Marisol Touraine, die 2013 entschied, die staatlichen Vorräte an Schutzmasken und -kleidung zum Seuchenschutz nicht zu erneuern und die Arbeitgeber anzuweisen, für entsprechende Reserven zu sorgen.

Doch gerade den staatlichen Krankenhäusern fehlte es an Mitteln und wohl auch am Willen, um in Vorräte zu investieren. Die Regierung verzichtete jedoch darauf, den Franzosen die Wahrheit zu sagen. Der Leiter der Gesundheitsbehörde, Jerome Salomon, behauptete am 26. Februar wider Wissen, es gebe keine Engpässe. So hat die Bevölkerung nur schrittweise erfahren, warum es an Schutzmasken fehlt. Das schürt das Misstrauen in die politische Elite. Die Regierungssprecherin verstieg sich gar zu der Behauptung, es sei für die meisten zu kompliziert, eine Schutzmaske korrekt aufzusetzen.

Der Präsident höchstpersönlich musste eine Kehrtwende einleiten und bei einem Besuch in einer Maskenfabrik ankündigen, dass die Regierung fortan auf dem Weltmarkt „kämpfen“ werde, um den Bedarf zu decken. Die Internetzeitung „Mediapart“ enthüllte, wie wenig die Bürokraten in der französischen Gesundheitsbehörde den Herausforderungen gewachsen sind, sich bei Bestellungen in China durchzusetzen.

Fast einen Monat lang brauchte die Behörde, um ihre langwierigen Bestellprozeduren zu überarbeiten. Regierungschef Edouard Philippe berief eine eigene Task Force für Schutzausrüstung ein, doch auch dieser wurde nicht gestattet, Hilfsangebote französischer Geschäftsleute in China zu akzeptieren. Mehrere in China ansässige Franzosen berichteten enttäuscht, sie hätten Lieferungen organisieren können, doch keine oder nur ausweichende Antworten aus Paris erhalten. Die Regionalratspräsidenten organisierten sich angesichts des Versagens auf zentralstaatlicher Ebene selbst. Mehrere ließen sich dabei filmen, wie sie am Flughafen Maskenlieferungen aus China in Empfang nahmen oder diese an Altenpflegeheime und Krankenhäuser verteilten.

## **Bewunderung für Deutschland**

Viele Franzosen blicken inzwischen mit einer Mischung aus Bewunderung und Neid auf Deutschland, dessen föderalstaatliche Strukturen viel mehr Gestaltungsmöglichkeiten für bürgernahe Politik eröffnen. Denn auch der Mangel an Testmöglichkeiten ist auf die rigide zentralistische Organisation zurückzuführen. Bis zum 7. März waren nur gut ein Dutzend ausgewählte Labors in den staatlichen Krankenhäusern befugt, die Tests durchzuführen.

Per Regierungsdekret dürfen seit dem 7. März auch private Labors testen – doch es mangelt an den Automaten zur Auswertung der Tests, die hauptsächlich vom Marktführer Roche stammen. Während Deutschland mehr als 100 solcher Automaten hat, gab es in Frankreich zu Beginn der Pandemie nur zwölf. Inzwischen hat man weitere dazugekauft. Aber von flächendeckenden Tests ist das Land noch immer weit entfernt.

<https://www.faz.net/aktuell/gesellschaft/gesundheit/coronavirus/beatmung-beim-coronavirus-lungenfacharzt-im-gespraech-16714565.html?premium>

LUNGENFACHARZT IM GESPRÄCH:

## „Es wird zu häufig intubiert und invasiv beatmet“

• VON RÜDIGER SOLDT

• -AKTUALISIERT AM 07.04.2020-10:05

Beatmungsgeräte können in der Coronakrise Leben retten. Doch für die Lunge kann die invasive Behandlung gefährlich werden. Der Lungenfacharzt Thomas Voshaar über die Überlebenschancen von schwer erkrankten Covid-19-Patienten.

Herr Voshaar, die Debatte über das **Coronavirus** beherrschen Virologen. Covid-19 geht aber häufig einher mit einer schweren beidseitigen viralen Lungenentzündung. Welche Kompetenz bringen die Lungenfachärzte in dieser Krise ein?

Natürlich ist das Engagement von Virologen und Epidemiologen notwendig und gut. Wenn wir bald wüssten, wie viele Mutationen es vom **Virus** Sars-CoV-2 gibt, wäre das eine große Hilfe. Aber die eigentliche Erkrankung und ihre Behandlung ist die Domäne der Lungenärzte, nicht der Anästhesisten und Intensivmediziner. Pneumologen beschäftigen sich jeden Tag mit viralen und bakteriellen Lungenentzündungen. Es gibt kein Medikament gegen Covid-19, deshalb kommt es auf die klinische Erfahrung der Pneumologen an. Das ist von Öffentlichkeit und Politik noch unzureichend registriert worden.

Sie haben als Vorsitzender des Verbands der pneumologischen Kliniken und als Chefarzt einer Lungenklinik vor der leichtfertigen invasiven Beatmung von Covid-19-Patienten gewarnt. Warum?

Die Beatmung der Covid-19-Patienten, das frühe, vorschnelle Intubieren also, ist häufig medizinisch nicht gerechtfertigt. Vor der Corona-Krise gab es darüber unter den Kollegen keine Kontroverse. Jetzt führte die Ausbreitung der Pandemie in China sowie in Italien und Frankreich zu chaotischen Zuständen in den Kliniken. Die medizinischen Ressourcen waren begrenzt, und die Zahl der Covid-19-Patienten, die schnell versorgt werden mussten, war sehr groß. Chaotische Situationen sind in der Medizin immer schlecht. Für die längere Beobachtung eines Patienten und die Diskussion der Therapie ist im Chaos keine Zeit, deshalb ist häufig vorschnell intubiert, also invasiv beatmet worden. Wir Pneumologen hoffen, dass die Situation in Deutschland in den kommenden drei bis vier Wochen eine andere sein wird: Wir haben uns gut vorbereitet, wir wollen die Patienten geordnet aufnehmen und dann überlegt die Therapie einleiten.



Thomas Voshaar ist Gründer der Arbeitsgruppe Aerosolmedizin der Deutschen Gesellschaft für Pneumologie. :Bild: privat

Was heißt das für die Entscheidung, ob jemand beatmet wird oder nicht?

Für Patienten ist eine invasive Beatmung grundsätzlich schlecht. Selbst wenn das Beatmungsgerät optimal eingestellt und die Pflege perfekt ist, bringt die Behandlung viele Komplikationen mit sich. Die Lunge reagiert auf zwei Dinge empfindlich: Überdruck und eine zu hohe Sauerstoffkonzentration in der zugeführten Luft. Außerdem müssen Sie den Patienten bei einer Beatmung sedieren – Sie nehmen ihn aus der Welt. Er kann nicht mehr essen, trinken und selbständig atmen. Ich übernehme also die Totalkontrolle über den Organismus. Nur mit Überdruck kann ich Luft in die Lunge bekommen. Bei der Spontanatmung passiert das Gegenteil, die Luft gelangt durch Unterdruck in die Lunge. Das terminale Versagen der Lunge entsteht häufig durch zu hohen Druck und zu viel Sauerstoff. Es ist also immer besser, selbst zu atmen, deshalb schauen wir so kritisch auf die Beatmung.

Was heißt das für die klinische Therapie?

Von den beatmeten Covid-19-Patienten haben bislang leider nur zwischen 20 und 50 Prozent überlebt. Wenn das so ist, müssen wir fragen: Liegt das an der Schwere und dem Verlauf der Erkrankung an sich oder vielleicht doch an der bevorzugten Behandlungsmethode? Als wir die ersten Studien und Berichte aus China und Italien lasen, fragten wir uns sofort, warum dort so häufig intubiert wurde. Das widersprach unseren klinischen Erfahrungen mit viralen Lungenentzündungen.

Intensivmediziner halten dem entgegen, dass die Virusbelastung für Ärzte und das Pflegepersonal bei intubierten Covid-19-Patienten geringer sei.

Das ist unethisch. Wir können doch das Wohl des Patienten nicht dem Wohl des Personals unterordnen. Inhaltlich ist es auch unsinnig. Erfahrene Pneumologen und Intensivpfleger können die Aerosol-Belastung gering halten.

Welche Erfahrungen haben Sie in Ihrer Lungenfachklinik mit den ersten Covid-19-Patienten gemacht?

Wir haben Anfang April 29 Patienten behandelt und davon 19 schon entlassen, mittlere Liegezeit sieben Tage. In der Lungenklinik hier in Moers im Bethanien-Krankenhaus machen wir bei allen Patienten schon bei Aufnahme eine Computertomographie (CT) der Lunge. Alle hatten die charakteristischen beidseitigen Lungenentzündungen. Nur einen Patienten mussten wir intubieren, er kam mit schweren Grunderkrankungen. Wir haben zum Glück noch keinen Todesfall. Wir erheben umfangreiche Laborwerte und dokumentieren die Lungenentzündungen ausführlich mit Computertomographien. Typisch sind ein starker Mangel an Lymphozyten, schlechte Sauerstoffwerte und ein erhöhter Wert des Enzyms Laktat-Dehydrogenase. Das CT ist bei diesen schweren Fällen das entscheidende diagnostische Mittel, weit zuverlässiger als der Corona-Test. Wir mussten feststellen, dass es viele falsch-negative Tests gibt. Vielen Covid-19-Patienten konnten wir mit der Sauerstoffgabe durch die Nase und der nichtinvasiven Beatmung mit Atemmaske gut helfen. Natürlich müssen Atemfrequenz, Sauerstoffsättigung sowie Herz- und Kreislauffunktionen eng überwacht werden. Damit uns nicht vorgeworfen wird, dass unsere Patienten nur überlebt haben, weil sie schwach erkrankt gewesen seien, dokumentieren wir den Krankheitsverlauf.

Zugang zu allen exklusiven F+Artikeln. Spezialangebot: Für Neukunden jetzt nur 1 € pro Woche für die kommenden vier Monate.

Sollten sich nicht Pneumologen und Intensivmediziner auf ein einheitliches Behandlungsschema verständigen?

Ja, unbedingt. Es fehlt zwischen Intensivmedizinern und Pneumologen ein Konsens darüber. Ich habe es den Intensivmedizinern angeboten. Im Übrigen haben auch die Chinesen, als die Zahl der neu Erkrankten rückläufig war, weniger intubiert.

Wie und seit wann haben Sie sich in Ihrer Klinik auf die Pandemie vorbereitet?

Als wir im Januar die Berichte über China gelesen haben, war allen Pneumologen klar: Das Virus wird bald hier sein. Zum Glück hatten wir als Lehre aus der ersten Sars-Pandemie 2004 medizinisches

Verbrauchsmaterial eingelagert. Ende Januar haben wir systematisch mit Vorbereitungen begonnen. Es wäre besser gewesen, wenn die Bundesregierung das zu diesem Zeitpunkt auch zügig getan hätte. Noch im Februar hat Bundesgesundheitsminister Jens Spahn öffentlich gesagt, man sei gut vorbereitet. Wir haben diese Aussage nicht verstanden. Was wir wussten, war jedoch, dass es beim rheinischen Karneval virologisch knallen würde. Es ist wissenschaftlich untersucht, dass die Grippewelle während des Karnevals aus dem Rheinland wenig später in andere Bundesländer schwappt. Der Karneval fördert die Verbreitung eines Virus ideal und kolossal. In diesem Jahr hätte man ihn, nach den Warnungen aus China, besser abgesagt.

Wie bewerten Sie die Vorbereitungen der Bundesregierung und der Landesregierung auf eine stark steigende Zahl von schwerkranken Covid-19-Patienten?

Die Strategie, für schwer erkrankte Covid-19-Patienten jedes Krankenhaus der Grundversorgung leer zu räumen, halte ich für falsch. Besser wäre es gewesen, für die Covid-19-Patienten spezialisierte Häuser als Behandlungszentren einzurichten. Erst in einem zweiten Schritt, falls sich die Pandemie weiter ausbreiten würde, hätte man einen Plan B ausrollen sollen, nach dem weitere Krankenhäuser frei geräumt worden wären. Jetzt haben wir das Problem, dass sich viele Patienten mit anderen schwerwiegenden Krankheiten nicht mehr in die Notaufnahme trauen.

Was können Sie aus der Behandlung schwer erkrankter Covid-19-Patienten in China, Italien und auch Frankreich darüber hinaus lernen?

Die meisten Menschen sind dort außerhalb der Krankenhäuser gestorben, in Altenheimen und zu Hause. Außerdem helfen Kollegen aus allen Fachbereichen aus – Gynäkologen, Neurologen, Hals-Nasen-Ohren-Ärzte. Die haben mit Lungenerkrankungen aber keine Erfahrung.

Rechnen Sie mit einem exponentiellen Anstieg schwer erkrankter Patienten?

Wir werden über einige Wochen täglich zahlreiche schwer erkrankte Covid-19-Patienten aufnehmen müssen, aber mit einer Katastrophe rechne ich nicht. Allerdings will ich die Situation nicht verharmlosen. Diese Krankheit ist tückisch: Mir ist keine andere Lungenerkrankung bekannt, bei der Komplikationen und der zeitliche Verlauf so schwer kalkulierbar und variantenreich sind. Auch die CT-Bilder der Lungen fallen äußerst unterschiedlich aus. Eine systematische Einordnung des Krankheitsverlaufs fällt uns noch schwer.

Glauben Sie, dass es zu einer Triage ex ante kommen könnte?

Wenn man genug Zeit, Personal und Intensivbetten hat, müssen wir alles tun, um Triagen zu vermeiden. Deshalb ist es so wichtig, dass wir gut vorbereitet sind. Wir müssen auch in Alten- und Pflegeheime gehen, damit die Menschen dort die Gelegenheit bekommen, eine Patientenverfügung zu machen, damit wir wissen, wenn diese älteren Menschen zu uns kommen, wie stark wir intervenieren sollen. Das wäre eine Maßnahme, um Chaos zu vermeiden. Die Alten- und Pflegeheime sind die Orte, wo sich das Virus verheerend schnell ausbreiten kann, deshalb sollten wir dort viel testen und die Menschen besser schützen.

## Le Figaro (site web)

mercredi 8 avril 2020 - 19:10 UTC +02:00 1189 mots

Vox ; Vox Société

**Jean-Louis Thiériot:**

# «L'efficacité de l'Allemagne contre le virus contre-dit l'argument du manque de moyens »

**FIGAROVOX/TRIBUNE - Selon l'essayiste et historien, l'Allemagne semble faire beaucoup mieux que la France dans la lutte contre le coronavirus.**

*Jean-Louis Thiériot est notamment l'auteur de Stauffenberg (Perrin, 2009)*

L'Allemagne ne consacre pas plus d'argent public à son système de santé que la France. Si le coronavirus a fait cinq fois moins de victimes chez nos voisins à ce jour, c'est grâce à une organisation plus souple et pragmatique, et en raison de la considération de l'État envers le privé, explique l'essayiste et historien, fin connaisseur de l'Allemagne.

Dans la lutte contre le coronavirus, l'Allemagne semble faire beaucoup mieux que nous. Avec une population de 83 millions d'habitants (67 millions en France), notre voisin ne compte à ce jour «que» 1800 morts contre plus de 10.000 en France (chiffres du 8 avril). Il faut être prudent. La cinétique de l'épidémie outre-Rhin peut être différente. Ce n'est qu'en fine que l'on pourra juger de l'efficacité des politiques sanitaires. Cela étant, il est des chiffres, des éléments objectifs incontestables, qui montrent l'excellence du système allemand. Avant la crise, le pays disposait de 28.000 lits de réanimation, contre 5000 en France. Aujourd'hui, il a été capable de porter sa capacité à 40.000, alors que nous essayons péniblement d'atteindre les 14.000. Il ne manque pas de masques et parvient à réaliser 70.000 tests par jour (contre 12.000 en France).

Les facteurs d'explication de cette efficacité sont multiples. On peut d'ores et déjà en exclure un et en évoquer quelques-uns.

La qualité du système de santé allemand ne résulte pas de dépenses de santé supérieures. D'après l'OCDE, la part du PIB allemand consacré à la santé est de 11,25% contre 11,3% en France. La ressource étant comparable, c'est dans l'organisation qu'il faut rechercher les causes.

La principale raison est la gestion du système de santé et de la carte hospitalière par les Länder. Le ministère fédéral est en charge des règles générales régissant l'assurance maladie et des grandes orientations de santé publique. Mais c'est au niveau local, du ministre-président du Land et de son ministre des affaires sociales que se prennent les décisions concrètes d'investissement et d'allocations des moyens. L'ouverture ou la fermeture d'un établissement hospitalier est directement du ressort de l'échelon de proximité. Le maillage territorial en tire grand avantage. L'Allemagne dispose en moyenne de 8,2 lits pour 1000 habitants, contre 6 en France. Chez nous, la politique de santé et la carte hospitalière est décidée par les agences régionales de santé (ARS), organes déconcentrés de l'État qui fixent les PRS (projets régionaux de santé). Quiconque les a un peu pratiqués connaît leur dimension bureaucratique et leur obsession comptable. Le mot d'ordre est le regroupement des plateaux hospitaliers. La presse régionale regorge de récits de combats épiques d'élus locaux pour sauver leur hôpital ou leur maternité. La décentralisation effective avec sanction électorale à la clef est le facteur déterminant de l'efficacité allemande.

Ce circuit décisionnel court a le mérite de réduire le poids de la technocratie. En Allemagne, il n'y a que 24,3% des personnels hospitaliers à assumer des missions administratives, contre 35,2% en France. Sur une fonction publique hospitalière française, forte de 1,2 million d'agents, ces 9 points de différence représenteraient 100.000 soignants de plus...

La gestion des ressources humaines y est aussi singulièrement efficace. L'hôpital allemand n'a pas eu à souffrir de la désorganisation des 35 heures. La réforme Aubry aurait dû s'accompagner de la création de 37.000 postes.

Faute de moyens budgétaires, 10.000 d'entre eux n'ont pas été pourvus et l'AP-HP croule sous les RTT qui déstructurent les services. En Allemagne, les salariés sont sous un régime de droit privé, travaillent 40 heures, mais bénéficient de salaires nettement plus élevés, au moins 20% de plus. Marque s'il en est de la considération apportée à ces fonctions humaines si essentielles, la rémunération des infirmières est de 13% supérieur au salaire moyen, alors qu'il est en France inférieur de 5%.

De plus, ayant échappé au funeste *numerus clausus*, la démographie médicale y est infiniment meilleure, avec 4,3 médecins pour 1000 habitants (3,4 en France). C'est d'autant plus efficace que la culture du partenariat public-privé, du *Sozialpartnerschaft*, fait des médecins libéraux des acteurs à part entière des politiques de santé. Leurs représentants siègent dans les instances consultatives des *Länder*, comme les cliniques privées. Le scandale sanitaire français des cliniques vides de malades alors que les hôpitaux débordent serait inimaginable outre-Rhin.

Enfin, pour répondre au défi spécifique de la crise du coronavirus, l'Allemagne peut s'appuyer sur sa base industrielle et technologique, sur les PME et les ETI qui sont au cœur de son dynamisme. Elle dispose encore d'une industrie chimique puissante, capable de produire en masse des réactifs. Sa plasturgie a modifié ses chaînes pour assurer un approvisionnement efficace en charlottes et surblouses. La société Dräger sera capable de livrer en deux semaines 10.000 respirateurs. Autant d'éléments stratégiques globaux qui permettent de regarder avec une certaine sérénité la vague qui monte.

La part de chacun de ces facteurs devra faire l'objet d'une étude approfondie une fois la crise passée. Mais on peut d'ores et déjà en tirer des leçons. Les maîtres mots devront être décentralisation et débureaucratization. Demain, les politiques de santé devront être confiées aux départements ou aux régions, comme les anciennes DDE (directions départementales de l'équipement) ont été transférées aux départements. La chasse aux doublons, aux organigrammes compliqués devra être impitoyable, avec priorité absolue donnée aux soignants.

L'exemple allemand est la preuve que l'efficacité d'un système ne dépend pas seulement des moyens. Il dépend d'abord d'une organisation, d'un état d'esprit et d'une autorité bien calibrée, au bon niveau. Sans nos héros en blouse blanche qui sont montés courageusement au front, même mal équipés, notre système de santé, prétendument «le meilleur du monde», aurait totalement failli. L'économie sociale de marché allemande est en train de vivre ses plus belles heures. Avec le choix de politiques sociales ciblées sur l'essentiel - la santé, en l'espèce -, avec le mot d'ordre martelé par Gerhard Schröder en 2003, «encourager et exiger», avec le programme de réformer l'État-providence pour le sauver, elle témoigne de sa capacité à assumer la fonction essentielle de la puissance publique, celle de protéger.

# « Il n'y a pas de miracle : nous devons porter plus longtemps des dettes publiques plus élevées »

## TRIBUNE

François Villeroy de Galhau

Gouverneur de la Banque de France

François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, affirme dans une tribune au « Monde » que le traitement des dettes héritées de la crise supposera nécessairement un effort budgétaire rigoureux et des dépenses publiques plus sélectives.

Publié 8/4 à 12h00 Temps de Lecture 5 min.

**Tribune.** Nous vivons à l'évidence une crise sans précédent et totalement imprévisible. Nous avons maintenant, grâce notamment à l'enquête détaillée de la Banque de France publiée ce matin [8 avril], une photographie précise des effets du confinement : l'économie française a tourné à la fin mars aux deux tiers de son rythme normal.

Ceci veut dire que chaque quinzaine de confinement nous coûte en perte de production annuelle environ 1,5 %, et en déficit public supplémentaire plus de 1 % de produit intérieur brut (PIB). Notre estimation de croissance s'établit ainsi à 6 % de baisse du PIB pour l'ensemble du premier trimestre 2020.

## L'Europe agit

Comment mener cette bataille économique, à côté d'une bataille sanitaire évidemment prioritaire ? L'urgence s'est imposée, partout : construire rapidement et massivement un bouclier pour aider les entreprises de toutes tailles à traverser ce choc puis redémarrer, ce qui protège aussi leurs salariés.

Les leçons de 2008 ont été tirées : des réponses fortes ont cette fois été apportées en moins d'un mois, et elles font le consensus – rare – de tous les économistes. En France, ce sont le chômage partiel – désormais le plus généreux d'Europe –, les reports fiscaux et sociaux, le fonds de solidarité, les prêts de trésorerie de 300 milliards d'euros garantis par l'Etat.

Parallèlement, l'Europe agit, plus qu'on ne l'a dit. Le débat sur les « corona bonds » divise, mais l'action monétaire exceptionnelle de la Banque centrale européenne (BCE) – beaucoup plus puissante – nous réunit : jusqu'à 3 000 milliards de liquidités pour les entreprises et PME qui se financent via les banques ; 750 milliards d'achats supplémentaires de titres pour les grandes entreprises et les Etats qui se financent via les marchés.

Les discussions sur le Mécanisme européen de stabilité et autres dispositifs continuent ; mais notre « programme d'achats d'urgence face à la pandémie » (PEEP dans son acronyme anglais) est, lui, opérationnel depuis quinze jours. Relativisons donc ce débat : oui la solidarité financière européenne pourrait faire plus, mais soyons conscients qu'elle fait déjà beaucoup.

## Ni hésitation ni limitation

Sur l'urgence d'aujourd'hui, il n'y a donc ni hésitation ni limitation à avoir. Raison de plus pour commencer à réfléchir à demain, à l'après-crise. Et là les questions sont beaucoup plus ouvertes : nous savons que la croissance sera fortement négative en 2020, puis positive en 2021 ; mais les chiffres dépendront du bon réglage d'une sortie de confinement, qui s'annonce très progressive pour l'Europe et pour la planète entière.

Nous savons que la dette aura significativement augmenté, pour les Etats (de 10 % à plusieurs dizaines de points de PIB) comme pour les entreprises, et que symétriquement nombre de ménages auront épargné significativement pendant le confinement. Mais nous ne situons pas encore précisément la meilleure stratégie d'après-crise.

Nous pouvons, par contre, prévoir un mix des trois ingrédients utilisés dans les après-guerres, pour lesquels la recherche économique se passionne aujourd'hui, car notre après-crise y ressemblera un peu, en moins dramatique, heureusement : le retour à la croissance, le traitement des dettes, la bonne utilisation de la politique monétaire.

Sur le soutien de la croissance d'abord, la demande des ménages devrait être portée par leur situation financière relativement favorable. Si l'Etat américain leur fait des chèques, c'est pour y compenser les grandes faiblesses du modèle social : pas d'assurance-maladie généralisée, et surtout absence de chômage partiel, qui a déjà conduit à la destruction de dix millions d'emplois supplémentaires en quinze jours.

## Un « plan Marshall du coronavirus »

En revanche, l'offre de certaines entreprises pourrait rester bridée par leurs dettes élevées, voire des faillites ou des difficultés d'approvisionnement internationales persistantes. Il y aura donc besoin de grands programmes d'investissement, qui soutiendront la demande tout en améliorant les capacités de production. **Financés largement à l'échelon européen, qui a encore une capacité d'endettement, ils pourront retrouver nos priorités structurelles, comme le climat.**

Au plan national, le meilleur investissement pour la croissance restera toutes les actions en faveur de l'éducation, de la formation professionnelle et d'un travail plus qualifié : la France avait heureusement créé un million d'emplois supplémentaires dans les quatre années précédant le choc du virus ; demain, c'est encore par notre travail productif de richesses que nous couvrirons le prix de ce choc.

Le traitement des dettes héritées de la crise supposera nécessairement un effort budgétaire rigoureux avec des dépenses publiques enfin plus sélectives. Mais cet effort ne portera ses fruits qu'à moyen terme, puisque dans l'immédiat il faudra aider l'économie dans son redémarrage. Certains, comme l'ancien président de la BCE Mario Draghi, ont même envisagé un transfert partiel vers la dette publique de dettes privées d'entreprise, par transformation de certains prêts ou reports de charges en subventions ou fonds propres.

Les après-guerres ont aussi vu historiquement des mécanismes de cantonnement de la dette exceptionnelle – qui ne règlent pas en soi la question des ressources à y affecter –, ou de mutualisation avec les pays les plus solides ; un « plan Marshall du coronavirus » requerrait cependant une solidarité mondiale ou européenne, hélas incertaine. Il y a des solutions partielles, mais il n'y a pas de miracle : nous devons porter plus longtemps des dettes publiques plus élevées, quand bien même le poids en sera allégé si les taux d'intérêt restent très bas.

## Certains vont plus loin

Ceci amène enfin à la bonne utilisation de la politique monétaire. L'inflation devrait rester faible sur la période, avec une demande globale qui ne repartira que progressivement et un prix du pétrole bas. La BCE, et avec elle la Banque de France, devrait donc durablement faire face à une inflation – aujourd'hui de 0,7 % seulement – qui demeure spontanément trop faible par rapport à sa définition de la stabilité des prix, proche de 2 % à moyen terme. Ceci nous créera la possibilité, et même l'obligation, de maintenir longtemps des taux d'intérêt très bas et des liquidités très abondantes.

Certains vont plus loin, avec des réflexions beaucoup plus spéculatives et complexes à mettre en œuvre : les banques centrales pourraient par exemple, selon ces théories, créer durablement de la monnaie finançant directement les entreprises. Rien n'est en principe exclu dans un débat intellectuel, mais seul un risque majeur « par le bas » à la stabilité des prix pourrait faire envisager de telles hypothèses.

Deux piliers en effet devront continuer d'ancrer fermement notre action, y compris à travers ces circonstances exceptionnelles : notre mandat – assurer la stabilité des prix –, et l'indépendance de la Banque centrale. Parce qu'ils sont tous deux inscrits dans notre traité commun, et surtout parce qu'ils fondent notre actif le plus précieux : la confiance des citoyens européens dans leur monnaie.

**François Villeroy de Galhau**(Gouverneur de la Banque de France)

<https://www.economist.com/europe/2020/04/09/european-finance-ministers-ponder-coronabonds?cid1=cust/ednew/n/bl/n/2020/04/8n/owned/n/n/nwl/n/n/EU/446101/n>

**Paying for it**

## European finance ministers ponder coronabonds

Once again, the euro zone is consumed by rows over debt

[EuropeApr 9th 2020 edition](#)

*Editor's note: The Economist is making some of its most important coverage of the covid-19 pandemic freely available to readers of The Economist Today, our daily newsletter. To receive it, register here. For our coronavirus tracker and more coverage, see our hub*

It is “impossible to be more optimistic than [António] Costa,” Portugal’s president once said about his country’s irrepressible prime minister. Yet on March 26th Mr Costa’s bonhomie was nowhere to be seen. After eu leaders had held a fractious video-conference on the covid-19 crisis he stood before cameras, his face like thunder, to declare: “If we don’t respect one another...no one has understood anything about the eu.” Attacks by Wopke Hoekstra, the Dutch finance minister, on southern Europeans’ overspending were “disgusting” and “mean-spirited”. Things have not got much better since then.

Some analysts forecast a slump of nearly 10% in euro-zone gdp this year. But though rich countries like Germany have marshalled huge domestic responses, solidarity has been lacking. Border checks were imposed and medical supplies hoarded. The eu has at least relaxed fiscal and state-aid constraints to give afflicted countries room to respond. And on March 18th, with bond yields in Italy and Spain creeping up, the European Central Bank announced a €750bn (\$810bn) asset-purchase plan and relaxed its rules over what it can buy. Christine Lagarde, its president, said there were “no limits” to its commitment.

That was enough to calm the markets. But like her predecessor, Mario Draghi, whose “whatever it takes” intervention kept the euro together in 2012, Ms Lagarde wants governments to do more. Specifically, she urges the euro zone to consider issuing a jointly guaranteed, one-off “coronabond”. Nine governments, led by France, Italy and Spain, have made a similar plea.

Yet the euro zone remains divided along familiar lines. An all-night session of finance ministers on April 7th-8th failed to reach agreement after the Italians and Dutch squabbled over debt mutualisation and other matters. A smaller suite of measures may yet be signed off. These include an expansion of European Investment Bank private-sector loans, eu financial support for national wage-subsidy schemes, and perhaps credit lines from the European Stability Mechanism (esm), the euro zone’s bail-out fund. But these amount to a “nothingburger”, says Mujtaba Rahman of the Eurasia Group consultancy.

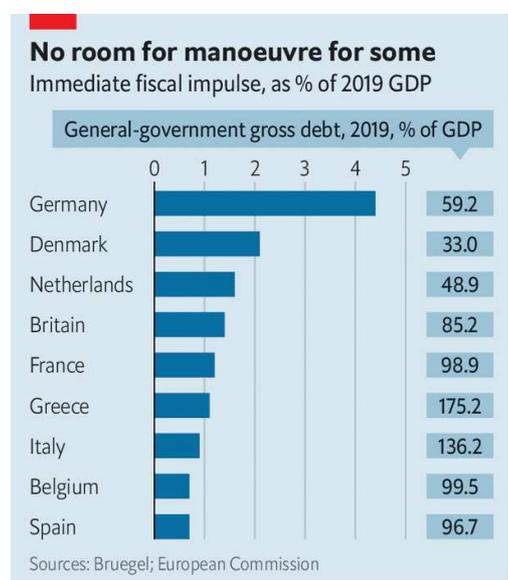
By pitting frugal northerners, like the Germans, Dutch and Austrians, against supplicant southerners, the row recalls elements of the 2010-12 euro crisis. Yet the differences are at least as salient. During the euro crisis the ecb waited until 2012 to act decisively; this time Ms Lagarde moved quickly (after an early misstep), ensuring governments did not have to battle market and health-care meltdowns at the same time. Moreover, most coronabond proposals envisage a one-off issuance to pay for specific aims like health capacity or wage subsidies, rather than an ongoing commitment or the mutualisation of old debt. “You don’t win the debate with the same old arguments about Eurobonds, because this is a shock that hit everyone without being anyone’s fault,” says Lucas Guttenberg of the Jacques Delors Centre in Berlin.

A more worrying difference is political. In Italy, which sits on a debt pile of over €2.5trn, Euroscepticism had emerged as a powerful force even before the corona crisis—channelled largely through Matteo Salvini, a former deputy prime minister who leads the hard-right Northern League. In early April one poll found that 53% of Italians were ready to leave the euro or eu. This has forced Giuseppe Conte, the non-partisan prime minister, to toughen his line, describing the esm as “utterly inadequate”. Recalling the austerity forced on

euro-zone wards like Greece by foreign creditors, many Italians fear that esm loans will bring impossibly exacting conditions—even though Germany has promised leniency. The loans also stack up on national balance-sheets. As the Italian government negotiated on April 7th Mr Salvini appeared on television to denounce the “loan sharks” of Berlin and Brussels.

Spain’s Socialist prime minister, Pedro Sánchez, is less hostile than Mr Conte to the esm. But he has also abandoned Spain’s typical Euro-quietism, warning that ruling out coronabonds would risk the credibility of the eu in countries like his. During the euro crisis, in which Spain’s banks had to be bailed out by the esm, Spaniards knew they were paying the price of their own irresponsibility in inflating a property bubble. This time they have simply been hit by bad luck. Rejection will spur Eurosceptic sentiment that populist parties on the left and right would be happy to harness.

Neither Italy nor Spain is on the precipice. But the weakness of their fiscal positions—debt-to-gdp ratios of 136% and 97% respectively last year—is showing. Their responses to covid-19 have been more timid than Germany’s (see chart), despite the havoc it has wrought in their countries. More worryingly, growing debt may inhibit their ability to pay for recovery. The ecb is no panacea: its bond-buying could be indirectly undermined in May, when Germany’s constitutional court rules on the legality of its quantitative-easing programme; and anyway it cannot last forever. “At some point, markets will question Italy’s debts,” says Nicola Nobile at the Oxford Economics consultancy.



The Economist

That calls for a “second line of defence”, says Grégory Claeys at Bruegel, a think-tank. Yet Germany continues to rule out coronabonds, and the Dutch appear even more immovable (although Mr Hoekstra eventually apologised for his tone). The sceptics’ old arguments about moral hazard and the risks of common borrowing without centralised supervision have been supplemented with new ones: a coronabond would take too long to establish, and institutions like the esm and eib involve some mutualisation anyway. And like their southern counterparts, northern governments must also deal with restive parliaments and troublemaking populists.

Countless proposals aim to square the difference. There is talk of turning the eu’s small seven-year budget into a new “Marshall Plan”. The Dutch have proposed a small fund that would dispense no-strings aid. Perhaps most prominent is a plan of Bruno Le Maire, France’s finance minister, to establish a temporary post-crisis rescue fund that would issue common bonds worth several billion euros, perhaps to be repaid by a European “solidarity tax”. Mr Le Maire carefully avoids the word “coronabond” while echoing Mr Sánchez’s apocalyptic talk about the risks of failure. But so far he has failed to win over Germany.

Even Angela Merkel, Germany’s chancellor, calls the corona crisis the biggest test the eu has ever faced. Yet her government’s diagnosis of the problem remains fundamentally at odds with much of the rest of the euro zone. The debate is not over, but Costa-style optimism is thin on the ground. “Whatever they do magic up is unlikely to meet the scale o

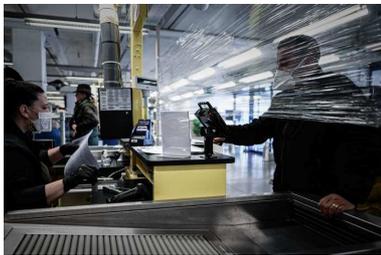
# Coronavirus : « Il est temps de rebâtir un contrat social et fiscal plus juste »

## TRIBUNE

### Collectif

Un collectif de sept universitaires, dont Thomas Piketty, Anne-Laure Delatte et Antoine Vauchez, appellent à augmenter les impôts des plus riches pour financer la riposte à la crise sanitaire.

Publié le 8/4 à 05h00, mis à jour hier à 20h30 Temps de Lecture 5 min.



Une caissière d'un supermarché à Nanterre (Hauts-de-Seine), le 27 mars.

PHILIPPE LOPEZ / AFP

**Tribune.** Les divisions des gouvernements européens risquent de ne laisser pour seules options que l'endettement public et la monétisation par la Banque centrale européenne (BCE) pour financer les mesures contre la crise sanitaire. Mais ces solutions se révéleront vite insuffisantes et politiquement insoutenables. Une alternative consiste à financer une partie des mesures contre la crise par l'impôt. Cette solution a plusieurs avantages : elle contribuerait à rétablir une justice sociale et fiscale qui a tant fait défaut ; elle replacerait le financement de la crise dans le cadre d'une discussion démocratique, notamment parlementaire (ce que l'option monétaire ne permet pas) ; elle n'est pas limitée au seul moment de la crise. Le confinement a bouleversé les rapports de force et révélé l'utilité sociale de chacun : notre (sur)vie dépend bien davantage d'une infirmière ou d'une caissière que d'un trader. Plus que jamais, il est temps de rebâtir un contrat social et fiscal plus juste.

L'Insee estime que la consommation a chuté de 35 % en mars et que chaque mois de confinement entraîne une baisse de 3 % du produit intérieur brut (PIB) annuel. Une paralysie de l'activité économique de deux à trois mois entraînera une baisse du PIB de 6 à 10 %, soit trois à cinq fois la récession de 2009. Les reports de charges et les garanties d'Etat sur les prêts permettront aux entreprises de résister un peu, mais cela ne peut suffire.

Pour empêcher que cette crise ne se transforme en une récession majeure de plusieurs années, l'Etat doit entièrement compenser les pertes de revenu des entreprises et des ménages maintenant. Le plan de relance français (2 % du PIB) est encore loin des montants discutés en Allemagne (4,5 % du PIB) et aux Etats-Unis (10 % du PIB). Il est vrai que les Allemands disposent d'excédents budgétaires et les Américains du privilège exorbitant d'un endettement illimité. Cela n'est pas le cas pour la France et pour de nombreux pays européens.

### Bombe à retardement

L'endettement public sans recours aux eurobonds est une bombe à retardement. Notre dette publique représente déjà 100 % du PIB et pourrait bondir entre 120 et 140 % du PIB, selon un chiffre de la banque

suisse UBS. Cela nous exposera à une crise de confiance pire qu'en 2011. L'émission d'eurobonds permettrait de partager la crédibilité commune de l'Union européenne et réduire le coût du service de la dette. Malheureusement, les Allemands et les Néerlandais continuent à rejeter cette solution. Ils proposent plutôt de passer par le Mécanisme européen de stabilité (MES), mais celui-ci est synonyme de conditionnalités très impopulaires dans les pays du sud de l'Europe, dont les services publics ont été le plus détériorés par les années d'austérité.

Dans ces conditions, la BCE apparaît comme la solution évidente, comme lors de la dernière crise. Soit que la BCE fasse un transfert d'argent direct sur le compte de tous les ménages européens et des entreprises ([la « monnaie hélicoptère »](#)) ; soit que la France et les autres pays membres reçoivent un prêt perpétuel de la part de la BCE du montant des mesures nécessaires pour endiguer la crise. Cette option aurait l'avantage de ne pas faire peser la crise sur les générations à venir. Mais la monétisation de la dette publique par la BCE n'est pas compatible avec les principes allemands et néerlandais de stabilité monétaire, ni envisageable sans changer les traités.

Plus fondamentalement, une action politique financée par la planche à billets contourne systématiquement le nécessaire débat démocratique sur la redistribution. La solution monétaire fait certainement partie du paquet de mesures de crise, mais ne peut en être la pierre angulaire.

Il s'agit donc de trouver des ressources là où il y en a. Or, on le sait, le capitalisme financier a depuis quatre décennies entraîné une forte concentration des richesses au sommet de la pyramide sociale, et créé un petit nombre d'individus immensément riches par leur patrimoine et leurs revenus. Il a aussi favorisé l'émergence d'entreprises multinationales. Ces entreprises et leurs actionnaires ont profité de la concurrence fiscale pour échapper à l'impôt, contribuant à détériorer les services publics, notamment ceux mobilisés dans cette crise sanitaire.

## Construire le monde d'après

Pour rétablir la justice sociale et fiscale, plusieurs options peuvent faire l'objet de discussion au Parlement dès aujourd'hui. Nous avons [simulé de nouveaux taux d'impôts](#) dont les revenus pourraient être de l'ordre de 4 % du PIB. Cette idée, l'Europe pourrait la faire sienne si plusieurs Etats soutenaient, dans le sillage de la France, la nécessité de financer de manière solidaire l'effort collectif, en même temps qu'un vaste programme d'investissement public comme celui suggéré par le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez.

De telles mesures risqueraient-elles d'étouffer la demande ? Non, car les hauts revenus et hauts patrimoines sur lesquels pèseraient ces impôts puiseraient largement dans leur épargne pour s'acquitter des prélèvements et ne réduiraient donc qu'à la marge leur consommation. En revanche, le reste des Français disposeraient de moyens pour consommer. Risqueraient-elles d'étouffer l'offre et l'investissement ? Ces nouveaux impôts pèseraient sur les multinationales, dont certaines prévoient encore de distribuer des dividendes en 2020. Ils ne pèseraient pas sur les petites et moyennes entreprises, mais permettraient au contraire de leur venir en aide.

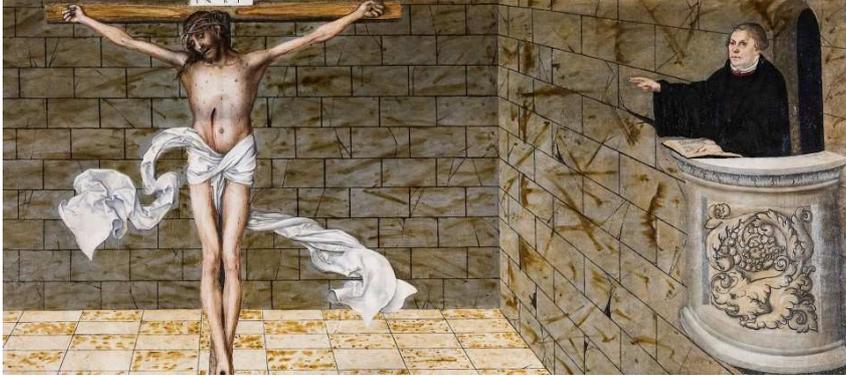
En résumé, c'est par plus de justice fiscale que l'on dégagera les ressources nécessaires pour faire face à cette crise et pour construire le monde d'après. Beaucoup plus qu'on ne le pense, nos vies dépendent du personnel médical et des services publics au sens large, des personnels non cadres des activités essentielles (alimentation, énergie, propreté, transport). Ces professions, précarisées ces dernières décennies, vont de surcroît payer un lourd tribut face au coronavirus. C'est le moment de mettre à contribution les gagnants de la mondialisation d'hier pour donner une chance aux générations futures.

Signataires : **Lucas Chancel**, économiste, codirecteur du Laboratoire sur les inégalités mondiales ; **Anne-Laure Delatte**, économiste, chercheuse au CNRS-université Paris-Dauphine ; **Stéphanie Hennette**, professeure de droit, université Paris-Nanterre ; **Manon Hennin**, économiste dans une administration centrale ; **Thomas Piketty**, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, École d'économie de Paris ; **Guillaume Sacriste**, maître de conférences de sciences politiques, université Paris-I ; **Antoine Vauchez**, politiste, directeur de recherche au CNRS, université Paris-I.

OSTERN IN DEN KÜNSTEN:

# Die Auferstehung bleibt ein intimes Geschehen

- VON GERALD FELBER
- -AKTUALISIERT AM 09.04.2020-06:56



Das große Wunder entzieht sich den Sinnen: In Kunst und Musik dominiert der Karfreitag den Ostersonntag. Warum ist das so?

Passion und **Ostern** finden in den Kirchen nicht nur zum Osterfest statt. Was die Evangelien von den letzten Lebenstagen Jesu erzählen, bestimmt auch den weiteren Jahreskreis christlichen Lebens: mit Abbildern des Gekreuzigten und seiner Leidensstationen, Schmerzensmännern und Vesperbildern, die sogar die frohe Botschaft der Auferstehung zurücktreten lassen. In der Musik ist das nicht anders. Auch wenn nun Kirchen und Säle leer bleiben müssen, werden mit Sicherheit viel mehr Passionen und Stabat-Mater-Vertonungen gehört als solche, die sich dem Mysterium der Auferstehung selbst zuwenden. Man kennt sie wenig.

Aber warum eigentlich, wo sich doch dieses Fest in den ersten Frühlingswochen geradezu naturgegeben mit Gefühlen tiefen Durchatmens und Aufbrechens verbindet; wo im weltlichen Brauchtum Häschen hoppeln und bunt bemalte Eier versteckt werden? Da ist etwas wie ein Riss, den ein norddeutscher Pastor einmal in der Frage zusammenfasste, wieso eigentlich das Kreuz zum zentralen christlichen Symbol geworden sei – und nicht die Siegesfahne des Auferstandenen; womit er die Gestaltwerdung des Ostergeschehens in den Künsten meinte. In einer Kirche wie St. Nicolai in Kalkar, die noch ihre ins sechzehnte Jahrhundert reichende Ausstattung behalten hat, trifft man auf rund sechzig Darstellungen des Gekreuzigten und seiner Passion. Die Auferstehung dagegen findet sich, selbst wenn man noch die Himmelfahrtsbilder dazuzählt, keine zwanzigmal; wobei die Bilder der Erlösung regelmäßig nur in den Randzonen der Retabel erscheinen, die der Kreuzigung dagegen fast durchweg im Zentrum der Altäre oder als frei plazierte Einzelstücke, die alle Aufmerksamkeit konzentriert auf sich ziehen. Der **Karfreitag** dominiert den Ostersonntag.

## Grandiose Auferstehungsszenarien

Die Kunstgeschichte hat grandiose Auferstehungsszenen hervorgebracht – die in bedrohlicher Majestät frontal aus ihrem Sarkophag herauswachsende Christusgestalt della Francescas; El Grecos Auferstehenden im Prado, der wie eine weiße Magnesiumflamme aus dem Figurengewühl emporzüngelt, im Kontrast zu den tänzerischen und wie Sektkorken aufschießenden Gestalten Veroneses; oder auch Grünewalds still aufschwebenden Gekreuzigten, der immer noch ein Versehrter ist, dessen Leichenblässe sich stufenlos in jene strahlende Aureole auflöst, die ihn in den Sternhimmel zieht. Dass hier, am Isenheimer Altar, das Leid so nahe an die Ewigkeit reicht, rückt gerade diese Darstellung vom überzeitlichen Triumph zurück ins menschlich Mitleidende und begründet als seltene Ausnahme einen Teil des österlichen Vermittlungsproblems. Kirchenpolitisch gesehen, mag die jahrhundertlange Betonung der Passion gegenüber ihrer positiven Auflösung auch darin begründet gewesen sein, dass sich aus dem Selbstopfer des Gottessohnes im Gegenzug so etwas wie eine freudige Bringschuld der Gläubigen ableiten ließ: eine disziplinierende Konstruktion zerknirscht-positiver Frömmigkeit, die vor allem im protestantischen

Gedankenraum tragend wurde und zum Beispiel in vielen Bach'schen Kantatentexten nacherlebbar ist. Doch entscheidender war, dass der ans Kreuz geheftete Jesus näher an den alltäglichen Lasten der Menschen lag als der künftige Weltenrichter.

Es ist ja nicht so, dass die vor allem katholisch geprägte Bilderwelt keinen Sinn für jubelnde Aufschwünge gehabt hätte. Doch näher lagen ihr Vorgänge, die bei aller Rauschhaftigkeit eine Rückbindung ans Irdische behielten. So beim Entschlafen, der [Himmelfahrt](#) und Krönung Marias, die in der Eigenwelt der spätmittelalterlichen Flügelaltäre über reichlich sechzig Jahre hin eine ganze Perlenkette überwältigender Spitzenwerke generiert haben, beginnend mit den Pacher-Altären in Gries und St. Wolfgang bis zu den Wallungen des anonymen Meisters H.L. am Breisacher Altar. Stoß, Riemenschneider, Dürer, Baldung Grien taten dabei mit, während gleichzeitig Tizian in Venedig seine epochale „Assunta“ zum gleichen Thema malte.

Anderthalb Jahrhunderte später verwandeln Hundertschaften wimmelnder Heiliger die Kirchendecken in festliche Theaterhimmel. Da lägen dann auch Pauken, Trompeten und Streicherchöre nicht mehr fern, und tatsächlich haben die großen Freskantzen des Barocks und Rokokos ähnliche Lebensdaten wie Bach, Vivaldi oder Pergolesi. Doch auch in deren Werken hat die Auferstehung nicht wirklich Fuß gefasst, und dafür mag es noch einen weiteren Grund geben: In der kollektiven Erinnerung vollzog sich in der Osternacht kein dröhnendes, sondern ein geradezu intimes Geschehen. Die Evangelisten widmen sich erst dem nächsten Morgen, wenn das Göttliche erneut dem Menschlichen begegnet: in den Erlebnissen Maria Magdalenas und der Frauen am leeren Grab.

Bei deren Vertonungen gibt es, etwa in einem Osterdialog des Zittauer Kantors Andreas Hammerschmidt, wunderbar innige Zwiegespräche. Doch die Leerstelle der vorangegangenen Nacht wurde von den Komponisten respektiert, selbst von Bach, den sonst nichts Großes schreckte. Seine Osterkantate „Christ lag in Todesbanden“ disputiert auf den Spuren Luthers mit tiefem Ernst über das Verhältnis von Erbsünde, Opfer und Erlösung. Das nächtliche Wundergeschehen selbst bleibt außen vor – wie auch in den lyrisch erzählenden Auferstehungshistorien von Vorgängern wie Heinrich Schütz oder Thomas Selle oder in der allegorisch aufgepolsterten „Resurrezione“ Händels: es geht immer um das Begreifen und Verarbeiten, nicht um das unmittelbare Erleben der Auferstehung.

Einen Widerschein davon geben bei Bach die wetterleuchtend erschauernden Streicherpassagen zu den Worten „Der Held aus Juda siegt mit Macht!“ in der Johannespassion. Beethoven wiederum hat im „Et resurrexit“ seiner Missa solennis, die großzügige Überschau des Credo-Textes nutzend, Auferstehung, Himmelfahrt und Jüngstes Gericht in einer einzigen, grandios ekstatischen Klangaura zusammengefasst. Hier wird das Ostergeschehen Teil einer kosmologischen Gesamtschau – als Hebelpunkt, der die Heilsgeschichte ins Positive kippt, aber selbst ungesungen bleibt. Was auch seine Richtigkeit hat: Wenn es für die Auferstehung Jesu eine ähnliche Evidenz gäbe wie für seine Leidens- und Hinrichtungsgeschichte, wäre das Wunder dahin, und es brauchte keinen Glauben mehr.

<https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/euro-bonds-staatsrechtler-ueber-die-eu-in-der-corona-krise-16718018.html?premium>

DEBATTE ÜBER EURO-BONDS:

## Es geht nur gemeinsam

- VON MARTIN NETTESHEIM
- -AKTUALISIERT AM 09.04.2020-10:59

Im Streit über Euro-Bonds offenbaren sich zutiefst unterschiedliche Vorstellungen von der EU – ohne Hilfsbereitschaft aber geht die Zerrüttung weiter. Gastbeitrag eines Europarechtlers.

Die Maßnahmen zur Bekämpfung von Covid-19 haben die Volkswirtschaften der **EU** schwer beeinträchtigt. In allen EU-Mitgliedstaaten muss mit einer Rezession gerechnet werden. Die Einbrüche werden teilweise den Umfang erreichen, der in der großen Krise ab 1929 zu beobachten war. Ohne massive monetäre und fiskalische Unterstützung drohen selbstverstärkende zerstörerische Abwärtsspiralen. Die fiskalstaatlichen Hilfsprogramme werden die öffentliche Verschuldung in den EU-Mitgliedstaaten greifbar nach oben treiben. Die Schuldenquoten werden im Lichte des Rückgangs der Bruttoinlandsprodukte stark anwachsen. In der Frage, ob die EU-Mitgliedstaaten eine gemeinsame Verantwortung trifft, die Folgen der Krise aufzufangen, ist in den vergangenen Wochen erbitterter Streit ausgebrochen.

Schon bald nachdem die Folgen des „Herunterfahrens“ der mitgliedstaatlichen Volkswirtschaften klarer vor Augen getreten waren, wurden Forderungen laut, im Zuge europäischer Solidarität die Lasten zu teilen. In Italien machte sich der ehemalige italienische Ministerpräsident Monti in einem Zeitungsartikel für die Ausgabe von „Euro-Bonds“ stark, also Anleihen, für die die Mitgliedstaaten gemeinsam haften. Wenige Tage später forderten die Staats- und Regierungschefs von immerhin neun Mitgliedstaaten die Schaffung eines derartigen gemeinschaftlichen Finanzierungsinstruments, sogenannter **Corona-Bonds**.

Vertreter der Niederlande, Deutschlands und anderer Staaten äußerten sich skeptisch oder ablehnend. Eine virtuelle Konferenz der Staats- und Regierungschefs drohte an dieser Frage zu scheitern. Man einigte sich mühsam darauf, die Finanzminister der Eurostaaten um die Ausarbeitung von Vorschlägen zu bitten. Anfang April versuchte der spanische Ministerpräsident, unter Hinweis auf die Möglichkeit eines Zerfalls der EU politischen Druck auszuüben.



Professor Dr. Martin Nettesheim ist Inhaber des Lehrstuhls für Staats- und Verwaltungsrecht, Europarecht und Völkerrecht an der Universität Tübingen. :Bild: Universität Tübingen

### Wie viel Solidarität schulden sich die Mitgliedstaaten?

Den Rahmen, in dem die EU über Verantwortlichkeiten und Solidaritätserwartungen entscheiden muss, bilden die EU-Verträge. Gerade in grundlegenden Fragen bieten sie aber häufig keine klare Antwort. Die EU ist politisch-konstitutionell in vielerlei Hinsicht ein nicht klar definierter Verband. Bestehende Meinungsverschiedenheiten und unterschiedliche Visionen ließen und lassen sich nur dadurch überwinden,

dass im Prozess der Aushandlung der Verträge Formelkompromisse getroffen oder Probleme ausgeklammert werden.

In Krisenzeiten brechen diese dann auf. Eine derartige europarechtliche und integrationspolitische Schwebelage besteht vor allem hinsichtlich der Reichweite von Solidarität. In Konfliktlagen wie dem Streit über die Ausgabe von Corona-Bonds können sich insofern beide Seiten auf die Verträge berufen.

Wie viel Solidarität schulden sich die Mitgliedstaaten und auf welchen Feldern? Die Meinungsverschiedenheiten sind auf grundlegende Unterschiede darin zurückzuführen, wie die EU politisch und rechtlich beschrieben und begriffen wird. Wer sich auf umfassende Solidarität beruft, kann sich etwa auf die rechtliche Selbstbeschreibung der EU in Artikel 2 EU-Vertrag (EUV) berufen. Die EU stützt sich demnach auf eine (europäische) Gesellschaft, in der sich die Menschen als solidarisch verbunden begreifen.

## **Die Gegner von Euro-Bonds pochen auf die Verträge**

Auch in mehreren Dutzend weiterer Vertragsbestimmungen ist von Solidarität die Rede. Integrationspolitisch ist die Auffassung im Vordergrund, dass die EU gerade dort, wo es um grundlegende und tiefgreifende Schwierigkeiten geht, unter Führung der Brüsseler Organe gemeinschaftlich und in solidarischer Verbundenheit handeln müsse.

Nicht die Verträge, sondern die Größe des Problems bestimmen demnach die Zuständigkeiten – und damit auch den Gegenstand und Umfang gemeinschaftlicher Solidaritätserwartung. Aus dieser Perspektive ist es nachgerade selbstverständlich, die Bewältigung der schwersten Wirtschaftskrise der vergangenen Jahrzehnte als gemeinsam verantwortetes, solidarisch anzugehendes Projekt zu begreifen.

Für die Gegenposition bildet nicht die Größe des Problems, sondern die vertragliche Struktur der EU den argumentativen Ausgangspunkt. Die EU ist demnach kein Staat und auch kein entwickeltes föderales Gebilde, sondern eine Union grundsätzlich unabhängiger Staaten, die sich auf beschränkten Feldern zur Kooperation zusammengeschlossen haben. Europarechtliche und integrationspolitische Solidaritätserwartungen können nach dieser Auffassung nur auf Feldern bestehen, auf denen ein Problem als gemeinsam zu verantwortendes und zu lösendes Problem definiert worden ist.

Der Öffentlichkeit steht spätestens seit dem Ringen um die Bewältigung der Staatsschuldenkrise ab 2010 vor Augen, dass die Mitgliedstaaten die grundsätzliche Zuständigkeit für die fiskalpolitische Stützung und Ordnung ihrer Volkswirtschaften nicht aufgegeben haben. Mehr als eine EU-Koordinierung erfolgt auf diesem Feld nicht.

Aus dieser Warte fällt dann auch die Bewältigung einer schweren Rezession nicht in die gemeinschaftliche Verantwortlichkeit, sondern bleibt eine von den Mitgliedstaaten zunächst und grundsätzlich eigenverantwortlich zu bewältigende Aufgabe. Die Quantität der zu bewältigenden Last schlägt nicht in eine qualitative Aufgabenverlagerung um. Zwischenstaatliche fiskalpolitische Unterstützungsmaßnahmen, wie sie die niederländische Regierung ins Spiel gebracht hat, sind damit natürlich nicht ausgeschlossen. Sie sind aber nicht Ausdruck einer „Pflichtensolidarität“, sondern Ausdruck nicht einforderbarer politischer Tugend.

Die bestehende konstitutionelle Schwebelage ist nicht statisch; und sie ist auch nicht unveränderlich. In den vergangenen Jahren gab es immer wieder Versuche, „Pflichtensolidaritäten“ zu formulieren. Kürzlich hat ein Mitglied des Europäischen Gerichtshofs Solidarität als allgemeines „Lebenselixier des Europäischen Projekts“ identifiziert, das die Auferlegung von Belastungen zur Förderung eines europäischen Gemeinwohls rechtfertige.

## **Die Zerrüttung nicht weiter anwachsen lassen**

Andere formulieren die Wertebekundungen in Artikel 2 EUV in Pflichten um und schreiten so zur Vergemeinschaftung politischer Handlungsfelder. Die Flüchtlingspolitik hat allerdings aufgezeigt, dass der Versuch, „solidarische“ Pflichten gegen den Willen von EU-Mitgliedstaaten zu formulieren, in souveränitätsnahen Grenzbereichen der Integration möglicherweise wenig nutzbringend ist. Manchmal

mutet es beinahe tragisch an, wie die Bewältigung hochsensibler Koordinationsprobleme von EU-Organen (unter Einschluss des EuGH) durch die Formulierung von Rechtspflichten versucht wird.

Diese skeptischen Bemerkungen dürften nicht darüber hinwegtäuschen, dass die EU inzwischen einen Integrationsgrad erreicht hat, der die Entwicklung der mitgliedstaatlichen Volkswirtschaften zu einem gemeinsamen Anliegen gemacht hat – und damit dazu geführt hat, dass auch Krisenbewältigungsmaßnahmen in einen Bereich gemeinschaftlicher politischer Verantwortlichkeit fallen können.

Dies gilt jedenfalls, wenn es sich um exogen verursachte Entwicklungen handelt. Ein Projekt wie der Binnenmarkt steht und fällt mit dem Funktionieren der staatlichen Ökonomien. Man muss es daher als Ausdruck integrationspolitischer „Tugendsolidarität“ verstehen, wenn die Mitgliedstaaten die Lasten, die sich im Prozess der Wiederaufrichtung ihrer Volkswirtschaften ergeben, gemeinsam schultern werden – ohne dass es darauf ankommt, ob dies möglicherweise auch ihrem ökonomischen Selbstinteresse entspricht und daher politisch klug ist.

### **Die Zerrüttung nicht weiter anwachsen lassen**

Die mitgliedstaatlichen Volkswirtschaften auf ihren normalen Wachstumspfad zurückzuführen ist eine Aufgabe, deren Erledigung sich die integrationstragenden Staaten einander integrationspolitisch versprechen sollten. Der Weg hierfür ist vorgezeichnet. Der Erfolg der Integration ist wesentlich darauf zurückzuführen, dass Projekte nicht über die horizontale Koordination und Inpflichtnahme der Staaten untereinander verwirklicht werden. Das übernehmen vielmehr überstaatliche Institutionen, in denen die Staaten repräsentiert sind. Falls die Mitgliedstaaten darauf zurückfielen, für ihre politischen Handlungen andere Mitgliedstaaten in die Verantwortung und Pflicht zu nehmen, würden nicht nur demokratietheoretische Probleme drohen, sondern auch Konflikte, die die EU zerbrechen könnten.

Die Aufnahme und Verteilung von Finanzmitteln zur Krisenbewältigung sollte daher über die EU-Institutionen erfolgen und von diesen demokratisch verantwortet werden. Auf diese Weise ließe sich nicht nur eine faire und angemessene Verteilung der Mittel sicherstellen; ebenfalls würden die Mitgliedstaaten nach ihrem Beitragsschlüssel zur Verantwortung gezogen. Insbesondere bietet sich hierfür die Vergabe von Mitteln über die Europäische Investitionsbank (EIB) an.

Sollten Mittel größeren Umfangs mobilisiert werden, müsste ein europäisches Finanzierungsinstrument geschaffen werden, das (anders als der ESM) in den Verfassungsverbund der EU eingegliedert sein, dabei aber von mitgliedstaatlichen Regierungsvertretern entscheidend kontrolliert werden müsste. Ohne Vorgaben für die Verwendung der gewährten Mittel wird es nicht gehen; die EU ist kein Mechanismus, mit dem Mittel zur vollständig freien Verwendung durch die Mitgliedstaaten geschöpft werden können. Derartige Konstruktionen sind nach geltendem EU-Recht denkbar und bedürften keiner Vertragsänderung.

Eines allerdings ist klar: Auch wenn es gegenwärtig um die Corona-Krise geht und vielfach bekundet wird, dass nicht mehr als eine einmalige Aktion geplant sei, wird man einen Präzedenzfall für künftige Wirtschaftskrisen, ja vielleicht sogar normale Rezessionen schaffen. Das „slippery slope“-Argument lässt sich nicht einfach beiseitewischen. Der Zusammenhalt der EU sollte uns aber das Risiko wert sein, dass es künftig auch bei kleineren Schwierigkeiten zur Forderung nach Mobilisierung von EU-Mitteln kommen wird.

Das juristische Beharren darauf, dass die EU-Verträge kein Argument für die Herleitung von „Pflichtensolidarität“ begründen, wird nichts an der Tatsache ändern, dass viele Menschen in den von Covid-19 besonders betroffenen EU-Staaten sich von der Idee der europäischen Integration abwenden werden, wenn ihnen greifbare Hilfsbereitschaft nicht entgegengebracht wird. Die EU hat die gesellschaftlichen Zerrüttungen, die vor zehn Jahren entstanden sind, noch nicht überwunden; es muss darum gehen, sie nicht weiter anwachsen zu lassen.

166,70

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/rezensionen/belletristik/bernt-spiegels-romandebuet-milchbrueder-beide-16696213.html>

ROMANDEBÜT VON BERNT SPIEGEL:

# Unter Nazis über den Wolken

- VON ANDREAS PLATTHAUS
- -AKTUALISIERT AM 09.04.2020-21:15



[https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/09/barbara-stiegler-la-crise-due-au-coronavirus-reflete-la-vision-neoliberal-de-la-sante-publique\\_6036059\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/09/barbara-stiegler-la-crise-due-au-coronavirus-reflete-la-vision-neoliberal-de-la-sante-publique_6036059_3232.html)

## Barbara Stiegler : « La crise due au coronavirus reflète la vision néolibérale de la santé publique »

Dans un entretien au « Monde », la philosophe explique que la colère citoyenne face à l'impréparation des gouvernements doit déboucher sur un sursaut politique et une véritable « démocratie sanitaire ».

Propos recueillis par Nicolas Truong Publié le 9/4 à 05h51, mis à jour hier à 18h13

Professeur de philosophie politique à l'université Bordeaux-Montaigne et responsable du master « soin, éthique et santé », Barbara Stiegler est l'auteure d'*Il faut s'adapter. Sur un nouvel impératif politique* (Gallimard, 336 p., 22 euros) et de *Du cap aux grèves. Récit d'une mobilisation*. 17 novembre 2018-5 mars 2020 (Editions Verdier, 139 p., 7 euros, à paraître).

Dans un entretien au *Monde*, elle explique les raisons idéologiques de l'impréparation des gouvernements à la crise due au coronavirus et en appelle à la mise en place d'une « démocratie sanitaire ».

Comment expliquer l'impréparation, notamment française, face à cette pandémie mondiale ?

L'impréparation est en effet générale, mais les motifs divergent selon la culture politique de chaque pays. Aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni, les choix qui ont été faits au départ allaient dans le sens du laisser-faire et s'inscrivaient dans une vision utilitariste assumée. Pour le bien commun, il valait mieux que certaines vies de moindre valeur soient sacrifiées.

En France, où un tel discours aurait eu du mal à passer, la réduction continue du nombre de lits et de soignants et la pénurie de masques, d'équipements de protection et bientôt de médicaments conduit également à trier les patients, mais sans le dire publiquement.

Cette situation reflète plutôt la vision néolibérale de la santé publique et son imaginaire. Dans sa conception du sens de l'histoire, nous irions en effet vers un monde immatériel de flux et de compétences, censé être en avance sur le monde d'avant, qui lui serait fait de stocks et de vulnérabilités, c'est-à-dire au fond de matière et de souffrance.

Nos économies développées seraient fondées sur « l'innovation » et sur « l'économie de la connaissance », ce serait là d'ailleurs le nouveau sens de la santé, et elles devraient déléguer aux continents du Sud, à l'Afrique et à l'Asie principalement, la fabrication industrielle des biens matériels. Avec une telle conception fantasmatique du sens de l'histoire, nos gouvernants ne pouvaient que renvoyer l'épidémie infectieuse et l'industrie manufacturière à un monde sous-développé et à des temps anciens que nous, Occidentaux, aurions dépassés. L'idée fut au fond qu'un tel virus était, comme les stocks de masques, trop archaïque pour concerner nos sociétés, trop performantes pour y être exposées.

**« L'idée de la médecine dite "proactive" est d'augmenter les performances des individus et leur capacité à s'adapter, y compris à un environnement dégradé »**

L'origine supposée de la pandémie a d'ailleurs pu contribuer à redoubler ce mécanisme de déni. Car quel rapport nos vies aseptisées et nos systèmes de santé ultramodernes pouvaient-ils bien avoir avec ce sombre mélange de saleté, d'élevage domestique confiné et de faune sauvage malade qu'évoquent les marchés d'animaux asiatiques ?

Tournant le dos à ces images déplaisantes de chauve-souris et de volailles infectées, pourtant emblématiques de notre économie mondialisée qui entasse les vivants dans des environnements industriels de plus en plus dégradés, le néolibéralisme préfère tourner ses regards vers l'avenir radieux promis par l'innovation biomédicale et continuer d'occulter les facteurs sociaux et environnementaux de toutes les pathologies, tant infectieuses que chroniques.

Quelle vision de la médecine porte l'idéologie néolibérale ? Et dans quelle mesure reprend-elle celle de Walter Lippmann [écrivain et polémiste américain (1889-1974)], qui, d'après vous, théorisait déjà, dans les années 1930, une conception néolibérale de la santé ?

L'idée véhiculée depuis des années est au fond que notre système sanitaire doit en finir avec la vieille médecine clinique, fondée sur la souffrance et la plainte du patient, de même qu'il serait censé en avoir fini avec les grandes épidémies infectieuses, supposant l'assistance à des populations vulnérables. C'est le sens de la médecine dite « proactive », portée par les promesses du virage numérique et des données massives (big data) en santé.

A notre vieille médecine jugée « réactive », la vision proactive oppose des processus d'optimisation continue, où ce sont les patients eux-mêmes qui sont censés gérer de manière optimale leurs propres comportements face aux risques.

Comme chez Walter Lippmann, l'idée est d'augmenter les performances des individus et leur capacité à s'adapter, y compris à un environnement dégradé. Cette vision, que l'on retrouve dans le champ de la maladie chronique avec la « médecine des 4 P » (« personnalisée », « prédictive », « préventive », « participative »), sous-tend une nouvelle conception de la santé publique, qui passe exclusivement par la responsabilité individuelle et qui refuse d'assumer une vision collective des déterminants sociaux de santé, toujours soupçonnée de déboucher sur une action sociale trop collectiviste.

**« Les néolibéraux considèrent que ceux qu'ils appellent les “dirigeants” sont par principe en avance sur la population. Or, la situation actuelle tend à démontrer l'inverse »**

C'est l'accumulation de tous ces dualismes imaginaires qui a créé la cécité de nos gouvernants face à la crise et qui a produit la situation actuelle : un très long retard au démarrage pour prendre des mesures collectives de santé publique, doublé d'une spectaculaire pénurie organisée *au nom de la santé elle-même*, alors même que des alertes sur les maladies émergentes se multipliaient dans la littérature scientifique depuis des années et que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) lançait des recommandations très claires dès la fin du mois de janvier.

Ce retard de compréhension, voire ce déni, d'une grande partie des élites politiques ne vient-il pas démentir les positions de Walter Lippmann, et ne donne-t-il pas raison à son contradicteur, John Dewey [philosophe pragmatiste américain 1859-1952], qui soutient que les publics sont par principe en avance sur leurs représentants ?

Absolument. Comme la crise climatique et comme d'autres grandes crises sanitaires, ce virus révèle le retard des gouvernants et de leurs stéréotypes sur les citoyens, ou plus exactement sur ceux que John Dewey nomme les « publics », c'est-à-dire les groupes de citoyens qui sont en première ligne face à un problème.

Avec Walter Lippmann, les néolibéraux considèrent que ceux qu'ils appellent les « dirigeants » (*leaders*) sont par principe en avance sur la population. Parce qu'ils sont beaucoup plus mobiles, ils auraient une vue plus adaptée à la mobilité du réel, tandis que les masses inertes seraient par nature enfermées dans ce qu'il appelle des « stéréotypes », c'est-à-dire des représentations figées du réel.

Or, la situation actuelle tend à démontrer l'inverse. Si les « élites » mondialisées sont aveugles et dans le déni, c'est du fait même de leur mobilité, car cette dernière les attache à des manières de vivre qui se révèlent de plus en plus archaïques et inadaptées à la crise écologique, tandis que les populations s'inquiètent de manière bien plus lucide et commencent à douter.

Dans ce conflit des représentations, les stéréotypes des dirigeants ont un énorme pouvoir de contamination, tout aussi viral que les fameuses « fake news » des réseaux sociaux.

Aviez-vous pris vous-même la mesure de l'ampleur de l'épidémie ? Etiez-vous plutôt du côté des stéréotypes des gouvernants ou de la lucidité de ces publics ?

Je n'ai rien compris à ce qui se passait. Débordée par d'autres fronts ouverts par la mobilisation sociale, j'ai plus ou moins fait confiance au gouvernement dans sa gestion du virus et j'ai adhéré par inertie aux stéréotypes et aux « fake news » diffusés par le discours dominant : « *C'est une petite grippe* », « *Il ne faut rien changer à nos habitudes de sortie* » (le président Emmanuel Macron, le 6 mars), « *La Chine et l'Italie surréagissent* ».

**« “Restez chez vous, mais allez voter...” La multiplication de ces signaux contradictoires produit un effet permanent de “double contrainte” qui est intenable »**

C'est seulement le soir de la fermeture brutale de tous les cafés et tous les restaurants par le premier ministre, Edouard Philippe, que j'ai commencé à comprendre qu'on nous cachait quelque chose. Une injonction contradictoire apparaissait au grand jour, qui reprenait exactement la même structure que l'élément déclencheur de la crise des « gilets jaunes » avec la taxe carbone. « *Soyez mobiles, mais ne prenez pas votre voiture* » (novembre 2018) devenait « *Restez chez vous, mais allez voter* » (mars 2020), contradiction qui n'a pas cessé d'être relayée ensuite par des énoncés du type : « *Restez chez vous, mais allez travailler* ».

Au lieu de passer leur temps à dénoncer les réseaux sociaux et accréditer l'idée que le pouvoir serait par principe du côté du savoir, les experts et les gouvernants seraient bien inspirés de reconnaître leur retard sur les événements.

Quels sont les effets psychiques, sociaux et politiques de ces injonctions contradictoires ? Et quels effets produisent-ils sur notre démocratie ?

La multiplication de ces signaux contradictoires autour du thème de l'ouverture et de la clôture, de la stase et du flux, produit un effet permanent de « double contrainte » (*double bind*), qui est intenable pour ceux auxquels elle s'adresse et qui sape complètement l'autorité des gouvernants. Son origine est toujours la même. Elle vient de la crise écologique et sanitaire qui fracasse le cap, et avec lui le discours de ses capitaines, de l'intérieur. Et elle est aussi ce qui produit leur retard et leur stéréotypie par rapport aux « publics » au sens de John Dewey.

En Chine, en Italie et en France, ce furent en effet les publics concernés, ceux qui étaient réellement en lutte contre le virus, qui ont été à chaque fois en avance sur la situation et qui ont dû se révolter contre les pouvoirs en place. Or, ce retard a été sans cesse dénié et dissimulé par les dirigeants.

**« Il faut exiger, dès maintenant, que les choix de santé publique deviennent une affaire collective et non la chose réservée des experts et des dirigeants »**

Dans notre pays, ce fut et c'est encore la fonction du discours dominant sur l'indiscipline et l'irresponsabilité des Français. Ce discours a aussi pour fonction de nous culpabiliser. En surinvestissant le registre moral, il s'agit de produire une complète dépolitisation des questions, qui passe par l'héroïsation des soignants, l'activation de la fibre morale de tous les citoyens et la stigmatisation des mauvais Français.

En mettant en scène notre ignorance, il permet enfin de donner les pleins pouvoirs aux dirigeants. Dans un monde complexe, mouvant et incertain, les masses doivent laisser la décision aux experts et dans une situation de crise, la démocratie doit faire place à l'union sacrée derrière son chef de guerre.

Sauf que derrière la mise en scène d'un pays en ordre de bataille, la défiance est toujours là et la colère grandit. Cette colère n'ira dans le bon sens qu'à condition de devenir politique. Pour cela, il faut exiger dès

maintenant une véritable démocratie sanitaire. Que les choix de santé publique deviennent, comme les choix économiques et sociaux, une affaire collective et non la chose réservée des experts et des dirigeants.

Puisque nous entrons dans un temps de crises majeures, le prétexte de la pandémie n'est pas audible, à moins qu'on choisisse clairement d'en finir avec la démocratie et de préférer un gouvernement autoritaire (la Chine) ou par le big data (la Corée du Sud). Cette tentation existe dans les discours dominants, mais je crois qu'il faut systématiquement la combattre.

Le pouvoir dit « Restez chez vous », mais également que « tout continue ». En quoi s'agit-il d'une illusion ?

Cette illusion est le moteur des « grands plans de continuité d'activité » (*business continuity plan*), qui fleurissent dans toutes nos organisations. Ces plans jouent évidemment sur le bon sens. Ne faut-il pas continuer à soutenir la vie, à s'occuper de nos élèves, de nos étudiants, de nos enfants, à assurer le maintien des fonctions vitales du pays ?

Mais derrière ces assertions de bon sens, c'est tout autre chose qui se joue. En imposant à tous l'économie du numérique, qui livre toute une population, y compris les plus jeunes (une injonction contradictoire de plus !), au pouvoir des écrans, nos responsables ne font en réalité qu'une chose : poursuivre à toute force la pression du surmenage, de l'évaluation et de la compétition mondialisée qui minent nos sociétés.

L'idée est de ne surtout pas affronter les discontinuités inouïes du réel et de les recouvrir par une continuité factice, en jouant sur des ressorts psychologiques bien connus : la peur du vide, l'évitement du deuil et la terreur devant l'inédit.

Cette situation illustre parfaitement ce que j'étudie depuis plusieurs années. Le néolibéralisme n'est pas seulement dans les grandes entreprises, sur les places financières et sur les marchés. Il est d'abord en nous, et dans nos minuscules manières de vivre qu'il a progressivement transformées et dont il s'agit aujourd'hui que nous reprenions collectivement le contrôle.

# « Dans les pays occidentaux, la lutte contre le Covid-19 nous tire à gauche »

## CHRONIQUE

L'heure est au retour massif de la puissance publique dans les démocraties occidentales. Face au choc économique provoqué par la pandémie, ce sont les remèdes sociaux-démocrates qui sont mis en avant, pas ceux du marché, explique, dans sa chronique, Alain Frachon, éditorialiste au « Monde ».

Publié le 10/4 à 00h50, mis à jour à 06h53 Temps de Lecture 4 min.

Rôle renforcé du gouvernement dans la vie économique. Retour probable des nationalisations ou prises de participation publiques dans nombre de secteurs d'activité. Revalorisation comme jamais de l'importance des investissements publics. Mise entre parenthèses, sans doute durable, de toute limite aux déficits budgétaires et relative indifférence à l'explosion de la dette. Importance accrue attachée à l'environnement. Extension des domaines dits stratégiques à la santé publique et à l'agroalimentaire. Prise de conscience, s'il en était besoin, de l'importance vitale des métiers dits « petits » – et de l'obscénité de leur niveau de rémunération. Dans les pays occidentaux, la lutte contre le Covid-19 nous tire à gauche.

La question est de savoir s'il s'agit simplement de la réponse conjoncturelle à un choc économique historique ou bien s'il s'agit de l'amorce d'un de ces changements en profondeur qui ponctuent la vie du capitalisme.

Les historiens de l'économie diront s'il a fallu qu'une chauve-souris transmette un sale virus à un pangolin, destiné à finir dans l'assiette de gastronomes chinois, pour qu'on puisse dater le passage d'une ère économique à une autre : la fin de quarante années de néolibéralisme en Europe et aux Etats-Unis et l'esquisse du début d'autre chose. Mais quoi ?

Face à la catastrophe, l'acteur principal, c'est l'Etat-providence, pas le marché. Laissons de côté, un moment, la question des libertés publiques, que malmène la priorité accordée à la santé, pour ne considérer que la vie économique et sociale.

L'heure est au retour massif de la puissance publique. Le gouvernement n'est plus le « problème », comme on disait au temps du thatchéro-reaganisme, mais la « solution ». La pensée dominante qui anime, aux Etats-Unis comme en Europe, les recettes avancées pour lutter contre la catastrophe appartient à la famille social-démocrate. Paradoxe ou ruse de l'histoire : il reviendra le plus souvent à des gouvernants de droite ou de centre droit d'appliquer ce programme commun – ou presque – de la gauche !

## Le monde n'a pas fini d'être « global »

On ne se risquera pas à signer la mort de la « mondialisation », ou alors seulement d'un certain type de globalisation économique. La mondialisation se régionalise sans doute. La part des échanges extérieurs dans la création de richesse diminue depuis plusieurs années déjà. Mais, portée par la technologie, la fluidité des échanges restera. L'ouragan Covid-19 le montre : le monde n'a pas fini d'être « global ».

Entre les lignes, ce que dessinent les programmes destinés à contrer la dévastation économique provoquée par le nouveau coronavirus, c'est la quête d'une « nouvelle rationalité économique-écologique », espère

Hubert Védrine dans une note du centre de réflexion Terra Nova. L'accent est mis sur la redistribution et les infrastructures, le souci de l'environnement.

Les « règles » changent. On étudie des politiques jusque-là considérées comme suicidaires – un endettement public hors limites – ou farfelues – le revenu minimum universel – ou encore passéistes – la recherche d'une certaine autosuffisance dans les domaines de la santé et de l'agroalimentaire.

Changer le profil du capitalisme ? Ouvrir une phase plus régulée du capitalisme ? Ou plus immédiatement – devant l'impérieuse nécessité d'une reprise pour sauver l'emploi et empêcher une hausse massive de la pauvreté – s'assurer du retour le plus rapide à la croissance ? Mais le retour à « l'avant » n'est plus possible, dit l'ancien ministre des affaires étrangères à Terra Nova. « *Ce n'est plus défendable (...) car la situation n'était pas "normale" avant, écrit Védrine. On ne va pas revenir à cette "normalité" là – impréparation, multidépendance, insécurité financière, fragilité collective, irresponsabilité écologique* ».

## **La question sociale est au cœur de la crise**

Les immenses sommes d'argent public injectées dans l'économie en Europe et aux Etats-Unis visent des objectifs à court terme : sauver l'emploi autant que possible en facilitant la survie des entreprises. Aux Etats-Unis, une majorité bipartisane a voté une relance de plus de 2 000 milliards de dollars (soit plus de 1 836 milliards d'euros). En Europe, les gouvernements nationaux sont tous massivement engagés. L'Union européenne va agir dans le même sens. Comme les autres grands instituts d'émission, la Banque centrale européenne (BCE) fait marcher la planche à billets. Tabous brisés et dogmes violés de « l'ancienne économie » (avant Covid-19) ne se comptent plus. On est dans la médecine d'urgence.

Au lendemain de la crise de 2008, l'Etat, aux Etats-Unis comme en Europe, est venu au secours du secteur financier – qui en avait besoin. Alors que des millions de gens perdaient leur emploi ou leur logement, nombre d'entreprises du secteur financier se sont, certes, redressées (bonne chose) et ont intégralement remboursé l'Etat. Mais pas seulement. Rebondissant sur l'appui initial apporté par le contribuable, elles ont, dans la foulée, versé de confortables dividendes à leurs actionnaires et aussi racheté leurs actions – pour augmenter les revenus de leurs dirigeants. Le remède apporté à la crise a conforté les inégalités.

Cette fois, l'aide publique est la plupart du temps conditionnelle. Les entreprises qui en bénéficient ne peuvent ni verser de dividendes ni, si elles sont cotées en Bourse, racheter leurs actions. La question sociale est au cœur de cette crise.

Les femmes et les hommes de la ligne de front, on les connaît : c'est l'armée des sans-grade qui, dans la tourmente du coronavirus, font tenir nos sociétés. On ignore de quoi l'« après Covid-19 sera fait ». On sait seulement qu'il sera indigne si rien ne change dans la hiérarchie des valeurs sociales et de leur rétribution.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/corona-hilfen-der-eu-wirklich-nur-fuer-die-krise-16720270.html?premium>

CORONA-HILFEN DER EU:

## Wirklich nur für die Krise?

- EIN KOMMENTAR VON WERNER MUSSLER, BRÜSSEL
- -AKTUALISIERT AM 10.04.2020-20:02

Um die wirtschaftlichen Folgen der Krise abzumildern, haben die EU-Finanzminister beachtliche Hilfen beschlossen. Aber die Gegensätze bleiben und der Streit wird weitergehen.

Am Ende haben sie sich zusammengerauft. Das Finanzpaket, mit dem die EU-Finanzminister die ökonomischen Folgen der Corona-Krise abfedern wollen, hätte schneller beschlossen werden können, ja müssen. Der schrille Streit im Vorhinein war überflüssig. Nicht nur in Südeuropa, sondern auch in Deutschland wurde der Eindruck erweckt, Europa stehe kurz vor dem Auseinanderbrechen, wenn es keine Einigung gebe. Das war zwar immer Unfug. Aber die Eigendynamik in der Diskussion ließ zuletzt befürchten, dass die sinistren Prophezeiungen sich selbst erfüllen könnten.

Mit der Einigung ist hoffentlich vorerst auch die unselige Diskussion beendet, in der „Solidarität“ mit den am schlimmsten von der Pandemie getroffenen Ländern gleichgesetzt wurde mit der angeblichen Notwendigkeit, schnellstmöglich Schulden zu vergemeinschaften und Eurobonds einzuführen. Die Minister haben sich einhellig für ihre Solidaritätsleistung und dafür gelobt, dass sie mit einer halben Billion Euro füreinander einstehen. Dieses politische Zeichen ist in der Tat nicht zu verachten, selbst wenn die Zahl vorerst eher eine politische und keine reale Größe ist. Sicher nicht alle Staaten werden auf die Kreditlinie des Krisenfonds ESM zugreifen, und die beiden anderen Elemente des Pakets werden erst später verfügbar sein.

Ausgetreten ist die Eurobond-Diskussion damit natürlich nicht. Jene neun Eurostaaten, die zunächst „Corona-Bonds“ forderten, haben diese jetzt nur in neues Gewand gekleidet. Gemeinsame Anleihen sollen nach ihrem Willen einen „Wiederaufbau-Fonds“ finanzieren. Frankreichs Finanzminister Bruno Le Maire hat nicht nur den Anschein erweckt, dass gemeinsame Schulden praktisch schon beschlossen seien, er hat auch behauptet, der Fonds müsse weitere 500 Milliarden umfassen. Weder das eine noch das andere stimmt; der Streit wird weitergehen. Dass ihn die Minister zunächst an die Staats- und Regierungschefs weitergereicht haben, lässt nichts Gutes ahnen. Diese haben sich über diese Frage erst vor zwei Wochen zerstritten.

### Wirtschaftspolitischer Ausnahmezustand

Wofür der Fonds benötigt wird, ist ohnehin nicht klar. Was muss nach der Krise „wiederaufgebaut“ werden? Die Analogie zum Marshallplan ist falsch, weil die industrielle Infrastruktur nicht zerstört ist und mit den vielen schon beschlossenen nationalen und europäischen Hilfen ja gerade erhalten werden soll. Le Maire geht es offensichtlich um französisch konzipierte und europäisch finanzierte Wirtschaftspolitik: um den Auf- und Ausbau sowie den Außenschutz europäischer „Schlüsselindustrien“, mithin um „industrielle Souveränität“.

Zum Widersinn von Eurobonds ist genug gesagt und geschrieben worden. Das zentrale Argument bleibt, dass Kontrolle und Haftung auseinanderfielen, dass also die einen Staaten für die Ausgaben der anderen haften müssten. Dass die europäischen Verträge das verbieten, geht nicht auf überholte Dogmen zurück, sondern spiegelt die politische Realität in der EU wider. Eine gemeinsame Verschuldung wäre nur logisch, wenn die Mitgliedstaaten ihre haushaltspolitische Souveränität – und damit auch die Entscheidungsgewalt darüber, wofür sie Geld ausgeben – komplett an die EU abträten. Das will man in Rom und Paris genauso wenig wie in Berlin, es wäre auch in jeder Hinsicht schädlich.

Was die EU-Staaten allein und zusammen in kürzester Zeit auf die Beine gestellt haben, wäre vor wenigen Wochen undenkbar gewesen. Aufgrund der Pandemie herrscht wirtschaftspolitischer Ausnahmezustand, von der faktisch unbegrenzten Möglichkeit staatlicher Unternehmenshilfen bis zur fast auflagenfreien Kreditgewährung des Euro-Krisenfonds ESM. Weil er schnelle Hilfen für die Gesundheitssysteme erlaubt, Arbeitsplätze retten hilft und Unternehmen über Wasser halten soll, ist dieser Ausnahmezustand derzeit gerechtfertigt.

Die große offene Frage lautet aber, ob die Instrumente wirklich so „temporär“ bleiben, wie es die Minister jetzt beschlossen haben. Ökonomische Theorie und politische Erfahrung legen einen Sperrklinkeneffekt nahe: Was einmal beschlossen ist, wird nicht wieder abgeschafft, unabhängig von der tatsächlichen Krisenlage. Das galt für den ESM, dessen Vorgänger EFSF nur drei Jahre bestehen sollte. Es dürfte für die Tatsache gelten, dass die ESM-Kredite nun pandemiebedingt praktisch ohne Auflagen vergeben werden. Es gälte für den Wiederaufbau-Fonds – und erst recht für das europäische Kurzarbeitergeld, das auch nur für die Krisenzeit geplant ist. Aus Berlin wird es gegen eine Dauerlösung keinen Widerstand geben. Schließlich strebt der Bundesfinanzminister eine „echte“ europäische Arbeitslosenversicherung an.

[Werner Mussler](#) Wirtschaftskorrespondent in Brüssel.

**Remodelling the model**

# Can Chile reinvent itself?

Why the country's citizens are so angry

[The Americas](#) Mar 12th 2020 edition

Mar 12th 2020

SANTIAGO



Walk north-east along the Alameda, the main avenue of Chile's capital, Santiago, to the well-heeled neighbourhood of Providencia, and for several miles the scene on either side is one of desolation. Hundreds of businesses are boarded up, some operating through doors between shutters. The Baquedano metro station and a large hotel next to it are partly burned out. Pavements have been ripped up, leaving earth and rubble. Traffic lights are disabled. Walls and statues are plastered with graffiti. Many denounce as “murderers”, variously, Sebastián Piñera, Chile's centre-right president, the Carabineros (the national police force), the state and capitalism. Others hail a coming revolution, or at least a new constitution.

The trouble began on October 6th with a 30-peso (four-cent) rise in the price of peak-hour metro tickets. That set off mass fare-dodging by school pupils. Days later much of the metro in Santiago suffered arson attacks (by foreign agitators, claimed the government, without evidence). Declaring that Chile was “at war”, Mr Piñera imposed a state of emergency for ten days and sent the army on to the streets for only the second time since the dictatorship of General Augusto Pinochet (1973-90). That prompted peaceful protests, including a march in Santiago of perhaps 1m people—in a metropolitan area of 7m. At the same time, supermarkets and pharmacies were looted and several churches and public buildings burned. Much of the damage was in poorer areas on the periphery of Santiago and other cities. At least 30 people died. The economy was hurt, too: growth last year was barely above 1%. The government had forecast 2.6%.

The malcontents are a loose confluence of young people. In the capital nearly 200,000 neither work nor study. Chile has an intellectual proletariat of graduates from low-grade private universities, many of whom have large student debt. Over the past decade anarchist groups that specialise in attacking the police have grown in Santiago. Then there are football hooligans and the footsoldiers of the drug trade, who operate in poor *barrios*. The fact that many of these people are outside the political system has made it harder for the government to know whom to negotiate with.

Things came to a head on November 12th when, some Chileans feared, the country faced a choice between anarchy and martial rule. “Many people called me, desperate, saying ‘They are burning the city’,” Mr Piñera

said in an interview in late January. “I had two choices: to call on the armed forces again, or give another opportunity for peace, dialogue and agreements. It was a very difficult decision.”

According to several sources, this time the military commanders balked at intervening without immunity from prosecution. “The armed forces would have obeyed a presidential order,” insists Mr Piñera. For whatever reason, he drew back. The government swiftly negotiated cross-party agreements for a plebiscite, to be held on April 26th, on whether to set up an assembly to write a new constitution. It rushed through an increase in pensions for the poorest and a tax increase on the better-off, and promised other measures.

All this released some of the tension. The protests faded during the southern-hemisphere summer holidays. But now they have resumed, while vandalism never really stopped.

Several other countries in Latin America saw street protests last year, though not on the same scale. But Chile? Over the past 30 years it came to be viewed as the one country in Latin America on the path to developed-country status. The protests are a big blow to that confidence, and threaten to halt Chile’s progress. But they might also be the spur by which it finally joins the global top tier.

Chile “could become a country with a more solid and sustainable social contract that resolves the legacy issues [left by the Pinochet dictatorship],” as Mario Marcel, the president of the Central Bank, puts it. He notes that those obstacles have contributed to what economists call the middle-income trap, in which sociopolitical shortcomings slow growth and prevent countries reaching developed status.

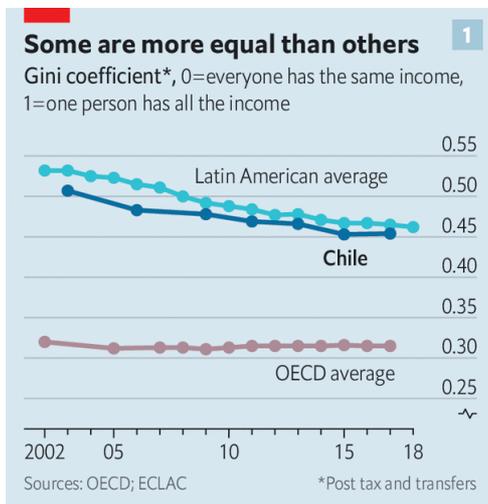
But if violence continues and the state is unable to contain it by democratic means, and if conservatives block change, others fear a darker future. Chile could face “a classic Peronist moment in which a country successful in growth has contradictions it can’t manage”, says Óscar Landerretche, an economist aligned with the Socialist Party, referring to the period in the 1940s in which Argentina embraced populism and dictatorship.

## **Middle-of-the-road rage**

In many respects Chile has been a success story since democracy returned in 1990. Governed by the centre-left for 24 of those years, it has combined economic growth, political stability, fairly strong institutions and expanding social services. Those below the official poverty line (of \$206 per month) fell from 45% of the population in the mid-1980s to 9% in 2017. Some 65% of Chileans are middle-class, up from 24% in 1990, according to the World Bank’s income criteria. Since Chile joined the oecd, a club of mainly rich countries, in 2010, its elites have taken to suggesting that it has little in common with its neighbours.

What, then, prompted the social explosion? “There are many theories,” says Mr Piñera, a billionaire businessman. “I agree with all of them, and they are contradictory, which means we lack a shared diagnosis.” The first theory, favoured on the right, is the slowing of economic growth since 2014. In Mr Piñera’s first term (from 2010 to 2014) growth averaged 5.3% a year, boosted by reconstruction after an earthquake. He won his second term in 2017 by promising a repeat but failed to deliver it. A second, related theory concerns rising expectations. It sees discontent as the consequence of Chile’s success in creating a middle class that demands more of government.

A third view, common on the left, is that the country is rebelling against inequality, which, it is claimed, is entrenched by Pinochet’s “neoliberal” economic “model”. This gave private enterprise free rein and confined the state to a subsidiary role, even in providing social services. By oecd standards, though not those of Latin America, income inequality is indeed wide (see chart 1). “You can’t go through a process of rapid growth and capitalist modernisation and persist with pre-capitalist levels of inequality and absence of meritocracy and social mobility,” says Mr Landerretche. Yet income distribution has improved this century.



The Economist

A fourth theory highlights political failures. During the second government in 2014-18 of Michelle Bachelet, a Socialist, much of the left disowned its own past work of gradual, consensual reform, propagating the view that it was a failure. As for Mr Piñera, he and his team, who come from a privileged slice of society, lack political skills and empathy with the masses. In their first 18 months in office, they failed to get promised tax and pension reforms through Congress, where the opposition has a majority. Polls now put the president's popularity at 6-12%. But they reveal a broader abyss between the people and the system: trust in institutions, from the police to the press and the politicians to the churches, has evaporated (see chart 2).



The Economist

“It’s not [about] 30 pesos, it’s about 30 years of abuses,” goes a popular slogan. Considered more broadly, inequality is indeed at the heart of the matter. It “isn’t just about income, it’s about place, gender, skin colour, where you live, what school you went to, what surname you have,” says Heraldo Muñoz, who leads the centre-left Party for Democracy. “The explosion is against the arrogance of the elite.” More concretely, discontent is focused on pensions, health care and the privileges of a small minority (see chart 3). These mean that being “middle-class” in Chile often means receiving second-class services.

### Over to you, Sebastián

3

“What are the three main problems the government should concentrate on solving?”  
Chile, % of respondents



Source: Centre for Public Studies

The Economist

One of the trademarks of Pinochet’s model was a pension system of individual savings accounts in private funds known as afps, with no contributions by employers or governments. It was imposed in 1981 by José Piñera, the current president’s (estranged) brother, who calculated that it should deliver pensions averaging 70% of final salary. Widely praised and copied, the system provided Chile with a deep capital market and cheap financing for big firms.

Andrés Uthoff, a member of a consultative committee on pensions under Ms Bachelet, points out that José Piñera’s calculation depended on three conditions being met: continuous employment with a steady income, interest rates above 5% and no increase in life expectancy. None has been: Chile’s labour market is Latin American, not European, featuring low wages, high churn and, for about a third of the labour force, informal work. For every ten people in the workforce, only four pay into their afp for their whole working life, according to Ignacio Briones, who became finance minister in October. In recent years millions of Chileans have reached retirement age. Four-fifths of all pensions are less than the minimum wage (301,000 pesos per month, or \$378) and 44% are below the poverty line, according to Mr Uthoff.

Ms Bachelet introduced a safety net in the form of a basic pension for the poor of 110,000 pesos. Following the protests, the government has raised this to 160,000 pesos. That does not help middle-class retirees. Significantly, Pinochet did not require the armed forces to join afps. The government spends more on pensions for the security forces and on those who remained in the pre-1981 system (more than 2% of gdp) than it does for the whole of the rest of the population (less than 1%), points out Roberto Zahler, a former Central Bank president. Government and opposition are close to an agreement that would add employer contributions to pension accounts.

The dictatorship set up a segregated health service. All those in jobs pay a contribution of 7% of salary for health care. In theory, they are free to use that to join private health schemes (with no waiting lists) known as Isapres. But these demand often large additional payments. The Isapres cream off people “with better health and more money”, according to Carolina Velasco of the Centro de Estudios Públicos, a think-tank. Some 77% of the population relies on the public system (known as Fonasa). This is short of money and doctors, so waiting lists are long. “In Chile 25,000 people a year die while waiting for medical treatment,” says Germán Codina, the mayor of Puente Alto, a poor district in Santiago, who is from President Piñera’s National Renovation party.

Then there is the problem of medicines. Fonasa provides some free but there are “queues of up to eight hours to get them, and sometimes they don’t have it”, says Ms Velasco. In 2009 the three main pharmacy chains, which control 90% of the market, were found guilty of price collusion. Even today, prices of over-the-counter drugs are wildly inflated. To take one example, a steroid nasal spray costs \$51 in Santiago, compared with \$22 in Lima and \$13 in Madrid.



## President under pressure

This price-gouging is part of a wider pattern of abuse by businesses. Water and fishing rights are held as private property, in practice in perpetuity. Until recently cartels flourished in industries ranging from toilet paper to buses and chickens. Many of the rich avoid taxes. The top 1% pay no more than 15% of their income, according to Rodrigo Valdés, who was finance minister under Ms Bachelet. “Tax lawyers in Chile have helicopters, a sign that we are in trouble,” he says.

Successive governments have tried to deal with these problems, but not fast enough. They faced obstinate resistance from the right and business lobbies. Congress approved a tough competition law in 2009 that makes price fixing a criminal offence. But it is not retroactive. “Many people won’t think anything has changed until someone is in prison,” says Eduardo Engel, an economist at the University of Chile.

“Those who refused to listen or who blocked change are complicit in what happened,” says Mr Codina in Puente Alto. The constitution, drawn up by the dictatorship, has been amended more than 40 times and now carries the signature of Ricardo Lagos, a Socialist president. But it still gives undue protection to vested interests. A score of “organic laws” can only be changed with a four-sevenths majority of Congress. The Constitutional Tribunal, which has a conservative bias, has shielded the Isapres from price regulation, for example.

When Ms Bachelet proposed a new constitution to overcome such resistance in 2015 this was greeted with a collective yawn. Now it has been seized on as a way out of the troubles. Opponents fear that a new charter will lead to the creation of “rights” that are impossible to fulfil and to fiscal irresponsibility. But the law for the April plebiscite on setting up a constitutional convention stipulates that the new document must command two-thirds support in that body, as well as approval in a second referendum in which voting will be compulsory. “The mechanism requires reaching agreements,” says Giorgio Jackson, a left-wing legislator. “So there’s not much time for radicalisation or space for polarisation.” There is little demand to weaken the Central Bank’s independence or Chile’s strict fiscal rules.

The proposal for a new constitution has split the right. Some who were initially panicked into backing it no longer do. Despite such resistance, Eugenio Tironi, a political consultant who ran the campaign that defeated Pinochet’s attempt to stay in power through a plebiscite in 1988, thinks that if turnout in April is at least 60% the convention will be approved by 60% or more of those voting.

Mr Piñera has seemed to veer between the demand for order from his own political base and for change from much of the country. Both are necessary. The scale of the protests and violence spread fear among business folk. “We have a very basic concern,” says Bernardo Larraín of Sofofa, a business lobby. “Does the Chilean state have the ability to maintain public order, so that people can get to work and companies can operate normally?” The Carabineros were once respected. They have been tarnished by recent corruption scandals in a country with much less graft than many of its Latin American peers. In the face of sometimes extreme provocation, they have been exposed as incompetent as well as brutal. Almost 1,900 people were hurt by plastic bullets or buckshot, including 445 with eye injuries, according to the National Human Rights Institute. At 60,000, the force is too small. “The police police themselves,” says Lucía Dammert, a political scientist at the University of Santiago. “The political world hasn’t put any limits on them.” Reforming the police is now widely seen as essential, but will take years.

Because of its macroeconomic prudence, Chile has money to respond to some of the demands for more public spending. This will rise by 9% this year, though much of that will go on repairing the damage. In addition, Mr Briones is preparing a plan for “a gradual and moderate” increase in taxes and permanent spending. “The list of demands is infinite, we have to prioritise,” he says. “We are Chile, not Sweden.”

Will that be enough? Much will depend on whether the constitutional convention takes off, on whether large-scale violence resumes and on how quickly the economy hits its stride again. “Of course there’s more uncertainty and investment decisions are being postponed,” says Mr Larraín. Nevertheless, at least before factoring in covid-19, the Central Bank thinks Chile will avoid recession and that the economy will grow by around 1% this year, helped by fiscal and monetary stimulus.

As with the student rebellion in France in May 1968, Chile’s events have shaken a country that seemed to be progressing, placing both the survival of its president and its political stability in doubt. Mr Piñera says he has been reading a new biography of General Charles de Gaulle, who weathered the 1968 protests as France’s president but bowed out shortly afterwards. Mr Piñera insists he will soldier on to the end of his term in 2022.

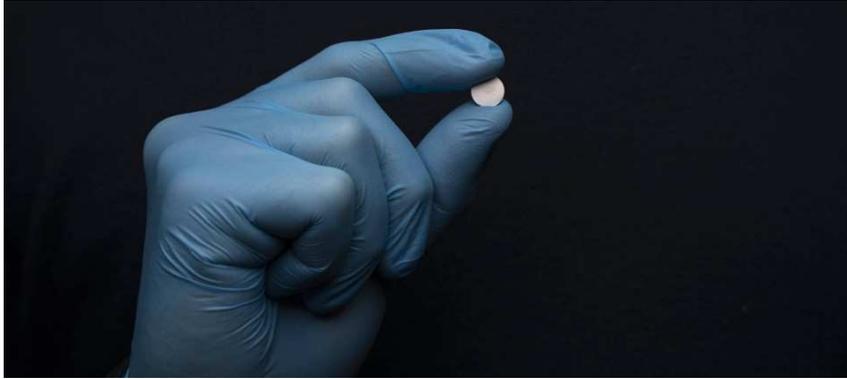
“We don’t yet know whether this crisis will be a way of improving Chile or whether it will get worse,” he admits. The country lacks a recent populist tradition, but some of the elements are there. “The people, united, functions without parties”, proclaims a large graffito. The next few months will determine whether Chile seeks a saviour or follows a path of improving its institutions. Time alone will not heal: there is no going back to the country of October 5th

<https://www.faz.net/aktuell/wissen/medizin-ernaehrung/die-suche-nach-covid-19-medikamente-nein-wunder-dauern-laenger-16721316.html?premium>

COVID-19-WIRKSTOFFE:

## Nein, Wunder dauern länger

- VON KAI KUPFERSCHMIDT
- -AKTUALISIERT AM 12.04.2020-12:35



Warum es nötig ist, auch altbekannte Malaria-Medikamente genau zu prüfen, statt sie bei Covid-19 einfach auf Verdacht einzusetzen und zu hoffen, dass sie wirken.

Man könnte meinen, die Welt habe bereits ein Mittel gegen Covid-19 gefunden. Zwei, genau genommen: Chloroquin und das verwandte Hydroxychloroquin, beides Malariamedikamente, die seit mehr als sieben Jahrzehnten verwendet werden. In Frankreich stehen die Menschen vor der Klinik des Mikrobiologen Didier Raoult Schlange, um damit behandelt zu werden. Indien hat Hydroxychloroquin offiziell Ärzten und Krankenschwestern empfohlen, um sich vor dem neuen Coronavirus zu schützen. Und der amerikanische Präsident Donald Trump preist die Substanz in seinen Pressekonferenzen an.

Tatsächlich ist die Evidenz bislang äußerst dürftig. In erster Linie sind es die Experimente in Zellkulturen und an Versuchstieren, die nahelegen, dass Chloroquin und Hydroxychloroquin gegen Sars-CoV-2 und andere Coronaviren wirken. Das kommt nicht ganz überraschend, denn Forscher haben immer wieder festgestellt, dass die Malariamittel im Labor auch vor Viren zu schützen scheinen, auf welche Weise, ist unklar. Zumindest ein Teil der Wirkung beruht wohl darauf, dass die Substanzen verhindern, dass die sogenannten Endosomen ihren Innenraum ansäuern. Das sind kleine Bläschen, die durch die Zellen Material von außen aufnehmen. Zahlreiche Viren nutzen diese Endosomen, um in die Zelle zu gelangen, und sie brauchen ein saures Milieu, um dann aus diesen Bläschen auszubrechen.

### **Im Labor wirkungsvoll, aber auch in der Klinik, im menschlichen Körper?**

Ob der Einfluss auf den pH-Wert nun reicht, um als Medikament zu wirken, ist aber eine ganz andere Frage. So war Chloroquin im Labor auch gegen Dengue- und Chikungunyaviren wirksam. Als das Medikament dann am Menschen getestet wurde, waren die Ergebnisse enttäuschend. „Forscher haben diese Mittel an Virus um Virus getestet – und im Menschen funktioniert es nie“, sagt Susanne Herold, die an der Universität Gießen Lungeninfektionen erforscht. „Die Dosis, die gebraucht wird, ist einfach zu hoch.“ Das Problem ist, dass Chloroquin ein sehr schmales therapeutisches Fenster hat. Das heißt, die Dosis, die überhaupt eine gewünschte Wirkung zeigt, liegt schon sehr nahe an der Grenze, von der an das Medikament gefährlich wird. Ärzte haben also nicht viel Spielraum bei der Dosierung.

Wie bei jedem Medikament sind die Versuche am Menschen entscheidend. Der französische Mikrobiologe Didier Raoult hat bereits vor drei Wochen eine erste Studie vorgelegt, in der er zwanzig Patienten, die Hydroxychloroquin erhielten, mit sechzehn Patienten verglich, die das Mittel nicht erhielten. Sein Fazit: Bei den behandelten Patienten sei die Zahl der Erreger im Rachen schon nach wenigen Tagen deutlich reduziert gewesen. Die Studie ist allerdings in mehrfacher Hinsicht problematisch. Zum einen wurden die Probanden nicht zufällig auf die beiden Gruppen verteilt, was sonst dem Vergleich dient. Zum anderen ist unklar, was

es wirklich bedeutet, wenn die Viruslast im Rachen sinkt. Es gibt zahlreiche weitere Probleme, und die Internationale Gesellschaft für antimikrobielle Chemotherapie, in deren Fachzeitschrift Raoult's Aufsatz erschienen ist, hat sich nun davon distanziert: Die Studie werde den Ansprüchen der Gesellschaft nicht gerecht, und man habe eine Untersuchung eingeleitet. Auch eine zweite Studie von Raoult mit achtzig Patienten konnte die Zweifel nicht ausräumen; auf eine Kontrollgruppe wurde dabei verzichtet, und die Daten sind bislang nur auf einem Preprint-Server ohne Begutachtung veröffentlicht. Selbst eine dritte wirft mehr Fragen auf, als dass sie Antworten liefert.



Der französische Infektiologe Didier Raoult (Mitte) hält in Marseille Hof. Seine Studien zur Behandlung von Covid-19-Patienten sind in Fachkreisen äußerst umstritten, doch Präsident Emmanuel Macron (links) reiste extra aus Paris an. :Bild: AP

Dennoch haben Raoult's Studien den Hype um Hydroxychloroquin angefeuert. Der ehemalige französische Gesundheitsminister Philippe Douste-Blazy, einst Anwärter auf den Posten als Chef der Weltgesundheitsorganisation (WHO), hat mit anderen Ärzten eine Petition aufgesetzt, die den breiten Einsatz der Substanz fordert. Fast eine halbe Million Menschen haben sie bislang unterschrieben. Die Logik: besser mit dem Malaria-Mittel behandeln, als gar nichts zu tun.

„Aber zu behaupten, das sei besser als nichts, ist falsch“, sagt Nicholas White, Malariaforscher an der Mahidol University in Bangkok. „Es könnte schlechter sein als nichts.“ Das liegt unter anderem an den bekannten Nebenwirkungen, so können die Substanzen etwa die Netzhaut angreifen oder das Herz schädigen, was in seltenen Fällen zum Herzinfarkt führen kann. Außerdem könnte der breite Einsatz der Medikamente dazu führen, dass Menschen, die sie wirklich brauchen, die Mittel nicht mehr bekommen. Hydroxychloroquin wird zum Beispiel zur Behandlung von Rheuma und Lupus, zwei Autoimmunerkrankungen, eingesetzt.

### **Wiederholt sich gerade ein historischer Fehler?**

Dass kleine Studien am Menschen zu falschen Schlussfolgerungen führen können, ist keine neue Erkenntnis. Tatsächlich hat das bei der Erforschung von Chloroquin schon einmal zu einem verhängnisvollen Fehler geführt. Der Chemiker Hans Andersag hatte die Substanz 1934 bei der Suche nach einem Malaria-Mittel entdeckt. Chloroquin war im Tierversuch äußerst effektiv, deshalb ließ die IG Farben das Molekül unter dem Namen Resochin schützen und begann, es zu testen. Doch nach Versuchen an Patienten in einem psychiatrischen Krankenhaus in Düsseldorf verflog die Euphorie: Die Substanz sei zu toxisch, um sie am Menschen anzuwenden. Erst als amerikanische Forscher im Zweiten Weltkrieg ganz unabhängig die gleiche Substanz synthetisierten, stellte sich das als Irrtum heraus. Die Arznei konnte sehr wohl sicher beim Menschen eingesetzt werden. Ein paar Jahre später entwickelten Forscher eine leicht veränderte Form, die ein zusätzliches Sauerstoffatom trägt, das Hydroxychloroquin. Die beiden Mittel wurden in kürzester Zeit zu den wichtigsten Malaria-Medikamenten der Welt. Und blieben es über Jahrzehnte. Erst die Ausbreitung resistenter Malariaerreger änderte das. So verlor Chloroquin in vielen afrikanischen Ländern in den 1990er Jahren seinen Status als Standardtherapie und wurde durch andere Medikamente ersetzt.

Die Entscheidung, das Medikament in den 1930er Jahren nicht weiterzuverfolgen, weil es zwar wirksam, aber scheinbar nicht sicher war, ging als Resochin-Fehler in die Geschichte ein. Macht die Welt nun den umgekehrten Fehler und wendet ein Medikament an, das zwar weitgehend sicher ist, aber nur scheinbar

wirksam? „Was wir brauchen, sind große Studien an Tausenden Menschen“, sagt der britische Tropenmediziner und Forscher Jeremy Farrar, der heute den Wellcome Trust leitet, eine der größten Stiftungen weltweit, die biomedizinische Forschung fördert.

### **Wer glaubt, ein Mittel gefunden zu haben, gibt die Suche vielleicht verfrüht auf.**

Eine solche Untersuchung läuft bereits: die Solidarity-Studie der WHO, an der Krankenhäuser in Dutzenden Ländern teilnehmen und die Zehntausende Patienten einschließen soll. In diesem klinischen Test werden mehrere bisher nur experimentell geprüfte Therapien untersucht, darunter Chloroquin und Hydroxychloroquin.

Auch Nicholas White hat eine riesige Studie initiiert, die noch in diesem Monat starten soll: 40.000 Ärzte und Krankenschwestern werden über drei Monate mit Hydroxychloroquin – in Afrika und Europa, beziehungsweise mit Chloroquin in Asien – oder einem Placebo behandelt. Dabei geht es also nicht um die Behandlung von Patienten, sondern die Vorbeugung von Infektionen. Eine derartige Präexpositionsprophylaxe könnte vor allem in Ländern mit fragilen Gesundheitssystemen eine entscheidende Rolle spielen. Wenn dort einzelne Krankenschwestern und Ärzte ausfallen, weil sie an Covid-19 erkranken oder gar daran sterben, könnte schnell die gesamte medizinische Versorgung zusammenbrechen.

Je mehr Länder jetzt beginnen, diese beiden Mittel schon breit einzusetzen, umso schwerer wird es aber, Studien durchzuführen, die so schnell wie möglich sichere Ergebnisse liefern. „Wir wollten unsere Studie gerne auch in Indien und Bangladesch durchführen“, erklärt White. „Das geht nun leider nicht mehr.“ Die Suche nach einem wirksamen Mittel wird nicht leichter, wenn die Welt glaubt, bereits ein Mittel gefunden zu haben.

Quelle: F.A.S.

# Coronavirus : « La création monétaire n'est en aucune façon un remède miracle »

## TRIBUNE

**Jean-Michel Naulot**

Ancien membre du Collège de l'Autorité des marchés financiers/AMF

L'ancien membre de l'Autorité des marchés financiers Jean-Michel Naulot s'inquiète dans une tribune au « Monde » du gonflement du bilan de la Banque centrale européenne que va engendrer ses rachats massifs des dettes souveraines et du risque de « défaut ordonné » qui guette certaines d'entre-elles.

Publié le 10 avril 2020 à 15h00 - Mis à jour le 10 avril 2020 à 15h15 Temps de Lecture 5 min.



« Une création monétaire abondante, fort agréable dans un premier temps pour les investisseurs, renvoie malheureusement à des expériences historiques douloureuses. » DPA / Photonstop

**Tribune.** Les difficultés rencontrées pour parvenir à un accord au sein de l'Eurogroupe sont une fois de plus révélatrices du défaut initial de la zone euro. L'absence de budget destiné à compenser les chocs asymétriques, les inégalités historiques et géographiques, les divergences inévitables de politiques économiques, font de la zone euro un système incomplet, bancal.

Depuis dix ans, les capitaux ne circulent plus. Les dirigeants eux-mêmes sont divisés sur la nature de l'Union monétaire. La menace est réellement existentielle. Cette menace est d'autant plus réelle que les inégalités entre pays de la zone monétaire n'ont cessé de se creuser, attisant les divisions. Depuis la création de l'euro, la production industrielle a progressé de 31 % en Allemagne, alors qu'elle a baissé de 2 % en France et de 16 % en Italie.

La balance courante allemande est devenue massivement excédentaire (6 % à 9 % du produit intérieur brut – PIB – depuis dix ans). La dette publique allemande représente 61 % du PIB contre 100 % en France, alors que les deux pays étaient à égalité en 2000 (60 % du PIB). Face à ce tableau assez sombre, tous les regards se sont tournés depuis plusieurs semaines vers la Banque centrale européenne (BCE), seul élément stable et fédéral de la zone monétaire.

## Une petite révolution pour la BCE

Christine Lagarde a déclaré que la BCE pourra désormais acheter des actifs « *autant que nécessaire et aussi longtemps que nécessaire* ». Cette monétisation de la dette publique, c'est-à-dire à la possibilité pour un Etat de se financer auprès de la Banque centrale, *via* le marché secondaire, autant que de besoin et de fait gratuitement, est une petite révolution pour la BCE.

Les marges de manœuvre, pour le moment importantes, pourraient cependant vite devenir plus étroites. Pour mettre en place cette monétisation, la BCE a en effet renoncé aux règles dites de proportionnalité (respect de limites par pays). Or, en 2018, la Cour de Justice du Luxembourg avait conditionné sa décision favorable sur le rachat des dettes publiques à l'existence de ces règles. De nouvelles actions judiciaires ne sont donc pas à exclure.

Si elle veut conserver des marges de manœuvre, la BCE doit surtout veiller à la taille et à la qualité de son bilan. Sa crédibilité en dépend. On a tendance à oublier que, de la fin de la seconde guerre mondiale à la crise de 2008, le bilan de la Réserve fédérale américaine (Fed) a constamment représenté autour de 5 % du PIB. D'ici la fin de l'année, il devrait passer de 20 % du PIB fin 2019 à près de 40 %.

## On entre en territoire inconnu

Le bilan de la BCE, lui, représente déjà 40 % du PIB de l'eurozone et devrait rejoindre la barre des 50 %. Certes, c'est peu par rapport au bilan de la Banque du Japon qui pèse plus de 100 % du PIB. Mais, la BCE n'a pas le même statut que les banques centrales américaine ou japonaise. Elle achète non pas la dette d'un pays mais celles de dix-neuf pays. De surcroît, elle s'appête à acheter en grande quantité la dette des pays périphériques, très endettés.

Il est naturellement difficile de savoir quelles seront les répercussions sur la confiance des investisseurs. On entre en territoire inconnu. Keynes considérait qu'il n'y a pas de limite à l'action d'une banque centrale... tant que la confiance est là ! Une création monétaire abondante, fort agréable dans un premier temps pour les investisseurs, renvoie malheureusement à des expériences historiques douloureuses.

En février 1929, huit mois avant le krach, la Federal Reserve Bank of New York écrivait dans son rapport annuel : « *De nombreuses années d'expérience ont montré que les augmentations de crédit au-delà des besoins de l'économie conduisent normalement à des résultats malheureux, à des excès spéculatifs, à des hausses de prix, à des bulles qui se terminent dans la dépression* ». La création monétaire n'est en aucune façon un remède miracle.

## La dette publique redoutable

Le bond attendu de la dette publique est un problème qui va être redoutable pour la zone euro. Pour certains Etats, il risque de devenir un mur infranchissable. En théorie, certaines restructurations de dettes ne sont plus à exclure. Dans [une tribune](#), l'ancien gouverneur de la Banque de France et directeur du Fonds monétaire international Jacques de Larosière évoquait lui-même le 31 mars « *une restructuration conditionnelle des dettes publiques devenues insoutenables* ».

Afin d'éviter de revivre le drame de la dette grecque, Angela Merkel avait obtenu lors de la crise de 2010 la mise en place de clauses d'action collectives permettant aux porteurs d'obligations publiques de décider d'un « *défaut ordonné* », une disposition qui est entrée en vigueur en janvier 2013. Mais a-t-on cependant mesuré ce qu'impliquerait l'application de cette nouvelle règle ? La perspective serait sinistre.

Dans le cas de l'Italie, par exemple, une restructuration de dette aurait deux conséquences : faire payer les épargnants italiens, qui en détiennent une grande partie, et mettre en danger les banques italiennes qui en détiennent plus de 15 %. Une perspective effroyable pour l'Italie qui a déjà tellement souffert ! Les conséquences politiques seraient imprévisibles.

## Sans solidarité pas de salut pour la zone euro

Les dirigeants de la zone euro seraient-ils vraiment prêts à appuyer sur le bouton de la restructuration de dette ? Ne se tireraient-ils pas une balle dans le pied, en mettant en danger le système bancaire italien et européen ?

En vérité, il n'est pas évident qu'un tel scénario, imaginé par les pays réputés vertueux, puisse se produire tant que les banques de la zone euro détiendront autant de dettes publiques. Aux Etats-Unis, les banques détiennent 3 % de la dette publique, non pas 10 % à 20 % comme en zone euro.

La détention d'un montant important de dettes publiques par les banques pourrait ainsi avoir un effet dissuasif sur ceux qui seraient tentés par la restructuration. Mais alors, en cas d'attaque spéculative sur la dette d'un pays, on risquerait de revenir vite à une situation du type de celle de 2010. La question existentielle se poserait à nouveau. Ce jour-là, sans une pleine solidarité, il n'y aura pas de salut pour la zone euro.

**Jean-Michel Naulot** est l'auteur de *Eviter l'effondrement* (Seuil, 2017)

# „Durch Covid wird ein drohender Tod vorverlegt“

Stand: 16:01 Uhr | Lesedauer: 9 Minuten

Von **Marcel Reich**

Redakteur

Quelle: Getty Images/fStop/Team Static

Prof. Dr. Johannes Friemann ist Pathologe und untersuchte Corona-Tote. Die Todesfälle führt er vor allem auf schwere Vorerkrankungen zurück. Die Dokumentation der Todesursachen in Deutschland nennt er eine „riesige Katastrophe“.

Das Coronavirus hat in Deutschland bereits fast 3000 Todesopfer gefordert. Unter Experten ist jedoch ein Streit entbrannt, für welche Menschen das Virus wirklich gefährlich werden kann. Das Robert-Koch-Institut forderte dennoch, auf die Obduktion von Corona-Toten zu verzichten. Prof. Dr. Johannes Friemann ist Leiter der Pathologie am Klinikum Lüdenscheid. Für das Handeln des RKI hat er kein Verständnis. Denn aus der Untersuchung der Toten zieht er wichtige Lehren für die Behandlung der Lebenden.

**WELT:** Sie sind Teil des Bundesverbands Deutscher Pathologen und tauschen sich derzeit regelmäßig mit Ihren Kollegen aus. Was lässt sich über die Todesursachen bei Covid-19-Patienten sagen?

**Prof. Dr. Johannes Friemann:** Neben einem meist im Vordergrund stehenden Lungenversagen sehen wir auch Vorerkrankungen, die für sich genommen bereits allein geeignet sind, einen Menschen zu töten. Wenn dazu eine Virusinfektion kommt, dann ist es nur ein kleiner Schritt, um diese Personen in eine lebensbedrohliche Situation zu bringen. Ein gesunder, junger Sportler hat dem Virus in der Regel mehr entgegensetzen als jemand, der eine schwere chronische Atemwegserkrankung hat, eine Dialyse-Behandlung bekommt oder an einer schweren Herz- oder Lebererkrankung leidet.

**WELT:** Wie weisen Sie nach, ob ein Toter an Covid-19 verstorben ist?

**Friemann:** Der Nachweis erfolgt meist bereits in der Klinik durch einen Nasen- und Rachenabstrich. Diese können aber noch bis zu zwei Stunden nach dem Tod durchgeführt werden. Es ist bisher mit Routineverfahren nicht möglich, unter dem Mikroskop Corona-spezifische Schädigungen im Gewebe zu identifizieren, um mit derselben Sicherheit eine Covid-19-bedingte Lungenentzündung zu diagnostizieren, wie wir zum Beispiel eine bestimmte Krebserkrankung erkennen können. Es gibt aber zumindest in der

Frühphase der Erkrankungen grundsätzliche morphologische Unterschiede zwischen einer durch Viren hervorgerufenen und einer von Bakterien ausgelösten Lungenentzündung.

**WELT:** Wann wird es möglich sein, solche Zellschädigungen auf Covid-19 zurückzuführen?

**Friemann:** Wenn es gelingt, Gensequenzen des Virus in den Zellen nachzuweisen, was in Speziallaboratorien prinzipiell bereits jetzt möglich ist. Die Uni-Klinik in Aachen ist gerade dabei, als zentrale Anlaufstelle deutschlandweit die Erkenntnisse über Covid-19 zu sammeln und gemeinsam mit der Medizinischen Hochschule in Hannover auszuwerten, damit wir daraus lernen können.

**WELT:** Wie ist die Situation in Ihrem Klinikum in Lüdenscheid?

**Friemann:** Wir hatten Stand Dienstag 15 stationäre Patienten mit einer Sars-Covid-19-Erkrankung. Sieben auf der Isolierstation, acht auf der Intensivstation. Zwei Mitarbeiter befinden sich in häuslicher Quarantäne. Die Kapazitäten sind, Gott sei Dank, noch ausreichend. Ein Patient bei uns ist verstorben.

**WELT:** Sie und Ihr Bundesverband setzen sich vehement dafür ein, dass möglichst viele Covid-19-Tote obduziert werden. Warum?

**Friemann:** Aus den Obduktionen können wir lernen, wie wir die Lebenden besser behandeln können. Um Krankheitsverläufe vorherzusagen und rechtzeitig die richtigen Schritte einleiten zu können, müssen wir ihre Entstehung und ihren zeitlichen Ablauf noch besser verstehen lernen. Dazu müssen wir wissen: Was ist wesentlich für den Tod verantwortlich gewesen? Wir sprechen zwar über Covid-Tote, und das ist auch nicht ganz falsch. Aber durch Covid wird möglicherweise ein aus anderen Gründen bereits drohender Tod vorverlegt. Als Pathologen sehen wir am Obduktionstisch das „gelebte Leben“ der Organe und ihrer oft über viele Jahre hinweg entwickelten und fortgeschrittenen Erkrankungen in Form ihrer morphologisch fassbaren Gestaltveränderungen. Wir lesen darin wie in einem Buch.

**WELT:** Was lernen Sie daraus?

**Friemann:** Wir erkennen so die Risikopopulationen für Covid-19. Wir können sagen: Was war da los im Körper? Das lässt sich zu Lebzeiten leider nicht mit endgültiger Sicherheit sagen. Das glauben zwar viele Ärzte, die Totenscheine ausfüllen, aber wir wissen definitiv, dass das nicht so ist. Zwischen Angaben zur Todesursache auf Totenscheinen und Obduktionsergebnissen klaffen oft Welten. Das liegt aber nicht an der mangelnden Sorgfalt des ausfüllenden Arztes, sondern an fehlenden Angaben zur Krankenvorgeschichte und

eben oft an komplizierten, auch mit modernen Diagnostikverfahren nicht erkannten Erkrankungen. Die Statistik der Todesursachen in Deutschland ist eine riesige Katastrophe, weil so viele Verstorbene nicht seziert werden.

**WELT:** Welche Sicherheitsmaßnahmen gibt es bei der Obduktion solcher Pandemie-Toten?

**Friemann:** Wir brauchen dieselbe Schutzkleidung und FFP3-Masken, wie man diese im Isolierzimmer beim lebenden Patienten nutzt, damit wir die Tröpfchen-Infektionen nicht erleiden. Zusätzlich werden Visiere oder Brillen zum Schutz der Bindehäute getragen. Bei uns entwickelt der Patient natürlich keine Dynamik mehr, atmet also nicht mehr. Ein Knackpunkt ist zum Beispiel, wenn die Schädeldecke geöffnet werden muss, um das Gehirn zu entnehmen. Wenn eine Säge benutzt wird, die rotiert oder vibriert, entstehen feine Stäube. Wir nutzen daher lieber eine Handsäge, um den Schädel zu öffnen, weil es weniger staubt. Die Obduktionssäle sollten einen ausreichenden Luftwechsel und Unterdruck gegenüber angrenzenden Räume aufweisen.

**WELT:** Wie geht es dann weiter?

**Friemann:** Die restlichen Organe werden entnommen, präpariert und können dann in Formalin eingelegt werden. Wenn sie ein oder zwei Tage in Formalin gelegen haben, ist keine Gefahr mehr zu erwarten bei der Weiterverarbeitung oder der Präsentation.

**WELT:** Wie lange dauert so eine Obduktion?

**Friemann:** Das kommt auf die Komplexität des Falls an. Wenn es ein voroperierter Patient ist, kann es auch mal drei Stunden dauern. In der Regel sind es ein bis zwei Stunden. Mindestens zwei Personen, ein Arzt und ein präparationstechnischer Assistent, sind dabei üblicherweise tätig. Dann sind wir also bei vier Stunden Arbeitszeit insgesamt. Bei einer Gefahrstoffobduktion wie bei Covid-Patienten kann es aber auch länger dauern, durch das vorsichtige Arbeiten und das Anlegen der Maske und der weiteren Schutzkleidung. Das ist aber nur die reine Organentnahme und Präparation. Dazu kommt dann das Obduktionsprotokoll, die mikroskopische Analyse und die Aufarbeitung der Befunde zu einem Sektionsbericht sowie die Befundpräsentation und Diskussion mit den behandelnden Ärzten. Da sitzt man auch als erfahrener Obduzent mehrere Stunden dran.

**WELT:** Sie haben sich auch mit Erkenntnissen aus Italien und England auseinandergesetzt.

**Friemann:** Dort wurde bei vielen Patienten neben einer Entzündung des Rippenfells und des Herzbeutels eine sogenannte Schocklunge, ein akutes Lungenversagen, beschrieben. Das sind Veränderungen, die zunächst nicht virusspezifisch sind und die wir von anderen tödlich verlaufenden Erkrankungen her kennen. Die Lunge ist gut durchblutet, mit vielen kleinen Gefäßen. Und die werden alle undicht. Sie haben also eine innere Wunde. Hinzu kommt der Verlust der Funktionstätigkeit der Zellen an der inneren Oberfläche der Lungenbläschen. Es kommt Wasser in die kleinen Lungenbläschen. Wenn wir zusätzlich virustypische Veränderungen der Epithelzellen sehen, weist das auf Covid-19 hin. Wir haben also einen entzündlichen Treiber in der Lunge, der die Schocklunge herbeiführen kann.

**WELT:** Was sehen Sie bei den Obduktionen?

**Friemann:** Wir können Organveränderungen sehen, die die behandelnden Ärzte gar nicht auf dem Schirm hatten. Das kommt ganz allgemein ohne im Zusammenhang mit Virusinfektionen bei fast jeder zweiten Obduktion vor. Gemeinsam können wir so den Krankheitsverlauf nachzeichnen, der zum Tod geführt hat. Vielleicht hatte der Patient eine koronare Herzerkrankung, die zu Lebzeiten gar nicht bekannt war. Wenn das und weitere Erkrankungen mit der Virusinfektion zusammenkommen, wird es schwierig. Wir lernen so die Befunde der Lebenden retrospektiv neu zu interpretieren, weil wir anlässlich der Autopsien den Gegencheck zu Befunden von Patienten machen können, die es nicht geschafft haben. Hieraus lernen wir für zukünftige Behandlungen.

**WELT:** Wie können Sie da helfen?

**Friemann:** Wir können etwas zur Zeitachse beitragen. Wann begann die Schocklunge? Hat sie erst drei Tage oder schon acht Tage lang bestanden? Das ist beim Lebenden auch mit den fantastischen Qualitäten der modernen Bildgebungsverfahren nicht immer genau zu erkennen. So weiß der Arzt, dass er mit seiner Therapie, wenn möglich, früher anfangen muss oder der Patient früher auf die Intensivstation muss.

**WELT:** Auch Herzpatienten sind eine Risikogruppe. Wie ist da der Zusammenhang?

**Friemann:** Das Virus könnte zu einer Herzmuskelentzündung führen. Außerdem ist das Herz ja dafür verantwortlich, das Blut durch die Lunge zu pumpen. Eine Schocklunge ist aber voller Wasser, und die undichten Gefäße verlieren massenhaft Flüssigkeit. Das rechte Herz pumpt also wie verrückt und versucht, in diese Lunge Blut hereinzukriegen. Das linke Herz will Blut absaugen und muss sich wahnsinnig anstrengen, weil das meiste Blut in der Lunge versackt. Wenn das jemand ist, der schon eine koronare

Herzerkrankung hat, besteht ohnehin Sauerstoffmangel im Herzen. Wenn er in so eine Notsituation gerät, dass der Sauerstofflieferant Nummer eins, die Lunge, nicht funktioniert, dann ist das fatal.

**WELT:** Nun haben wir aber auch schon von Todesopfern im Alter von 16 oder sogar fünf Jahren gehört.

**Friemann:** Wenn in dem Alter jemand stirbt, muss seziert werden, meine ich. Es ist doch auch für die Familie wichtig, den Grund zu wissen. Denn auch da muss man von Vorerkrankungen ausgehen, zum Beispiel kann ein angeborener Herzfehler oder eine andere Erkrankung, abgesehen von der Infektion, vorliegen, die zu Lebzeiten nicht in Erscheinung getreten ist. Die Wahrscheinlichkeit ist sehr groß. Und das kann man nur durch eine Obduktion klären.

**WELT:** Trotzdem hatte das RKI zunächst davon abgeraten, Covid-19-Patienten zu obduzieren, und ist nur nach heftigem Protest zurückgerudert.

**Friemann:** Für mich hat das RKI völlig unverständlich gehandelt. Das sollte wohl eine Vorsichtsmaßnahme sein. Wir müssen aber ein besseres Verständnis für das Todesursachengeschehen erreichen. Das ist wichtig, um eine humane Nutzung der Maximaltherapie am Lebensende zu ermöglichen. Wir können eine Beatmung oder Behandlung auch über einen Zeitpunkt hinaus fortführen, bei dem es überhaupt keinen Weg zurück gibt. Dann ist es menschlich, wenn man so eine Behandlung nicht unendlich fortführt. Erkenntnisse, die durch Obduktionen gewonnen werden, können helfen, die intensivmedizinische Interventionsschwelle zu justieren.

**WELT:** Früher waren Obduktionen selbstverständlich, heute sind sie fast die Ausnahme. Warum?

**Friemann:** Die Obduktionstätigkeit der Pathologen ist ins Hintertreffen geraten, sie ist nicht mehr im Visier der Gesundheitspolitiker. In den Krankenhausplänen der Länder werden zum Teil Pathologieinstitute nicht mehr aufgeführt. Das ist sehr bedauerlich. Das fängt schon in der Lehre an. Wie viel Gewicht wird dem Verstehen der morphologischen Organveränderungen bei der Ausbildung der Studenten beigemessen? Meist ist es gar nicht mehr prüfungsrelevant. Oder: Wie viele Kliniker kommen überhaupt noch runter zu uns und schauen sich unsere Ergebnisse an? Da ist Lüdenscheid meines Wissens eine rühmliche Ausnahme. Viele weigern sich, weil sie keine Zeit haben und die den Lebenden gewidmet werden muss. Das sind faire Argumente. Aber die Auseinandersetzung mit der Frage „Was haben wir getan?“, darf man nicht auslassen.

CHRISTENTUM ALS BUCHRELIGION:

# Schreibt Gott?

- VON ECKHARD NORDHOFEN
- -AKTUALISIERT AM 12.04.2020-18:52



Warum stellt eigentlich niemand die Frage, wieso Jesus nichts Schriftliches hinterlassen hat? Er hatte erkannt, was Schrift nicht kann. Ein Philosoph und Theologe erklärt in seinem Gastbeitrag, warum das Christentum keine Buchreligion ist.

Nachdem der Herr aufgehört hatte, zu Mose auf dem Berg Sinai zu sprechen, übergab er ihm die zwei Tafeln des Bundeszeugnisses, steinerne Tafeln, beschrieben vom Finger Gottes“ (Buch Exodus, Kapitel 31, Vers 18). „Die Tafeln hatte Gott selbst gemacht und die Schrift, die auf den Tafeln eingegraben war, war Gottes Schrift“ (Ex 32, 16).

Gott konnte also schreiben. Das unterschied ihn von den schreibfaulen Göttern des Polytheismus, die das nicht nötig hatten. Weil er wie die Götter leben wollte, weigerte sich Pythagoras, zu schreiben. Das hatte er mit den beiden Gestalten gemeinsam, die unseren Kulturkreis wohl am tiefsten geprägt haben, mit Sokrates und Jesus. Der Athener „Freund der Weisheit“ steckte die Jugend der Stadt mit seiner Art an, messerscharfe Fragen zu stellen. Mit der Sprache nahm er es also sehr genau. Umso erstaunlicher ist es, dass er nicht nur nichts Schriftliches hinterlassen hat, sondern der Schrift auch nicht zutraute, ein Ort der Wahrheit zu sein.

Schriften sind subjektlos, sie machen Sprache zum Objekt: „Du könntest glauben, sie sprächen, als ob sie etwas verstünden, wenn du sie aber fragst, um das Gesagte zu begreifen, so zeigen sie immer nur dasselbe an“, heißt es in dem platonischen Dialog „Phaidros“. Die mündliche Rede und ihre schriftliche Fixierung stehen geradezu in Konkurrenz. Nur im mündlichen Dialog leuchtet in der Seele die Wahrheit auf, ganz plötzlich, „wie ein abspringender Funke“. Von der Schriftskepsis des Philosophen wüssten wir allerdings nichts, wenn Platon sie nicht schriftlich fixiert hätte.

## Dafür liegt das Patent beim alten Israel

Warum stellt eigentlich niemand die Frage, wieso Jesus ebenfalls nichts Schriftliches hinterlassen hat? Das ist höchst erstaunlich, wahrscheinlich sogar ein Statement durch Unterlassen, gab es doch in Israel eine Tradition von Schriftpropheten. Kein Volk der alten Welt hatte es, was den Umgang mit Schrift angeht, weiter gebracht als das jüdische. Der Grund liegt auf der Hand: Seine Schrift war heilig. Sie zu rezitieren war Gottesdienst. Was konnte es Heiligeres geben als das, was der Finger Gottes geschrieben hatte? Im Zorn hatte Mose die steinernen Tafeln zwar zerschmettert, aber er musste neue Tafeln zurechthauen, die dann

noch einmal beschriftet wurden. So wurde Mose selbst zum verlängerten Finger Gottes, zu seinem Sekretär, der die „fünf Bücher Mose“, die „Weisung“ (Tora) verfasste.

Religionen gibt es in allen Kulturen, und wo es auch eine Schrift gibt, werden religiöse Texte selbstverständlich auch aufgeschrieben. So entstanden beispielsweise die Bhagavad Gita oder das ägyptische Totenbuch. So etwas kann man gewiss auch „heilige Schriften“ nennen. Eine Heilige Schrift im emphatischen Sinn, ein Text, der Gott selbst zum Autor hatte – dafür liegt aber das Patent beim alten Israel.

## **Eine Simultaneität von Präsenz und Entzug**

Zum endgültigen Durchbruch des Monotheismus war es im babylonischen Exil gekommen. Er hing mit einem Medienwechsel vom Kultbild, dem Leitmedium des Polytheismus, zur Kultschrift zusammen. Wie Götterfiguren „von Menschenhand gemacht“ und dann spirituell aufgeladen wurden, konnten die verschleppten Judäer in Babylon direkt miterleben. Deuterijosaja, der zweite Teil des Jesajabuches, zieht polemisch darüber her (Jes 44, 9–20). Ein selbstgemachter Gott – was sollte das sein?

Noch nie ist es in der Religionsgeschichte vorgekommen, dass ein Kult ersatzlos verschwindet. Wer die Kultbilder kritisierte, musste etwas Besseres an ihre Stelle setzen. Dass die Schrift bei den Judäern zu einem neuartigen Kultobjekt werden konnte, hängt mit einer besonderen Eigenschaft zusammen. Sie ist das Medium der Differenz. Anders als die Kultbilder kann sie nicht mit dem verwechselt werden, worauf sie verweist. Sie kann etwas in unser Bewusstsein zaubern, das wir nicht vor Augen haben, und so eine besondere Art von Präsenz erzeugen, genauer eine Simultaneität von Präsenz und Entzug. Daher ist sie wie gemacht für die neue Alternative Israels, den einen und einzigen Gott.

## **Jesus ist ein frommer Jude**

Auch ihn hat man nicht vor Augen. Sein „Name“ besteht in der puren Ausrufung seines Daseins: JHWH, „Ich bin der ‚Ich bin da‘“. Anders als die Götter ist er in der Welt nicht zu besichtigen. Von ihm kann und darf es kein Kultbild geben. Vielmehr ist er das große Gegenüber der Welt, ihr Schöpfer, die Wirklichkeit über aller Wirklichkeit. Und so wurde Schrift, das Medium, das auf einzigartige Weise gleichzeitig präsent macht und vorenthält, bis ins heutige Judentum zum Kultobjekt, zur Heiligen Schrift einer Buchreligion. Das gilt auch für den Islam. Auch der Koran macht Anspruch auf die Autorschaft Allahs geltend. Der Erzengel Gabriel soll ihn dem Propheten ins Schreibrohr diktiert haben.

So trat Grapholatrie, Schriftkult, an die Stelle der Idolatrie, der Verehrung der Kultbilder. Nach dem Exil wird die Schrift kanonisiert. Den Rabbinern zufolge schließt Esra die Tora. Ein ordinerter Sofer muss sie fehlerfrei von Hand auf die Häute von reinen Tieren abschreiben. Kein Buchstabe darf mehr verändert werden. Die Schriftrollen, die nicht mit den Händen, nur von einem silbernen Zeiger berührt werden dürfen, werden mit einem kostbaren Mantel umhüllt und in der Synagoge in einem Schrein aufbewahrt. In den Kapseln der Tefillim trägt der Fromme sie auf der Stirn, und in der Mesusa befestigt er sie an seinem Türpfosten. Jesus ist ein frommer Jude. Die Tora anzutasten liegt ihm fern. Kein Häkchen, kein Jota des Gesetzes soll vergehen. „Aber wenn eure Gerechtigkeit nicht weit größer ist als die der Schriftgelehrten und der Pharisäer, werdet ihr nicht in das Himmelreich kommen“, heißt es im Matthäus-Evangelium (Kapitel 5, Vers 18).

## **Ein medientheoretischer Konflikt mit Jesus**

Natürlich kommt es neben der Schriftrolle als Kultobjekt erst einmal auf den Inhalt an. Für jeden, der JHWH als sein großes Gegenüber anerkennt, stellt sich die Frage, was diese Beziehung für ihn bedeutet. Schon der Psalmist betet zum Herrn: „Ich will nachsinnen über deine Befehle und schauen auf deine Pfade“ (Psalm 119, Vers 15). Hinter allem steht die Frage nach dem Willen Gottes. Sie ist die Frage aller Fragen. An ihr entzündet sich der große Konflikt zwischen Jesus und den „Grammateis“, wörtlich den „Schriftlern“. Das sind weniger Schriftgelehrte als Schriftverehrer. Die Frage aller Fragen ist für sie im Prinzip schon beantwortet. Neben den Zehn Geboten nennt der Talmud 248 Gebote und 365 Verbote. Wer den Willen Gottes wissen will, kann ihn nachlesen.



Der Geist hat seinen Ort im Fleisch: Das letzte Abendmahl von Alonso Vázquez, um 1588. :Bild: Picture-Alliance

Der Dauerstreit zwischen Jesus und den Schriftlern ist im Kern ein Medienkonflikt. Weil er am Ende das Schicksal Jesu bestimmte, sind die Evangelisten auf die Pharisäer und Schriftler nicht gut zu sprechen, um es gelinde zu sagen. Sie gelten als selbstgerechte, bigotte Heuchler. Diese moralische Disqualifikation hat sich in der Folge als Kernmotiv eines christlichen Antijudaismus fatal ausgewirkt. Wie gut, dass es da auch Nikodemus gibt, den guten Pharisäer, der sich nächtlich mit Jesus über die Wiedergeburt aus dem Geist austauscht, sich nach dessen Gefangennahme für ihn einsetzt und auch bei seiner Grablegung hilft. Eigentlich sind die Schriftler die Frommen ihrer Zeit, Gottesfürchtige, die sich einfach Mühe geben, alle Gesetze der Tora pünktlich zu erfüllen. Der Konflikt mit Jesus ist weniger ein moralischer als ein medientheoretischer. Jesus hat erkannt, dass die Frage aller Fragen, die nach dem Willen Gottes, nicht einfach durch Nachlesen befriedigend beantwortet werden kann. Darüber wird er zum Schriftkritiker. Und deswegen liegt er mit den Schriftlern im Dauerstreit. Ähnlich wie Sokrates will er mehr, als die Schrift kann. Allein in der Bergpredigt überbietet er sie sechsmal mit seinem „Ich aber sage euch“.

## Unser himmlisches Brot

Wer den Willen Gottes tun will, findet in der Tora gewiss schon eine erste Orientierung: nicht morden, stehlen, lügen und so weiter. Was aber, wenn es um heute geht? Die Frage aller Fragen stellt sich konkret im Präsens, jeden Tag neu, jeden Tag anders. Für die täglichen Entscheidungen reicht das Nachlesen nicht aus.

Jesus macht vor, wie es geht. Gezielt kümmert er sich um Zöllner und Sünderinnen, heilt Kranke auch am Schabbat und lehrt, dass Reinheit von innen kommt.

Die Alternative zur „Gerechtigkeit der Pharisäer und Schriftler“ zeigt Jesus seinen Jüngern in der zentralen vierten Bitte des Vaterunsers. In diesem großen Gebet folgt jede der Bitten konsequent aus der vorigen. „Dein Wille geschehe“, hatte es in der dritten geheißen – da war sie wieder, die Frage aller Fragen. Die nächste Bitte zeigt dann den Weg: „Unser himmlisches Brot gib uns heute“, so müsste es in der bei Matthäus überlieferten Fassung, besser übersetzt, heißen. In der Lukas-Parallele: „Unser himmlisches Brot gib uns jeden Tag“.

## Der Mensch als Medium des Gottesgeistes

Brot ist im alten Israel ein zentraler Sinnträger, das Himmelsbrot Manna, das die Kinder Israels in der Wüste vor dem Hungertod rettete, und das ungesäuerte Brot des Exodus. Jedes Jahr wird es an **Ostern**, dem Pessachfest, rituell verzehrt, wenn man die Befreiung aus dem Sklavenhaus Ägypten in die Gegenwart heraufruft.

Der Prolog des Johannes-Evangeliums ist präzise: Das Wort wird diesmal nicht, wie sonst immer, Schrift, sondern „Fleisch“. Der Vers 1,14 wird zur Grundformel des Christentums: „Und das Wort ist Fleisch (lateinisch: caro) geworden.“ „Inkarnation“ meint: Der Geist Gottes hat seinen Ort im Menschen(fleisch). Die neue, kritische Art, wie Jesus mit dem alten Gottesmedium Schrift umgegangen war, wird Programm. Das Medium, mit dem Jesus es überbietet, ist er selbst. Das war neu. Der Mensch kann Medien benutzen, am Ende aber muss er sich selbst zum Medium des Gottesgeistes machen.

## **Die Herausforderung von Ostern**

In allen drei monotheistischen Religionen gibt es Fundamentalisten, die an dem Konzept einer direkten Autorschaft Gottes festhalten. Dieser Glaube erfordert keine intellektuelle Anstrengung, nur einen einfachen Entschluss. Am Inhalt der Schrift darf dann nicht im Geringsten mehr gerüttelt werden. Sie steht über allem und entwickelt ein unüberbietbares Ermächtigungspotential. Das kann sie sehr gefährlich machen.

Das Faszinosum des Nazareners hatte auch mit Schrift zu tun. Er hatte erkannt, was sie nicht kann. Deshalb musste er sie überbieten und die Fesseln eines fundamentalistischen Schriftverständnisses abstreifen. Das Wort war Fleisch geworden. Übersetzt man den zweiten Teil des Inkarnationsverses nicht wie gewohnt mit „Und hat unter uns gewohnt“, sondern genau und wörtlich, dann heißt es: „Und hat unter uns sein Zelt aufgeschlagen (eskénosen)“.

Alles, was nach dem Tod Jesu über ihn gedacht und geschrieben worden ist, ergibt sich aus der Tatsache, dass sein Zelt nach 33 Jahren wieder abgeschlagen worden war. Die vielleicht schönste Geschichte dazu erzählt Lukas (24,13–15). Zwei Jünger fliehen aus Jerusalem. Sie sind niedergeschlagen. Jesus war tot, das Zelt abgeschlagen. Erst als sie in Emmaus himmlisches Brot essen und Jesus vor ihren Augen verschwindet, verstehen sie, dass er lebt. Der Mann, der in Bethlehem, dem „Haus des Brotes“, geboren sein musste, lebt fortan im Brotbrechen des Gedächtnismahls weiter. Dass der Gottesgeist nicht nur in der Schrift, sondern auch im Menschenfleisch wohnen konnte, war so einmalig, dass es mehr gewesen sein musste als eine Episode von 33 Jahren. Das war und ist die Herausforderung von Ostern.

*Der Autor, Jahrgang 1945, ist Philosoph und Theologe. Zuletzt erschien „Corpora. Die anarchische Kraft des Monotheismus“ (2018).*

Quelle: F.A.Z.

166,100

<https://en.wikipedia.org/wiki/Emmaus>



*Supper at Emmaus* by Caravaggio, 1601

# COVID-19: LA FRANCE SUSPENDUE AUX ANNONCES DU PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON

Par [Le360 \(avec MAP\)](#) le 13/04/2020 à 14h18 (mise à jour le 13/04/2020 à 14h43)



© Copyright : DR

Emmanuel Macron doit s'adresser aux Français à nouveau ce lundi soir, pour la quatrième fois depuis le début de la crise sanitaire liée à l'épidémie du Coronavirus. Un discours très attendu, compte tenu des nouvelles mesures que le chef de l'Etat français pourrait annoncer.

Après quatre semaines de confinement, Emmanuel Macron prononcera une allocution télévisée peu après la fin de la séance quotidienne des applaudissements, en soutien aux personnels soignants, qui a lieu en France chaque soir à 20 heures.

Selon des sources de l'entourage du chef de l'Etat français citées par les médias, Emmanuel Macron devrait annoncer un prolongement du confinement d'au moins un mois.

Les restrictions des déplacements, entrées en vigueur le 17 mars dernier, devraient être prolongées "après le pont du 8-10 mai; une date suffisamment lointaine pour qu'on comprenne qu'on pourra alors commencer un début de déconfinement partiel, mais extrêmement progressif", et "suffisamment proche pour esquisser la France d'après", explique l'entourage du chef de l'Etat français.

Cette estimation rejoint celle faite par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), qui a souligné dans une étude dévoilée hier, dimanche, par Le Monde que le déconfinement ne devrait débuter que courant mai, ou en juin.

A cela s'ajoute les inquiétudes concernant les stratégies à adopter pour amorcer la levée du confinement et les différents scénarii sur lesquels planche actuellement l'exécutif français.

En outre, le chef de l'Etat devrait également évoquer le nombre de masques disponibles, la question du stock et les mesures conseillées, les prévisions pour le retour à l'école et les mesures prises pour le dépistage du Covid-19, ainsi que la stratégie de prévention de l'épidémie, dont le recours aux applications de tracking pour faire le suivi des personnes touchées par le virus.

Toutefois, cette question suscite de nombreuses réticences en rapport avec les libertés publiques et l'entourage du président français indique qu'Emmanuel Macron est "très prudent" sur cette question, alors que le secrétaire d'Etat au Numérique, Cédric O, avait indiqué récemment que le gouvernement travaille actuellement sur le développement d'une application dans le cadre d'un projet visant à "limiter la diffusion du virus en identifiant des chaînes de transmission".

Baptisée "StopCovid", cette application permettrait de "prévenir les personnes qui ont été en contact avec un malade testé positif afin de pouvoir se faire tester soi-même et si besoin d'être pris en charge très tôt, ou bien de se confiner".

Autre sujet non moins important, que devrait aborder Emmanuel Macron dans son adresse aux Français, est celui de la reprise de l'activité économique et les mesures prises par l'exécutif pour soutenir les entreprises et les salariés.

Le président du Medef (patronat), Geoffroy Roux de Bézieux, avait déclaré samedi dernier que la relance de l'économie passerait notamment par un allongement de la durée du travail ou l'annulation de certains jours fériés, une proposition rejetée par les centrales syndicales.

Selon le dernier bilan des autorités sanitaires, le nouveau coronavirus a causé la mort de 14.393 personnes depuis le début de l'épidémie, le 1er mars 2020 en France.

CORONA-KRISE:

# Wir brauchen kein Grund-Einkommen, auch jetzt nicht

- EIN KOMMENTAR VON PATRICK BERNAU
- -AKTUALISIERT AM 13.04.2020-10:55



Die Corona-Zeit erinnert viele Leute an das bedingungslose Grundeinkommen. Trotzdem ist das keine gute Idee – nicht mal in der Krise.

Die Krise haucht vielen alten Ideen neues Leben ein – das bedingungslose Grundeinkommen ist eine der populärsten: die Idee, dass jeder monatlich einen Grundstock an Geld bekommt, egal ob er arbeitet oder nicht, egal ob er es braucht oder nicht. Rund 500.000 Unterzeichner finden sich im Internet für eine Petition, die jetzt einen Test für wenigstens sechs Monate fordert. Das ist recht viel Unterstützung: Vergangenes Jahr reichten schon 200.000 Unterzeichner, damit Finanzminister Scholz die Mehrwertsteuer auf Tampons senkte.

Inzwischen finden sich Befürworter des Grundeinkommens sogar unter höchsten akademischen Würdenträgern: Wirtschafts-Nobelpreisträger Robert Shiller findet neuerdings, das Grundeinkommen könne ein Ausweg aus der Krise sein. Eine spanische Ministerin kündigt eine neue Sozialleistung an, die in Deutschland gleich als Einführung eines solchen Grundeinkommens verstanden wird.

Ein Wunder ist das nicht. Schließlich erinnert das Leben manche Leute gerade ein bisschen an das Grundeinkommen: Man sitzt zu Hause vor dem Computer, die Kinder spielen im Nebenzimmer, trotzdem fließt Geld aufs Konto – mancher Privilegierte kann seinem Homeoffice durchaus etwas abgewinnen.

## Andere Sozialleistungen müssten wegfallen

Doch jedem Heimarbeiter ist auch klar: Das Geld fließt auf Dauer nur, wenn es auch erwirtschaftet wird. Und da ist der Haken: Das bedingungslose Grundeinkommen ist ziemlich teuer. Allein die geforderten sechs Monate mit 800 bis 1200 Euro würden rund 500 Milliarden Euro kosten und damit die bestehenden Hilfspakete der Bundesregierung fast verdoppeln. In nur einem halben Jahr käme Deutschland noch mehr als 10 Prozentpunkte weiter vom 60-Prozent-Ziel für die Staatsschulden weg.

Dauerhaft leisten könnte sich das Land so eine Wohltat nur, wenn alle anderen Sozialleistungen wegfielen. Auch die Renten. Leuten mit größerer Lebensleistung mehr zu bezahlen wäre nicht mehr drin. Personen mit höherem Bedarf mehr zu bezahlen, ginge nicht mehr. Sozial ist das nicht.

So einen unbezahlbaren Geldregen leistet sich auch Spanien nicht. Dort wird nur eine Mindestsicherung für Bedürftige eingeführt. Das spanische Projekt ist also gar nicht so weit weg von Deutschlands Corona-Hartz-IV, das der Staat gerade freigiebig auch an Leute mit großem Vermögen verteilt. 1000 Euro im Monat? Kein

Problem mit Hartz IV: In Städten wie Hamburg summieren sich Regelsatz, Mietübernahme und Heizkostenzuschuss auch für Singles leicht auf vierstellige Beträge. Aber das Geld fließt eben nur an diejenigen, denen das Einkommen weggebrochen ist. Ein Grundeinkommen flösse auch an Leute, die es gar nicht brauchen.

## Tests des Grundeinkommens gehen fehl

Abgesichert sind Deutschlands Krisen-Betroffene also. Aber wäre die Krise nicht die beste Zeit, die gewagte Idee einmal auszuprobieren? Nein. Die Gefahr am bedingungslosen Grundeinkommen ist ja vor allem, dass ein Teil der Menschen die Arbeit aufgibt und antriebslos in der sozialen Hängematte liegenbleibt. Das kann so ein begrenzter Versuch gar nicht testen: Kaum jemand wird freiwillig arbeitslos bleiben, wenn das Grundeinkommen später vielleicht wieder verschwindet. Wer in sechs Monaten sowieso wieder arbeiten muss, fängt lieber gleich mit der Stellensuche an oder tut etwas anderes Nützliches, das später beim Geldverdienen hilft.

Die Freunde des Grundeinkommens zielen dagegen darauf, dass niemand arbeiten muss, wenn er nicht will: Vom „Verwertungsdruck“ der eigenen Arbeit befreit, könnten die Menschen das tun, was ihnen wirklich am Herzen liegt, so geht das Argument. Dabei geht unter: Dass Arbeit dem Verwertungsdruck unterliegt, ist ein sehr nützliches Prinzip der Marktwirtschaft. Geld verdient man nur dann, wenn man etwas für andere tut – und zwar nicht irgendetwas, sondern eine Tätigkeit, die den anderen auch etwas wert ist. So wird der Egoismus fürs Gemeinwohl nutzbar gemacht.

Wahr ist, dass dieses Prinzip in der Praxis nicht immer funktioniert – Steuern und Sozialleistungen haben einiges auszugleichen. Wahr ist auch, dass die Praxis von Steuern und Sozialleistungen so kompliziert ist, dass sie dringend vereinfacht werden müsste.

Aber es gibt zu viele Modedesigner und Künstler, die mit dem bedingungslosen Grundeinkommen mehr Freiheit für unprofitable Projekte gewinnen möchten. Sie sollten sich ernsthaft eine Frage stellen: ob wirklich die Mitmenschen ihre Selbstverwirklichung finanzieren sollen.

[Patrick Bernau](#)

Verantwortlicher Redakteur für Wirtschaft und „Geld & Mehr“ der Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung.

166,105

<https://www.facebook.com/nina.marewski/posts/3149140765097690>



[Nina Marewski](#), reconnaissance.

30 mars, 01:25 ·

Hurra, ich lebe...

als es mich am 15. März beim Zubereiten des Abendessens urplötzlich aus den Latschen kippte, wusste ich sofort, das ist kein grippaler Infekt. Schüttelfrost und extreme Schwäche, sowie Kopfschmerzen waren die ersten Anzeichen. Auf meiner Brust breitete sich ein Druck aus, als hätte man mir einen Sack Zement drauf gelegt. Die folgenden Tage versuchte ich vergeblich das Gesundheitsamt oder die 116117 zu erreichen - kein Durchkommen. Als ich endlich jemanden erreichte, wurde ich abgewiesen, es würden nur Tests an systemrelevanten Berufen durchgeführt, ich solle einfach Zuhause bleiben und wenn es schlimmer würde, den Notruf wählen. Ein Arzt aus dem Bekanntenkreis bot mir an, einen Abstrich zu machen, den ich dann auf eigene Rechnung an ein Labor nach Hamburg schickte. Ich schleppte mich durch die Tage, bekam Durchfall und Gliederschmerzen, war kaum in der Lage irgend etwas zu tun. Die erhöhte Temperatur blieb konstant bei 37,5 Grad. Am Freitag, den 20. März erhielt ich das positive Testergebnis und das Virus zündete die nächste Stufe. Nachmittags setzte extremer Schüttelfrost ein, ich konnte mich nicht mehr rühren, lag unter 5 Decken, zitterte am ganzen Leib, der Puls raste und das Fieber stieg auf 39 Grad. Angst gesellte sich zu den körperlichen Symptomen – Was bedeutete der starke Druck auf der Brust, ist meine Lunge befallen? Rings um mich immer neue Corona Horrormeldungen in den Medien. Mit Paracetamol kam ich durch die Nacht. In der Nacht bekam ich Schweißausbrüche unbekanntes Ausmaßes, zweimal ein T-Shirt zum Auswringen, der Schweiß floss in Strömen von meinem Kopf, zwischen meinen Fingern, am ganzen Körper. Totale Erschöpfung am nächsten Morgen. Literweise Wasser getrunken, keinen Hunger, es schmeckte nichts mehr außer Brot und Obst. Nehme 2000mg Vitamin C täglich. Pünktlich um 15 Uhr setzen erneut Schüttelfrost und Fieber ein, wieder zitterte ich unter vielen Decken, Ruhepuls von 110, ich lass mich ins Krankenhaus bringen. Isoliert lag ich zwei Tage und Nächte, Krankenschwestern in Schutzkleidungen nehmen Blut, machen EKG, zählen Atemfrequenz und Sauerstoffsättigung, hängen mich an Novalgintropf, setzen mir eine Atemmaske auf, erklären nichts - das Fieber sinkt. Alle Blutwerte sind top, mein Immunsystem läuft auf Hochtouren und verschont somit scheinbar meine Lunge vor dem Virus. Ein Arzt, der nicht näher als 4 Meter an mich herankommt, entlässt mich nachhause. Kaum zuhause angekommen, ohne Novalgin beginnt das gleiche Spiel von vorne: Schüttelfrost, Fieber, Kopf- und Gliederschmerzen, ich bin nicht in der Lage den Kopf zu heben, in der Nacht die gewohnten Schweißausbrüche - totale Erschöpfung – wie lange schafft mein Herz einen Puls von über 100? So geht es weiter bis Samstag, 28. März – mein erster fieberfreier Tag. Ich bin zittrig und mir ist schwindelig, mein Tinnitus hat sich über die zwei Wochen verstärkt, noch immer ist die Brust beklemmt, meine Beine wie Gummi, habe ein paar Kilo abgenommen aber ich spüre, ich bin über den Berg.

Zur Orientierung für alle Verunsicherten, die auch Niemanden erreichen: Ich hatte zu keiner Zeit Erkältungssymptome, keinen Husten, keinen Halsschmerz. Die Symptome sind jedoch so heftig, wie man sie noch nie erlebt hat, man spürt förmlich, wie der Körper gegen etwas sehr gefährliches kämpft - zwei Wochen Fieber und gleichzeitiges Ausschalten von Hunger, damit man sich nicht mit Verdauen belastet, sind ein erbitterter Kampf. Ich habe ihn gewonnen. Auch wenn ich jetzt noch kraftlos bin, bin ich sehr glücklich. Bitte nehmt dieses verdammte Biest nicht auf die leichte Schulter, schützt euch und eure Lieben - man weiß nie, wie heftig es einen erwischt.

Ich wünsche mir, dass die weltweiten Maßnahmen helfen, es in den Griff zu bekommen und dass wir Menschen, dann nicht einfach so weitermachen wie zuvor!

p.s. der Beitrag darf gerne geteilt werden

Marewski-Burk, Ni P Se-F: 00000000 AescuLabor  
AF 0500245135 EDTA: 00000000  
\* 00.00.0000 w ARCH: 00000000 22769 Hamb  
Eing: 20.03.20 10:36 T 334411-6  
Abn : 20.03.20 00:00 LgNr: 00000000 PxnNr: 0000  
Hinweise: keine L2L- keine MBOX Bitte auf A  
gedr.: ..... ..F...G. ... ..

+----- Alles - weitere Werte siehe unter F2  
FA-Fax fertig 20.03.2020 15:04 =  
GESU-Druck GA 20.03.2020 14:57 =  
GESU-FAX GA 20.03.2020 14:57 =  
Meldepfl. FA ok =  
interne Bemerk. =  
Tel. an 01778287262  
Mat1 Abstrich trocken =

Corona 2019-nCoV positiv =  
quant WUCORP 400000 =  
Hohe SARS-CoV2 RNA Konzentration [400.000 Genomäquiva  
Der Nachweis von SARS CoV2 RNA wurde bestätigt mit N  
die beide ein positives Ergebnis zeigten.

TXT Meldepfl. FA =  
Meldepflicht nach §7 des Infektionsschutzgesetzes.  
Der Befund wurde dem zuständigen Gesundheitsamt gemel  
Es besteht zusätzlich eine Meldepflicht für den behan  
Fax-Status OK 20.03.2020 14:58 =  
FMEL (427902055) 20.03.2020 14:58 Uhr erfolgreich (0)  
FAFE (334411609) 20.03.2020 15:07 Uhr erfolgreich (0)  
validiert von: =

Prof. Dr. med. H. H. Feucht

FRANKREICH IN DER CORONA-KRISE:

## Und ewig lockt „le Plan“

- EIN KOMMENTAR VON [CHRISTIAN SCHUBERT](#), PARIS
- -AKTUALISIERT AM 14.04.2020-19:31



Präsident Macron stellt in der Pandemie die internationale Arbeitsteilung in Frage. Geht das dauerhaft zu Lasten der Freiheit?

Sanitäre Krisen sind Sternstunden staatlichen Handelns. Persönliche Freiheit hat währenddessen für das öffentliche Wohl zurückzustehen. Doch sanitäre Krisen sind auch Ausnahmezeiten, an deren Ende – wenn die Gesundheitsgefahren gebannt sind – schnellstmöglich die Rückkehr zu normalen Verhältnissen stehen muss. Derzeit allerdings gibt es Anzeichen dafür, dass im Wechselspiel zwischen öffentlichen Eingriffen und individuellen Bewegungsspielräumen die Freiheits-Koordinaten dauerhaft verrückt werden. In einem Land wie Frankreich, das für staatliche Planungsideen und Protektionismus schon immer anfällig war, ist das aus der Nähe zu beobachten.

Der französische Präsident [Emmanuel Macron](#) hat am Montagabend eine neue staatliche Strategie angekündigt, die auf breiter Front zu Autonomie für „unser Europa“ führen soll. „Wir müssen eine landwirtschaftliche, sanitäre, industrielle und technologische Unabhängigkeit neu errichten“, sagte Macron. Bewusst nahm er das Wort „planifier“ in den Mund, das die Franzosen an die Zeiten der großen mehrjährigen Wirtschaftspläne der sechziger und siebziger Jahre erinnert, als der französische Staat konkrete technologische und makroökonomische Vorgaben mit einem eigenen Planungskommissariat vorantrieb. „Le Plan“ war das Symbol der staatlichen Hoheit und ihrer den Markt sehr sichtbaren lenkenden Hand.

Die Bilanz dieser Politik fällt nicht schmeichelhaft aus: Einzelne staatliche Unterpläne, wie jene zum Aufbau einer französischen Computerindustrie und zum Erhalt des Werkzeugmaschinenbaus scheiterten komplett. Auch der Industrieabbau, der sich in Frankreich seit Jahrzehnten vollzieht, spricht nicht für die Planungspolitik.

Stattdessen hat Frankreich heute nicht nur die höchsten Staatsausgaben in der Europäischen Union, sondern auch die höchste Steuerbelastung und eine Staatsverschuldung, die bald weit über 100 Prozent des Bruttoinlandsproduktes hinausschießt. Dennoch fehlen im Gesundheitssystem ausgeruhte, ordentlich bezahlte Krankenpfleger, es mangelt an Gesichtsmasken, Schutzanzügen und Tests, sodass sich das Virus weiter ausbreitet.

### Dann kamen die Aufstände der „Gelbwesten“

Macron will die alten Strategien sicherlich nicht einfach kopieren, doch Elemente davon dürfte er wiederbeleben. Er rief dazu auf, sich von alten Denkmustern zu verabschieden und räumte ein, dass er quasi täglich dazu lerne. Das lässt erahnen, dass der französische Präsident liberale Überzeugungen, die einst bis zu einem gewissen Grad sein Markenzeichen waren, aufgibt oder ihnen weniger Gewicht beimisst.

Diese Entwicklung passt zum Verlauf seiner Amtszeit. Macron begann mit einer beherzten Arbeitsmarktreform, die Unternehmen den Personalabbau erleichterte, senkte die Steuern für die Kapitalbesitzer und legte sich mit der Eisenbahnergewerkschaft an. Doch dann kamen die Aufstände der „Gelbwesten“, die mit ihren Protesten gegen eine Kohlendioxidsteuer seine ehrgeizigen Klima-Pläne durchkreuzten. Der Präsident antwortete mit höheren Staatsausgaben zur Aufbesserung der Niedriglöhne und brachte damit die Revolte zum Erliegen. Zunehmend prägt seither staatlicher Dirigismus sein Handeln. Diese Züge zeigten sich auch in der Rentenreform, die zu einem staatlichen Einheitssystem für alle führen soll, nun aber vorerst zurückgestellt ist.

Seit Macron im Amt ist, sieht er zudem, wie um ihn herum die Idee wirtschaftlicher Planbarkeit von oben herab um sich greift. Der amerikanische Präsident Donald Trump redet der Industriepolitik unter nationaler Flagge das Wort, die Chinesen sowieso, und auch in Deutschland finden die Franzosen etwa beim europäischen Plan einer eigenen Batterieproduktion für Elektroautos ihre Verbündeten.

Macron fordert das Prinzip des „Jeder für sich“ glücklicherweise nicht auf nationaler Ebene, dafür aber für Europa. Internationale Arbeitsteilung über die Kontinente hinweg steht bei ihm nicht mehr hoch im Kurs. Das ist bedenklich, denn sie hat bewiesenermaßen den Wohlstand weltweit erhöht – auch in Frankreich, dessen große Konzerne global erfolgreich sind. Spezialisierungsgewinne in verschiedenen Weltenregionen nutzen letztlich allen.

Deshalb muss das Prinzip der Offenheit erhalten bleiben. Niemand soll naiv sein und auf national-egoistische Strategien konkurrierender Staaten ohne Antworten bleiben. Europa muss an einem Strang ziehen, alleine schon um sich seine Verhandlungsmacht zu erhalten. Doch die Balance darf nicht zulasten wirtschaftlicher Freiheit und ihrer Innovationskräfte kippen. „Wir werden niemals alleine gewinnen“, sagte der Präsident am Montagabend. Diese Absage an Alleingänge sollte auch bedeuten, dass sich Hindernisse für den wirtschaftlichen Austausch auf ein Minimum begrenzen.

[Christian Schubert](#)

Wirtschaftskorrespondent in Paris.

WIEDERAUFBAU VON NOTRE DAME:

# Frankreichs verwundetes Herz blutet weiter

- VON MICHAELA WIEGEL, PARIS
- -AKTUALISIERT AM 15.04.2020-07:07



Vor einem Jahr brannte Notre-Dame. Präsident Macron kündigte damals an, die weltbekannte Kathedrale werde bis 2024 wiederaufgebaut. Doch dieses Ziel ist in weite Ferne gerückt.

Der Schock über den Brand in der Kathedrale Notre-Dame von Paris sitzt ein Jahr später noch tief. Der Fünf-Sterne-General Jean-Louis Georgelin nennt das beschädigte Gotteshaus das „verwundete Herz unserer Nation“. Den früheren Generalstabschef der Armee hatte Präsident Emmanuel Macron aus dem Ruhestand zurückbeordert, um einen höchst ehrgeizigen Instandsetzungsplan zu überwachen.

Binnen fünf Jahren, so des Präsidenten Ziel, sollte die Kathedrale für die Gläubigen und Besucher aus aller Welt wieder hergestellt sein. Doch sein vollmundiges Versprechen, pünktlich zu den Olympischen Sommerspielen in Paris 2024 das Bauwerk der Welt zu präsentieren, ist neuer Vorsicht gewichen. Unter dem Eindruck der Corona-Krise forderte Macron am Montagabend zu einem Umdenken auf. Es gelte, die Fähigkeit wieder zu erlernen, in langen Zeiträumen zu denken. „Wir sind verwundbar, das hatten wir vergessen“, sagte er.

Seit Mitte März ruhen die Bauarbeiten an der Kathedrale. Die Ermittlungen zur Brandursache stocken. Es werde wohl nie gänzlich geklärt werden können, wie es zu der Katastrophe kam, sagte General Georgelin kürzlich. Der Bauleiter muss sich mit Durchhalteparolen begnügen. Schon die hohen Bleiwerte im Inneren der Kathedrale hatten den Zeitplan verzögert und aufwendige Schutzmaßnahmen für die Bauarbeiter notwendig gemacht. Sie müssen Schutzanzüge tragen und nach jedem Aufenthalt im bleiverseuchten Inneren duschen.

## **Bleibelastung versus Kontaktsperren**

Am Rand der Baustelle wurden behelfsweise Duschkabinen aufgestellt. Die Corona-Krise aber hat die Terminplanung vollends durcheinandergebracht. Der wortgewaltige General klingt inzwischen bescheiden und spricht von Demut angesichts der Herausforderungen. „Wir wachen und werden nicht schläfrig. Wir wollen bereit sein und die Arbeit aufnehmen, sobald dies wieder möglich ist“, sagte er. Doch die Regeln, um die Arbeiter vor der Bleibelastung zu schützen, und das neue Abstandsgebot sind schwer miteinander vereinbar.

Ursprünglich sollten die insgesamt 500 Tonnen schweren und teils durch den Brand miteinander verschmolzenen Stangen des Stahlgerüsts an der Fassade binnen vier Monaten bis zum Sommer abgebaut werden. Die Facharbeiter, die teils in 40 Meter Höhe Gerüstteile auseinander trennen und wegschaffen

sollten, unterliegen jedoch den strikten Kontaktsperren und können nicht eingesetzt werden. Auch die Reinigungsarbeiten im Inneren sind in Verzug geraten.

Das liegt nach den Worten Georgelins daran, dass viele der Handwerker und Fachkräfte aus anderen Landesteilen auf Campingplätzen in der Umgebung von Paris untergebracht waren, die den sozialen Abstandsregeln nicht gerecht werden. Es wird damit immer unwahrscheinlicher, dass die Aufräum- und Abbauarbeiten zum Jahresende abgeschlossen sind, und die eigentlichen Restaurierungsarbeiten wie geplant im nächsten Jahr beginnen.



Der Pariser Erzbischof Michel Aupetit am Karfreitag bei einer Andacht in Notre-Dame :Bild: dpa

Aber was ist ein Jahr, wenn es darum geht, „das wunderbare Erzeugnis der gesammelten Kräfte einer Zeit“ (Victor Hugo) wiederherzustellen? Der Schriftsteller trug mit seinem in der „Revue des Deux Mondes“ veröffentlichten Essay „Krieg den Zerstörern“ maßgeblich dazu bei, in Frankreich das Bewusstsein für die Bewahrung des kulturellen Erbes zu schärfen. Mit Hugos Roman über den „Glöckner von Notre-Dame“ wurde die Kathedrale erst zum gefühlten „Herzen“ Frankreichs. „Der einzelne Mensch und der Künstler verschwinden vor diesen Riesenwerken, die keines Schöpfers Namen tragen; der menschliche Geist in seiner Gesamtheit prägt sich in ihnen aus. Die Zeit ist der Baumeister, das Volk ist der Maurer“, schrieb Hugo.

### **Wie ein Außerirdischer im Kulturbetrieb**

Baumeister Georgelin besucht einmal in der Woche die Kathedrale. Nur sein Büro, das ihm der Präsident in der früheren Kapelle des Elysée-Palastes hat einrichten lassen, bleibt während der Quarantäne meistens leer. Im französischen Kulturbetrieb wird Georgelin weiterhin wie ein Außerirdischer beäugt. „Wären Sie umgekehrt nicht auch erstaunt, wenn ein Museumsdirektor zum Heereschef ernannt würde“, fragte ihn ein sozialistischer Senator jüngst bei einer Anhörung im Kulturausschuss. Geradezu ungehalten äußerten sich mehrere Senatoren darüber, wie der General den Chefarchitekten der Kathedrale, Philippe Villeneuve, angeherrscht hatte.

Als Villeneuve sich kürzlich dafür aussprach, den eingestürzten Vierungsturm Viollet-le-Ducs originalgetreu wieder aufzubauen, schmetterte Georgelin ihn mit einem „Maul halten!“ ab. Er habe ein auskömmliches Verhältnis zu dem Chefarchitekten, sagte der General später, „er mag meine klare Sprache“. Des übrigen sei er selbst überrascht gewesen, als Macron ihn nach dem Brand zu sich bestellte: „Aber ich bin ein Soldat, wenn man mir sagt, geh, dann gehe ich!“. Die Wahl sei auf ihn gefallen, so der 71 Jahre alte Militär, weil er katholischen Glaubens sei, hohe Verantwortung im Staat getragen habe und „ein Mann von Autorität“ sei. Er hätte hinzufügen können, dass sich viele seiner Landsleute in Augenblicken der Erschütterung nach einem General sehnen, der wie einst Charles de Gaulle einen verloren geglaubten Kampf aufnimmt.

Die Brandkatastrophe hat ein Land getroffen, das sich seiner Berufung als „älteste Tochter der Kirche“ nicht mehr sicher ist. Die Zahl der Gläubigen ist seit Jahren rückläufig, es fehlt an Priesternachwuchs und die strukturierende Kraft des Katholizismus in der Gesellschaft nimmt ab. Der Parlamentsseelsorger Laurent Stalla-Bourdillon sprach „von der Summe unserer Versäumnisse“, die durch den Brand offenbar geworden

seien, und zählte „blindes Vertrauen in die Technik, Personalabbau und mangelndes Bewusstsein für die Verletzlichkeit jeder Schöpfung“ auf.

Seine Thesen erhalten durch die Pandemie einen besonderen Nachhall. „Wir sind in dieser halb eingestürzten Kathedrale, um zu sagen, dass das Leben immer noch da ist“, sagte der Pariser Erzbischof Michel Aupetit bei einer Andacht am Karfreitag. Zwei Schauspieler trugen Texte vor, begleitet vom Violinisten Renaud Capucon.

Der Erzbischof im Bleischutzanzug unter dem Messgewand verneigte sich vor der Dornenkrone, die aus der brennenden Kathedrale gerettet worden war. Der Kaplan der Pariser Feuerwehr, Jean-Marc Fournier, hatte den Flammen getrotzt und war gemeinsam mit Feuerwehrleuten zu dem Schaukasten gestürzt, um die Dornenkrone zu retten.

Fournier wusste genau, wo sich die bedeutende Reliquie befand, auch wenn er nicht über den Sicherheitscode für den Kasten verfügte. Der Kaplan, der zum Ritterorden vom Heiligen Grab zu Jerusalem gehört, ließ den Kasten aufbrechen, es zählte jede Sekunde. Feuerwehrleute bildeten eine Menschenkette, um auch andere Artefakte wie einen Nagel und einen Splitter des Kreuzes Jesu Christus so schnell wie möglich in Sicherheit zu bringen.

## Keine hängenden Gärten auf dem Kirchendach

Die Dornenkrone soll Jesus Christus bei seiner Kreuzigung getragen haben. Der französische König Ludwig IX., „der Heilige“, kaufte sie 1238 dem byzantinischen Kaiser ab, um seinen Status als christlicher König zu untermauern. Der Historiker Camille Pascal erinnerte jetzt im Fernsehen daran, dass der Kaufpreis damals den königlichen Einnahmen eines ganzen Jahres entsprochen habe und den Status Frankreichs als auserwählte christliche Nation festigen sollte. Notre-Dame diente zunächst nur als provisorischer Lagerort, die Dornenkrone war für die Sainte-Chapelle bestimmt.

Die Krone blieb bis zur Französischen Revolution dort, lagerte dann eine Zeit lang in der Bibliothèque Nationale und wurde unter Napoleon der Kathedrale Notre-Dame übergeben. Für die Aufbewahrung wurden damals neue kostbare Reliquiare angefertigt, eines im Auftrag von Napoleon, ein anderes aus juwelenbesetztem Bergkristall nach Entwürfen von Eugene Viollet-le-Duc. Zumindest am Fernsehschirm konnten die Franzosen das gerettete Relikt bewundern.

Die extravaganten Modernisierungspläne für Notre-Dame haben einer Rückbesinnung auf das Bewährte Platz gemacht. Die tollkühnen Pläne von hängenden Gärten oder einem Glasdach mit Schwimmbad wirken schon jetzt überholt, da Frankreich über die Langzeitschäden des wirtschaftlichen Lockdowns nachdenkt. General Georgelin weist allerdings Mutmaßungen zurück, für den Wiederaufbau könne es an Geld mangeln. Von den Spendenzusagen in Höhe von 901 Millionen Euro sind bislang 188 Millionen Euro eingegangen. Georgelin rechnet nicht damit, dass es zu größeren Ausfällen kommen kann. „Die meisten Spendenzusagen sind juristisch abgesichert“, sagte er. Er sei nicht beunruhigt. „Es gibt Werke, die überstehen alle Krisen.“

### Wie sich das Feuer ausbreitete

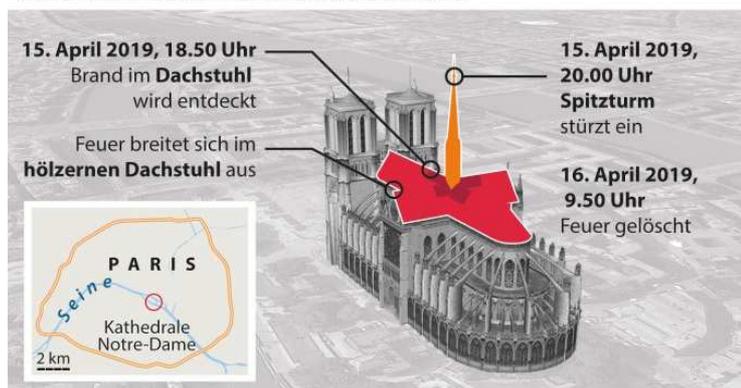


Bild: dpa, Google Earth

# «Travailler un peu plus» : le Medef renonce à son idée, vivement critiquée

«Indécente», «vieilles lunes», «provocations», «choquante»... La suggestion de Geoffroy Roux de Bézieux de «travailler plus» après l'épidémie de coronavirus a rencontré une opposition vigoureuse.

Par **Wladimir Garcin-Berson**

Publié hier à 13:45, mis à jour hier à 14:44

Le président du Medef à la sortie d'une rencontre à Matignon, en décembre dernier. *Sébastien Soriano/Le Figaro*

C'est une petite phrase, prononcée par le patron du Medef dans nos colonnes, qui a déclenché un tollé au cours du week-end. [Dans un entretien accordé au Figaro](#), Geoffroy Roux de Bézieux est revenu sur la facture globale de la crise, en expliquant qu'il faudra «*bien se poser la question tôt ou tard du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise et faciliter, en travaillant un peu plus, la création de croissance supplémentaire*». Pour le chef de l'organisation patronale, ce coup de pouce supplémentaire permettra d'encaisser efficacement le choc, en remettant en marche rapidement la machine économique française.

Le représentant du Medef a semblé faire machine arrière ce mardi, sans renoncer toutefois entièrement à son idée. «*Cela ne peut se faire que dans le dialogue social*», mais, pour l'heure, «*le débat est clos, d'une certaine manière, car les syndicats ont tous répondu plus ou moins fortement qu'il n'en était pas question*», a-t-il concédé. Il a cependant appelé à ce qu'un «*espace de discussion*» soit ouvert à la rentrée sur ce sujet, qui reviendrait à «*travailler plus pour gagner plus*». «*Ce n'est pas un sacrifice, c'est un coup de collier*» mis en place en accord avec les partenaires sociaux et dans le respect de la loi, avait précisé plus tôt le président délégué de l'organisation, Patrick Martin.

La proposition du chef du Medef a entraîné de fortes oppositions depuis samedi. Elle a d'abord déclenché des réactions contrastées au sein de l'exécutif. Ce week-end, la secrétaire d'État Agnès Pannier-Runacher a semblé approuver les déclarations du Medef, en déclarant qu'il faudrait «*probablement plus travailler que nous ne l'avons fait avant*» afin de «*rattraper ce mois perdu*». Son cabinet a toutefois précisé ces propos, en ajoutant qu'il ne s'agissait pas d'une «*réponse aux propos du président du Medef*» mais d'un constat sur la situation «*des indépendants et des petites entreprises*».

Mardi, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a quant à lui qualifié la proposition de travailler plus de «*drôle d'idée*» : «*il faut faire preuve d'un effort de solidarité, entre les entreprises, entre les entreprises et leurs sous-traitants*», a-t-il avancé, ainsi qu'un effort de «*justice*» en se penchant sur les revenus des plus modestes. Après la crise, un «*effort d'imagination*» devra également être fait pour penser la société de

demain et un modèle économique durable, autonome. L'idée de modifier «*le temps de travail, les jours fériés et les congés payés*» n'a pas été soutenue par le chef de Bercy.

À l'inverse, la CPME [a appuyé](#) la réflexion du Medef, estimant que le sujet méritait d'être débattu. «*Il faudra peut-être se poser à un moment la question : qu'est-ce que je peux faire moi avec mon entreprise, en tant que salarié, pour donner à mon pays ce qu'il m'a donné dans un moment difficile. On peut très bien imaginer que demain, collectivement, il faille se poser cette question, parce que la dette sera tout sauf virtuelle*», a prévenu son président, François Asselin, ce mardi.

## **Le Medef se heurte au front unanime des syndicats**

En face, l'opposition des syndicats à de telles modifications est puissante et unanime. La question des moyens de payer la crise doit attendre, considèrent les organisations, qui soulignent la nécessité de protéger les salariés avant tout. [Dimanche](#), le chef de la CFDT, Laurent Berger, a qualifié l'idée de Geoffroy Roux de Bézieux de «*totalelement indécente*». Parlant de «*vieilles lunes qui reviennent*», il a contesté vigoureusement la rhétorique patronale, expliquant qu'il s'agissait d'une «*polémique indigne*» et d'une «*grosse erreur*». Pour lui, les travailleurs sont déjà en train de «*payer le coût de cette crise*». «*On verra si on y revient dans les années à venir*», a-t-il toutefois nuancé. Même constat [du côté de l'Unsa](#) : Laurent Escure a dénoncé des «*provocations [...] prématurées*», qui mettent en danger l'union nationale au moment où le pays a besoin de «*se serrer les coudes pour affronter la crise actuelle et la crise économique et sociale de demain*».

Le chef de file de Force ouvrière, Yves Veyrier, [s'est emporté](#) contre une proposition «*choquante et déplacée*», alors que «*beaucoup de salariés sont mobilisés H24, notamment dans le secteur de la santé*». La priorité, a-t-il ajouté, doit être de «*s'assurer que toutes les conditions de garanties de la santé des salariés sont assurées*». [Sur Twitter](#), le secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires, Simon Duteil, a fustigé «*ceux qui veulent nous pressurer un max pour maintenir leur taux de profit*», appelant chacun à «*se battre et imposer un autre avenir*».

La CGT a également redit, [dans une lettre ouverte](#) adressée à Emmanuel Macron, son opposition «*aux mesures dérogatoires au Code du travail dans les domaines du temps de travail*» décidées ces derniers jours par l'exécutif. Le chef du syndicat, Philippe Martinez, a [condamné la proposition](#) du Medef en renvoyant la balle au patronat : «*Le moment venu, on retournera bosser, mais on bosse déjà beaucoup*, a-t-il rétorqué. *Il faudra peut-être demander à ceux qui ont beaucoup d'argent, les banques, les assurances de faire ces mêmes efforts de solidarité pour aider à relancer la machine économique*». Pour le représentant, «*le Medef demande toujours des efforts aux mêmes personnes mais jamais à eux*», un point qu'il faudra «*corriger*» en sortant de la crise.

Pour les organisations, la réflexion avancée par le Medef est avant tout prématurée, sinon déplacée. [Dans l'Humanité](#), François Hommeril, patron de la CFE-CGC, explique ainsi que «*la priorité numéro un, c'est de s'assurer que toutes les conditions de garantie de la santé des salariées sont assurées, pour ceux qui travaillent aujourd'hui comme pour ceux qui reprendront demain*».

## La polémique rebondit chez les politiques

Ces dernières heures, la polémique a également pris un tour politique. Plusieurs responsables ont ainsi exprimé leur désaccord. «*On veut rendre fous les Français ? On veut les rendre fous de colère ?*», s'est interrogé le président (LR) des Hauts-de-France, Xavier Bertrand. Et d'ajouter qu'il était «*farouchement opposé à l'idée de faire payer la facture aux salariés*». À gauche, le chef du Parti socialiste, Olivier Faure, a fustigé le «*cynisme du Medef*», qui utilisait «*une crise sanitaire mondiale pour expliquer que ça va être l'occasion de rogner sur les droits des salariés*». La députée (LFI) Clémentine Autain a quant à elle souligné «*l'obsession des dominants à vouloir relancer la machine comme avant [...] avec son injustice crasse et son temps court*». Le porte-parole du PCF, Ian Brossat, a dénoncé une proposition «*profondément choquante*», quand son parti dénonçait «*les mines de sel pour tous*».

À droite, toutefois, le sénateur (LR) Bruno Retailleau a assumé une position impopulaire, en déclarant qu'«*on ne se tire des épreuves, individuelles ou collectives, que par un surcroît d'efforts*». «*Pour se relever, la France devra fournir une quantité de travail supérieure*», a-t-il estimé, ajoutant que «*tout le monde devra faire des efforts, les entreprises comme les salariés*». Le Medef a donc encore du chemin à faire avant de convaincre les différents acteurs du bien-fondé de sa proposition.

# „Bis Ende des Jahres werden wir einen Impfstoff haben“

Stand: 14.04.2020 | Lesedauer: 5 Minuten

Quelle: Barcroft Media via Getty Images

**Frankreichs Lockdown ist härter als der deutsche – zuletzt wurde er um vier Wochen verlängert. Deutschland aber steht vor einer Lockerung. Woher kommt dieser Unterschied? Der wichtigste virologische Berater Macrons hat im Gespräch mit WELT mehrere Erklärungen.**

Jedes Land hat seinen Drogen. Frankreich hat Jean-François Delfraissy. Wenn man den französischen Mediziner und Infektiologen danach fragt, warum die Nachbarländer Deutschland und Frankreich so unterschiedlich von der Corona-Epidemie betroffen sind, antwortet er ähnlich bescheiden wie sein deutscher Kollege. „Dieses Virus gibt uns noch immer große Rätsel auf. Es gibt Dinge, die man erklären kann, andere nicht.“

Delfraissy, Präsident des Wissenschaftskomitees, das den französischen Präsidenten Emmanuel Macron seit Anfang März in der Corona-Krise berät und dessen jüngste Entscheidung für eine Verlängerung der strengen Ausgangssperre um weitere vier Wochen maßgeblich beeinflusst hat, hält seine Treffen und Interviews nur noch per Videokonferenz ab.



Der Immunologe Jean-Francois Delfraissy

Quelle: AFP

Auf dem Computerbildschirm hat der Franzose vage Ähnlichkeit mit Daniel Barenboim. Wie Letzterer ist der 71-jährige Delfraissy auf seinem Arbeitsgebiet eine weltweit anerkannte Größe, der Infektologie. Vor allem in der Bekämpfung von Aids hat sich der Mediziner einen Namen gemacht. Während der Ebola-Epidemie in Afrika hat er die Hilfsaktionen der französischen

Regierung koordiniert. Zwei Jahre später wurde er zum Präsidenten des nationalen Ethikkomitees berufen.

Im Gespräch mit WELT identifiziert Delfraissy drei große Herausforderungen für Frankreich, die ahnen lassen, dass ein Sieg über das Virus noch in weiter Ferne ist. Erstens, die Durchseuchung der Bevölkerung sei mit vermutlich zehn Prozent viel geringer als erwartet.

Zweitens schätzt er die Zahl der Franzosen, die durch Alter, Vorerkrankungen oder Übergewicht besonders gefährdet sind, auf 17 Millionen Menschen. Drittens besteht der Verdacht, und das ist die schlechte Nachricht, dass eine Infektion mit dem Coronavirus nicht für langfristige Immunität sorgt.

„Uns werden immer mehr Fälle von Zweitinfektionen aus China und Korea berichtet. Bis vor wenigen Tagen sind wir davon ausgegangen, dass seropositive Menschen schützende Antikörper besitzen. Jetzt verdichten sich Hinweise, dass die Lebensdauer dieser Antikörper sehr kurz ist.“ Aber Delfraissy hat auch eine hoffnungsvolle Botschaft: „Ich bin sicher, dass wir bis Ende des Jahres einen Impfstoff haben werden.“ Nicht nur die wissenschaftliche Intelligenz sei größer als die des Virus, auch gegen „zivilgesellschaftliche Klugheit“ habe es langfristig keine Chance.

Als das Corona-Komitee am 10. März berufen wurde, hat Delfraissy darauf bestanden, dass es nicht nur mit Medizinern, Mathematikern und Epidemiologen besetzt ist, sondern auch mit einem Soziologen, einem Politologen, einer Anthropologin und der Vertreterin einer Nichtregierungsorganisation, die weltweit im Kampf gegen Armut aktiv ist und sich für soziale Gleichheit starkmacht.

„Denn die Ausgangssperre hat nicht nur ökonomisch, sie hat auch sozial einen sehr hohen Preis.“ Eine Alternative zur Verlängerung des Lockdowns sieht er dennoch nicht: „Wir dürfen nicht mittendrin aufgeben. Das Virus kommt wieder. Unser Ziel ist jetzt, die Verbreitung zu verlangsamen und uns besser auf weitere, unvermeidliche Wellen vorzubereiten.“

Dass die Lockdown-Maßnahmen in Frankreich so streng und so lang sind, begründet Delfraissy mit der Überlastung des Gesundheitssystems, die angesichts hoher Infektionszahlen drohte. „Frankreich war nicht ausreichend vorbereitet. Der Lockdown war eine schlechte Lösung, aber die beste aller schlechten Optionen.“

Den wesentlichen Unterschied zwischen Frankreich und Deutschland sieht er darin, dass sich das Virus in Frankreich sehr viel früher und sehr viel schneller verbreitet hat. Die Ansteckungsrate hat in Deutschland nie das gleiche Ausmaß erreicht. Bevor Macron Mitte März die Ausgangssperre verhängte, lag sie bei 3,5. Jeder infizierte Franzose stecke durchschnittlich zwischen drei und vier weitere Personen an. Jetzt liegt die Kennzahl etwa bei eins.

Anfang Mai, so hofft man, dürfe sie bei 0,7 bis 0,8 liegen. Erst ein Wert deutlich unter eins könne für die Auflösung der Ausgangssperre sorgen. „Das heißt, die Deutschen werden aus ihrer weniger strengen Ausgangssperre wahrscheinlich mit einem Verbreitungsfaktor von 0,5 kommen“, so Delfraissy, „und sind damit sehr viel besser für eine Lockerung gewappnet als wir. Umso besser für sie!“

Allein die Verbreitungsgeschwindigkeit zu bremsen, reiche indes nicht, um zur Normalität zurückzufinden. Auch Delfraissy orientiert sich am südkoreanischen Vorbild, hält aber den Einsatz digitaler Überwachungsmethoden für überschätzt. Wichtiger seien „spezielle Brigaden, Teams aus mindestens 20.000 Bürgern“ wie in Südkorea, die rekrutiert werden, um Infektionswege zurückzuverfolgen, Kontaktpersonen ausfindig zu machen und dann zu isolieren.

Stark kritisiert Delfraissy, dass die Europäer bislang versäumt hätten, ihre Kräfte zu bündeln und sich selbst die Wissenschaftskomitees zu wenig austauschen würden. Auch bei der Aufhebung der Ausgangssperre sei die Koordination zwischen den Europäern wesentlich. „Alles andere wäre ein Desaster, nicht nur sanitär, sondern auch politisch und sozial. Wir Bürger blicken zu den Nachbarn und akzeptieren Einschränkungen viel besser, wenn wir sehen, dass die Politik in den Nachbarländern zu denselben Schlüssen kommt.“

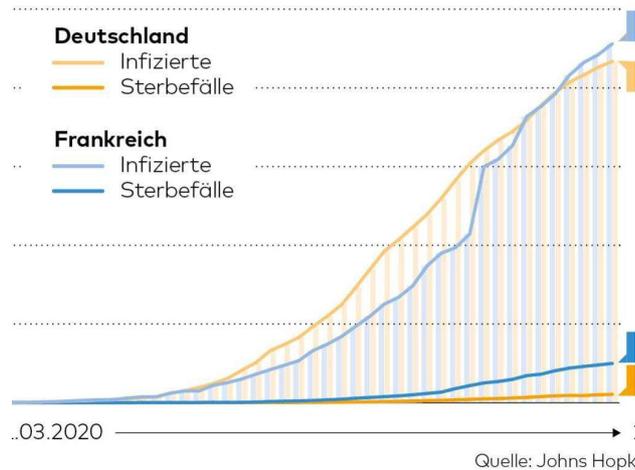
Dass sich Deutschland bislang sehr viel besser gegen die Epidemie zu behaupten gewusst hat, hängt für den französischen Mediziner vor allem mit der technischen Überlegenheit zusammen. „Deutschland hat sehr viel früher und sehr viel flächendeckender getestet und dann die Infizierten isoliert. Das ist in einem ganz anderen Maßstab geschehen als bei uns. Ich kann wieder nur sagen: umso besser für die Deutschen. Aber abwarten, ob es dabei bleibt.“

Eine zweite Erklärung sei ein dummer Zufall: das einwöchige Treffen einer evangelischen Freikirche in elsässischen Mülhausen. „Bis zu dieser Zusammenkunft war Frankreich etwa in derselben Situation wie Deutschland. Wir hatten das Gefühl, die Epidemie in weiten Teilen zu kontrollieren. Doch der Seuchenherd von Mülhausen hat für eine Explosion gesorgt. Unser

Kontrollsystem war überfordert. Wir waren plötzlich in der Situation, dem Virus hinterher zu jagen, der sich im ganzen Land ausbreitete.“

Wie die Verfolgungsjagd ausging, weiß man heute: Obwohl sich die offiziellen Zahlen der Infizierten zwischen beiden Nachbarländern nicht viel nehmen, ist die Dunkelziffer bei den französischen Nachbarn sehr viel höher.

### -Fälle in Deutschland und Frankreich



Quelle: Infografik WELT

Mit Beginn der Ausgangssperre am 17. März standen den Medizinern täglich 3000 Tests zur Verfügung. Zu diesem Zeitpunkt waren in Deutschland nach Einschätzung der akkreditierten Labore in der Medizin (ALM) bereits mehr als 400.000 Tests durchgeführt worden.

Frankreich habe inzwischen aufgeholt, versichert Delfraissy. Derzeit werden täglich 30.000 Menschen getestet, bis Ende April sollen es 100.000 sein. Am Ende der Ausgangssperre am 11. Mai soll es für jeden, der Symptome der Krankheit aufweist, einen Test geben. Das hat der Präsident Macron den Franzosen versprochen.

## ETATISMUS

# Frankreichs Krieg

Stand: 14.04.2020 | Lesedauer: 13 Minuten

Von Géraldine Schwarz



Die Autorin und Dokumentarfilmerin Géraldine Schwarz

Quelle: REUTERS/Christian Hartmann; dpa Picture-Alliance / Pontus Lundahl/TT

Die Franzosen reden von Kampf und Feind, die Deutschen geben sich zögerlich. Als Französin überrascht mich das nicht. Doch nationales Pathos kann auch wirksam sein.

Zwei Wochen lang war ich mit meiner Mutter und meiner Schwester in der Nähe von Paris eingesperrt, dann kehrte ich nach Berlin zurück, wo „nur“ ein Kontaktverbot besteht. Bereits in Friedenszeiten ist der Kontrast zwischen den beiden Hauptstädten auffallend, aber in „Zeiten des Krieges“, um Präsident Macrons beliebte Metapher zu verwenden, ist er eklatant.

Normalerweise vermeide ich es, fernzusehen, um nicht in den Strudel apokalyptischer Bilder unzähliger Weltkatastrophen zu geraten. Doch in Krisenzeiten kommt man in Frankreich an diesem von den staatlichen Institutionen bevorzugten Kommunikationsmittel nicht vorbei, erst recht nicht, wenn eine Fernsehansprache des Präsidenten der Republik angekündigt wird, eine alte französische Tradition.

## Blattgold und Holzvertäfelung

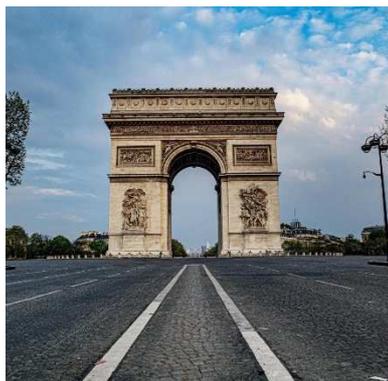
Um Punkt 20 Uhr erscheint auf dem Bildschirm die beleuchtete Fassade des noblen Élysée-Palastes, begleitet vom Klang der französischen Nationalhymne, dann

deklamiert Emmanuel Macron vor einer mit Blattgold verzierten Holzvertäfelung seine „Rede an die Nation“. Zig Millionen Franzosen sitzen in ihrem Wohnzimmer und schauen zu.

Die erste Ansprache zum Coronavirus am 12. März überzeugte mich. Eine kluge Mischung aus Wohlwollen und Entschlossenheit, Klarsicht und Hoffnung, reich an Pädagogik und mit dem erklärten Willen, die Bürger in die Verantwortung zu nehmen. Als Krönung dieses gewisse Etwas, das deutschen Politikern manchmal abgeht.

„Ich zähle auf Sie alle, um als Nation zusammenzustehen, um das Beste aus sich herauszuholen, um jene großzügige Seele zu enthüllen, die es Frankreich in der Vergangenheit ermöglicht hat, sich den schwierigsten Prüfungen zu stellen.“ Solch ein Pathos bewegt auch nicht besonders patriotische Franzosen wie mich dazu, plötzlich die Marseillaise singen und den Boden Frankreichs küssen zu wollen.

Hinzu kommt die Kühnheit einer Vision: „Morgen müssen wir die Lehren aus dem, was wir durchleben, ziehen: das Entwicklungsmodell infrage stellen, dem unsere Welt seit Jahrzehnten verpflichtet ist und das am helllichten Tag seine Schwächen offenbart; die Schwächen der Demokratie infrage stellen.“ Ich begrüße den Mut dieses Anspruchs, den ich bei der bodenständigen Angela Merkel manchmal vermisse: die Menschen anzuregen, über den Sinn der Dinge und einen Wandel für die Zukunft zu reflektieren.



Menschenleere Straßen in Paris

Quelle: Barcroft Media via Getty Images

Wenige Tage später verkündete Macron die Ausgangssperre, ohne das Wort selbst auch nur einmal zu erwähnen. Ich wäre fast vom Stuhl gefallen, als ich ihn sechs Mal „Wir sind im Krieg“ betonen hörte, in einer mehr als 20-minütigen theatralischen Fernsehansprache, die den Eindruck erweckte, als ob Macron schon immer insgeheim

die Rolle eines Kriegsherrn à la Georges Clemenceau oder General de Gaulle übernehmen wollte.

Vielleicht blieb ihm nicht viel mehr übrig, als zu dramatisieren, um die Franzosen, die nicht in erster Linie für ihre Disziplin bekannt sind, von der Notwendigkeit einer strengen Einschränkung der Bewegungsfreiheit zu überzeugen. Zumindest auf meine Mutter hatte er eine starke Wirkung. Davor war es ein täglicher Kampf, sie davon abzuhalten, wie üblich jeden Morgen auf den Markt zu gehen, um frisches Gemüse und Käse zu kaufen, bei ihrem Lieblingsmetzger vorbeischaun und natürlich bei der Bäckerei ihr Baguette zu holen.

## Manchmal sind die Regeln lächerlich

Seitdem gibt es nur noch das Einkaufen im Drive-in-Supermarkt. Und eine Stunde am Tag das Spazieren in der Nachbarschaft für „l'exercice physique“, wie Macron so schön sagt – „körperliche Betätigung“.

Manchmal grenzen die Regeln ans Lächerliche. Jedes Mal, wenn ich einen Fuß vor die Tür setzte, musste ich ein neues von mir unterschriebenes Dokument mit Datum, Zeit und Ort versehen, um mich selbst zu autorisieren auszugehen. In einem Fernsehbericht sah ich, wie Polizeibeamte an einer wilden Küste in der Bretagne von einer spazierenden Familie verlangten, sich zu trennen: je ein Elternteil mit einem Kind. Aber zu Hause können sie ruhig alle zusammensitzen.

Einige Verbote verwundern mich: in den tiefen Wald zu gehen; auf dem Gipfel eines einsamen Berges zu meditieren. Sogar einsam im Meer zu schwimmen oder zu surfen, ist untersagt, als ob man sich im Meerwasser anstecken könnte.

## Der „unsichtbare Feind“

Zu Hause, wo man eingesperrt sitzt, um dem „unsichtbaren Feind“ (Macron) zu entkommen, wird man am Ende doch vom Virus eingeholt, und zwar über die Medien, die einen mit ihrem unaufhörlichen Strom an Informationen, Aussagen, Kommentaren über das Coronavirus schnell betäuben und in existenzielle Panik versetzen.

Meine Ankunft in Berlin habe ich als Befreiung erlebt. Im Radio wird Bach gespielt und über eine seltene Art von fliegenden Fischen gesprochen; ein Autor liest aus seinem neuen Buch, und ein amerikanischer Missionar erzählt von seinen Qualen als Gefangener in Nordkorea. Ich muss auf die Nachrichten warten, um wieder etwas vom „Coronavirus“ zu hören.

Die Menschen lächeln auf den Straßen, entspannen sich in Parks, spielen Tischtennis oder fahren Fahrrad, ohne vor vorbeifahrenden Polizisten aus Angst, für einen Gesetzesbrecher gehalten zu werden, zu erschrecken.

Vielleicht wird die Geschichte Angela Merkel dafür verurteilen, dass sie keine bundesweite Ausgangssperre verhängt hat. Vielleicht wird sie dafür gefeiert werden. Doch eines zeichnet sich bereits ab: Die Corona-Epidemie offenbart, wie unterschiedlich Demokratien wie in Frankreich und Deutschland auf Krisen reagieren und wie unterschiedlich ihre politischen Kulturen sind.



Merkel pflegt einen ganz anderen Stil

Quelle: dpa

In Frankreich hat die Krise ein altes Muster der Machtausübung an die Oberfläche gebracht: den „Etatismus“, ein Konzept staatlicher Bevormundung, dessen mächtigster Vertreter General de Gaulle war. Die meisten Franzosen haben in der Schule die Vorzüge des französischen Wohlfahrtsstaates aufsaugen müssen und vom Staat als fürsorgendem Vater und weisem Entscheider, der das wirtschaftliche, soziale und kulturelle Leben gewährleistet, gehört. Vorausgesetzt, man lässt den Präsidenten in Ruhe arbeiten und stellt nicht allzu viele Fragen.

## Mitterrand hasste Transparenz

Das Staatsoberhaupt während meiner Jugend, François Mitterrand (1981–1995), liebte Geheimnisse und hasste Transparenz, ganz nach dem Rat des Kardinals de Retz (17. Jahrhundert): „Aus der Ambiguität befreit man sich nur zu seinem Schaden.“ Diese vom Staat ausgehende, die Bürger infantilisierende Autorität durchdrang die gesamte Gesellschaft. Sowohl im Studium als auch zu Beginn meiner beruflichen Laufbahn habe ich oft unter Autoritätsmissbrauch und starren hierarchischen Verhältnissen, die wenig Eigeninitiative und Verantwortungsbewusstsein zuließen, gelitten.

Später begann sich dieser Geist nach und nach zu ändern. Der Staat sollte moderner und effizienter, sein Protektorat über die Gesellschaft schwächer und vor allem die öffentlichen Ausgaben vermindert werden. Aber aus Furcht vor dem Widerstand vieler Franzosen gegen Reformen vermied es die Staatsführung, diese Ziele klar zu kommunizieren.

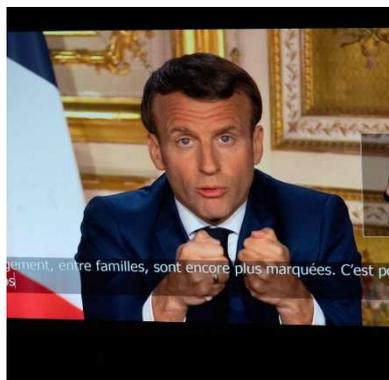
Emmanuel Macron führte einen neuen, sehr direkten Stil im Umgang mit der Öffentlichkeit ein: „Wir stecken eine verrückte Summe Geld in die Mindestsozialleistungen“ ; „Der beste Weg, um sich einen Anzug leisten zu können, ist zu arbeiten“; und zu einem arbeitslosen Gärtner sagte er: „Ich brauche nur über die Straße zu gehen und finde Ihnen einen Job.“

Der Ton mag arrogant und ungeschickt sein, aber die Botschaft ist klar: Wohlfahrtsstaat war gestern, in der globalisierten Welt muss jeder wirtschaftliche Verantwortung für sich selbst übernehmen und aufhören, alles vom Staat zu erwarten. Mit anderen Worten: Macron fordert einen grundlegenden Mentalitätswandel.

Für einen Teil der „veränderungsresistenten Gallier“, wie er sein Volk einst beschrieb, wurde der Präsident zur gehassten Verkörperung einer angeblich antisozialen Politik. Der Hass auf Macron erreichte seinen Höhepunkt mit der Gelbwestenbewegung und Ende 2019 mit einem massiven Bahnstreik gegen eine geplante Rentenreform. Demonstranten verbrannten Macron-Bilder und schwenkten seinen Kopf auf Spießen, ein symbolisches Remake der Französischen Revolution.

Dann kam das Coronavirus, und Macrons Beliebtheitswerte stiegen innerhalb weniger Tage um bis zu 14 Punkte. Das Zusammenrücken einer Gesellschaft um ihren politischen Führer ist kein ungewöhnlicher Reflex in Krisenzeiten. Die Trendwende ist aber auch auf eine radikale Änderung der Rhetorik des Präsidenten zurückzuführen.

Seit Beginn der Krise habe ich Macron immer wieder den Staat als allmächtigen Retter heraufbeschwören hören, der dafür sorgen soll, dass „kein einziges Unternehmen“ in Konkurs geht und niemand an Kaufkraft verliert – ein Staat, der „sich kümmert“, alles „auf sich nimmt“ und vor allem „bezahlt“, „koste es, was es wolle“. Wie dieser überschuldete Staat es schaffen will, die absehbar gewaltige Wirtschaftskrise ohne jede Auswirkung auf das Leben der Franzosen zu meistern, bleibt ein Rätsel.



Macron inszeniert sich als Kriegsherr

Quelle: AFP

Macron bereitet die Franzosen ernsthaft auf die Gesundheitskrise vor, aber nicht auf die wirtschaftlichen Opfer, die sie kosten wird. Die Schuld liegt aber nicht nur bei ihm. Er sagt, was viele Franzosen hören wollen. Der Druck ist hoch. Als vor wenigen Tagen die Wirtschaftsstaatssekretärin und der Vorsitzende des Arbeitgeberverbandes ankündigten, dass „man wahrscheinlich mehr arbeiten werden müsse“, um die durch die Einschränkungen verursachten Aktivitätsverluste „aufzuholen“, sorgte die Aussage für Aufruhr.

So vermied es Macron weiterhin, bei seiner letzten Ansprache am 13. April ungemütliche Wahrheiten auszusprechen, und versprach stattdessen neue staatliche finanzielle Hilfsmittel. Das Credo von de Gaulles schwebt in der Luft: „Die Franzosen brauchen keine Wahrheiten, sie brauchen Hoffnungen.“

Ich habe mir die Reden von Angela Merkel angehört. Selbst in ihrer Fernsehansprache, in der sie als einfühlsame Mutter auftritt, vermeidet sie Paternalismus, Infantilisierung

und falsche Versprechungen. Sie garantiert, dass der Staat alles in seiner Macht Stehende tun wird, aber erkennt die Unsicherheiten und warnt, dass die Krise „ernst“ und ihr Ausgang „offen“ sei.

In ihren Botschaften steht die Verantwortung der Bürger im Zentrum: „Jeder kann ein Lebensretter sein.“ Sie belehrt sie nicht, sondern stellt sich auf dieselbe Ebene, teilt Ängste und Zweifel, was umso glaubwürdiger ist, als sie sich nach Kontakt mit einem Virusträger selbst in Quarantäne begeben hatte und aus dem Homeoffice regierte.

Ihre Entscheidung, dem Land keine so gravierenden Einschränkungen wie zum Beispiel Frankreich zu verordnen, entspricht auch der Vorstellung, die sie von ihrer politischen Funktion hat: Sie will Verantwortungsgefühl wecken, statt es zu erzwingen. „Wir sind eine Demokratie. Wir leben nicht von Zwang, sondern von geteiltem Wissen und Mitwirkung.“

## Merkel sagt immer „wir“

Oft erinnert sie uns an die Demokratie, als wolle sie uns versichern, dass sie deren Regeln in Zeiten, in denen die Grundfreiheiten auf die Probe gestellt werden, nicht vergessen habe. Solche Maßnahmen zu beschließen, so sagt sie, falle ihr schwer, und sie „sollten in einer Demokratie nie leichtfertig und nur temporär beschlossen werden“.

Trotzdem bleibt Merkel vorsichtig hinsichtlich der Nennung einer Frist. Vor Ostern sagte sie: „Ich würde absolut unverantwortlich handeln, wenn ich Ihnen heute einfach einen konkreten Tag nennen würde“, und „dieses Versprechen dann nicht einhalten könnte“.

Macron aber zögerte nicht diesen Tag zu nennen: der 11. Mai. Warum und wie er dazu gekommen ist, bleibt undurchsichtig, die Franzosen werden nicht über den Entscheidungsprozess aufgeklärt.

Emmanuel Macron stellt sich eher über die Bürger. Er gibt sich als allgegenwärtiger Kriegsherr, der orchestriert und koordiniert. An einem Tag ist er in einem Altersheim, an einem anderen in einem Institut für Viruskrankheiten, dann mit einer Gesichtsmaske in einem mit Corona-Patienten überfüllten Krankenhaus. Er greift auf

eine Kriegsrhetorik zurück, spricht von „an der Front gefallenen Ärzten“, „Mobilisierung“, „Frontlinie“.

Nachdem man ihm vorgeworfen hatte, die „nationale Einheit“ als Alibi auszunutzen, um die Kritik an Unzulänglichkeiten der Staatsführung zu unterdrücken, hat er am Ostermontag seinen Ton etwas geändert. Zum ersten Mal gab er zu, dass der Staat „nicht gut genug vorbereitet war“, und bedauerte „Mangel“ und „Fehler“. Er hat auch den martialischen Ton etwas gedämpft und von „wiedergeborener Hoffnung“ gesprochen.

Wenn Merkel neue Maßnahmen ankündigt, verwendet die Bundeskanzlerin fast ausschließlich das „Wir“. Sie will offensichtlich klarmachen, dass Entscheidungen und Handlungen im Team getroffen und umgesetzt werden.

Sie bedankt sich häufig bei den Ministern, dem Parlament und den Ländern für die Zusammenarbeit, was das Bild solider und koordinierter Institutionen widerspiegelt. Sie kommuniziert vorzugsweise mit kurzen, bescheidenen Videos, Podcasts sowie im Rahmen von Pressekonferenzen, auf denen sie vor laufender Kamera auf Fragen und Kritik der Journalisten eingeht.

In seinen fast halbstündigen Reden spricht Macron hingegen vorwiegend in der ersten Person Singular: „Ich habe entschieden“, „Ich habe gemacht“, „Ich habe vor“. Wenn er die Regierung oder das Parlament zitiert, dann nur, um sie als ausführende Helfer seiner persönlichen Entscheidungen darzustellen: „Ich habe beauftragt.“

Selten stellt er sich den Fragen von Journalisten, dafür schickt lieber seinen Premierminister. Er versucht zwar sein Bild zu korrigieren, sozial, empathisch und transparent zu wirken, und hat am Ostermontag sogar angekündigt, sich „neu erfinden“ zu wollen. Trotzdem nährt er weiterhin das Bild des allein entscheidenden mächtigen Staatsoberhauptes, Ausdruck eines zentralisierten Präsidialsystems mit einem Hauch monarchischer Nostalgie.

Fakt aber ist: Eine große Mehrheit der Franzosen begrüßt Macrons Reden zum Coronavirus, und auch wenn sein Beliebtheitsgrad regelmäßig schwankt je nach gerade

laufender medialer Corona-Polemik, bleibt er auf dem höchsten Stand seit eineinhalb Jahren.

Mehr als 95 Prozent der Bevölkerung halten die Einschränkungen für richtig. Nur wenige Stimmen in der Politik, in den Medien, in der Zivilgesellschaft zeigen sich besorgt über die spektakuläre Ausweitung der Befugnisse des Staates oder weisen darauf hin, dass die französische Gesetzgebung eine Bedingung an Notstandsverordnungen stellt: Sie müssen „den Risiken und den Umständen von Zeit und Ort angemessen“ sein.

## Macron musste manche Bürgermeister mäßigen

Die Krise hat sogar bei einem Teil der Franzosen einen Hang zum Autoritarismus offenbart. Manche Bürgermeister haben bei den Freiheitseinschränkungen so viel Eifer gezeigt, dass Macron zur Mäßigung aufrufen sollte.

In Deutschland empfinden 40 Prozent der Bürger den Rückgang der Freiheiten als beunruhigend, und täglich warnen Politiker, Anwälte und Publizisten vor den Gefahren dieser Einschränkungen und weisen darauf hin, dass sie nur vorübergehend sein können. Das katastrophale Ausmaß der Gesundheitskrise in Frankreich versetzt die Bevölkerung womöglich in so große Schrecken, dass sie nicht mehr an ihre Freiheit denken.

Aber die unterschiedliche Reaktion ist auch auf die verschiedene politische Kultur zurückzuführen. In Deutschland ist (noch) fest im Bewusstsein vieler Bürger verankert, dass ein Staat im Namen des sogenannten Schutzes des Gemeinwohles viele Verbrechen begehen kann.

Aber in den vergangenen Jahren zeigte sich, dass auch in diesem Land diese Wachsamkeit nachlassen kann. Angela Merkel sowie weitere Vertreter des Staates, wie Frank-Walter Steinmeier, nutzen die Krise, um die Demokratie in ihrem Land wieder zu beleben, um aus dem Negativen Positives zu lernen. In diesem Feld hat Deutschland Übung, ein Land, das die Stärke seiner Demokratie auf der Erinnerung an die Verbrechen des Nationalsozialismus aufgebaut hat, mit einer zentralen Botschaft: Es

liegt nicht nur am Staat, eine bessere Zukunft mitzugestalten, sondern vor allem an seinen Bürgern – jeder ist unverzichtbar.

In Frankreich hingegen gibt es ein ewiges Paradoxon: Wir lieben la liberté, die individuelle Freiheit, aber einen starken Staat lieben wir doch noch mehr – auch wenn wir ständig gegen seine Führung protestieren.

In Zeiten der Corona-Krise zeigt sich, wie wichtig der Staat für den Zusammenhalt einer kollektiven französischen Identität bleibt. Macron hat dies verstanden und einen politischen Kurswechsel vollzogen, leider mit etwas peinlichen paternalistischen Zügen. Aber eines muss man ihn lassen: Er hat den Mut gehabt, öffentlich zurückzurudern, und anerkannt, was nicht nur für Frankreich gilt, und in Angela Merkels Reden auch willkommen wäre:

„Was diese Pandemie bereits offenbart, ist, dass kostenlose Gesundheitsfürsorge, ohne jegliche Bedingung von Einkommen, Karriere oder Beruf, unser Wohlfahrtsstaat, keine Kosten oder Belastungen sind, sondern kostbare Güter, unverzichtbare Güter, wenn das Schicksal zuschlägt. ... Es gibt Güter und Dienstleistungen, die außerhalb der Gesetze des Marktes platziert werden müssen. Unsere Nahrung, unsere Produktion, unsere Fähigkeit zur Pflege, unser Lebensumfeld an andere zu delegieren, ist Wahnsinn. Wir müssen die Kontrolle darüber zurückgewinnen.“

Und „die Fackel“ der Französischen Revolution übernehmen: „Gesellschaftliche Unterschiede dürfen nur im allgemeinen Nutzen begründet sein“, zitierte (gestern) Macron den Artikel 1 der Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte. Eine Utopiefähigkeit, die unentbehrlich ist, wenn man aus dieser Krise etwas lernen und verändern will.

*Géraldine Schwarz, 1974 geboren, ist deutsch-französische Autorin und Dokumentarfilmerin. Zuletzt erschien „Die Gedächtnislosen. Erinnerungen einer Europäerin“ (Secession).*

## Le Figaro (site web)

mardi 14 avril 2020 - 20:24 UTC +02:00 963 mots

Scan Eco

# Faut-il «travailler un peu plus» et abandonner des jours de congés payés à l'issue du confinement?

## DÉCRYPTAGE - Le président du Medef Geoffroy Roux de Bézieux, appelle à un « espace de débat » à la rentrée autour de cette idée.

« Il faudra bien se poser la question tôt ou tard du temps de travail, des jours fériés et des congés payés. » Dans un entretien accordé au *Figaro*, le président du Medef Geoffroy Roux de Bézieux a suggéré l'idée, pour « accompagner la reprise » de pouvoir « travailler un peu plus » dès la sortie du confinement, quitte à renoncer à quelques journées de congés.

» LIRE AUSSI - Agnès Pannier-Runacher: «Les entreprises les plus solides doivent se donner les moyens de reprendre»

Cette sortie a suscité de nombreuses réactions, des syndicats d'une part, mais aussi de Bruno Le Maire qui a qualifié la proposition de « drôle d'idée ». Le patron du Medef a depuis assuré que le débat était « pour l'heure » clos, tout en appelant à ce qu'un « espace de débat » soit ouvert à la rentrée à ce sujet avec les partenaires sociaux. Des mécanismes permettent déjà d'allonger la durée de travail hebdomadaire et d'imposer aux salariés de poser les congés payés sur certaines périodes. Et leur impact sur la croissance n'est pas négligeable.

### «Ordonnances Pénicaud»

Concernant le report ou l'annulation des congés payés, des dispositifs ont déjà été mis en place depuis le début de l'épidémie de Covid-19, avec notamment la possibilité d'imposer des congés payés pendant le confinement. Ainsi l'ordonnance du 25 mars 2020 permet à l'employeur d'imposer aux salariés la prise de congés payés ou de les déplacer sans avoir à respecter le délai normal de préavis d'un mois. « Un accord d'entreprise, ou à défaut de branche, doit néanmoins l'y autoriser, avertit Marina Corrias, avocate en droit social. De plus, cette possibilité est à ce stade limitée dans le temps, puisque cette période de congés imposée s'étend jusqu'au 31 décembre 2020 et à six jours maximum. »

Les «ordonnances Pénicaud» permettent donc aux sociétés qui ont conclu un accord d'entreprise d'imposer quelques jours de congé durant le confinement. Mais une fois cette situation de confinement terminée, comme le rappelle Marina Corrias, «l'employeur ne pourra empêcher un salarié de prendre les congés auxquels il a droit. Il convient de rappeler que les congés participent à la préservation de la santé et de la sécurité des salariés.»

» LIRE AUSSI - Muriel Pénicaud: «L'objectif est de ne pas licencier»

Est-il possible, alors, une fois le confinement terminé, pour les entreprises d'imposer à leurs employés une réduction du nombre de jours de congé? « Actuellement le droit au congé est garanti par des règles tant nationales que supranationales, notamment issues de l'Organisation internationale du travail (OIT) ou européennes, poursuit Marina Corrias. Si la législation nationale devait évoluer sur ce point, ce serait évidemment dans le respect notamment des normes supérieures qui garantissent ce droit. »

Concernant la question de l'augmentation du temps de travail hebdomadaire, la législation est plus souple. «À ce jour la règle demeure majoritairement les 35 heures hebdomadaires, mais de nombreux salariés n'y sont pas soumis, notamment ceux dont le

*temps de travail se décompte en jours sur l'année, explique encore Marina Corrias. Ces 'forfaits jours' permettent donc déjà de ne pas décompter en heures la durée du travail. »*

## **Choc d'offre**

Pour le professeur d'économie à l'École normale supérieure Gilles Saint-Paul, annuler quelques jours de congés ou les poser pendant le confinement serait de bon aloi pour la croissance française. *« Si tous les salariés travaillaient deux jours de plus cette année, le PIB progresserait de 0,5 à 0,7 point, explique-t-il. Le gouvernement s'est peut-être un peu trop avancé en garantissant le chômage partiel inconsidérément, sans prendre en compte le temps qu'allait durer le confinement. On devrait dire de prendre des jours de congé payés pendant le confinement, cela favoriserait la reprise de l'activité économique une fois sortis. »*

» LIRE AUSSI - «Travailler un peu plus» : le Medef renonce à son idée, vivement critiquée

Pour Gilles Saint-Paul, limiter le nombre de jours de congé après le confinement permettrait de lancer un « choc d'offre ». *« Il faut bien comprendre que si la production reste au point mort après le confinement, certains produits vont devenir plus rares, coûter plus cher, et seront donc moins consommés. Plus les gens produiront à la sortie du confinement, plus ils consommeront, et plus les euros qui arrosent aujourd'hui l'économie par le biais des plans de soutien se retrouveront dans l'économie réelle. C'est donc une bonne chose de limiter dans certains cas les congés payés juste après la période de confinement. »*

Pour l'économiste, *« vouloir travailler plus à la sortie est dans l'intérêt général : pour les entreprises bien sûr qui redémarreront l'activité, mais aussi pour les épargnants qui seront moins spoliés par l'inflation grimpante, et pour L'Europe qui réduirait les conflits latents entre pays membres sur le financement de la dette publique .»*

## **«À conditions exceptionnelles, mesures exceptionnelles»**

De telles mesures seraient favorablement accueillies par les petites entreprises, à en croire Guy Giquello, le président honoraire des Fédérations des très petites entreprises (FTPE). Il explique en effet qu'il « *signerait des deux mains* » une telle proposition. *« À conditions exceptionnelles, mesures exceptionnelles »*, poursuit-il, et d'estimer qu'il faudrait *« revenir au moins aux 39 heures »*, principalement pour les entreprises *« vitales »* en cette période de crise, comme celles du secteur agroalimentaire ou paramédical.

*« De nombreux ouvriers ne demandent qu'une chose, c'est travailler plus pour être mieux payés, insiste Guy Giquello. Ça ne posera aucun problème dans de nombreuses entreprises de proposer des heures supplémentaires. On a trop de besoins, aujourd'hui. On doit produire plus. »* Pas sûr, toutefois, que le gouvernement l'entende de cette oreille, quelques semaines seulement après le mouvement des «gilets jaunes» et la longue période de grève contre la réforme des retraites.

166,131

<https://www.lefigaro.fr/culture/re-lire-le-desert-des-tartares-de-dino-buzzati-une-guerre-sans-bataille-20200414>

**Le Figaro, no. 23534**

Le Figaro, mercredi 15 avril 2020 1358 mots, p. 27

Der

## Une guerre sans bataille

En 1940, Dino Buzzati imaginait la vie d'un officier affecté dans une forteresse isolée qui se consume à attendre l'ennemi.

Aïssaoui, Mohammed

page 27

C'EST LE PROPRE des chefs-d'oeuvre. Plus de quatre-vingts années après sa publication, *Le Désert des Tartares* continue de nous renseigner sur notre époque et sur nous-mêmes. Car cette histoire d'un jeune officier qui rejoint un fort isolé et inutile pour n'en sortir qu'à sa mort demeure fascinante. On peut la relire ou la lire aujourd'hui comme le récit d'un confinement (choisi ?) qui sonde la complexité de la nature humaine.

« *Ce fut un matin de septembre que Giovanni Drogo, qui venait d'être promu officier, quitta la ville pour se rendre au fort Bastiani, sa première affectation.* » Ainsi s'ouvre le récit, Drogo a 24 ans. Jusqu'ici il s'ennuyait dans son académie militaire ; maintenant, il attend avec impatience « *le commencement de sa vraie vie* ». Le jeune lieutenant va avoir de l'argent, rêve de gloire et de jolies femmes qui le regarderaient. Mais les premières heures ressemblent à un cauchemar. La route est telle qu'il ne sait pas combien de temps va durer son voyage. Chemin faisant, il rencontre des gens qui affirment n'avoir jamais entendu parler de ce fort... Dès ce chapitre d'ouverture, Buzzati glisse une alerte : le soldat ressent un « *vague pressentiment de choses irrévocables, presque comme s'il eût été sur le point d'entreprendre un voyage sans retour* » .

C'est un étrange endroit que découvre Drogo : un cantonnement isolé au milieu d'une montagne et de rochers, face à un désert à perte de vue, au bout d'une frontière morte : le désert des Tartares. Le commandant Ortiz accueille Drogo et lui explique qu'on n'a pas touché à cet édifice depuis un siècle. « *En fait, le vieux fort, entouré de territoires vides, était comme une île perdue.* » Il existe une légende tenace : c'est de ce désert que devrait venir la grande aventure, la guerre, « *l'heure miraculeuse* » .

En arrivant dans le bastion, la première pensée du nouvel affecté est de retourner en ville au plus vite. Pour des raisons administratives, il pense en avoir pour quatre mois. C'est qu'il n'est pas comme les autres, Drogo, pas comme ce commandant Ortiz qui, depuis quinze ans, ne cesse de répéter : « *Je ne suis ici que provisoirement.* » Les quatre mois passent, mais le voilà « *contaminé* » par cette sorte de « *folie* » qui semble atteindre ici les militaires. Il décide de rester encore un peu, quatre ans, pas plus, comme hypnotisé par la mystérieuse attraction qu'exerce la sentinelle. La première nuit, le jeune lieutenant trouve facilement le sommeil : « *Cette nuit-là justement commençait pour lui l'irréparable fuite du temps* » , prévient le narrateur.

Drogo est un militaire. Il pense bataille et gloire. Il reste donc au sein de la compagnie, attendant l'ennemi, palpitant de désirs héroïques. Chaque soir, il guette une petite lumière - peut-être celle d'un belligérant qui avance au loin, tapi dans la nuit du désert. Il l'attend tellement que par moments il l'aperçoit, mais ce n'est qu'hallucination.

Buzzati nous balade avec une aisance extraordinaire sur le chemin du temps, qui est le personnage principal du roman et l'obsession de son oeuvre. « *On tourne la page, des mois et des années passent.* » On retrouve le soldat, trente années ont passé, il est usé, malade et mourant. C'est que l'attente peut consumer le corps, un rêve engloutir la meilleure part de la vie. Et, comme l'espérance, l'attente donne aussi le courage de vivre. Drogo a 54 ans, il est devenu chef d'escadron et commandant en second. Il a vu un compagnon tué par ses propres frères d'armes parce qu'il n'avait pas « *le mot de passe* » - Kafka n'est pas loin. Un autre compagnon tombe sur la cime d'une montagne enneigée en pleine tempête. Il est mort sans combattre, mais c'est comme s'il avait reçu une balle. « *Un héros, il n'y a pas d'autre mot* » : Drogo l'envie.

« Le voile de la séparation »

Buzzati nous enseigne que l'existence passe comme un éclair par la puissante grâce des rituels qui égrainent la vie de la compagnie. Pour scander cette marque du temps, l'auteur de *K* use d'une anaphore frappante, six paragraphes consécutifs démarrent ainsi : « *Habitude, étaient...* » , décrivant des événements identiques et répétés. Ce rituel qui engloutit un jour après l'autre est devenu l'essence même de leur vie. Il permet de maintenir un état d'alerte permanent, une exigence alors que l'édifice s'écroule, que la garnison est divisée par deux, qu'on ne voit toujours nul ennemi. Mais le temps a fui inexorablement comme ce robinet que Drogo entend couler goutte à goutte chaque nuit et qu'il ne répare pas.

Dans ce titre qui résonne avec le mythe des Enfers, Buzzati parle admirablement de la solitude, aiguïée dans ce lieu où les hommes vivent entre eux, loin de leurs proches, loin d'une autre société, tissant peu à peu « *le voile de la séparation* » : « *Drogo s'aperçut à quel point les hommes restent toujours séparés l'un de l'autre, malgré l'affection qu'ils peuvent se porter ; il s'aperçut que, si quelqu'un souffre, sa douleur lui appartient en propre, nul ne peut l'en décharger si légèrement que ce soit ; il s'aperçut que, si quelqu'un souffre, autrui ne souffre pas pour cela, même si son amour est grand, et c'est cela qui fait la solitude de la vie .* »

Ce qui se dégage de ce confinement, c'est que la plus noble et la plus dure des aventures reste l'aventure intérieure. Avec sa puissance d'évocation, *Le Désert des Tartares* nous dit presque tout de l'âme humaine, sa nature complexe, ses mystères insondables, que l'on peut tenir à une vie tragique entre quatre murs comme à la prunelle de ses yeux. Est-ce un mal ? Qui peut en juger ?

Il y a une autre dimension qui renvoie tout particulièrement aux jours que nous vivons, c'est celle du véritable héroïsme. Au soir de sa vie, après des années d'illusions, au moment même où il pense enfin toucher au but, Giovanni Drogo, à l'article de la mort, chassé de son fort, comprend qui est « *l'ultime ennemi* » . Il comprend que l' « *on ne combat pas pour repartir couronné de fleurs, par un matin de soleil, au milieu des sourires des jeunes femmes* » . Et que rien n'est plus difficile ni plus ambitieux que « *de mourir en un pays étranger et inconnu, sur le lit banal d'une auberge, vieux et enlaidi, sans laisser personne au monde derrière soi* » .

*Le Désert des Tartares* est un roman allégorique. Buzzati l'a expliqué : « *La forteresse, c'est la vie. La situation de cette forteresse représente les espoirs de l'homme sous une forme plus simple et plus évidente que si j'avais fait un roman réaliste (1).* » L'écrivain a l'extrême humilité de ne rien imposer au lecteur. Chacun choisira le sens qu'il veut donner à ce magnifique livre. Adapté sur grand écran par Valerio Zurlini, le film, loin de trahir l'oeuvre, a conservé le mystère du récit, lui ajoutant une « couleur » fantastique, celle d'une cité perdue.

Publié en 1940, en Italie, le texte résonne avec son époque, même si l'auteur a d'emblée refusé que l'on fasse le lien entre son récit et les bruits d'une guerre qui s'annonçait. En revanche, il existe bien un lien avec son métier de journaliste qu'il n'a jamais cessé d'exercer, notamment en tant que reporter de guerre et correspondant au sein de la Marine royale italienne durant la Seconde Guerre mondiale. Il l'a expliqué : « *Le métier d'écrivain coïncide exactement avec celui de journaliste qui consiste à raconter les choses aussi simplement que possible, et aussi dramatiquement et poétiquement que possible (1)* . » Est-ce pour cette raison que *Le Désert des Tartares* est une tragédie - « *La vie donc n'avait été qu'une sorte de plaisanterie...* » - où, par moments, s'allume une petite lumière ? Et par quelle magie l'auteur donne à son récit cet air de beauté crépusculaire ? Les grands chefs-d'oeuvre gardent leur secret. -

(1) *Mes déserts, Robert Laffont, collection « Pavillons »* .

*Le Désert des Tartares, de Dino Buzzati, traduit de l'italien par Michel Arnaud, Pocket, 267 p., 5,50 eur .*

## **Illustration(s) :**

Le Désert des Tartares a été adapté au cinéma en 1976 par Valerio Zurlini, avec Jacques Perrin (à droite) dans le rôle de Drogo. En médaillon à gauche : Dino Buzzati photographié dans les années 1960 par Pino Grossetti.

FRANKREICH IN DER CORONA-KRISE:

## Aus der Bahn geworfen

- EIN KOMMENTAR VON MICHAELA WIEGEL, PARIS
- -AKTUALISIERT AM 16.04.2020-06:48



In Frankreich legt die Corona-Krise schonungslos die Schwächen des Zentralstaates offen. Präsident Emmanuel Macron sollte regionalen und lokalen Kräften mehr Vertrauen entgegenbringen.

Knapp drei Jahre nach dem Überraschungssieg Emmanuel Macrons hat seine Präsidentschaft eine unvorhersehbare Wendung genommen. Weder die wochenlangen „Gelbwesten“-Proteste noch die anhaltende Streikbewegung gegen die Rentenreform brachten den Staatschef von seinem Reformkurs ab. Sein Ziel, Frankreichs Wettbewerbsfähigkeit wiederherzustellen und als Deutschlands ebenbürtiger Partner das europäische Projekt mitzugestalten, verlor Macron nie aus den Augen.

Die Veränderungen auf dem Arbeitsmarkt, im Schulwesen, bei der Lehrlingsausbildung und der beruflichen Weiterbildung sind nicht wirkungslos geblieben. Die Arbeitslosigkeit sank, die Aussichten junger Berufseinsteiger besserten sich, die Wirtschaft wuchs zuletzt stärker als in Deutschland. Doch jetzt hat die Pandemie Frankreich im denkbar schlechtesten Moment aus der Bahn geworfen. Die Überzeugungen, die Macrons Reformprojekt leiteten, werden die Krise nicht unbeschadet überstehen. Das hat er in seiner jüngsten Fernsehansprache selbst eingestanden: „Wir müssen uns neu erfinden, ich zuallererst.“

Macron hat seinen Landsleuten viel Neues zugemutet und sie angetrieben, sich auf die Herausforderungen einer globalisierten Marktwirtschaft einzulassen. Die „Start-up-Nation“, von der Macron träumte, hat in der Stunde der Verwundbarkeit wenig zu bieten. Plötzlich gelten die Landwirte wieder etwas. Freiwillige schwärmen zu Zehntausenden als Erntehelfer aus. Supermärkte werben damit, dass sie bevorzugt Gemüse und Obst aus heimischem Anbau verkaufen. Die Rentenreform steht zur Disposition. Die Einschränkungen bei der Arbeitslosenversicherung sind auf unbestimmte Zeit ausgesetzt. Macron tritt auf, als habe er den Glauben an das eigene Projekt verloren.

### Die Welt von gestern

Eine Schlüsselszene seiner Präsidentschaft spielte sich vor zwei Jahren in einem Universitätskrankenhaus in Rouen ab, als eine Krankenschwester mehr Betten und mehr Personal von ihm forderte. An Macrons Antwort können sich noch viele Franzosen erinnern: „Es gibt kein magisches Geld.“ Frankreich steuere auf eine Verschuldung von hundert Prozent des Bruttoinlandsprodukts zu, es seien die nachfolgenden Generationen, die für die Schulden zahlen müssten. Doch das war die Welt von gestern. Mittlerweile treibt Macron immer neue ausgabenträchtige Programme voran, um die Folgen der Pandemie abzufedern. Die Schuldenlast könnte schon bald auf 120 Prozent steigen.

Vom 11. Mai an sollen die Beschäftigten ins Berufsleben zurückkehren, Schulen und Kindergärten wieder öffnen. Der französische Zentralismus erweist sich als Hindernis für eine schnellere, regional abgefederte Exit-Strategie. So müssen die Franzosen, die an den Ausläufern der Cevennen leben, genauso strikte Ausgangssperren beachten wie die Pariser. Dabei hat das Département Lozère keinen einzigen Covid-19-Toten zu beklagen, während in der Hauptstadtregion mehr als 3800 Personen an der Viruserkrankung gestorben sind.

Alle Versuche lokaler Entscheidungsträger, Wege aus der zentral verfügbaren Zwangsabschottung aufzuzeigen, werden vereitelt. So untersagte der Innenminister dem Bürgermeister von Nizza, nach kostenloser Ausgabe wiederverwendbarer Schutzmasken eine Maskenpflicht einzuführen. Am Flughafen Mülhausen-Basel beschlagnahmten Polizisten im Auftrag der Zentralgewalt Schutzmasken aus China, die von der Region Bourgogne-Franche-Comté bestellt und bezahlt worden waren. Trotz der Beschwerde der Regionalratspräsidentin rechtfertigte der Innenminister das Vorgehen.

### **Informationen auf Kosten der Transparenz zentralisiert**

Schon zu gewöhnlichen Zeiten nimmt das Zuständigkeitsgerangel zwischen den Verwaltungsebenen mitunter abenteuerliche Formen an. Während der Gesundheitskrise erweist sich der Allmachtsanspruch der Zentralverwaltung als Bremsklotz. Nicht immer wird es so dramatisch wie bei einem Krankentransport aus einem überlasteten Krankenhaus der Champagnerstadt Reims in eine freie Klinik im Loire-Tal.

Nach einer Stunde Fahrt musste der Bus mit den Covid-19-Patienten umdrehen, weil die zentrale Gesundheitsbehörde die Verlegung nicht genehmigt hatte. „Santé Publique France“ hat seit Mitte März die Versuche ihrer untergeordneten Büros in den Départements unterbunden, die Fallzahlen zu veröffentlichen. Die Informationen wurden auf Kosten der Transparenz zentralisiert.

Der Premierminister hat kürzlich in der Nationalversammlung bezweifelt, dass in Deutschland eine halbe Million Tests pro Woche durchgeführt werden könnten. Damit wollte er von den eigenen Schwierigkeiten ablenken, die Testkapazitäten zu verbessern. Die schleppende Einführung von Tests ist darauf zurückzuführen, dass der Zentralstaat privaten Laboreinrichtungen nicht traute und nur in staatlichen Universitätskliniken testen ließ.

Erst Mitte März fiel das Verbot, doch jetzt fehlt es für flächendeckende Tests an Maschinen und qualifiziertem Personal. Zur „Neuerfindung“ Frankreichs, die Macron anstrebt, sollte auch größeres Zutrauen in die gesellschaftlichen Kräfte auf lokaler und regionaler Ebene zählen.

[Michaela Wiegel](#)

Politische Korrespondentin mit Sitz in Paris.

## Covid-19

# App-based contact tracing may help end coronavirus lockdowns

But only if countries use it as part of a bigger system

### Science and technology

Apr 15th 2020



ON APRIL 10TH Apple and Google did something unusual: they announced plans to work together. These two firms exert varying degrees of control over almost every operational smartphone on the planet—Apple through its production of both iPhones and the software that runs them, and Google thanks to a range of programs found in nearly all of the iPhone's Android-powered rivals. As a result, the two companies have access to a planet-spanning network of sensors and computing power some 3.5bn devices strong. Their plan is to combine their assets to assist the tracking of the covid-19 pandemic.

Normally, collaboration between two such oligopolists would raise eyebrows to the roof. But these are not normal times. Tracing who is infected is essential to controlling the transmission of SARS-CoV-2, the virus causing the pandemic—and the ubiquity of mobile phones makes them plausible agents for doing so. The two firms' networks will be joined together by a unifying update to their Bluetooth short-range wireless protocols. Bluetooth lets nearby devices communicate. The unification means it will be easier for others to build contact-tracing apps that work without modification on either platform.

America, Britain, Germany, Ireland and many other countries were already building apps to track infection. They will now rewrite their software to take advantage of this new arrangement. These apps will work by broadcasting, from each phone they are installed on, a string of numbers and letters unique to that handset. These broadcasts will be detectable by any other phone within Bluetooth range (about nine metres) that has the same app installed. An app will also, simultaneously, listen for strings that other phones are broadcasting. Each phone carrying such an app will record all the character strings it hears, and thus all the phones it has been close to. For reasons of security (and because Apple's and Google's underlying cryptographic protocols demand it), the string of characters a phone broadcasts will change every 15 minutes. Also, at least to start with, the records of strings received will be stored only on the receiving phone. That makes hacking or abusing the system hard.

If, however, a phone-user develops symptoms and then tests positive for covid-19, this arrangement changes. Different strings of characters—one for each day that the person in question was potentially infectious—are now broadcast by the authorities to every other app in the network. These strings, which Apple calls

diagnosis keys, command all apps so contacted to search records collected since that person's putative time of infection for signs of proximity to the infected individual's phone.

### **Blessed are the appmakers**

What happens when a match is found is up to whoever deployed the app. A good response, though, would be to notify the person of interest, and ask him or her to get in touch and arrange to be tested. This way, infections will be detected quickly, and infected individuals offered suitable advice—and possibly quarantined.

It all sounds like high-tech wizardry. And it is. But it is important not to get carried away. Smartphone contact tracing is just one part of a broader infrastructure that must be built to track down SARS-CoV-2 faster than it can spread through the population. It will not, for instance, be worth much unless ways of testing and diagnosing people en masse are also rolled out. Without these, there will be no information to feed back into the app network about who may be spreading the virus.

Ideally, such infrastructure will be built around testing stations that people can visit to have their noses and throats swabbed. Countries would in any case be well advised to construct these facilities, even if they do not deploy contact-tracing apps. Indeed, one option for ending the lockdowns many places are experiencing is to be able to test everyone so frequently that the authorities could be sure the virus was not spreading. This would be expensive, though, and deeply unpleasant (think having a Q-tip shoved up your nose once a week for the next two years). Contact tracing helps to direct testing more precisely at those likely to be infected. Using apps helps speed this up.

But only, though, if phone users are willing to adopt the app. Here, Singapore's experience is salutary. Its government rolled out a contact-tracing app, TraceTogether, on March 20th. So far, however, this has been downloaded by only a sixth of Singapore's population—barely a quarter of the 60% epidemiologists reckon is needed if it is to be effective at breaking the local epidemic. Perhaps the most used contact-tracing app in the world is that deployed by Iceland. Yet Rakning C-19 (“Rakning” is Icelandic for “tracking”) is used by only 40% of the country's 364,000 people. If such a small, homogenous place cannot reach the required 60% download rate, what hope is there for large, diverse ones like America?

If tracing apps are to be widely adopted, they must make people want to use them, says *Ciro Cattuto*, an epidemiologist at the University of Turin, in Italy. “People need to feel like they are contributing to a common good,” he observes. “They need to feel empowered.” Maintaining public trust will be crucial. Since any such app will need to be updated as the situation develops, that trust can be maintained only by extreme transparency, *Dr Cattuto* says. This means no function creep.

It is also important not to invest too much in the idea that automation is everything. Apps and phones can certainly provide location and proximity data, but only human tracers can bring human intelligence to bear on the matter. For example, in late January Taiwan's contact-tracing team successfully used a mixture of data from the country's national-health-insurance system and its mobile-phone firms to track down the source of infection for the island's first covid-19 death—the unlucky taxi driver had picked up a Chinese businessman at the airport. They did this without resort to Bluetooth tracking apps—albeit that their ability to scrutinise the data they needed required the invocation of national-emergency powers.

As well as developing high-tech networks for tracking infection, information-technology firms should therefore also be writing software that improves the productivity of human contact-tracers like Taiwan's. Interview forms for potential contacts, visualisation dashboards for relevant data, telemedicine for remote diagnostics—all these would be useful. Apps built using Apple's and Google's new protocol ought to focus on providing information to technologically empowered human contact-tracing teams, not on automating the whole process.

<https://www.faz.net/aktuell/politik/trumps-praesidentschaft/was-war-der-erste-infektionsort-mit-dem-coronavirus-16728222.html?premium>

THEORIEN ZUM CORONAVIRUS:

## Zurück zur Ursprungsfrage



Donald Trumps Haussender „Fox News“ befeuert die Theorie, das Coronavirus stamme aus einem Labor in China. Der amerikanische Präsident gibt sich dazu überraschend einsilbig - und auch Peking will von dem Thema ablenken.

- 
- VON FRIEDERIKE BÖGE UND MAJID SATTAR
- -AKTUALISIERT AM 16.04.2020-18:41

Eigentlich ist die Theorie nicht neu. Bei der Suche nach Antworten auf die Frage, woher das **Coronavirus** stammt und wie es auf den Menschen übertragen wurde, tauchte schon früh die These auf, der Tiermarkt von Wuhan sei womöglich doch nicht der primäre Infektionsort gewesen. Schon zu einer Zeit, als sich die Pandemie im Wesentlichen auf die Provinz Hubei beschränkte, war von Laborversuchen an Fledermäusen und chinesischen Biowaffen die Rede. Vieles blieb undurchsichtig, Wissenschaftler bezweifelten die These, von Verschwörungstheorien war die Rede.

Am Mittwoch erreichte die Theorie trotz allem das Weiße Haus. Ein Journalist sprach den Präsidenten darauf an, dass man „in der amerikanischen Regierung“ nunmehr „überzeugt“ sei, dass das Coronavirus aus einem Labor in Wuhan stamme. Sein Sender, der Donald Trump nahestehende Kanal „Fox News“, verfüge über mehrere Quellen, lasche Sicherheitsbestimmungen hätten dazu geführt, dass eine Praktikantin sich in dem Labor mit dem **Virus** infiziert und später ihren Freund angesteckt habe. Später seien beide auf den Tiermarkt gegangen, wo sich das Virus habe verbreiten können. Ob er, Trump, diese Sichtweise teile?

### Trump ist überraschend wortkarg

Den Präsidenten dürfte die Frage nicht überrascht haben. Der Sender berichtet seit Tagen über diese Theorie. Trump reagierte wortkarg: „Das will ich nicht sagen. Aber ich werde Ihnen sagen, dass wir diese Geschichte immer öfter hören.“ Seine Regierung untersuche sehr genau, was passiert sei.

Die Nachfrage, ob er in seinen Gesprächen mit dem chinesischen Präsidenten **Xi Jinping** über die Bedenken des State Department und die Berichte der Botschaft in Peking über lasche Sicherheitsbestimmungen in chinesischen Labors gesprochen habe, erwiderte Trump noch zugeknöpft: Er wolle nicht darüber reden, was er mit Xi über das Labor gesprochen habe. Das wäre zum gegenwärtigen Zeitpunkt unangemessen. Immerhin bestätigte Trump so indirekt, dass er mit Chinas Präsident über das Labor gesprochen habe, wenn man voraussetzt, dass Trump an dieser Stelle präzise formulierte.

Später äußerte Außenminister **Mike Pompeo**, China sei Antworten in dieser Hinsicht schuldig geblieben. Peking müsse die Wahrheit sagen über das, was es wisse. Auch Mark Milley, der Vorsitzende der Vereinigten Stabschefs, nährte Zweifel an der herrschenden Meinung, der Tiermarkt sei der tatsächliche Ursprungsort: Erkenntnisse der amerikanischen Geheimdienste deuteten zwar darauf hin, dass das Virus

natürlich entstanden und nicht in einem Labor kreiert worden sei. Sicherheit gebe es aber nicht. Dabei unterstellen die Vertreter der Labor-These inzwischen gar nicht mehr, dass an Biowaffen geforscht worden sei. Chinesische Forscher hätten vielmehr dokumentieren sollen, dass ihre Virologie mindestens mit der amerikanischen Einrichtungen mithalten könne.

Viele Fragen verbinden sich mit der These – und mit der Frage, warum diese nun von Teilen der Trump-Regierung indirekt befeuert wird. Die Rolle, die der konservative Nachrichtensender spielt, führt zu Vermutungen, man wolle Trump, dessen Zustimmungswerte angesichts der Krise nach einem kurzzeitigen Ansteigen wieder sinken, helfen, den Fokus wieder auf China zu richten. Nicht ins Bild passt dabei Milley, der nicht zum Lager der Trumpisten zählt. Zudem scheint Trump unentschlossen, ob er die Lesart befeuern soll. Auch er ist auf der Suche nach Ablenkung. Doch hat er derzeit angesichts der drohenden Rezession kein Interesse, den Konflikt mit China zu eskalieren.

## **China will von der Debatte ablenken**

Für China kommt die Debatte über den Ursprung des Virus höchst ungelegen, weil sie abermals den Fokus der weltweiten Aufmerksamkeit auf die Frühphase der Pandemie lenkt, in der chinesische Behörden nachweislich Informationen vertuscht haben. Die chinesische Führung hat viel Energie darauf verwendet, genau davon abzulenken, indem sie ihre späteren Erfolge bei der Eindämmung des Virus als Sieg propagierte. Allerdings gibt es offenbar auch im chinesischen Machtapparat Personen, die Rechenschaft für die Versäumnisse der ersten Wochen erzwingen wollen.

So jedenfalls ließe sich erklären, dass die Nachrichtenagentur AP in dieser Woche Zugang zu einem internen Memo erhielt, dem zufolge der Leiter der Nationalen Gesundheitskommission, Ma Xiaowei, bereits am 14. Januar von der „schlimmsten Herausforderung seit Sars“ sprach. Erst sechs Tage später gaben Chinas Behörden zu, dass das Virus sich von Mensch zu Mensch weiterverbreitet.

Chinas Außenministerium bemühte sich am Donnerstag, mit Appellen zur internationalen Kooperation von der Frage nach dem Ursprung des Virus abzulenken. Diese Frage solle wissenschaftlich beantwortet und nicht politisiert werden, mahnte der Sprecher Zhao Lijian und verwies auf die Weltgesundheitsorganisation ([WHO](#)), die wiederholt erklärt hatte, dass es keine Belege für ein im Labor gezüchtetes Virus gebe. Tatsächlich haben zahlreiche Wissenschaftler zumindest die Biowaffen-Theorie verworfen. So schrieb eine kalifornische Forschergruppe unter Leitung des Mikrobiologen Kristian Andersen in der Zeitschrift „Nature Medicine“, es gebe „einen starken Beleg, dass Sars-CoV-2 nicht das Produkt einer gezielten Manipulation“ sei.

Dies leiteten die Wissenschaftler von der Beschaffenheit sogenannter Spike-Proteine ab, mit deren Hilfe das Virus in eine Wirtszelle eindringt. „Wir glauben nicht, dass irgendein laborbasiertes Szenario plausibel ist“, heißt es in dem Bericht. Andere Wissenschaftler wollen zumindest nicht ausschließen, dass Viren von Fledermäusen, die zu Forschungszwecken im Wuhan Institute for Virology isoliert wurden, von dort nach draußen gelangt sein könnten. Einen Beleg dafür gibt es aber nicht. Genährt wurde diese Theorie durch eine Rede Xi Jinpings vom 14. Februar, in der er die Notwendigkeit eines Biosicherheitsgesetzes hervorhob und sagte, es sei nötig, „Biosicherheit in das nationale Sicherheitssystem zu integrieren“.

## **Dementi aus dem Wuhaner Labor**

Auch in China hatte es schon früh Gerüchte über die Rolle des Wuhaner Labors gegeben. Unter anderen hatte sich der freie Journalist Li Zhehua damit befasst, der seit Ende Februar verschwunden ist. Die Gerüchte bezogen sich auf eine frühere studentische Hilfskraft des Labors, die als „Patient null“ bezeichnet wurde. Belege dafür wurden nie vorgelegt. Das Institut für Virologie sah sich am 16. Februar zu einem Dementi veranlasst. Die frühere Studentin Huang Yanling habe 2015 ihren Master-Abschluss gemacht und anschließend die Provinz Hubei verlassen. Sie habe sich nicht mit Sars-CoV-2 angesteckt.

Bisher gehen viele chinesische Wissenschaftler davon aus, dass das Virus im Wuhaner Huanan-Markt von einem Tier auf den Menschen überggesprungen ist. Dort wurden exotische Tiere wie das Gürteltier verkauft, das als möglicher Zwischenwirt zwischen Fledermäusen und dem Menschen gilt. Proben, die von dem

Markt genommen wurden, wiesen eine hohe genetische Ähnlichkeit mit Sars-CoV-2 auf. Zudem gehörten Händler und Kunden des Marktes zu den ersten bekannten Patienten. Es gibt aber auch Forschungen zu frühen Patienten, die keine nachweisbare Beziehung zu dem Markt hatten.

Ein Grund dafür, warum der Ursprung des Virus noch nicht geklärt werden konnte, ist die Tatsache, dass die Tiere nach der Schließung des Marktes an einen unbekanntem Ort gebracht und möglicherweise vernichtet wurden. Die WHO-Fachleute, die im Februar China besuchten, konnten den Verbleib der Tiere jedenfalls nicht klären. Auch mit der Herausgabe früher Proben des Virus war China äußerst zurückhaltend.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/unternehmen/amazon-schliesst-alle-seine-lager-in-frankreich-16728238.html>

FOLGEN DER CORONA-PANDEMIE: Wieso Amazon nun seine Lager in Frankreich schließt

- VON CHRISTIAN SCHUBERT, PARIS
- -AKTUALISIERT AM 16.04.2020-17:15



Der Online-Riese geht gegen ein Gerichtsurteil in Frankreich vor. Eine Juristin deutet die Angelegenheit höchst politisch.

Nach dem aufsehenerregenden Gerichtsurteil gegen Amazon in Frankreich hat der amerikanische Online-Händler vorerst seine sechs französischen Lagerstätten geschlossen. Am Dienstag hatte ein Gericht im Pariser Vorort Nanterre dem Konzern auferlegt, nur noch Produkte des dringenden Bedarfs (Lebensmittel, Hygiene- und medizinische Produkte) zu versenden, weil Amazon den Gesundheitsschutz seiner Mitarbeiter nicht gewährleiste.

Der Konzern hat Berufung gegen den Richterspruch eingelegt, wie der Generaldirektor von Amazon Frankreich, Frédéric Duval, am Donnerstag ankündigte. Das „mehrdeutige Urteil“ könne die französische Tochtergesellschaft des amerikanischen Konzerns nach eigenen Angaben jedoch nicht von einem auf den anderen Tag befolgen und müsse daher erst einmal eine Bestandsaufnahme vornehmen. Man werde in den kommenden Tagen ausloten, welche Produkte in die von dem Gericht autorisierten Kategorien fallen.

„Können Sie mir sagen, ob etwa ein Haarfärbemittel, eine Nagelschere oder ein Präservativ zu Hygiene- oder medizinischen Produkten gehören?“, kritisierte der Manager. Zudem wolle Amazon so wie vom Gericht verlangt, nun die Gesundheitsrisiken systematischer und gründlicher prüfen und die Gegenmaßnahmen in engerer Zusammenarbeit mit den Arbeitnehmern festlegen. Bei weiteren Verstößen hat das Gericht Amazon eine Geldstrafe von einer Million Euro am Tag angedroht.

### **Täglich eine neue Atemschutzmaske**

Das Urteil gegen Amazon erfolgt in einer heiklen Zeit. Seit einem Monat leiden die knapp 67 Millionen Franzosen unter der strengen Ausgangssperre. Präsident Emmanuel Macron hatte sie gerade erst am Montagabend bis zum 11. Mai verlängert. Als er den Franzosen Mitte März die Beschränkungen auferlegte, rief er noch dazu auf, massenweise „Bücher“ zu lesen. Doch der größte Online-Bücherlieferant Frankreichs fällt jetzt aus. Buchhandlungen sind geschlossen, nur Lebensmittelanbieter haben geöffnet. Abgesehen von Einkäufen, Behördengängen, Arztbesuchen oder Fahrten zur Arbeit und zurück haben die Franzosen täglich nur das Recht auf eine Stunde Ausgang, und das nur in einem Umkreis von einem Kilometer zum Wohnort.

Die Richter von Nanterre hatten Amazon nicht abgesprochen, Vorkehrungen zum Gesundheitsschutz getroffen zu haben. Doch diese seien unzureichend ausgefallen, und es habe an der Absprache mit dem Betriebsrat, an der Dokumentation und an der Information der Mitarbeiter gehapert. Amazon erklärte sich „perplex“ angesichts der richterlichen Bewertung. Man sei über die von den Behörden verlangten Standards hinausgegangen, habe täglich die Temperatur von jedem Mitarbeitern am Lagereingang gemessen, zudem jedem Beschäftigten täglich eine neue Atemschutzmaske zur Verfügung gestellt.

## **Immer wieder mit heftiger Kritik konfrontiert**

1,5 Millionen Masken habe Amazon in Frankreich für seine Beschäftigten besorgt. Auch für das Abstandhalten von zwei Metern habe das Unternehmen gesorgt - doppelt so viel wie das vorgeschriebene Maß, berichtete Duval. Die französischen Gesundheitsbehörden und die Arbeitsinspektion hätten die Maßnahmen überprüft und für gut befunden. Die französische Arbeitsministerin Muriel Pénicaud bestätigte am Donnerstag, dass vier von fünf Amazon-Standorte nach den Aufforderungen der Behörden den Vorschriften nachgekommen seien.

Einige französische Rechtsexperten sehen in dem Urteil nicht nur eine streng rechtliche Bewertung. „Das ist eine Entscheidung, die mehr politisch, als juristisch ist“, sagte die Anwältin Sabrina Kemel von der Pariser Kanzlei FTMS der Wirtschaftszeitung „Les Echos“. Amazon und andere amerikanische Digitalkonzerne sehen sich in Frankreich immer wieder mit heftiger Kritik aus Kreisen der Politik und der Gewerkschaften konfrontiert, sei es in Steuerfragen oder in innerbetrieblichen Fragen.

### **„Das Urteil wird leider Konsequenzen haben“**

Allgemein könnten sich die Beschäftigten in Frankreich nun auch ermutigt fühlen, stärker von ihrem gesetzlich garantierten Rückzugsrecht vom Arbeitsplatz Gebrauch zu machen, meint die Anwältin Kemel. Dieses Recht besteht dann, wenn der Arbeitgeber am Arbeitsplatz die Gesundheit der Beschäftigten in Gefahr bringt. Der bürgerlich-konservative Oppositionspolitiker [Eric Woerth](#) hat die Regierung aufgefordert, konkrete Leitlinien für den Gesundheitsschutz der Beschäftigten auszuarbeiten. „Dabei geht es auch um die juristische Sicherheit der Unternehmenschefs. Sie dürfen nicht Angst haben, sich vor Gericht wiederzufinden, wenn die Betriebe die Arbeit wieder aufnehmen“, sagte Woerth.

Die französische Amazon-Tochtergesellschaft, die in Frankreich 10.000 Mitarbeiter beschäftigt, ist nach eigenen Worten derzeit nicht in der Lage zu sagen, wann die Lagerstätten wieder in Betrieb kommen. Vorerst würden die Beschäftigten nachhause geschickt und erhielten ihr volles Gehalt weiter. Doch die Beantragung von staatlichem Kurzarbeitergeld schließt das Unternehmen nicht aus. Die Kunden hätten mit Verzögerungen zu rechnen. Produkte, die nicht mehr aus den französischen Lagern beschafft werden, müssten nun von Standorten im Ausland kommen.

Zudem seien „Tausende von klein- und mittelgroßen Unternehmen“, die den „Amazon Marketplace“ und dabei die Amazon-Logistik benutzen, nun von ihrer Infrastruktur abgeschnitten, bedauerte der Amazon-Manager Duval. „Das Urteil wird leider Konsequenzen für unsere Beschäftigten und für unsere Kunden haben“, sagte er.

# « Les divisions européennes renvoient l'image d'une Europe impuissante depuis dix ans »

## CHRONIQUE

**Alain Salles**

La pandémie de Covid-19 amplifie des mouvements déjà à l'œuvre et sera une date clé du basculement du monde vers l'Asie, du repli sur soi américain et des divisions européennes, estime dans sa chronique Alain Salles, chef du service du « Monde ».

Publié aujourd'hui à 10h56, mis à jour à 16h13 Temps de Lecture 4 min.

**Chronique.** Le coronavirus est arrivé dans une Union européenne en crise depuis dix ans, qui avait tout d'un patient fragile. Elle vient d'avoir 63 ans (le traité de Rome a été signé le 25 mars 1957), ce qui la place dans la catégorie à risque, d'autant qu'elle a connu plusieurs alertes graves ces dernières années : crise grecque de 2010, vague migratoire de 2015, Brexit, sans compter le travail de sape de l'extrême droite européenne et de ses alliés illibéraux en Hongrie et en Pologne, qui ont sérieusement affecté son Etat de droit.

Pourtant, comme les Etats-Unis – autre pays en proie à une fatigue démocratique –, l'Europe a d'abord regardé de loin ce « virus chinois » sans mettre en pratique les gestes barrières : se procurer des tests et des masques, surveiller les arrivées d'avions venant de pays contaminés comme la Chine ou l'Iran, assurer un suivi des personnes à risques. L'Europe est ainsi devenue le principal foyer de la pandémie, celui qui paye le plus lourd tribut : plus de 80 000 morts, soit les deux tiers des victimes de la pandémie.

Les images de ces morts en série, à Bergame, Madrid, Mulhouse ou New York ont un effet désastreux pour des pays occidentaux qui incarnaient une forme de sécurité et de modernité. Ils apparaissent impuissants face au virus, réduits à arrêter leur économie pour stopper son avancée, prolongeant le confinement en attendant toujours des masques et des tests comme on attend Godot. Au même moment, la Corée du sud organise des élections et Wuhan, la ville chinoise à l'origine de la pandémie, rouvre ses portes. Certes, le nombre des morts chinois est sujet à caution, une deuxième vague est redoutée en Asie, mais il est incontestable que la crise y a été mieux gérée que dans la vieille Europe ou dans la vieille Amérique, également désarmées face à la pandémie.

L'impact du coronavirus amplifie des mouvements déjà à l'œuvre. La pandémie sera une date clé du basculement du monde vers l'Asie, du repli sur soi américain et – hélas – des divisions européennes. « *Le microbe est de retour* » a lancé Jacques Delors, sortant de son silence à 94 ans pour adresser un oracle sur le « *danger mortel* » qu'encourt l'Union européenne face au triste spectacle des désaccords entre dirigeants européens, au moment où chacun parle d'état d'urgence dans son pays.

## **Mauvais remake**

Alors que les Etats se déclarent en guerre contre le virus, on assiste à un mauvais remake du conflit entre le nord et le sud de l'Europe, comme aux plus beaux jours de la crise grecque de 2010 puis de sa réplique de 2015, après l'arrivée au pouvoir de la gauche radicale d'Alexis Tsipras à Athènes. Neuf pays, dont la France, veulent partager le fardeau de la dette à venir, qui sera colossale pour remettre l'économie en marche, par le

biais de coronabonds, de véritables emprunts européens créés pour lutter contre les ravages du virus. L'Allemagne et les Pays-Bas renâclent à l'idée de devoir payer pour des pays qu'ils jugent mal gérés.

La coupure géographique est largement exagérée. Du point de vue de l'épidémie d'abord : Si l'Italie et l'Espagne sont les plus touchées, si l'Allemagne fait figure de bon élève pour contenir le virus, des pays peu méridionaux comme le Royaume-Uni, la Belgique et les Pays-Bas sont aussi gravement affectés, tandis que la Grèce et le Portugal, deux pays au cœur de la crise de la zone euro, résistent bien. Parmi les neuf pays qui demandent la mise en place de coronabonds figurent aussi deux pays du Nord, la Belgique et le Luxembourg.

Ces divisions européennes par téléconférence, alors que des drames d'un autre âge ont lieu sur le continent renvoient l'image d'une Europe impuissante depuis dix ans, qui ne parvient pas à réagir dans le bon tempo. Depuis la crise grecque de 2010, elle donne l'impression d'être à contretemps, de répondre aux crises systématiquement trop peu et trop tard. C'est ce qui s'est produit pour la crise migratoire et pour les dérives illibérales. La complaisance de la droite européenne à l'égard de Viktor Orban, quand il commençait à organiser son maintien au pouvoir, a permis de créer un axe de résistance à l'Etat de droit entre Budapest et Varsovie.

## Europe en « polycrises »

Margaritis Schinas, le commissaire européen chargé de la promotion du mode de vie européen – un intitulé qui sonne étrangement aujourd'hui –. affirmait au *Monde*, avec un brin de méthode Coué : « *Je suis convaincu que l'Europe sortira plus forte de cette crise.* » Il citait l'un des pères de l'UE, Jean Monnet : « *L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises.* »

Cette antienne reste-t-elle valable dans une Europe en « polycrises », selon l'expression de Jean-Claude Juncker ? L'historien de l'économie Adam Tooze en doute : « *La crise peut laisser des cicatrices durables, pas seulement des traces qui défigurent mais aussi des points névralgiques qui peuvent déclencher des douleurs aiguës des années plus tard* », écrit-il dans le journal en ligne, [\*Politique et société internationales\*](#).

« *La crise de la zone euro, poursuit-il, est devenue dans les mémoires une sorte de guerre civile européenne, un moment dans l'histoire qui produit des récits opposés et irréconciliables.* » C'est ce qui est à l'œuvre autour des débats sur les coronabonds. Le 23 avril, les 27 devraient se retrouver virtuellement à Bruxelles pour adresser leur réponse à la pandémie et à la récession qui va suivre. Vont-ils parvenir à surmonter la désunion européenne qui a été leur marque de fabrique depuis dix ans, pendant que les Etats-Unis réussissaient leur relance et que la Chine devenait un champion de l'intelligence artificielle ? Et montrer que l'UE est prête à assumer le choc économique dans tous les Etats membres, « whatever it takes », selon la formule de l'ancien président de la Banque centrale européenne Mario Draghi qui avait su calmer les marchés, en 2012 ? Face à la pandémie, les guerres de religions économiques sont mortelles.

166,144

<https://www.faz.net/aktuell/>

# Ein etwas vager Titel am 17. April...

Aktuelle Nachrichten online - FAZ

faz.net/aktuell/

PODCASTS BLOGS THEMEN TICKER ARCHIV STELLENMARKT

PRODUKTE NEWSLETTER

Sondersseite Coronavirus

**Frankfurter Allgemeine**  
ZEITUNG FAZ.NET

ANZEIGE  
Jetzt testen >

Politik Wirtschaft Finanzen Feuilleton Karriere Sport Gesellschaft Stil Rhein-Main Technik Wissen Reise Abo



INFEKTIOLÖGE IM GESPRÄCH

## „Kinder verbreiten die Viren wahrscheinlich eher selten“

LIVERLOG ZUM CORONAVIRUS  
**3380 neue Fälle in Deutschland**  
Zahl der Toten steigt in Deutschland um 299 +++  
Großbritannien, Portugal und New York verzeichnen

Sind Kinder wirklich die „Superverteiler“ der angenommen? Der Infektiologe Johannes Hill von Sars-CoV-2 und eine vorsichtige Öffnung

Kitas und Krippen bleiben aktuell geschlossen, weil angenommen wird, dass Kinder besonders häufig die Quelle für die Verteilung der Coronaviren sind.

ALEXANDER HANEKE vor 9 Minuten \* 56

Wie sich zwei Schulen auf die schrittweise Öffnung vorbereiten

Ökonomische Einstellung: Kinder der Krise

Taper ici pour rechercher

09:18  
17/04/2020

**Le Figaro (site web)**

jeudi 16 avril 2020 - 20:06 UTC +02:00 1348 mots

Actualité ; International

# Pourquoi l'Allemagne s'en sort mieux que la France face au Covid-19

Barotte, Nicolas

## **DÉCRYPTAGE - Face au coronavirus, l'Allemagne fait mieux que ses voisins européens, comme un remake sanitaire de la crise financière de 2008.**

D'une crise à l'autre, Angela Merkel est toujours là. Mercredi soir, les Allemands ont pu tirer un parallèle surprenant. Dans une intervention nommée pompeusement «*le jour de la décision*» par le journal *Bild*, la chancelière a d'abord fixé le cap du déconfinement du pays. «*Nous avons une stratégie et cette stratégie s'appelle la prudence*», a ajouté le ministre président de Bavière, Markus Söder, à son côté. Il préside actuellement la conférence des ministres-présidents des seize Länder du pays. Elle n'a rien décidé sans eux. Puis, en première partie de soirée, l'ARD a diffusé *Die Getriebenen*, adapté du livre du journaliste de *Die Welt* Robin Alexander, qui raconte les coulisses de l'été 2015, quand Angela Merkel avait décidé, seule, de laisser les frontières de l'Allemagne ouverte face à l'afflux de réfugiés. Sa décision avait marqué le début de son «*crépuscule politique*» ...

Cinq ans plus tard, alors qu'elle a fermé les frontières pour stopper la propagation de l'épidémie avec le même sens du pragmatisme, elle a retrouvé toute son autorité. En Allemagne, la crise a sonné plus que le rassemblement national. Avec 64 % d'opinions positives, la chancelière a renoué avec la popularité. En Bavière, Markus Söder suscite même une incroyable quasi-unanimité avec 94 % d'opinions favorables! Les querelles internes à la grande coalition CDU/CSU-SPD ont été mises entre parenthèses. Comme si tout le pays adhère à une mission commune. «*Il y a eu une grande compréhension de l'enjeu par les citoyens et beaucoup d'initiatives de solidarité*», se félicite la députée verte Franziska Brantner. Son parti, les Verts, a lui aussi choisi d'être «*constructif*» alors qu'il rivalisait encore récemment avec la CDU/CSU. «*Dans cette période, il est normal que l'attention se recentre sur le gouvernement. Ce n'est pas le moment de faire chuter une coalition*», dit-elle humblement.

Face au coronavirus, l'Allemagne fait mieux que ses voisins européens, comme un remake sanitaire de la crise financière de 2008. Dès 2010, le pays avait renoué avec la croissance. Face à la maladie, il semble aussi mieux armé. Avec 3850 décès pour 135.549 cas confirmés vendredi matin, le pays est plus chanceux que la France, qui compte plus de 17.000 décès pour un nombre de patients équivalents, ou que l'Italie (plus de 21 000 décès) ou l'Espagne (plus de 19 000 décès). Au niveau économique, la première puissance du continent s'attend à une récession de 4,2 % en 2020. Le gouvernement français, avec un pessimisme accru, se prépare à un recul de 8 %.

Cette exception allemande alimente évidemment les interrogations sur ses raisons même si Angela Merkel le répète avec insistance: son pays pourrait lui aussi être submergé. «*Il suffit que le facteur de contamination soit égal à 1,1 (c'est-à-dire qu'un patient en affecte 1,1 autre, NDLR) pour que notre système de santé soit à saturation en octobre. Avec 1,2, c'est en juillet qu'il le sera*», a-t-elle expliqué mercredi avec la rigueur scientifique qui tient à sa formation de chimiste quantique. De près de 3,5 le 11 mars à son point culminant, ce facteur est passé sous le seuil de 1 le 21 mars.

Depuis le début de la crise sanitaire, l'Allemagne n'a pas été épargnée par le virus. Ses liens économiques avec la Chine l'ont d'ailleurs exposée précocement. L'épidémie a commencé en Bavière au sein de l'entreprise Webasto, un sous-traitant de l'industrie automobile, au retour d'une employée qui avait rendu visite à ses parents, à Wuhan. Elle a transmis le virus à l'un de ses collègues. Le jeune homme n'a que 33 ans. Le 28 janvier, alors qu'il ne souffre que de symptômes légers, il accepte de se faire tester. Il est diagnostiqué positif.

En Bavière, l'épidémie est rapidement circonscrite. Elle ressurgit en Rhénanie-du-Nord-Westphalie en février, à l'occasion d'un carnaval qui répand le virus comme une bombe. Dans la ville de Heinsberg, une vingtaine de cas est dépistée fin février, 800 mi-

mars. Mais la réaction est rapide et des mesures de confinement limitent la propagation. Mais l'épidémie finit par se répandre en Allemagne. Elle touche toujours principalement trois Länder frontaliers de la France et proches de l'Italie: la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le Bade-Wurtemberg et la Bavière

#### Politique volontariste

Avec sa population âgée (21,5 % des Allemands ont plus de 65 ans contre 19,8 % en France), l'Allemagne pouvait paraître plus vulnérable au coronavirus. Mais en réalité l'âge moyen des personnes infectées en Allemagne est plus bas qu'ailleurs. À la différence de l'Italie, par exemple, les tranches d'âge y vivent moins mélangées et les seniors plus éloignés du reste de leur famille. Cette distance familiale a sans doute restreint la contamination.

En Allemagne, l'épidémie s'est installée plus tard qu'en Italie. Elle s'est ensuite propagée moins vite. La fameuse «discipline allemande» n'y est sans doute pour rien: le cliché ne résiste pas aux images des parcs berlinois bondés... Les mesures sont aussi moins strictes qu'en France et personne n'a besoin d'autorisation dérogatoire pour sortir. *«En revanche, la structure fédérale du pays a sans doute joué un rôle»,* explique le spécialiste de l'Allemagne Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes au centre de recherche IFRI. *«La santé est une compétence fédérale. Les Länder ont toujours veillé à ce que ce secteur soit préservé budgétairement»*, raconte-t-il. Avec six lits de soins intensifs pour 1000 habitants, l'Allemagne est effectivement parmi les mieux pourvus du monde. Son système n'a pas été saturé. Alerté par le vieillissement de sa population, le pays avait anticipé ses besoins depuis longtemps. Il a pu traiter les patients et les sauver.

Les cas de coronavirus ont aussi été dépistés plus tôt qu'ailleurs, dès l'apparition des premiers symptômes, grâce à une politique volontariste. De quelque 50.000 tests hebdomadaires début mars, les capacités ont été augmentées rapidement pour atteindre l'objectif de 500.000 par semaine. Cette capacité du système médical allemand repose sur de solides moyens logistiques. L'Allemagne compte 168 plateformes d'analyses permettant de travailler sur les échantillons alors qu'il n'en existe que 900 dans le monde entier... et douze en France.

Paré sur le plan sanitaire, l'Allemagne l'est aussi au niveau économique. L'un ne va d'ailleurs pas sans l'autre et grâce à ses excédents budgétaires le pays peut investir pour renforcer son système de santé. Le gouvernement a aussi sorti les grands moyens avec un plan de soutien sans précédent de son économie de 1 100 milliards d'euros, abandonnant au passage la règle du «schwarz Null» - l'équilibre budgétaire - qui était l'alpha et l'oméga de la politique allemande. Dans son ampleur, ce plan dépasse celui de la crise de 2008. Mais les instruments qu'il met en œuvre, comme le recours au chômage partiel, sont connus et maîtrisés par les équipes du ministre des Finances Olaf Scholz. Il peut aussi se féliciter que le programme Sure adopté par la Commission européenne pour soutenir le chômage partiel soit largement inspiré de sa proposition d'assurance-chômage européenne. Avec ces instruments, Berlin n'a vraiment pas besoin de mutualisation des dettes comme on en entend parler ailleurs en Europe. Mais comme lors de la crise financière de 2008, Berlin aurait tort de penser qu'elle peut sortir seule indemne d'une crise mondiale.

## Charlemagne

# Southern Europe's millennials suffer two huge crises by their mid-30s

Will their pain turn them radical?

[Europe Apr 16th 2020 edition](#)

Apr 16th 2020



The year 1985 should have been a good one to be born in Europe. Elisa Zugno, now a 35-year-old copywriter who lives in Milan, was able to benefit from the tailwinds of the 1990s and early 2000s. Economies ticked along and higher education opened up. Various forms of discrimination were outlawed. History had ended. Life was good.

Then in 2008, just as Ms Zugno was graduating from university, history juddered into action again with the financial crisis. The first few years of her career were familiar to any well-educated millennial in southern Europe. Rather than a share of the spoils given to globalisation's supposed winners—degree-toting multilinguists—Ms Zugno and her ilk were greeted with a mix of unpaid internships and low-paid work.

Instead of a recovery, the financial crisis morphed into the euro-zone crisis, with renewed pain for Europe's youngsters. Unemployment shot up. Four out of every ten young Italians did not have a job in the middle of the last decade, while half of young workers in Spain were in the same boat. (In contrast, even at the peak of the crisis, only 11% of young Germans were unemployed.) The result: Ms Zugno was 31 before she landed the first permanent contract of her working life. A few years on, after belatedly finding its feet, Ms Zugno's generation now finds itself pushed to the floor once more, with the second major economic crisis of their short adult lives surrounding them.

In the aftermath of the financial crisis, analysts were quick to split the world into the winners and losers of globalisation. On the one side were those furnished with education, open horizons and language skills, who were supposed to thrive in the new order. On the other were those with no such luck, stuck in careers set to be overtaken by innovation. A third category containing southern Europe's young must be added: globalisation's pyrrhic victors. These people fulfilled the requirements of the winners' club, armed with both the mindset and means—even possessing a passport from the eu, the institution that most embodies 21st-century globalisation. Yet thanks to repeated economic shocks, they have singularly failed to reap the expected benefits.

All generations suffer during a crisis. But the consequences last longer for the young. Economic misery has a tendency to compound. Low wages now beget low wages later, and meagre pensions after that. The prospect of middle-aged drudgery beckons. For older generations, a recession is an unfortunate pot-hole, which most will drive over without even blowing a tyre. But for southern Europe's younger people, it is an enormous sinkhole from which it will be hard to clamber out. Youth unemployment in Spain and Italy is below its peak, but still stood at about 30% even before covid-19 arrived in Europe. This time, for many, the crisis begins in a far worse place than it did last time.

## PUBLICITÉ

Coming of age in a crisis has longer-term political consequences. People's values tend to crystallise in their mid-20s, points out Christian Welzel of Leuphana University of Lüneburg in Germany. When basic needs are taken care of by a growing economy, voters can focus on "post-material" issues—the scholarly jargon for topics like equality, environmentalism and freedom of expression. Young people are supposed to be the vanguard of this shift away from economic concerns towards intangible ones. Values change over generations, typically becoming dominant because generations rise and fall, rather than because people change their minds en masse. Liberal attitudes towards, say, gay rights stick with people throughout their lives.

Instead, millennials in southern Europe have found themselves unceremoniously shoved down the order of priorities. In such circumstances, the economic basics trump more complex issues when it comes to politics; those in northern Europe can still afford to care about other topics. This split is starting to show up electorally. Europe's Green parties enjoyed their best-ever performance in the 2019 European Parliament elections, nearly doubling their number of MEPs as young voters from across northern Europe flocked to them. Spain, Italy and Greece—about a quarter of the EU's population—boast a grand total of one Green MEP.

## Apathy, escape or radicalism

After two big crises at a formative period of their lives, a politicised and traumatised generation will need to be catered for. Emigration was an option for southern Europe's discontented young last time round; this time all of the EU's economies are tanking simultaneously, while Britain—a popular destination in the previous crisis—is intent on reducing immigration. There is no ripcord that Europe's afflicted young can easily pull. Apathy is another potential path. "I would say 80% are just complaining and getting depressed and 20% at least are trying to gather energy," says Ms Zugno of her peers.

But the anger built up during the previous crisis has not receded. About two-thirds of Spaniards declare themselves dissatisfied with democracy in their country. This provides fertile ground for populist parties, points out Ignacio Jurado, an academic at University Carlos III of Madrid: "People are more interested in politics, but they expect less. They trust less in government. They are more dissatisfied." In Spain, the result has been straightforward. New parties such as Vox on the right and Podemos on the radical left have flourished, with younger voters in particular constituting their core support. In Italy, just under half of all voters aged between 25 and 34 opted for the Northern League, a hard-right anti-immigration party, or the Five Star Movement, a more leftist populist group, at last year's European elections. Europe's mainstream parties will find it hard to win them back. A resurgence of a left-right split on economics could help these established parties. But many voters will feel that the social contract has been

**Le Figaro (site web)**

vendredi 17 avril 2020 - 14:01 UTC +02:00 1859 mots

# Coronavirus: pourquoi les dettes européennes ne seront pas (et ne doivent pas être) effacées

**DÉCRYPTAGE - Les dettes de 76 des pays les plus pauvres viennent d'être suspendues pour un an. Cette mesure n'obtiendrait pas les mêmes effets pour les grandes puissances du Vieux Continent.**

Les ministres des Finances et autres banquiers centraux du G20 en ont convenu : la dette de 76 pays parmi les plus pauvres sera suspendue pour un an. Cette annonce fait notamment suite aux déclarations d'Emmanuel Macron lundi dernier, qui de son côté avait appelé à « *annuler massivement* » la dette de ces pays.

Face à la crise sanitaire du coronavirus et aux mesures déployées pour soutenir l'économie, les dettes des pays européens vont également décoller. Comme en France, où elle passera en un an de 100% à au moins 115% de notre PIB. Ce que Bruno Le Maire assume : « *contre la crise, nous avons choisi la dette, le seul choix responsable* ».

En Allemagne aussi, celle-ci devrait grimper fortement, malgré la prudence habituellement de rigueur outre-Rhin sur le sujet. Une situation commune à tous nos voisins qui pose la question suivante : pourquoi, comme pour les pays les plus pauvres, ne pas annuler ou suspendre notre dette pour se donner du souffle ? *Le Figaro* décrypte cette mesure que Jean-Luc Mélenchon (LFI) ou Fabien Roussel (Gauche démocrate) appellent de leurs vœux, mais que Christine Lagarde, présidente de la BCE, n'envisage pas.

## D'où vient la dette ?

« *Chaque gouvernement bénéficie de recettes fiscales et doit en même temps faire de la dépense publique* », entame Nicolas Goetzmann, économiste à la Financière de la Cité. « *Or, assez régulièrement, reprend-il, le niveau de recette ne suffit pas à couvrir l'ensemble des dépenses, ce qui crée un déficit.* » Comment faire pour répondre à ce déficit ? Recourir à l'emprunt et donc à l'endettement. La dette publique regroupe ainsi l'ensemble des emprunts contractés par les administrations publiques.

« *La dette que l'on a aujourd'hui correspond plus ou moins à l'addition des dettes que l'on accumule depuis des années* », résume Nicolas Goetzmann. À l'échelle européenne, celle-ci s'élève à plus de 10.000 milliards d'euros, un chiffre qui, là aussi, grimpera avec les nombreux plans de soutiens mis en place par les économies européennes.

## En France, qui détient la dette ?

C'est l'Agence France Trésor qui se charge de la gestion de la dette. C'est donc elle qui met aux enchères les obligations, ou adjudications, qu'elle émet et selon les derniers chiffres qu'elle fournit, la dette se sépare en plusieurs détenteurs. « *Les résidents, les compagnies d'assurances, les investisseurs étrangers* », détaille Nicolas Goetzmann, ajoutant bien sûr la BCE. Cependant, dans les faits, c'est la Banque de France qui détient les achats de dette, donc la dette, et non la BCE, ajuste-t-il toutefois.

Précisément, notre dette est détenue à plus de 53% par des « *non-résidents* » (il peut s'agir d'investisseurs français basés à l'étranger), à 25% par des compagnies d'assurances ou des établissements bancaires et le reste ou presque, par la Banque de France.

## Pourquoi suspend-on la dette des pays les plus pauvres ?

Pour 76 des pays les plus pauvres, il ne sera plus question de dette en 2020, comme annoncé cette semaine par le G20. Ainsi, leurs paiements et leurs intérêts sont suspendus jusqu'à la fin de l'année. *« C'est une bonne mesure car cela libère des liquidités, mais on est loin de ce qu'avait annoncé Emmanuel Macron »*, commente Nicolas Goetzmann. Le président de la République optait lui, lors de son allocution lundi dernier, pour une annulation *« massive »* de ces dettes. *« C'est une mesure provisoire, reprend l'économiste, pas du tout une réponse sur le long terme. »*

*« Cette suspension provisoire est une grande avancée diplomatique et un petit geste envers les pays pauvres »*, reprend de son côté Michel Ruimy, professeur à l'ESCP et à Sciences Po Paris. L'objectif, reprend-il : *« dégager des liquidités et donc des marges de manœuvre afin que ces pays puissent combattre la pandémie et subvenir aux besoins de millions de personnes vulnérables. »*

Cela devrait en effet soulager l'économie de ces pays en 2020 d'environ 20 milliards de dollars. Pour la suite, le G20 et les ministres des Finances tablent pour le moment sur une reprise en 2021 et évalueront, au cas par cas, les possibilités à la fin de l'année.

Une mesure qui se justifie également chez François Ecalle, spécialiste des finances publiques et président du site Fipeco.fr. *« Il faut bien faire quelque chose car ces pays sont dans une situation catastrophique, bien pire que nous, puisque beaucoup ne vivent que des exportations de matières premières. La chute des cours et l'arrêt des activités sera dramatique »*, déplore l'économiste. Mais ce dernier va également au-delà de l'annonce des pays du G20, expliquant aussi qu'il *« faudra sûrement aller jusqu'à annuler leur dette »*. Idem chez Michel Ruimy. *« Il s'agit d'une bouffée d'oxygène pour des pays pauvres, ce moratoire n'allège pas le poids de la dette, qu'il faudrait annuler. »*

Il y a un inconvénient évident à cette mesure d'annulation de dette, qui explique qu'elle n'a pas été retenue dans l'immédiat, appuie François Ecalle : *« une annulation mène à une perte pour les créanciers. »*

## Pourquoi ne pas faire pareil pour les pays européens ?

Aussitôt posée, cette interrogation a très vite été balayée par la chef de la BCE, Christine Lagarde. *« Cela me paraît totalement impensable »*, lâchait-elle la semaine dernière sur France Inter. Et ce, pour plusieurs raisons.

Premièrement, pour les plus grandes puissances, *« les montants sont beaucoup plus importants »*, rappelle Nicolas Goetzmann. Il explique ensuite que le recours à l'endettement *« est une capacité très importante de soutien à l'économie, un élément essentiel de l'activité »*. Ainsi, émettre un doute sur la capacité d'un État à rembourser la dette *« est un très mauvais signal, qui risque de provoquer la crainte des investisseurs, détenteurs de la dette, qui ne voudront plus la détenir »*, analyse-t-il. *« Le risque, si vous ne payez plus vos dettes, c'est de ne plus pouvoir emprunter pour les autres dépenses, comme celles de santé, celles des salaires des fonctionnaires ou pour les retraites »*, reprend également François Ecalle.

Même son de cloche chez Éric Woerth, président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, qui assurait ce vendredi dans l'Hémicycle, en réponse à la demande de Jean-Luc Mélenchon d'effacer la dette provoquée par la crise actuelle, que *« toute rupture de dette crée des ruptures de confiance qui peuvent être extrêmement négatives. »*

Le mécanisme qui suivrait une annulation massive est simple, ajoutent les trois économistes interrogés : à savoir une forte hausse du risque et donc des taux d'intérêt, actuellement très faibles voire nuls. Ce qui peut conduire jusqu'au défaut de paiement à terme et jusqu'à la faillite, dans un cas extrême.

En outre, si l'on prend l'exemple français, notre dette est donc détenue de façon importante par la Banque de France. Si celle-ci est annulée, reprend François Ecalle, la Banque de France, en tant que créancier, accusera donc la perte. Or, l'actionnaire de la Banque de France est... l'État français. *« Tout ce que l'un gagne, l'autre le perd, alors ça ne sert à rien que la Banque de France et la BCE fassent des cadeaux aux États car,*

*finalement, ils perdront en dividendes », analyse François Ecalte. Des pertes qui peuvent être importantes : en 2018, la Banque de France a versé 5,6 milliards d'euros de dividendes et d'impôts sur les sociétés à l'État. « Cela déclencherait une déstabilisation des marchés financiers et l'écroulement du système financier international », analyse l'économiste Michel Ruimy. Il ajoute que lors de la crise des dettes souveraines, entre 2009 et 2011, « la zone euro a failli ne pas résister au défaut de la Grèce. »*

Il en va de même pour le secteur bancaire et celui de l'assurance, tous deux détenteurs de dette, qui se verraient très douloureusement touchés par une annulation de dette. Une telle annulation « *conduirait à la faillite des banques et compagnies d'assurance nationales, à une remise en cause du financement de l'économie et à la ruine des épargnants qui ont massivement placé leurs capitaux sur ces titres via notamment l'assurance-vie* », reprend le professeur de Sciences Po.

### **Peut-on alors se faire racheter notre dette ?**

Dernier point mentionné par Michel Ruimy et non des moindres, le droit européen interdit en l'état d'annuler une dette. Il faudrait alors modifier le Traité de fonctionnement de l'UE pour permettre cela, ce en quoi l'économiste ne place aucun espoir.

Pour les pays plus développés, la solution réside davantage dans la capacité de la Banque centrale à racheter de la dette. C'est d'ailleurs ce que met en œuvre la BCE, par un vaste plan de rachat de 750 milliards d'euros annoncé mi-mars et élargi à 1000 milliards. À titre de comparaison, la banque centrale américaine, la Fed, mène le même plan de rachat de créance, mais de façon illimitée. « *A priori, la BCE va acheter l'équivalent de 15 milliards d'euros de dette française chaque mois jusqu'à la fin de l'année* », reprend l'économiste de la Financière de la cité. S'il y a malgré cela un surcroît de dette, « *il n'y a pas vraiment besoin de l'annuler car elle sera en partie rachetée par la BCE* », commente-t-il.

« *Les pays resteront toujours autant endettés, mais auprès de la BCE* », tempère François Ecalte, qui estime que ces « *cadeaux* » de rachats ne présentent pas d'intérêt particulier. « *Les vannes sont ouvertes mais les États membres doivent garder en tête qu'ils devront rembourser leurs dettes* », ajoute Michel Ruimy.

### **Faut-il s'inquiéter de cette explosion de la dette ?**

« *Oui, c'est inquiétant* », répond le président de Fipeco. Il ne met pas en cause le niveau de la dette mais sa dynamique : « *nous n'arrivons pas à la stabiliser* ». Or, explique-t-il, les banques centrales tentent de plus en plus de contenir les taux à plus long terme et pour cela, elles achètent de plus en plus d'obligations. Cela conduit, comme souvent, à une limite : l'inflation. « *À force de financer les États qui ont des déficits très importants pour maintenir les taux bas, cela aura des effets inflationnistes et la Banque centrale arrêtera d'acheter. Il n'y a pas de solution miracle* », conclut-il. Nicolas Goetzmann met toutefois en avant une possibilité déjà mise en œuvre au Japon et en réflexion aux États-Unis, celle de bloquer les taux d'intérêt.

Sur le niveau de dette, ce dernier se montre plus optimiste. « *Le marché a parfaitement confiance en la capacité de la France à rembourser sa dette, c'est pour ça que les taux sont à zéro* », ajoute-t-il. Il assure enfin que la priorité n'est pas la dette, mais la croissance. « *Si la croissance est plus importante que le déficit, alors votre taux d'endettement baisse et vous noyez la dette dans la croissance* », conclut-il. « Les taux d'intérêt sont faibles et vont rester faibles », reprend de son côté Michel Ruimy. Il prend en témoin l'économie du Japon : « *sa dette a largement dépassé 200% du PIB et cela ne l'empêche pas de mettre en œuvre des politiques de relance.* »